

De l'analyse des marchés de la Construction Durable au diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du bâtiment et des ENR à l'horizon 2017

- **Maison de l'Emploi Lille Métropole** -



Réseau national des CERC
Cellules Economiques Régionales
de la Construction



Cellule
Economique
Régionale
pour la Construction et l'Aménagement
Nord - Pas de Calais



L'emploi, Lille s'y emploie

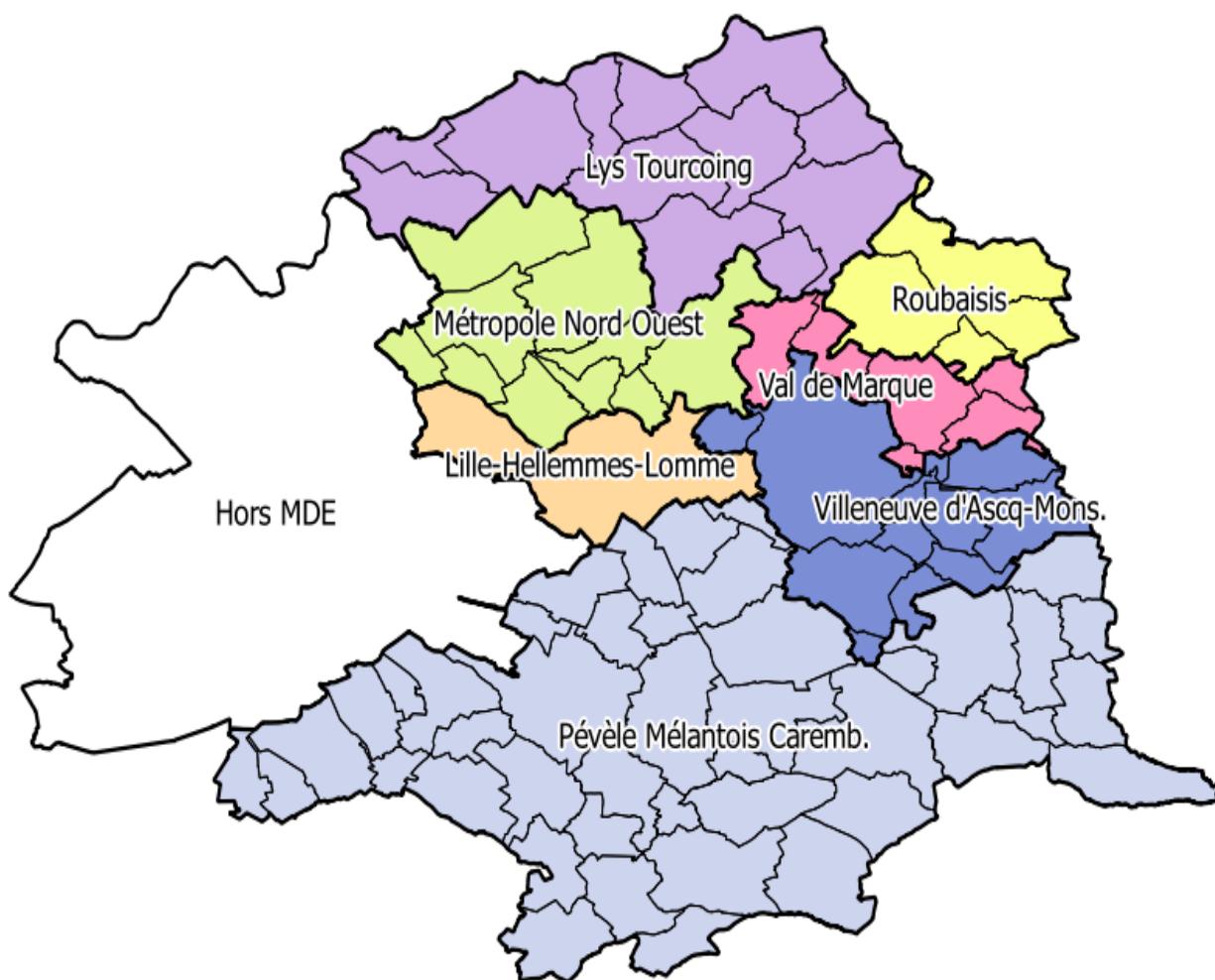


ADEME
Agence de l'Environnement
et de la Métrique de l'Energie



ALLIANCE VILLES EMPLOI

Le territoire d'analyse correspond aux 89 communes des 7 Maisons de l'Emploi de la métropole lilloise



Les Maisons de l'Emploi de l'Arrondissement de Lille

De l'analyse des marchés de la Construction Durable au diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du Bâtiment et des ENR à l'horizon 2017



I. Données de cadrage : le secteur du Bâtiment et des ENR au cœur de l'économie du territoire des Maison De l'Emploi (MDE)

A. Démographie : Les caractéristiques du territoire défini par les MDE

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

1. L'emploi dans le secteur du Bâtiment
2. L'appareil de production du secteur du Bâtiment
3. Focus sur les entreprises artisanales du Bâtiment

C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

1. L'état du parc de logements
2. Le parc social locatif
3. Estimation du parc tertiaire existant par destination des locaux

D. La précarité énergétique

E. Les objectifs du Grenelle de l'environnement et les réglementations

F. Le plan climat territorial : Constats / Objectifs

G. Le Bâtiment et les ENR

1. Etat des lieux de la consommation d'énergie sur le territoire – le poids des EnR et ventilation par type
2. Etat des lieux de la production d'énergie sur le territoire – le poids des EnR et ventilation par type
3. Les principaux équipements EnR liés au Bâtiment

Synthèse / Diagnostic

1. Analyse transversale des principaux indicateurs
2. Forces et Faiblesses à partir du contexte

II. Les marchés du Bâtiment du territoire impactés par les objectifs de performance énergétique et par la qualité environnementale

A. Quels impacts sur le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

1. Structure du chiffre d'affaires des entreprises sur le territoire
2. Les marchés de la performance énergétique et qualité environnementale

B. Quels impacts sur le secteur de la construction neuve de logements et de locaux ?

1. La construction neuve de logements sur le territoire
2. La construction neuve de locaux non résidentiels sur le territoire

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien – rénovation ?

1. Evolution de l'activité entretien rénovation
2. L'éco-PTZ, un levier pour la rénovation énergétique des logements
3. L'adaptation des Bâtiments publics à la réglementation

D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

1. Comment se structure le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?
2. Part et progression de l'activité consacrée à la performance énergétique et à la qualité environnementale
3. Connaissance des réglementations, des aides et impact sur l'activité des entreprises de Bâtiment
4. L'offre globale est-elle un enjeu pour les entreprises de Bâtiment ?

Synthèse / Diagnostic

III. Performance énergétique et qualité environnementale: un impact sur l'emploi du secteur Bâtiment sur le territoire

A. Quelles sont les forces et faiblesses de l'emploi salarié dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire?

1. Comment se répartissent les salariés travaillant dans les entreprises de Bât. sur le territoire?
2. Les entreprises de Bâtiment du territoire sont-elles plus attractives ?
3. Les salariés travaillant sur le territoire dans les entreprises de Bâtiment sont-ils plus âgés?
4. La part des salariés cadres des entreprises de Bâtiment du territoire est-elle importante ?

B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

1. Quel est le profil des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?
2. Quels sont les métiers Bâtiment présents sur le territoire ?
3. La proportion d'ouvriers de la production partant à la retraite d'ici 2017 dans les entreprises de Bâtiment est-elle plus importante sur le territoire ?
4. Les ouvriers de la production entrants dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire sont-ils différents ?

C. Des signes de montée en compétence des entreprises du Bâtiment

1. Points sur les labels et certifications des professionnels du Bâtiment
2. Premier recensement des entreprises labellisées et/ou certifiées

D. Quelle est l'évolution du travail intérimaire ?

E. Quels sont les besoins en recrutement des entreprises avec salarié(s) ?

F. Le marché du travail sur le territoire: les demandes et offres d'emploi

1. Comment évolue le nombre de demandeurs d'emploi issus des entreprises de Construction?
2. Quel est le profil des demandeurs d'emploi recherchant un métier BTP sur le territoire des MDE ?
3. Les offres d'emploi
4. Les demandeurs d'emploi

G. Quelles sont les compétences maîtrisées par les entreprises avec salarié(s) ?

H. Traduction de l'impact en emploi des marchés actuels en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

Synthèse / Diagnostic

IV. Diagnostic de l'offre actuelle de formation Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire

A. L'offre de formations initiales Bâtiment

1. Les centres de formation et leurs offres
2. Les effectifs en formation initiale

B. L'offre de formation continue Bâtiment

1. L'offre de formation continue du territoire
2. La formation continue des entreprises de moins de 10 salariés
3. Les contrats de professionnalisation des entreprises de moins de 10 salariés
4. La formation continue des entreprises de 10 salariés et plus
5. Les contrats de professionnalisation des entreprises de 10 salariés et plus
6. Bilan du dispositif FEEBAT

C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de Bâtiment avec salarié(s) du territoire

1. Analyse des pratiques des entreprises en termes de formation continue
2. Freins et leviers de la formation continue

Synthèse / Diagnostic

V. Conclusion: La relation Marché / Emploi / Formation: Préviation à l'horizon 2017 sur le territoire

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

1. Scénario prospectif sur le territoire
2. Zoom sur le potentiel de travaux de rénovation énergétique au niveau régional et sur le territoire des MDE
3. Une part croissante de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire

B. L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2017

C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

1. Besoins en formation en 2017 dans les métiers Bâtiment en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale
2. Enjeux de formation dans les métiers Bâtiment à l'horizon 2017

D. Connaissance des actions des MDE

Synthèse / Diagnostic

Annexes

A. Comparaison des études BIPE et CERC

1. Données de cadrage
2. L'emploi en Equivalents Temps Plein dans le Bâtiment et les EnR

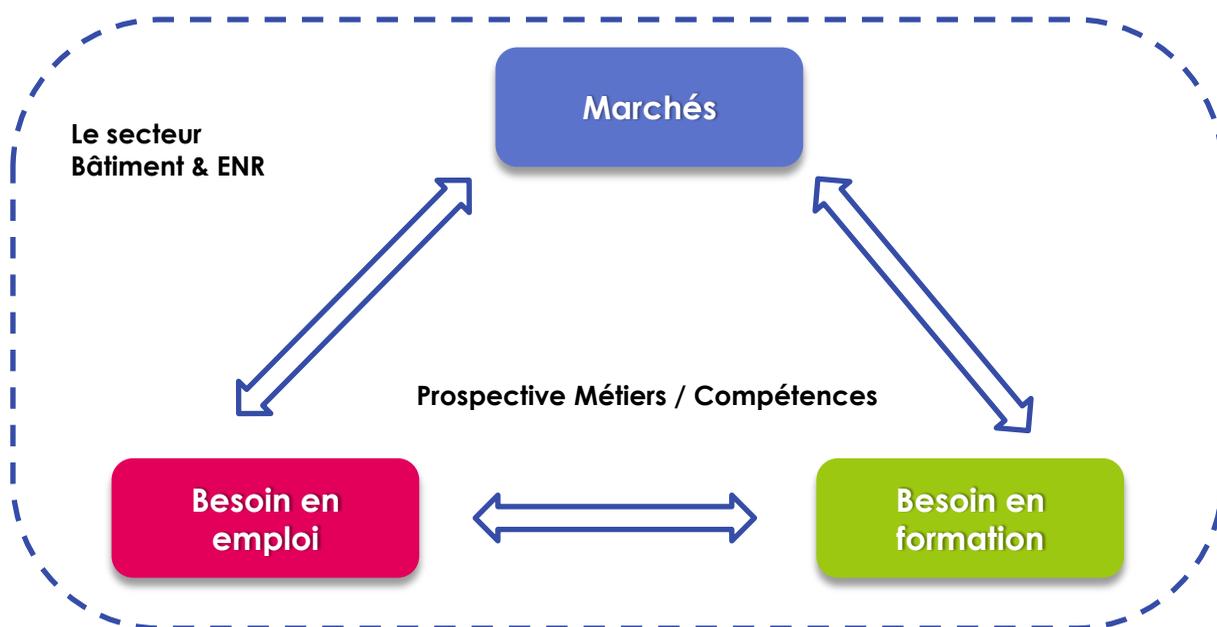
B. Progression des signes de qualité des ouvrages réalisés

1. Recensement des ouvrages labellisés et/ou certifiés en construction neuve
2. Recensement des ouvrages labellisés et/ou certifiés en rénovation

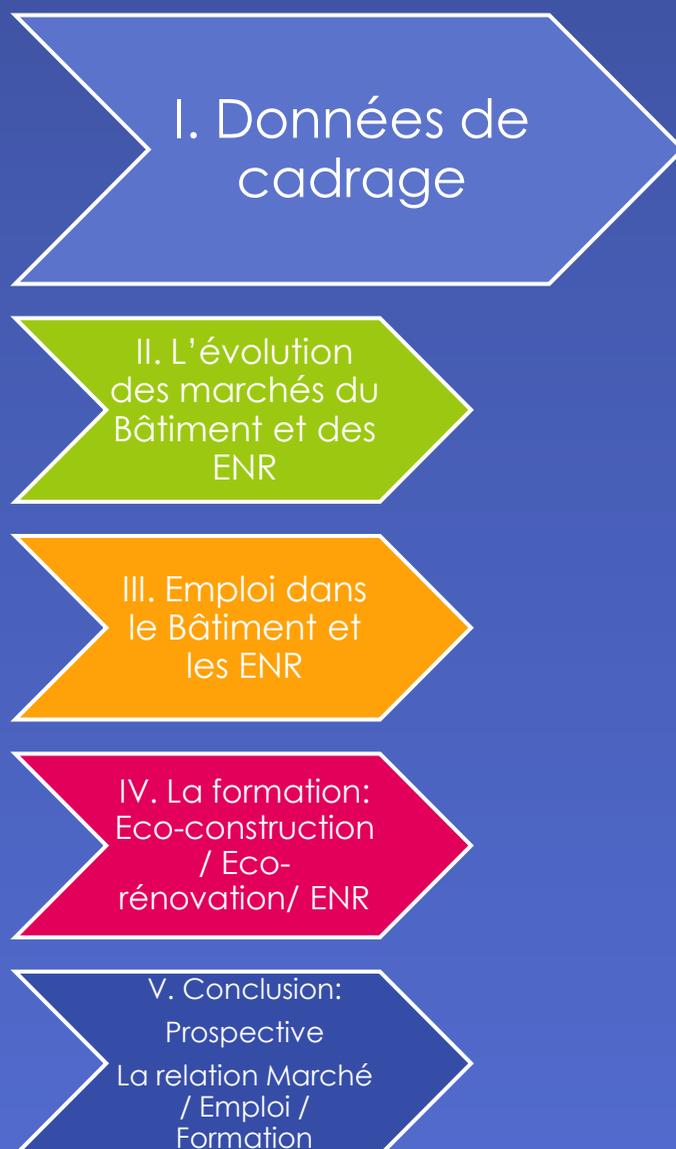
C. Les champs de l'étude pour les marchés du bâtiment et des EnR

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Processus d'analyse



I- Données de cadrage : le secteur du bâtiment et des ENR au cœur de l'économie du territoire des MDE



I – Données de cadrage : le secteur du Bâtiment et des ENR au cœur de l'économie du territoire des MDE

A. Démographie : Les caractéristiques du territoire défini par les MDE

1 053 746 habitants en population municipale (définition de l'INSEE) sur les 89 communes des Mde Lille Métropole, soit 41% des habitants du Nord

Source : INSEE

	Population				Communes
	2009	Part	Evolution 2009-1999	Projection 2040	Nombre
Lille-Lomme-Hellemmes	226 827	21,5%	6,7%		1
Mde Lille Métropole	1 053 746	87,5%	1,7%		89
Arrondissement de Lille	1 203 666	46,8%	1,9%		124
Nord	2 571 940	63,8%	0,7%	2 639 000	650
Nord Pas de Calais	4 033 197	6,3%	0,9%	4 149 000	1545
France Métropolitaine	62465709		9,8%	70 736 000	36 568

Communes	Population 2009	Poids	Densité en hab/km ²	Superficie en km ²	Part de la superficie	Evolution 1999-2009
Lille – Lomme - Hellemmes	226 827	21,53%	6 512	35	5,3%	6,7%
Roubaix	95 028	9,02%	7 183	13	2,0%	-2,0%
Tourcoing	92 389	8,77%	6 082	15	2,3%	-1,2%
Villeneuve-d'Ascq	63 844	6,06%	2 325	27	4,2%	-1,8%
Wattrelos	41 750	3,96%	3 106	13	2,0%	-2,3%
Marcq-en-Barœul	38 819	3,68%	2 765	14	2,1%	4,4%
Lambersart	28 310	2,69%	4 596	6	0,9%	0,6%
La Madeleine	22 174	2,10%	7 808	3	0,4%	-1,0%
Mons-en-Barœul	21 958	2,08%	7 624	3	0,4%	-4,5%
Croix	21 195	2,01%	4 774	4	0,7%	2,7%
Halluin	20 125	1,91%	1 602	13	1,9%	6,0%
Wasquehal	19 187	1,82%	2 797	7	1,0%	3,5%
Ronchin	18 256	1,73%	3 368	5	0,8%	0,7%
Hem	17 150	1,63%	1 777	10	1,5%	-12,8%
Faches-Thumesnil	16 928	1,61%	3 664	5	0,7%	6,5%
Mouvaux	13 242	1,26%	3 176	4	0,6%	0,6%
Wattignies	12 963	1,23%	2 054	6	1,0%	-10,2%
Lys-lez-Lannoy	12 922	1,23%	3 964	3	0,5%	-0,7%
Roncq	12 730	1,21%	1 202	11	1,6%	0,2%
Comines	12 493	1,19%	780	16	2,4%	4,6%
Seclin	12 436	1,18%	714	17	2,6%	2,9%
Saint-André-lez-Lille	10 834	1,03%	3 428	3	0,5%	7,1%
Communes de moins de 2 000 habitants	29 593	2,8%	296	100	15,1%	6,0%
Communes de 2 000 à 10 000 habitants	192 593	18,3%	590	326	49,4%	3,0%
Communes de plus de 10 000 habitants	831 560	78,9%	3 545	235	35,5%	1,3%
Mde Lille Métropole	1 053 746	100%	1 595	661	100%	1,7%
Arrondissement de Lille	1 203 666		1 369	880		1,9%
Nord	2 571 940		448	5 742		0,7%
Nord - Pas de Calais	4 033 197		325	12 414		0,9%
France métropolitaine	62 465 709		115	544 126		9,9%

- Lille-Lomme-Hellemmes rassemble 21,5% de la population du territoire composé de 22 communes de plus de 10 000 habitants (79%), dont 41 entre 2 000 et 10 000 (18%) et 26 de moins de 2 000 habitants (3%).
- Le territoire des deux zones d'emploi INSEE de Lille Métropole compte 124 communes, dont les 89 des Mde Lille Métropole.
- Entre 1999 et 2009, la population du territoire des MDE a augmenté de 1,7%, augmentation supérieure à la population du département (+0,7%) et de la région (+0,9%). La population a augmenté davantage dans les communes de moins de 2 000 habitants (+6%) que dans les villes de plus de 2 000 habitants (+1,6%).
- La densité moyenne du territoire des MDE est de 1 595 habitants/km² contre 448 habitants/km² pour le Nord et 325 habitants/km² sur la région (et 115 en France métropolitaine).

I – Données de cadrage : le secteur du Bâtiment et des ENR au cœur de l'économie du territoire des MDE

A. Démographie : Les caractéristiques du territoire défini par les MDE

Quelques indicateurs en 2009

Source : INSEE 2009 et DGI 2009

	Solde de population 1999-2009		Imposition des foyers fiscaux en 2009			Indice de jeunesse	
	% Solde naturel	% Solde migratoire	Part des foyers non imposés (%)	Revenu net imposable	Revenu net imposable des foyers imposés	Revenu net imposable des foyers non imposés	Ratio <20 ans / >60 ans
Mde Lille Métropole Arrondissement de Lille	6,9	-6	47,8	22 622 €	34 875 €	9 215 €	1,61
Nord	5,7	-5	51,7	20 786 €	33 079 €	9 322 €	1,43
NPDC	5,0	-4	53,3	20 157 €	32 490 €	9 351 €	1,37
France métropolitaine	4,1	2	45,7	23 433 €	34 946 €	9 779 €	1,09

- Le solde migratoire entre 1999 et 2009 est négatif (-6%) sur le territoire des MDE, comme sur le département (-5%) et sur la région (-4%). Il est positif sur la France métropolitaine (+2%).
- 48% des foyers fiscaux sont non imposés en 2009 (contre 52% dans le Nord et 46% en France métropolitaine), et également en revenu net imposable (19 270€).
- La population est plus jeune que sur le département et la région, avec un indice de 1,61 contre respectivement, 1,43 dans le Nord et 1,37 en région.

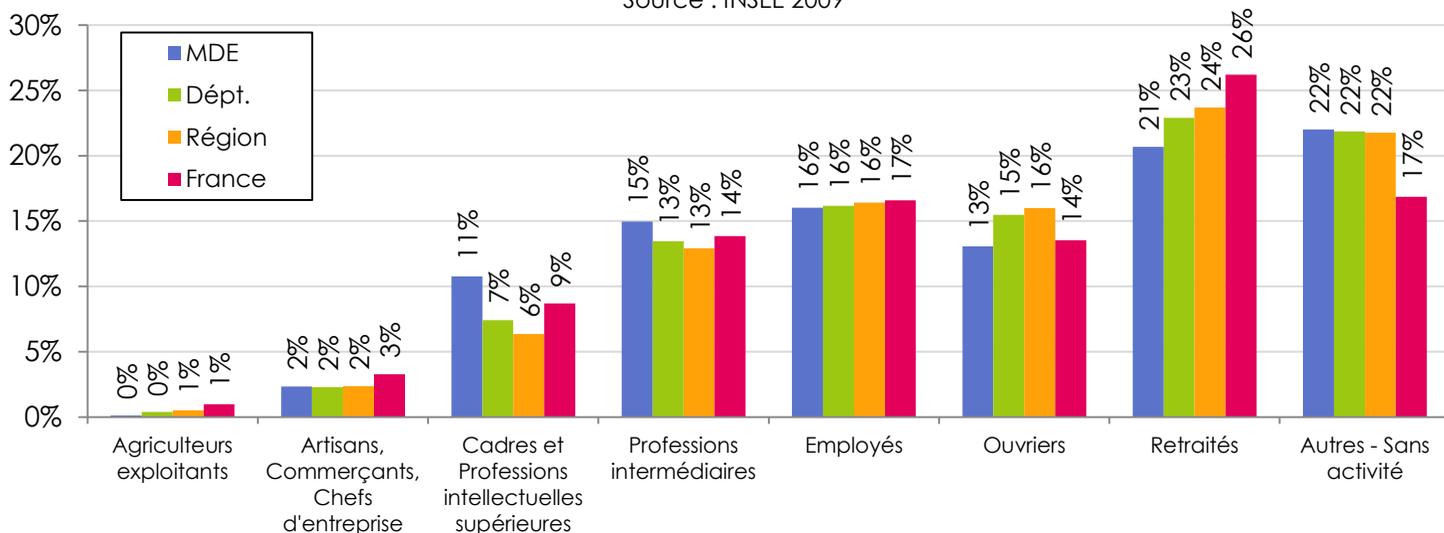
Population du territoire de la MDE répartie par tranche d'âge
Source : INSEE 2009



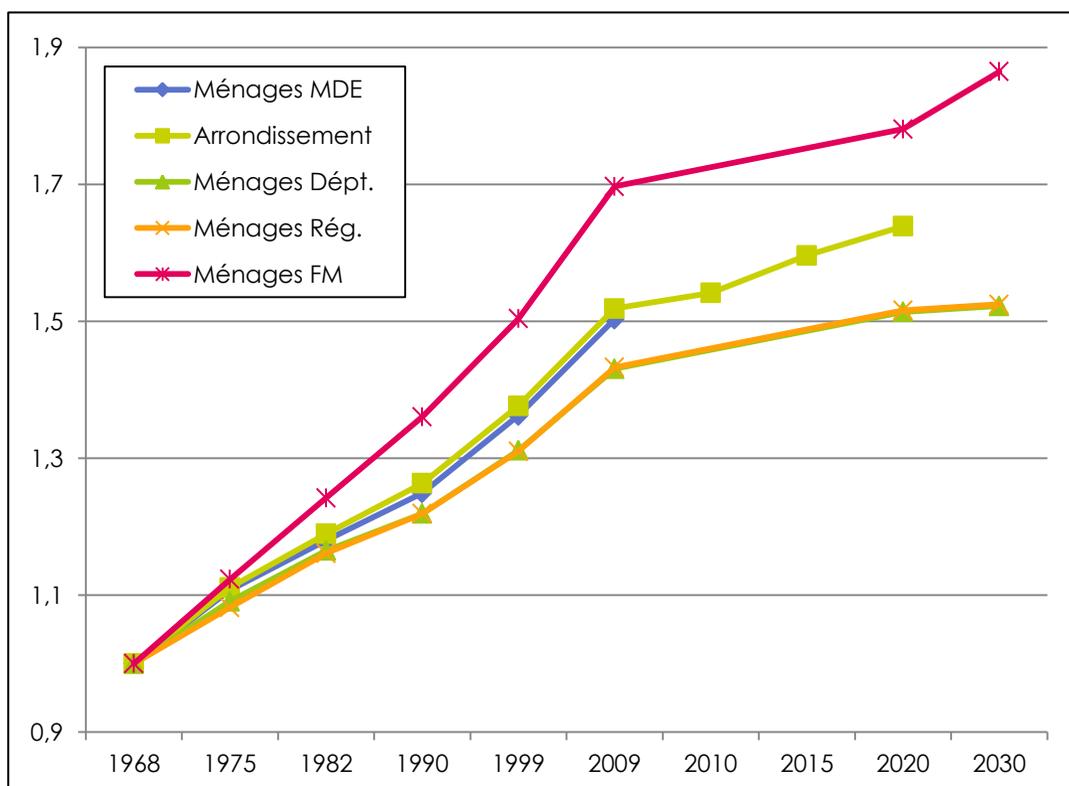
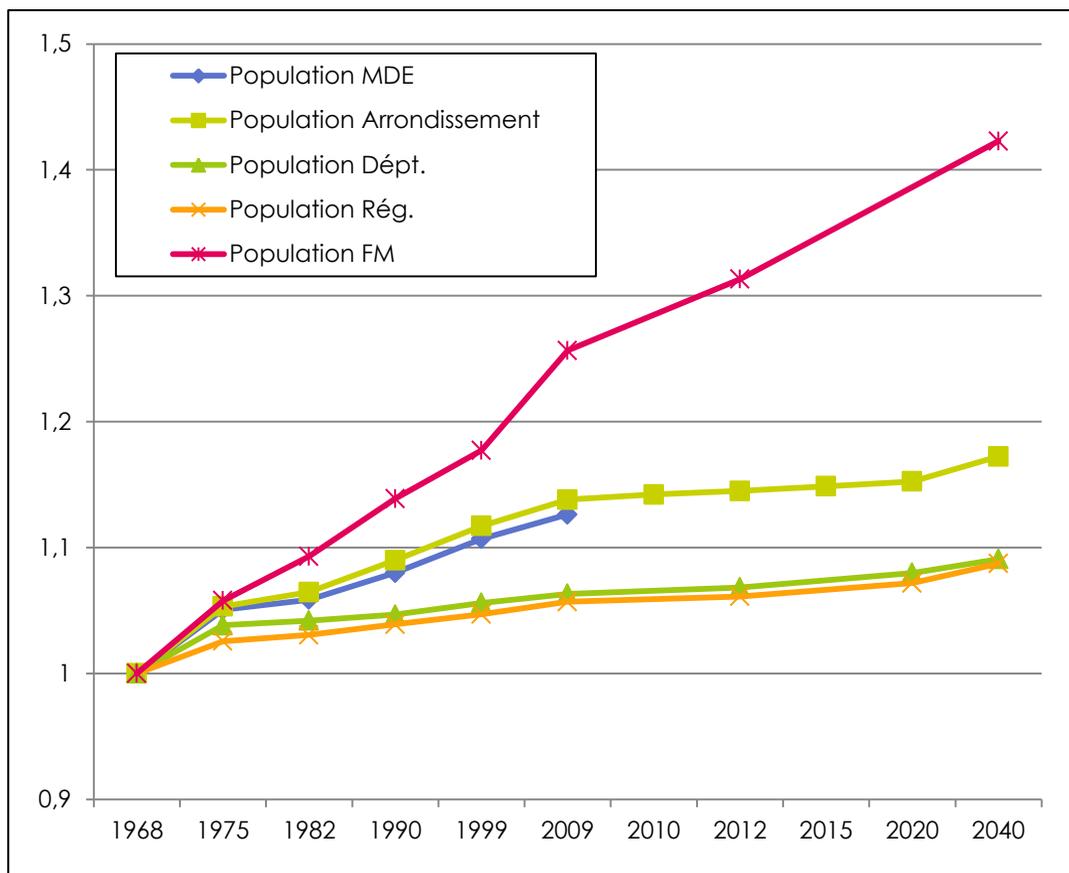
- On compte 51,5% de femmes sur le territoire, 51,8% sur la région et le département.
- La part des personnes de 15 à 29 ans sur le territoire des MDE est de 24% contre 20,5% sur la région.
 - Pour les hommes : 25% sur le territoire des MDE contre 21% en région.
 - Pour les femmes : 23% contre 20%.
- Les parts des ouvriers et des retraités sont moins importantes qu'en région (13% et 21% contre 16% et 24%). A l'inverse, les cadres et les professions intermédiaires sont plus représentés qu'en région.

Répartition de la population de 15 ans ou plus par catégorie socio-professionnelle en 2009

Source : INSEE 2009



A. Démographie : Les caractéristiques du territoire défini par les MDE



- Les 2 graphiques ci-contre, reprennent à la même échelle les évolutions de la population et du nombre de ménages de 1968 à 2030 (2040 pour la population).

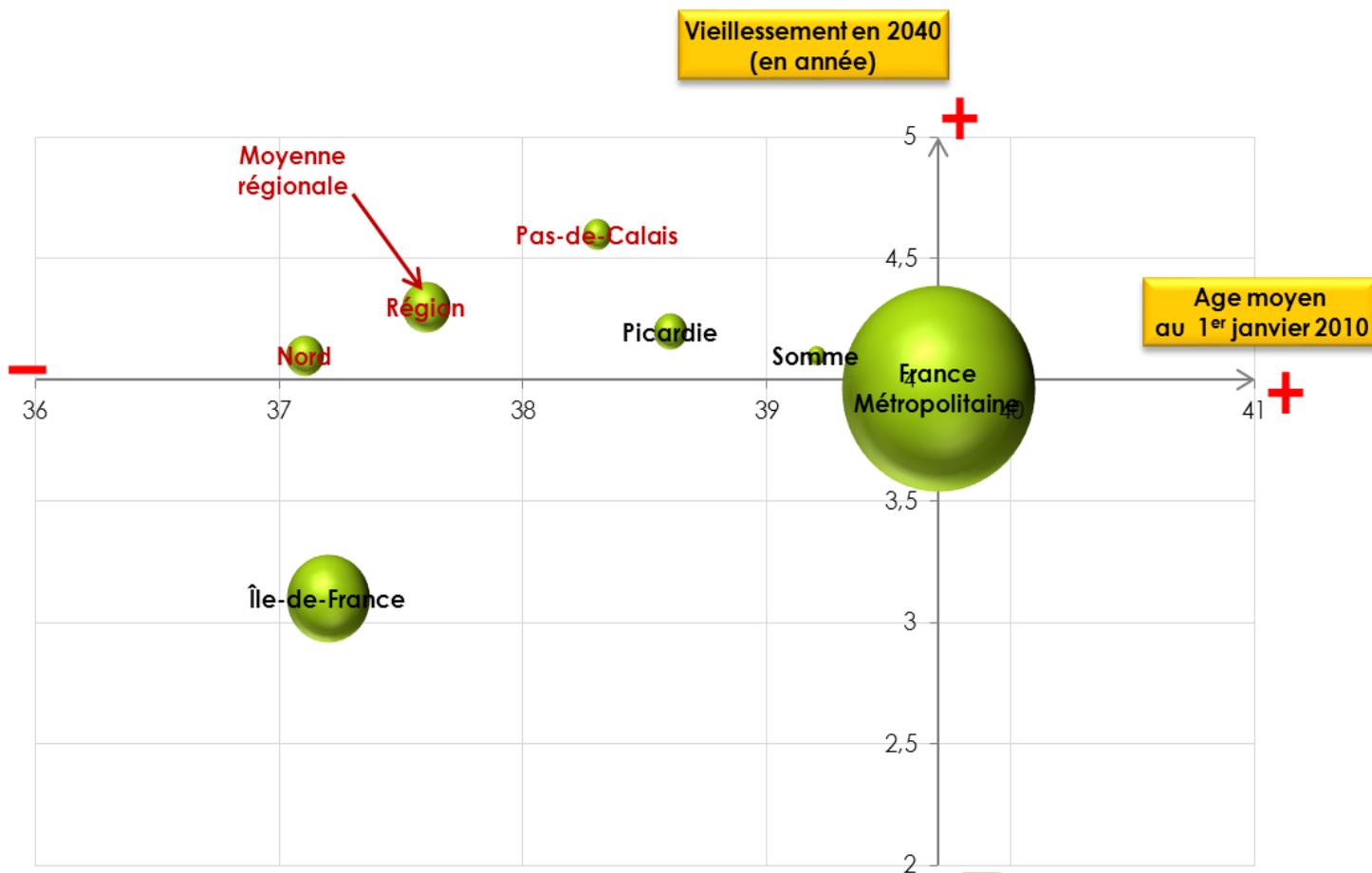
- Les évolutions de la population et des ménages de l'arrondissement de Lille et celles du territoire des Mde Lille Métropole sont similaires.

- Depuis 1968, la population du territoire des MDE a augmenté plus fortement que la population du département et de la région.

- En 2040, selon un scénario de l'INSEE en 2010, la population de l'arrondissement de Lille devrait compter 1 240 000 habitants (+3% entre 2009 et 2040). Le nombre de ménages devrait passer à 538 000 en 2020, soit +7,9% par rapport à 2009.

- Si l'on ajoute les besoins de renouvellement du parc de logements, on comprend mieux le besoin de construire.

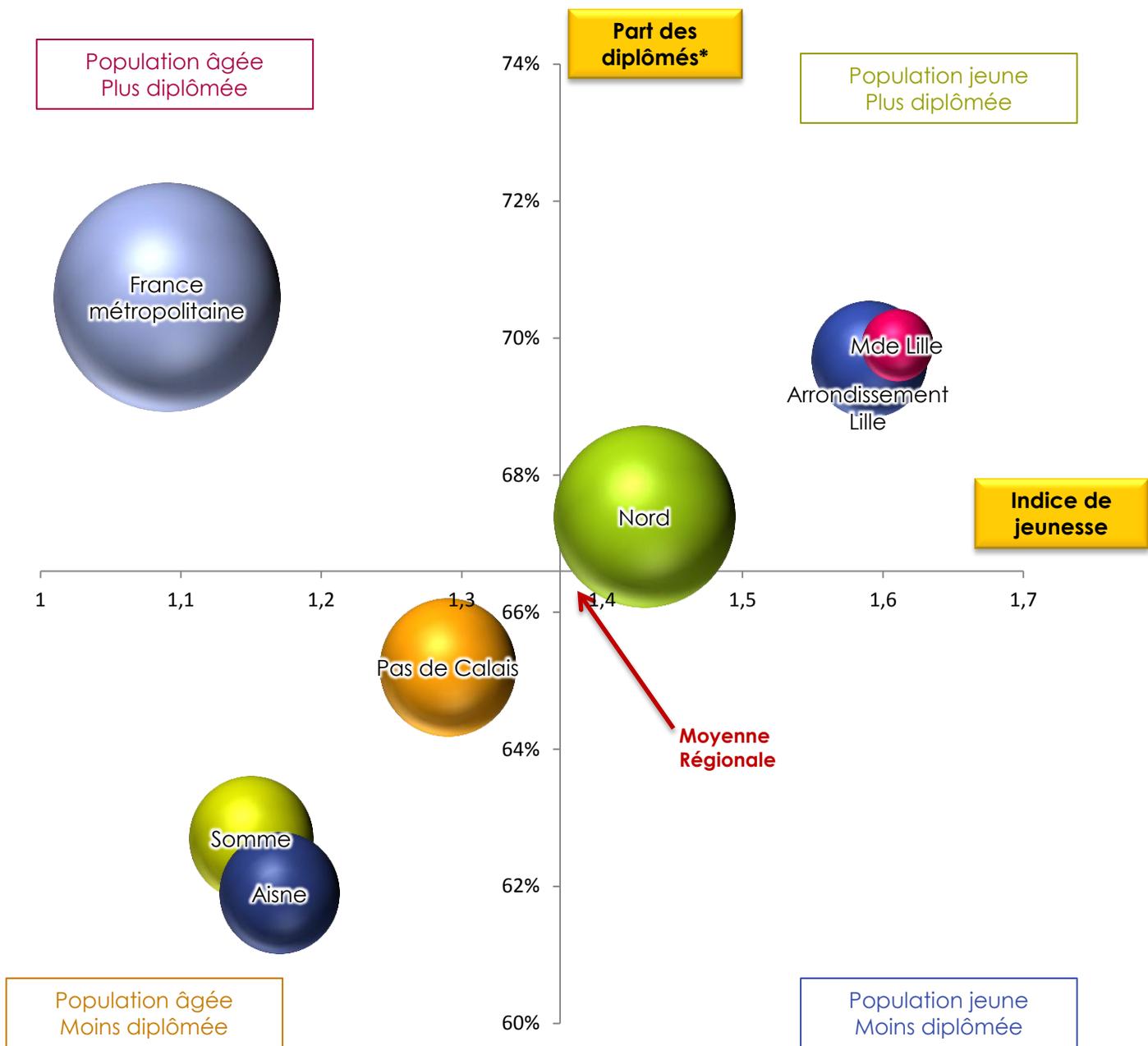
A. Démographie : Les caractéristiques du territoire défini par les MDE



Source : INSEE, Modèle Omphale (mis à jour le 12/2009)
traitement CER

- La région Nord-Pas de Calais a une moyenne d'âge estimée en 2010 plus faible que d'autres régions et la France Métropolitaine (39,7 ans). Sa moyenne (37,6 ans) est plus faible que celle du Pas de Calais (38,3 ans) mais plus forte que celle du Nord (37,1 ans).
- En 2040, la moyenne d'âge estimée en Région sera de 41,9 ans (+ 4,3 ans) contre 43,7 ans pour la France Métropolitaine (+ 4 ans). Cet âge moyen sera de 41,2 ans pour le Nord (+4,1 ans) et de 42,9 ans pour le Pas de Calais (+4,6 ans).
- Le vieillissement estimé sur la région est plus fort que la moyenne nationale.
- Le Pas de Calais vieillira plus vite que le Nord.
- La région restera cependant plus jeune que la France Métropolitaine, et d'autres régions, voire le département de la Somme voisin.

A. Démographie : Les caractéristiques du territoire défini par les MDE



* Titulaires d'un diplôme à partir du BEPC (Brevet des collèges).

Le territoire des MDE a une part de diplômés plus élevé que celle de la région mais aussi une population plus jeune

- Le territoire des MDE, comme celui de l'arrondissement de Lille, est supérieur à la moyenne régionale avec presque 70% de diplômés.
- Le Nord a une part de diplômés supérieure à celle de la région (67,4% de diplômés contre 66,6%).
- L'indice de jeunesse du territoire est de 1,61 contre 1,37 pour la région et 1,43 pour le département du Nord.
- L'arrondissement de Lille et les Mde Lille Métropole ont une population plus jeune que la moyenne régionale.

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

1. L'emploi dans le secteur du bâtiment

19 462 salariés du bâtiment sur le territoire des MDE,
Soit 45% de ceux du département du Nord

Source : Acooss Urssaf

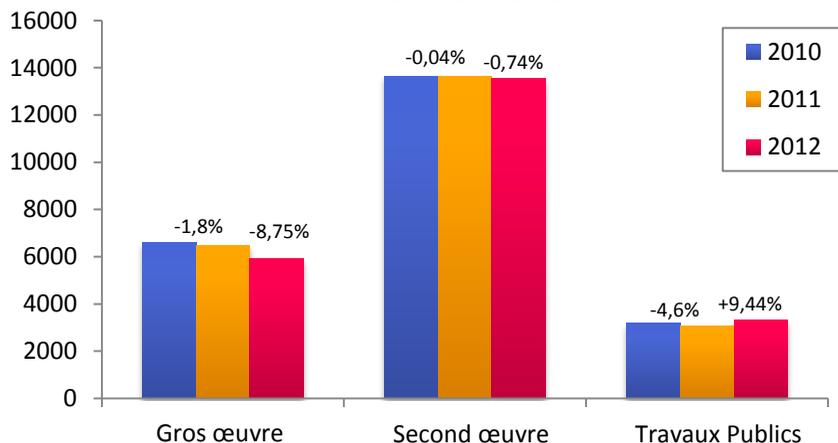
	Nombre de salariés 2012					Evolution des effectifs salariés 2012-2011		
	Tous secteurs	BTP	Bâtiment	Part BTP/ tous secteurs	Part bâtiment/ tous secteurs	Tous secteurs	BTP	Bâtiment
Mde Lille Métropole	366 037	22 790	19 462	6,2%	5,3%	-0,3%	-1,6%	-3,3%
Nord	697 049	52 018	42 830	7,5%	6,1%	-1,0%	-4,0%	-3,5%
Nord-Pas de Calais	1 012 508	72 766	66 265	7,2%	6,5%	-1,4%	-15,1%	-4,5%
France métropolitaine	17 446 961	1 409 353	1 136 436	8,1%	6,5%	-3,7%	-1,4%	-1,9%

5,3% des salariés du territoire des MDE (85,4% du BTP) sont du secteur du bâtiment.

- Sur le secteur des MDE 19 462 salariés travaillent dans le bâtiment, soit 5,3% de l'ensemble des salariés tous secteurs confondus.
- Sur les MDE, 85,4% des salariés du BTP travaillent dans le bâtiment (80,6% au niveau national).
- Le nombre de salariés diminue de -1,6% dans le BTP et de -3,3% dans le bâtiment entre 2011 et 2012.
- De 2011 à 2012, parmi les sous-secteurs d'activités du BTP sur les MDE, les effectifs salariés du gros œuvre et du second œuvre baissent respectivement de -8,75% et -0,74%. Les effectifs des travaux publics progressent avec une augmentation de +9,44%.

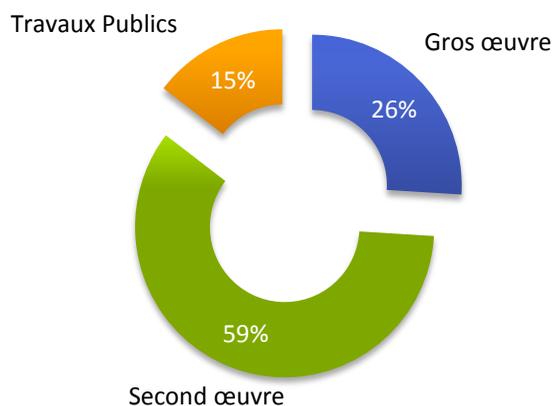
Evolution des effectifs salariés des sous-secteurs d'activités du BTP sur le territoire des MDE

Source : Acooss-Urssaf



Répartition des effectifs salariés des sous-secteurs d'activité du BTP sur le territoire des MDE en 2012

Source : Acooss-Urssaf

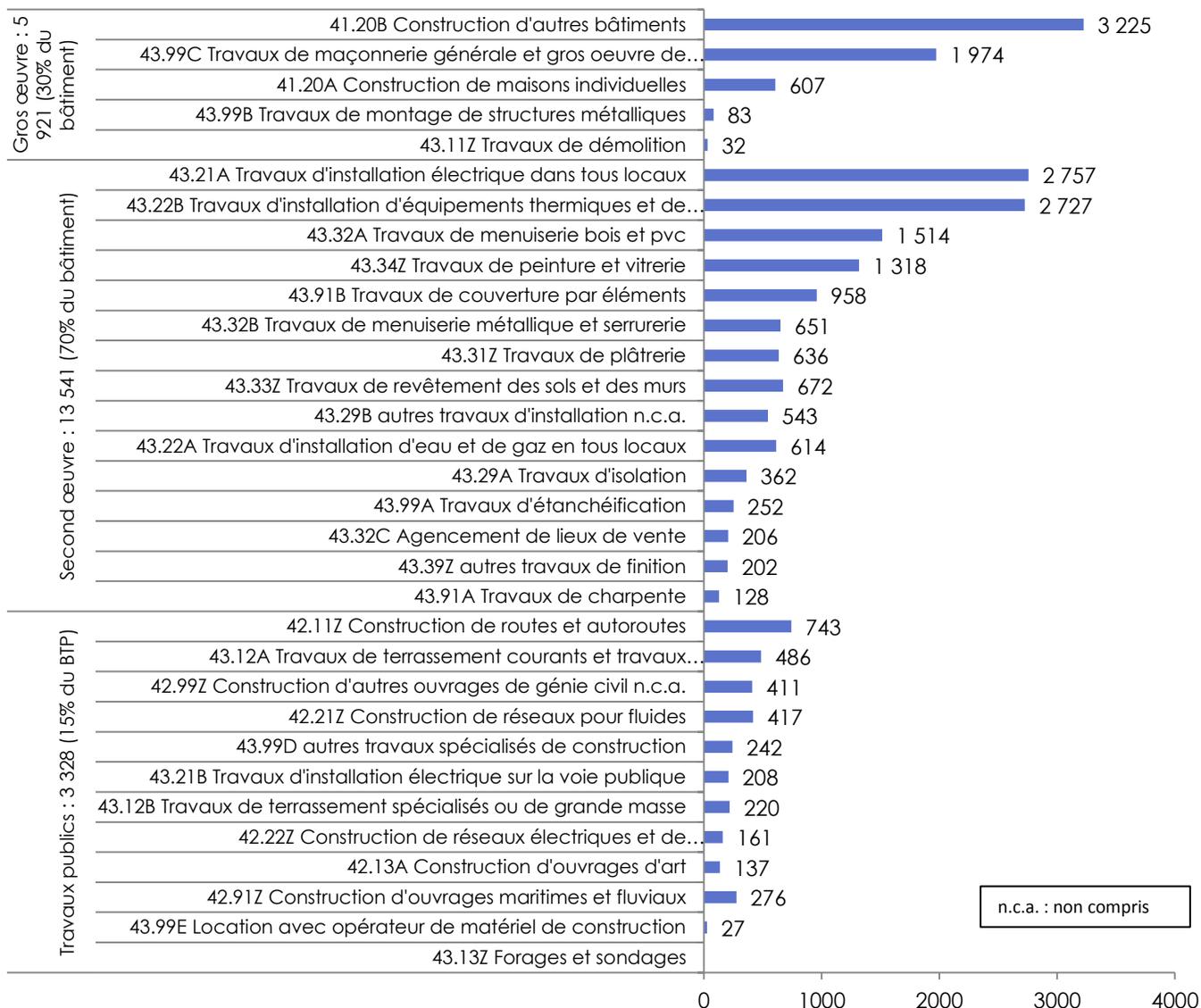


B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

1. L'emploi dans le secteur du bâtiment

Nombre de salariés du BTP par activité (code NAF) sur le territoire des MDE

Unité : Nombre de salariés - Source : Acoff - Urssaf 2012



En 2012, 85% des salariés du secteur BTP sont des salariés du bâtiment

- Parmi les sous secteurs du BTP, le bâtiment est autant présent sur le territoire des MDE que sur la région. Les travaux publics occupent 15% des salariés du BTP des MDE.
- Le second-œuvre regroupe 70% des salariés du bâtiment, il occupe 13 541 salariés. Le gros-œuvre emploie 30% des salariés du bâtiment avec 5 921 salariés.
- 6 types d'entreprises regroupent 60% des salariés du bâtiment :
 - 4120B Construction d'autres bâtiments : 3 225 salariés, 16,6%.
 - 4321A Travaux d'installation électrique dans tous locaux : 2 757, 14,2%.
 - 4322B Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation : 2 727 salariés, 14%.
 - 4399C Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment : 1 974 salariés, 10,1%.
 - 4332A Travaux de menuiserie bois et PVC : 1 514 salariés, 7,8%.
 - 4334Z Travaux de peinture et vitrerie : 1 318, 6,8%.

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

2. L'appareil de production du secteur du Bâtiment

4 305 entreprises* du bâtiment sur le territoire
Soit 44% de celles du département Nord

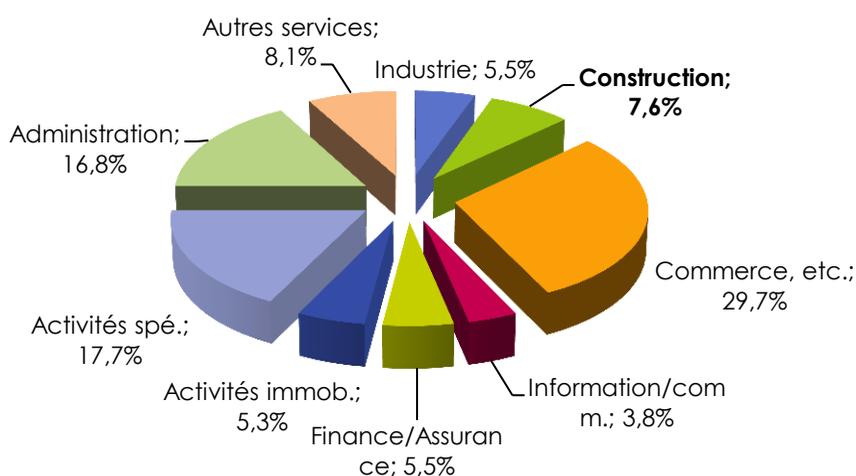
Source : INSEE SIRENE	Nombre d'entreprises au 1/1/2011				
	Tous secteurs	BTP	Bâtiment	Part BTP / tous secteurs	Part bâtiment / tous secteurs
Mde Lille Métropole	65 150	4 571	4 305	7,0%	6,6%
Arrondissement de Lille	72 046	5 268	4 934	7,3%	6,8%
Nord	136 013	10 616	9 865	7,8%	7,3%
Nord - Pas de Calais	177 217	14 325	13 703	8,1%	7,7%
France Métropolitaine	1 877 847	166 673	156 326	8,9%	8,3%

6,6% des entreprises du territoire des MDE sont des entreprises du secteur du bâtiment.

- On dénombre 4 305 entreprises du bâtiment sur le territoire des MDE au 1^{er} janvier 2011, soit 6,6% des établissements contre 7,7% sur la région.
- Parmi les entreprises du bâtiment : 874 sont des entreprises de gros-œuvre (19%) et 3 431 (75%) de second-œuvre. On dénombre par ailleurs 266 entreprises de travaux publics (6% des entreprises du BTP).
- Le secteur de la construction représente 7,6% des entreprises du territoire des MDE (8,3% sur la région, 9% sur la France métropolitaine), c'est le 5^{ème} secteur sur le territoire (4^{ème} en région). Il est devancé par les commerces (30%), les activités spécialisées (18%), l'administration (17%) et les autres services (8%).

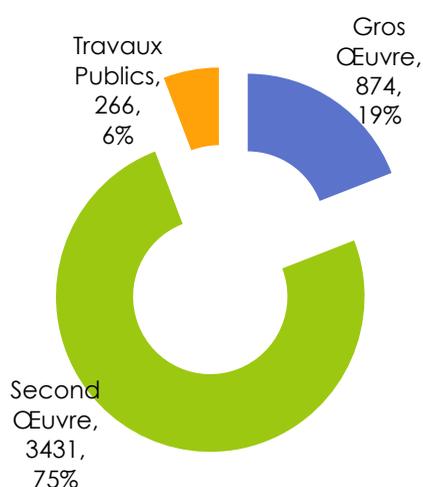
Répartition des établissements selon leur activité sur le territoire des MDE

Source : INSEE SIRENE 01/01/2011



Répartition des entreprises selon leur activité BTP sur le territoire des MDE

Source : INSEE SIRENE 01/01/2011



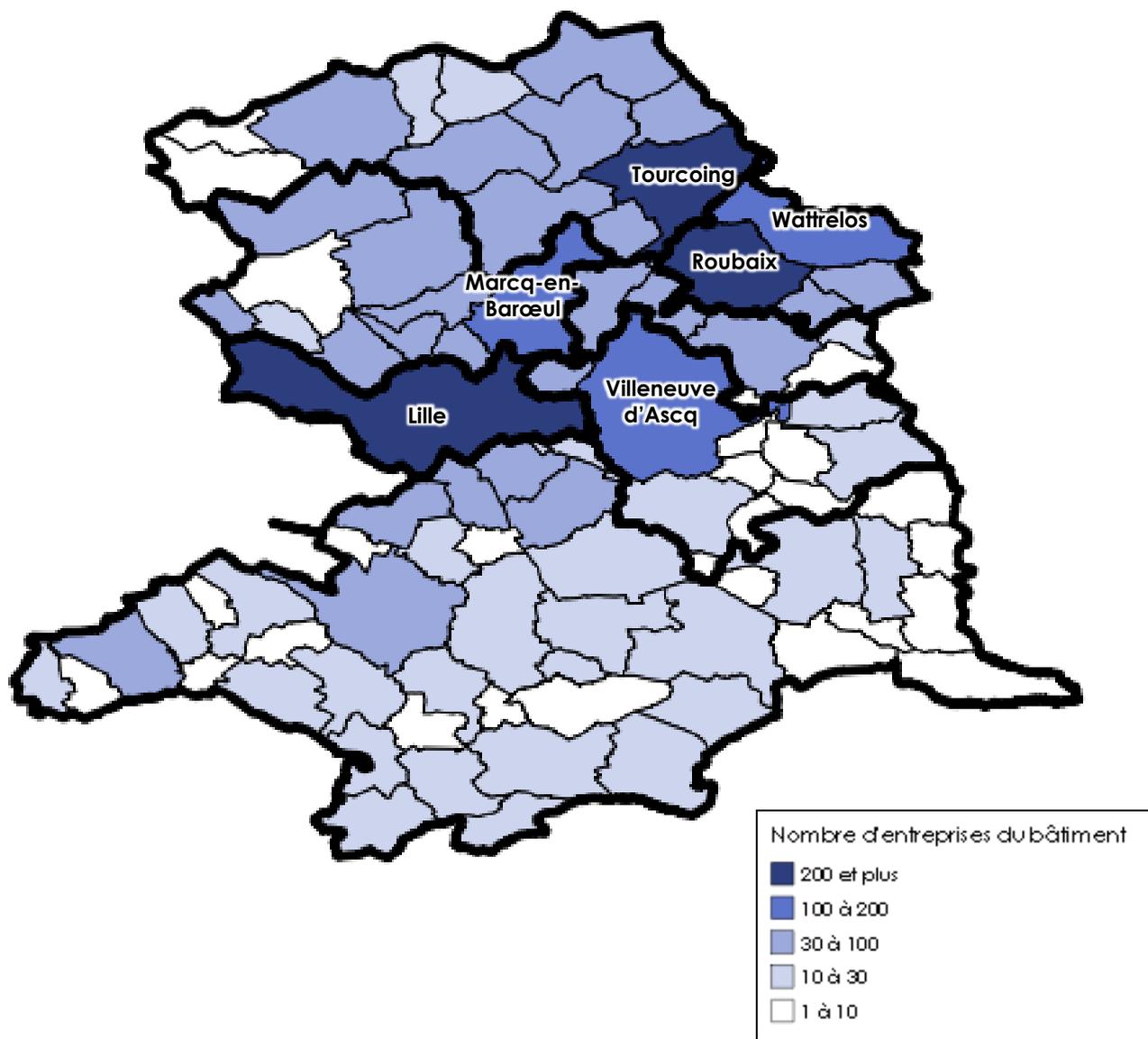
* Sont comptabilisées toutes les unités de production (établissements) rattachées à l'entreprise.

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

2. L'appareil de production du secteur du Bâtiment

Répartition des entreprises* du Bâtiment sur le territoire défini par les MDE

Source : INSEE SIRENE 01/01/2011



Les plus fortes concentrations d'entreprises du bâtiment se situent à Lille-Lomme-Hellemmes (20% des établissements du territoire), à Roubaix (15%) et à Tourcoing (10%).

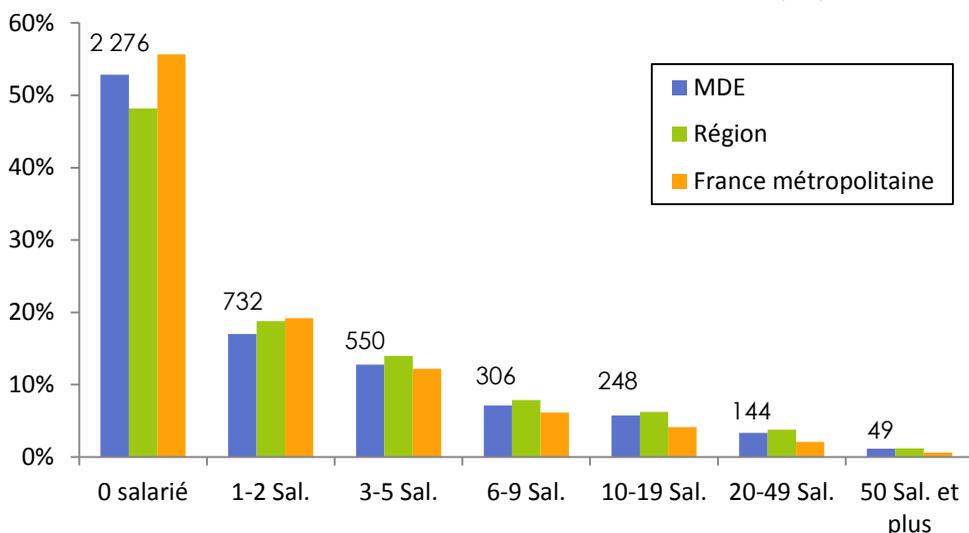
* Sont comptabilisées toutes les unités de production (établissements) rattachées à l'entreprise.

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

2. L'appareil de production du secteur du Bâtiment

Répartition des entreprises* du secteur du bâtiment sur le territoire des Mde Lille Métropole

Unité : Nombre d'établissements - Source : INSEE SIRENE 01/01/2011



53% des entreprises du bâtiment sur le secteur n'ont pas de salarié

- 2 276 entreprises ont 0 salarié sur les MDE, soit 52,8%, contre 48,2% sur la région et 55,6% en France métropolitaine (FM).
- 441 (10,2%) entreprises ont 10 salariés ou plus, contre 11,2% sur la région (6,8% en FM).
- 49 (1,1%) entreprises ont plus de 50 salariés, contre 1,2% en région et 0,6% en FM.

* Sont comptabilisées toutes les unités de production (établissements) rattachées à l'entreprise.

Nombre de créations d'entreprises en 2011

Source : INSEE

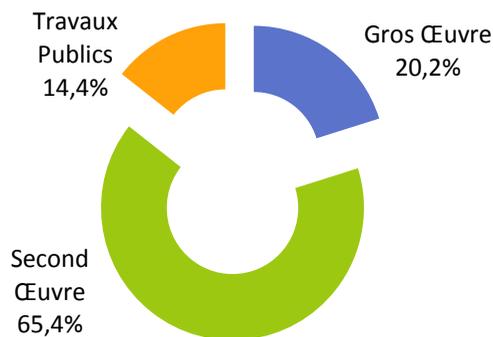
	Tous secteurs	BTP	Bâtiment	part BTP/ tous secteurs	part bâtiment/ tous secteurs	Taux de création tous secteurs	taux de création BTP	Taux de création bâtiment
Mde Lille Métropole	10 512	977	936	9,3%	8,9%	16,1%	21,4%	21,7%
Arrondissement de Lille	11 451	1 098	1 050	9,6%	9,2%	15,9%	20,8%	21,3%
Nord	19 636	2 226	2 109	11,3%	10,7%	14,4%	21,0%	21,4%
Nord - Pas de Calais	28 522	3 498	3 309	12,3%	11,6%	16,1%	24,4%	24,1%
France Métropolitaine	615 404	83 093	78 095	13,5%	12,7%	32,8%	49,9%	50,0%

8,9% des créations d'entreprise en 2011 concernent le secteur du bâtiment

- En 2011, 936 entreprises du bâtiment ont été créées sur le territoire des MDE.
- Ces créations représentent 44,4% de celles du Nord.
- Parmi les créations d'entreprises de bâtiment, 70% correspondent au second-œuvre et 2% au gros-œuvre (respectivement 654 et 189 entreprises).
- Le taux de création est de 21,7% dans le bâtiment.

Répartition des créations d'entreprises selon leur activité au sein du BTP sur le territoire des MDE

Source : INSEE SIRENE 01/01/2011



* Les créations d'entreprises de 2011 comprennent les auto-entrepreneurs

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

2. L'appareil de production du secteur du Bâtiment

Nombre* d'immatriculations d'auto-entreprises en 2012

Source : INSEE, REE	Tous secteurs (hors agriculture)	Construction	Part Construction / Tous secteurs
Nord	9 298	1 263	13,6%
Nord-Pas de Calais	14 185	2 047	14,4%
France métropolitaine	300 187	45 109	15,0%

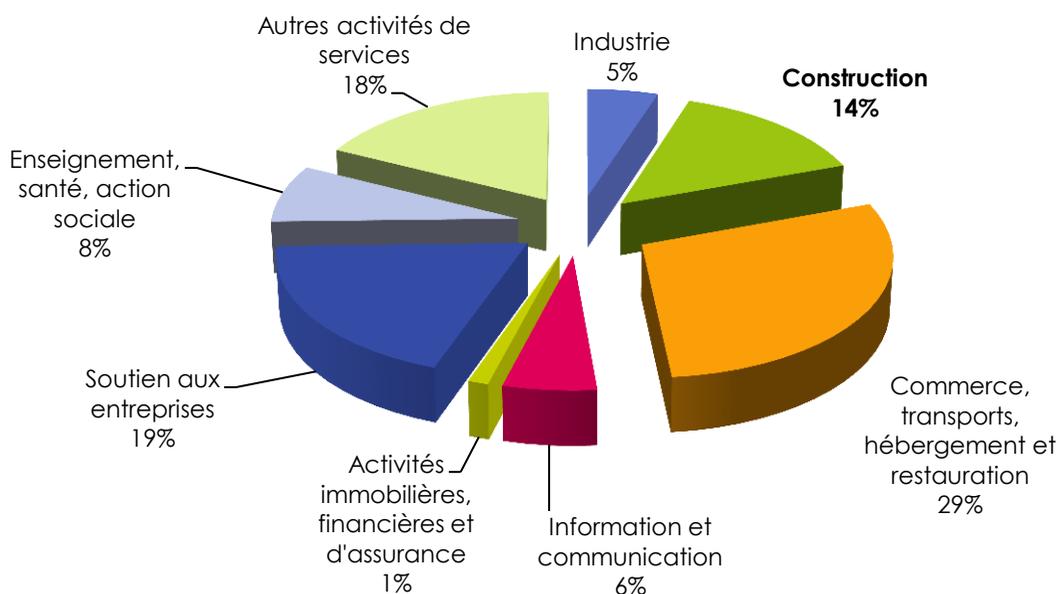
* Sont prises en compte toutes les demandes d'immatriculations d'auto-entreprises, sachant qu'environ la moitié n'a pas eu d'activité dans l'année d'inscription.

13,6% des immatriculations d'auto-entreprises du Nord, en 2012, concernent le secteur de la construction.

- En 2012, 1 263 entreprises de construction ont été immatriculées dans le Nord, soit 61,7% des immatriculations de la région.

Répartition du nombre d'immatriculations d'auto-entreprises en Nord-Pas de Calais, en 2012, par activité

Source : INSEE, REE (Répertoire des Entreprises et des Etablissements - SIRENE)



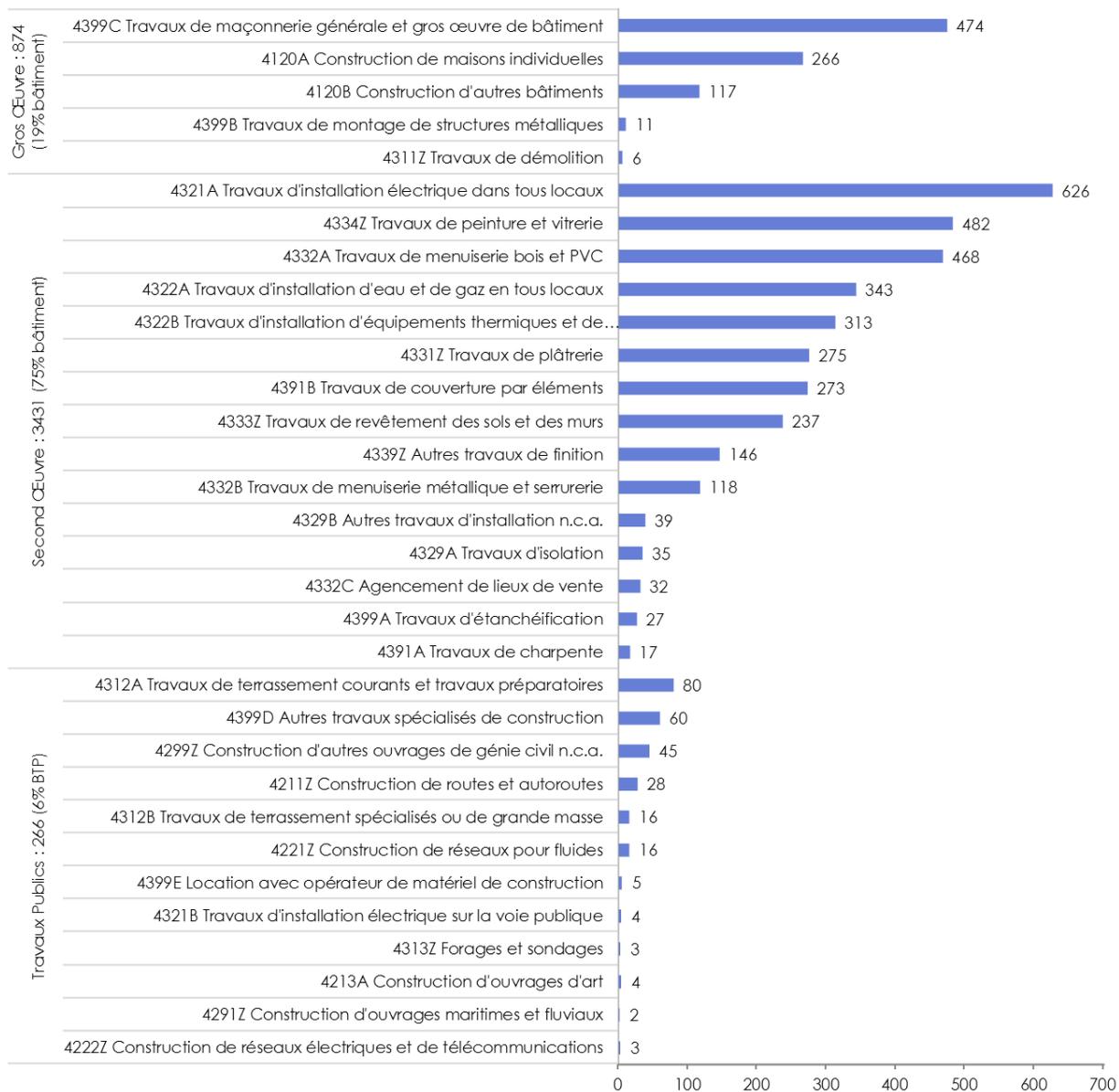
Le régime de l'auto-entrepreneur s'applique, depuis le 1^{er} janvier 2009, aux personnes qui créent ou possèdent une entreprises individuelle. Celle-ci doit répondre aux critères du régime fiscal des micro-entreprises (réaliser moins de 80 000€ de chiffre d'affaires pour des activités commerciales et moins de 32 000€ pour des activités libérales ou de services). Une création d'entreprises doit s'accompagner de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

2. L'appareil de production du secteur du Bâtiment

Nombre d'entreprises du BTP par activité (code NAF) sur le territoire de la MDE Lille métropole

Unité : Nombre d'établissements - Source : INSEE SIRENE 01/01/2011



6 activités concentrent 60% des 4 305 entreprises* du bâtiment

- 4321A Travaux d'installation électrique dans tous locaux : 626 entreprises, 14,5% (13,4% en région, 1^{er})
- 4334Z Travaux de peinture et de vitrerie : 482 entreprises, 11,2% (8,6% en région, 4^{ème})
- 4399C Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment : 474 entreprises, 11% (11,7% en région, 2^{ème})
- 4332A Travaux de menuiserie bois et PVC : 468 entreprises, 10,9% (10,7% en région, 3^{ème})
- 4322A Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux : 343 entreprises, 8%
- 4322B Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation : 313 entreprises, 7,3% (7,8% en région, 5^{ème})

* Sont comptabilisées toutes les unités de production (établissements) rattachées à l'entreprise.

B. Le secteur du Bâtiment dans l'économie locale

3. Focus sur les entreprises artisanales du Bâtiment

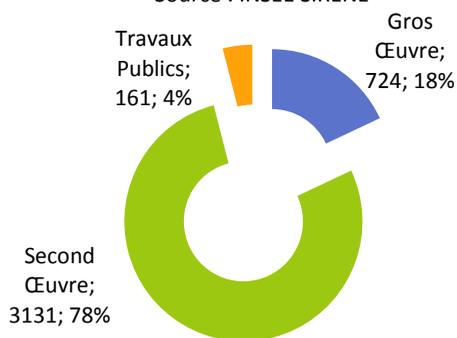
	Nombre d'entreprises artisanales				
	Tous secteurs	BTP	Bâtiment	Part Bâtiment/ tous secteurs	Part Bâtiment /BTP
MdE Lille Métropole	12 349	4 016	3 855	31,2%	96,0%
Arrondissement de Lille	14 082	4 613	4 417	31,4%	95,8%
Nord	28 565	9 355	8 882	31,1%	94,9%
Nord - Pas de Calais	38 626	12 614	11 938	30,9%	94,6%
France métropolitaine	382 025	142 473	136 186	35,6%	95,6%

3 855 entreprises artisanales* du secteur du bâtiment ont été recensées au 01/01/2011 par l'INSEE sur le territoire des Mde Lille Métropole.

- Les entreprises artisanales du bâtiment représentent 31% des entreprises artisanales des MDE, c'est moins qu'en France (36%).
- 96% des entreprises artisanales du BTP sont des entreprises du secteur du bâtiment.
- 31% des entreprises artisanales consacrent leur activité aux travaux de finitions et d'aménagement.
- Les deux autres secteurs importants sont les travaux d'installations électriques avec 16% des entreprises (562) et les travaux de couverture, de chauffage et de plomberie (16% des entreprises, 559).
- Au 1^{er} janvier 2012, l'arrondissement de Lille compte 13 104 entreprises artisanales, dont 4 878 dans le secteur du bâtiment, soit 37,2% des entreprises artisanales.

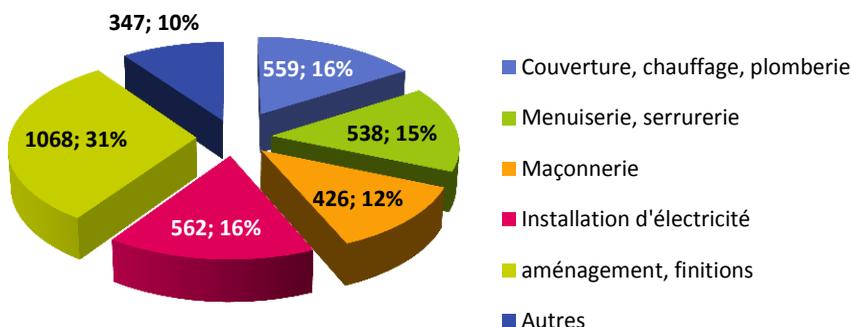
Répartition des entreprises artisanales selon leur activité BTP sur le territoire des MDE

Source : INSEE SIRENE



Répartition des entreprises artisanales du bâtiment par activité sur le territoire des MDE

Source : INSEE SIRENE



* Qui sont les entreprises artisanales?

- Ne pas employer plus de 10 salariés au moment de l'immatriculation
- Exercer à titre professionnel et de manière indépendante, une activité relevant du secteur de l'artisanat
- Le chef d'entreprise doit être détenteur d'un CAP ou autre diplôme équivalent ; le cas échéant, la qualité d'artisan est délivrée au bout de 6 ans d'immatriculation au métier.
- Les données au 01/01/11 comptent les auto-entrepreneurs.

C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

1. L'état du parc de logements

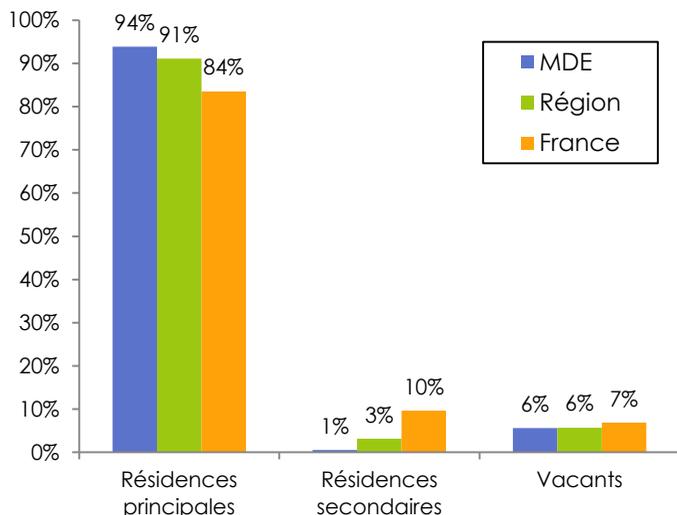
66% du parc de logements du territoire des MDE date d'avant 1975 (plus de 37 ans)

Sources : INSEE RP08
Sit@del2

	Parc existant de logements			Construction neuve	
	Nombre	Part des résidences principales	Part des résidences principales de plus de 37 ans	Logements commencés en 2012	% de construction
Mde Lille Métropole	469 245	93,8%	66,1%	5 716	1,22
Arrondissement de Lille	530 972	93,8%	ND.	6 819	1,28
Nord	1 122 349	93,1%	62,3%	9 975	0,89
Nord - Pas de Calais	1 789 875	91,1%	59,3%	14 555	0,81
France métropolitaine	32 173 904	83,5%	48,3%	271 555	0,84

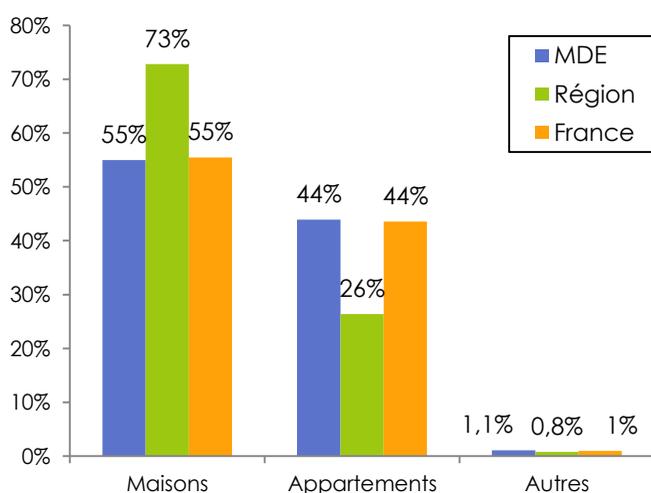
Répartition du parc de logements par mode d'occupation

Source : INSEE RP08



Répartition du parc de logements par type

Source : INSEE RP08



Forte représentativité des résidences principales dont 66% ont plus de 37 ans

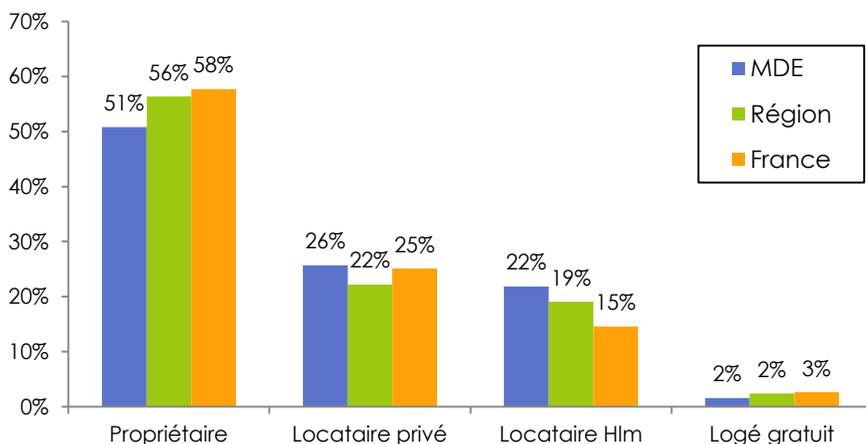
- 66,1% des résidences principales ont été construites avant 1975, c'est plus que la région (59%) et la France métropolitaine (48%). D'après le bilan carbone de Lille métropole réalisé en 2008-2009, 70% des gaz à effet de serre du logement sont émis dans les logements construits avant 1975.
- Le parc du territoire des MDE dénombre 469 245 logements, dont 94% de résidences principales (440 373).
- La part des résidences secondaires est négligeable (2 4469, soit 0,5%). Les logements vacants sont moins nombreux (26 426, soit 5,6%) que dans la région (6%) et en France métropolitaine (7%).
- 55% des logements du territoire sont des maisons (258 232), c'est bien moins que sur la région (73%) mais similaire en France métropolitaine (55%). On compte 205 891 appartements sur les MDE.
- Avec 5 716 logements construits en 2011 (4 221 par an entre 2002 et 2011), on a renouvelé 1,16% des logements, soit plus qu'en région (0,81%) qu'au niveau national (0,84%).

C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

1. L'état du parc de logements

Répartition du parc de logements par statut d'occupation

Source : INSEE RP08

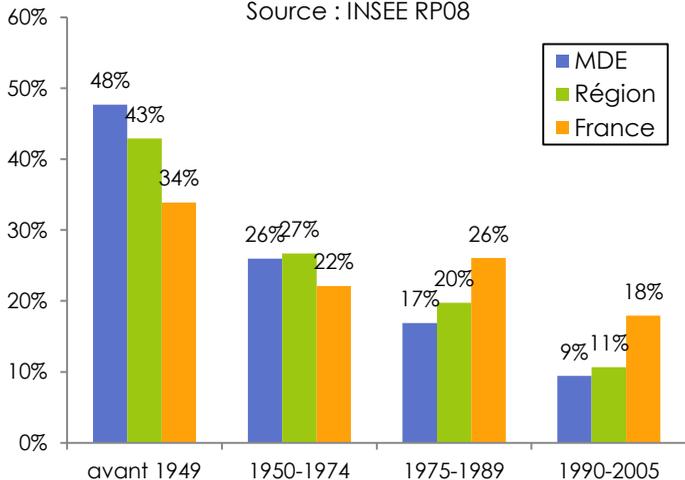


50,8% de propriétaires, 25,7% de locataires privés et 21,9% de locataires Hlm.

- Les ménages sont avant tout propriétaires (223 759), plus qu'en région (56%) et qu'en France métropolitaine (57,7%).
- Le locatif Hlm (22%, soit 96 286 ménages) est plus important que sur la région (19%) et qu'au niveau national (14,6%).
- Le locatif privé accueille 26% des ménages (113 211) et 1,6% sont logés gratuitement (7 117).

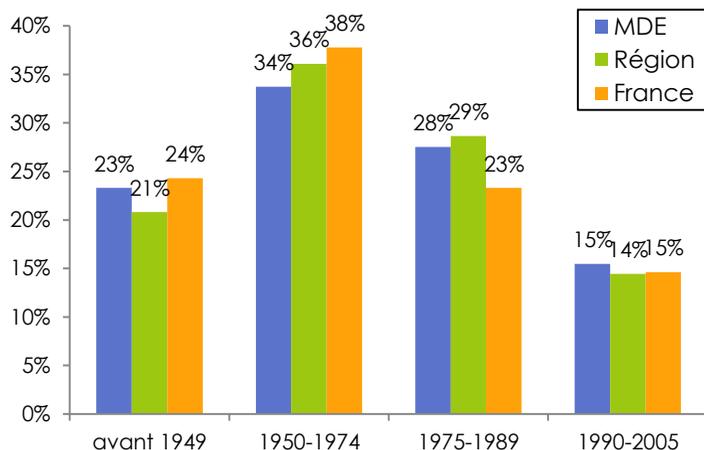
Répartition du parc de résidences principales individuelles - 55% sur les MDE - 74% > 37 ans

Source : INSEE RP08



Répartition du parc collectif de résidences principales - 44% sur les MDE - 57% > 37 ans

Source : INSEE RP08

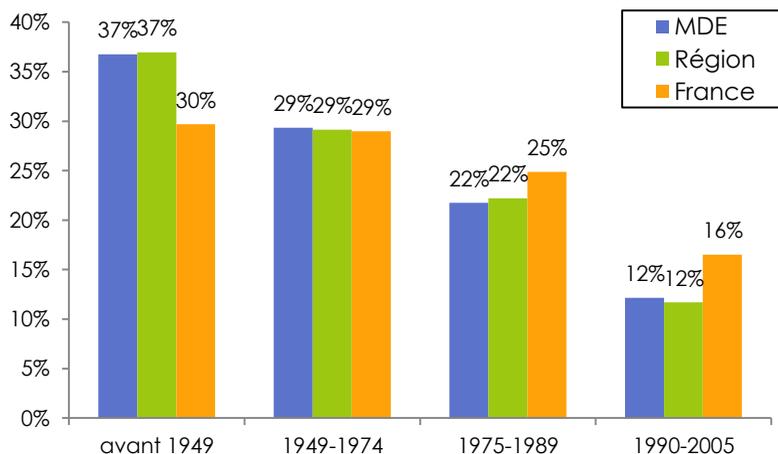


66,1% du parc a plus de 37 ans (construit avant 1975)

- 55% des logements du parc sont des maisons et elles sont anciennes. 178 700 maisons ont plus de 37 ans (73,7%) dont 115 664 maisons de plus de 63 ans (53,8%). Le parc individuel est plus ancien que sur la région et la France métropolitaine.
- 44% des résidences principales sont en collectif. 45 126 résidences principales collectives ont plus de 63 ans (23,3%) et 33,7% entre 37 et 63 ans (65 353). Au total, 57% du parc collectif a plus de 37 ans.
- Ainsi, 66% des résidences principales ont plus de 37 ans, dont 36,8% qui ont plus de 62 ans.

Répartition du parc de résidences principales par âge sur les MDE - 66% > 37 ans

Source : INSEE RP08

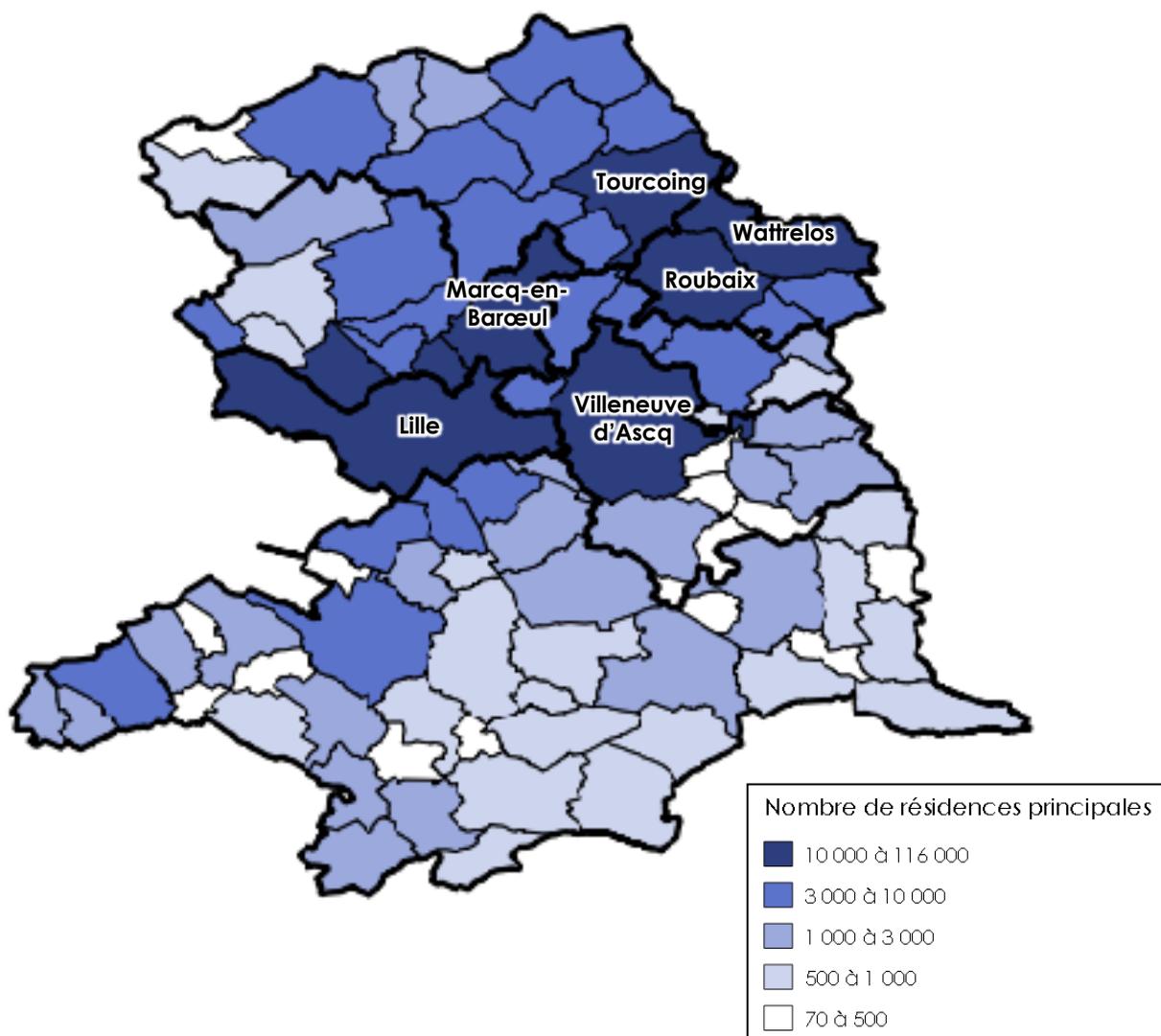


C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

1. L'état du parc de logements

Répartition des résidences principales sur le territoire défini par les MDE

Source : INSEE RP2009

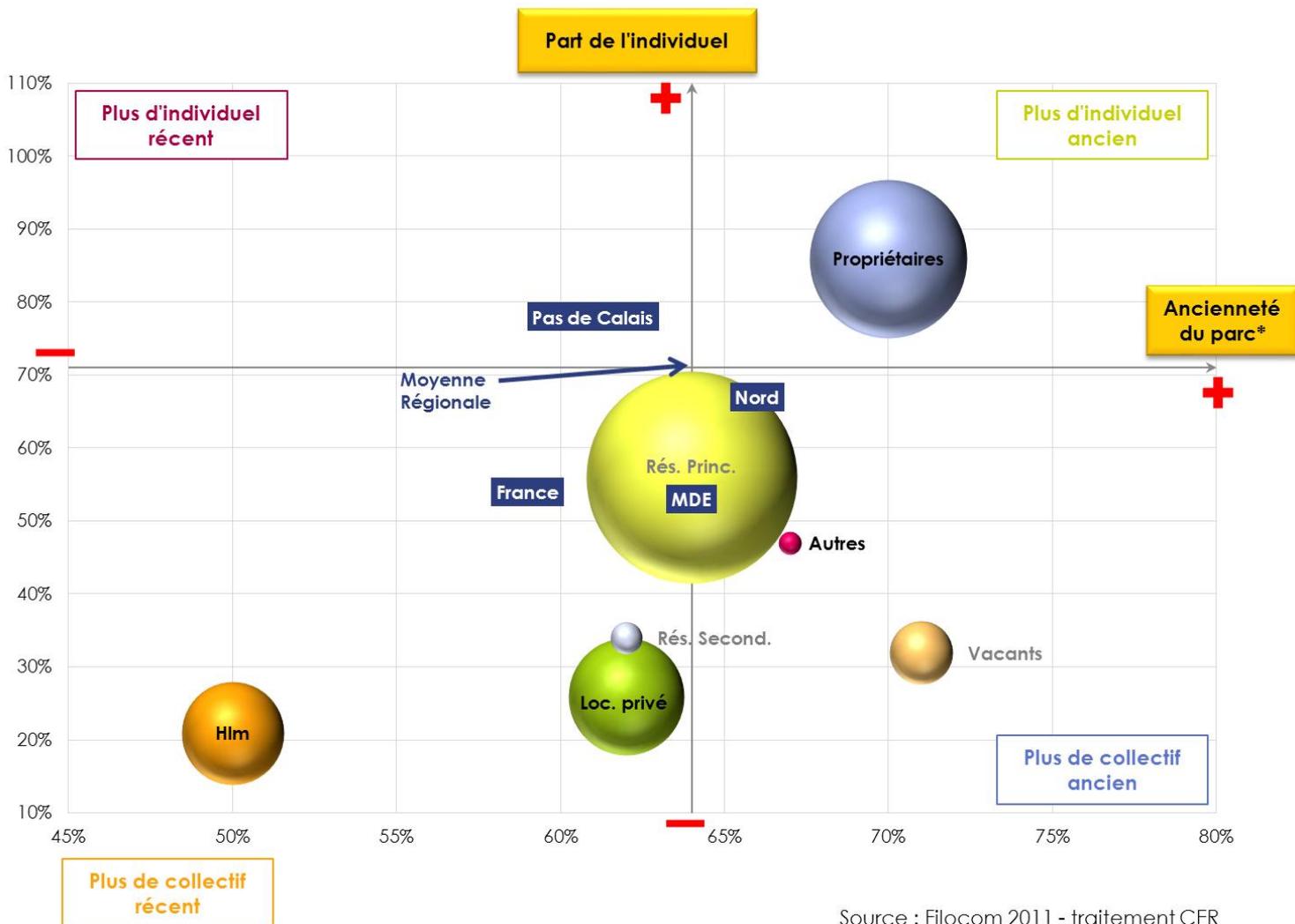


Les plus fortes concentrations de résidences principales sur le territoire d'analyse défini par les MDE se situent dans les communes de :

- Lille-Hellemmes-Lomme (115 536 soit 26% des résidences principales du territoire).
- Tourcoing (35 934, 8%)
- Roubaix (35 258, 8%)
- Villeneuve d'Ascq (24 594, 6%).

C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

1. L'état du parc de logements



* Part de logements construits avant 1975

Le parc de logements des MDE est aussi ancien que le parc régional mais plus collectif

- 64% des logements ont plus de 37 ans, 66% dans le Nord, 64% en région, 59% en France métropolitaine.
- 53% des logements sont individuels, 67% dans le Nord, 71% en région, 54% en France métropolitaine.
- Les logements occupés par leurs propriétaires sont plus anciens (70% datent d'avant 1975) et très individuels (86%); on compte cependant 31 239 logements collectifs occupés par leurs propriétaires.
- Le parc locatif privé est moins ancien (62% d'avant 1975) et moins individuel (26%) : il compte 32 266 logements individuels et 89 876 logements collectif.
- Le parc Hlm est plus récent (50% d'avant 1975) et plutôt collectif (79%).
- Le parc vacant (39 167) est plutôt collectif (68%, 26 666 logements) et ancien (71%).

C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

2. Le parc social locatif

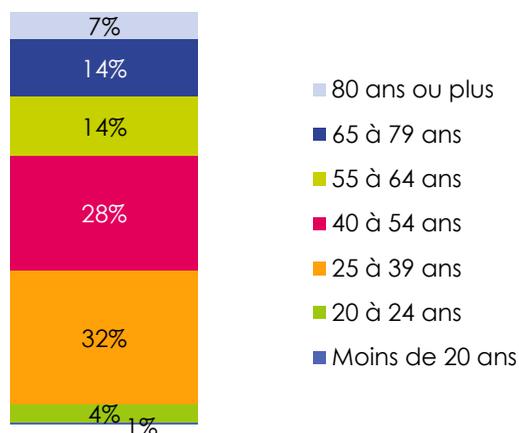
46% des locataires louent un logement HLM sur le territoire des MDE
19% des logements sociaux sont des maisons

Source : INSEE RP2009

	Parc existant de logements sociaux		
	Nombre	Part des maisons	Part des locataires HLM/total locataires
Mde Lille Métropole	96 286	19,0%	45,9%
Arrondissement de Lille	106 008	21,7%	46,2%
Nord	205 625	33,4%	44,5%
Nord-Pas de Calais	304 948	36,6%	43,0%
France métropolitaine	3 938 558	14,4%	36,6%

Répartition des locataires HLM selon leur âge, sur le territoire de l'arrondissement de Lille

Source : INSEE RP2009



Des locataires HLM principalement âgés entre 25 et 54 ans

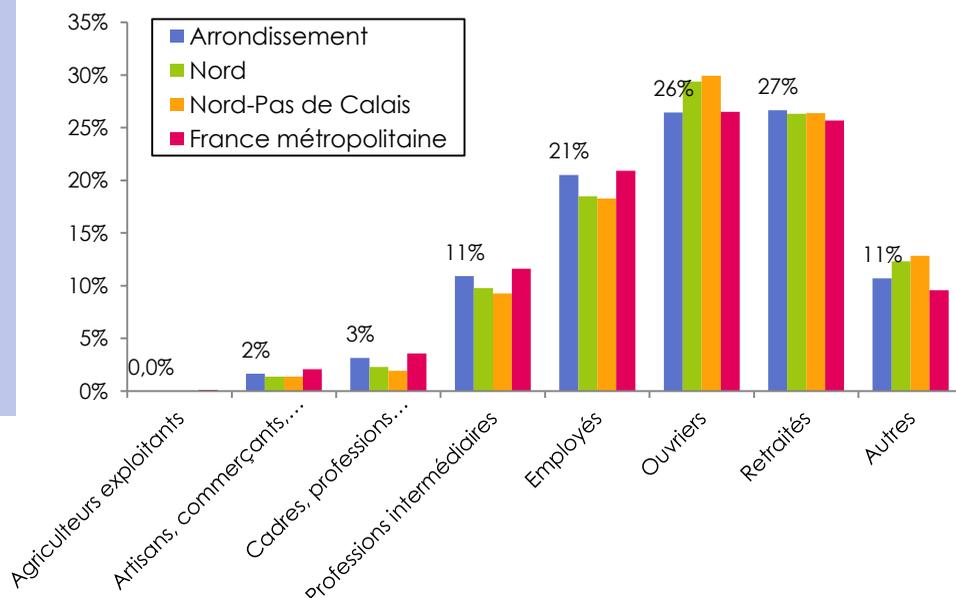
- Le territoire des MDE compte près de 96 300 logements HLM (en nombre de maisons et nombre d'appartements), ce qui représente 46,8% du parc social locatif du Nord.
- Presque la moitié (46%) des locataires du territoire vivent dans un logement social.
- 6 locataires HLM sur 10 ont entre 25 et 39 ans ou entre 40 et 54 ans.

Les locataires HLM sont majoritairement des retraités

- Les ouvriers (26%) et les retraités (27%) sont les catégories socio-professionnelles les plus représentées dans les logements HLM.
- Les employés et les professions intermédiaires vivent plus souvent en HLM sur le territoire des MDE qu'en région.
- Peu d'agriculteurs louent un logement social.

Répartition des locataires HLM selon leur catégorie socio-professionnelle

Source : INSEE RP2009

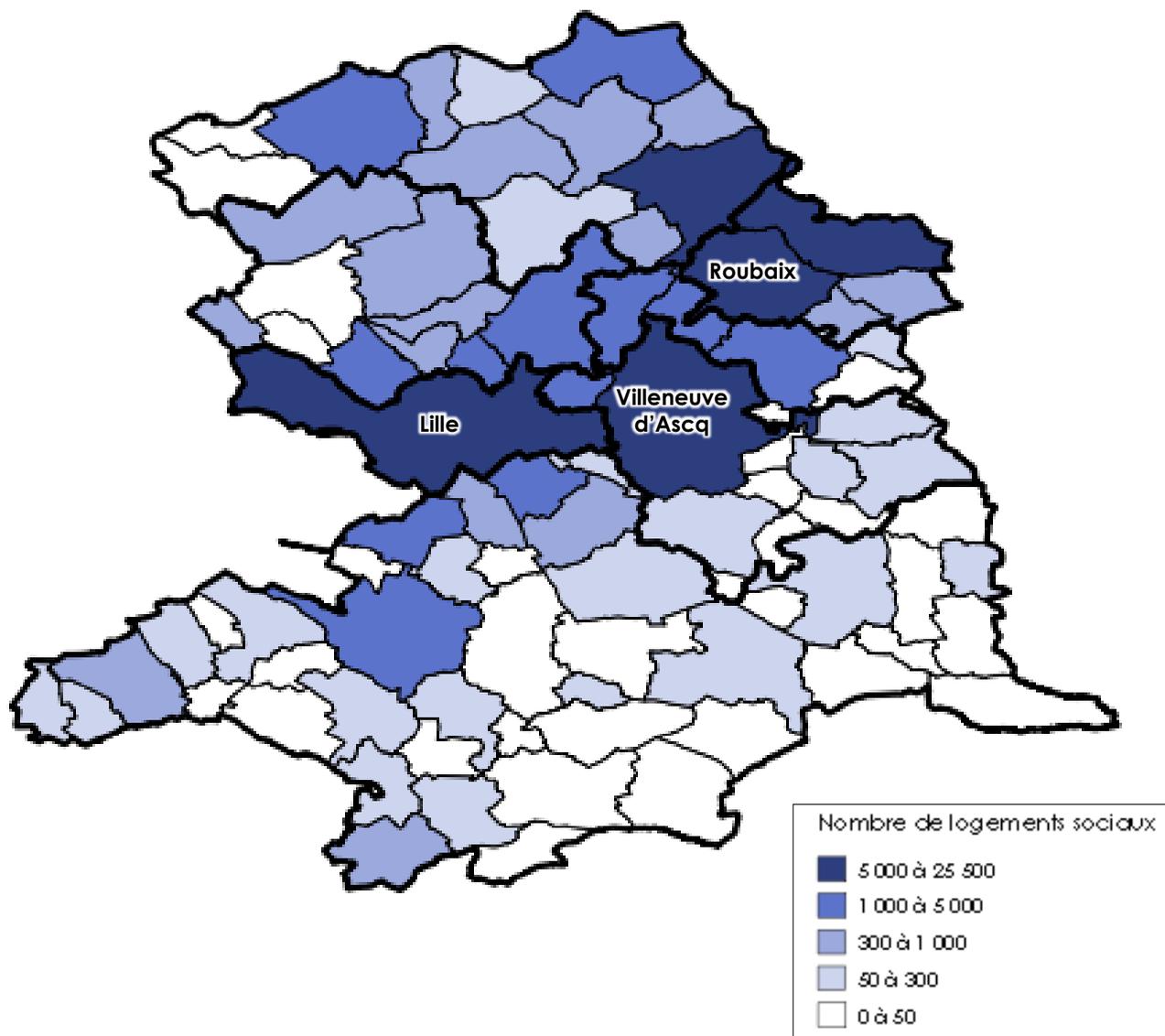


C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

2. Le parc social locatif

Répartition des logements sociaux sur le territoire défini par les MDE

Source : INSEE RP2009



- 26% des logements sociaux se situent à Lille (25 481), 13% à Roubaix (12 678) et 11% à Villeneuve d'Ascq (10 234).
- Tourcoing rassemble 9% des logements sociaux du territoire et Wattrelos 5%.
- 8 communes n'ont aucun logement social et 9 communes en ont entre 1 et 10.

C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

2. Le parc social locatif

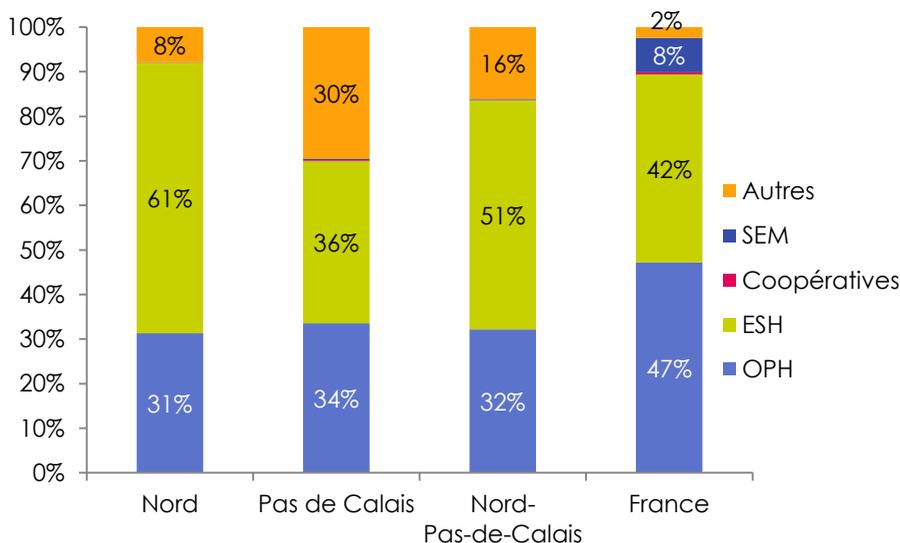
46% des logements sociaux, de la région Nord-Pas de Calais, sont des maisons

	Parc existant de logements sociaux				
	Nombre de logements	Evolution 2011-2012	Part des logements conventionnés	Part des maisons	Part des logements collectifs
Nord	248 436	1,2%	90,8%	36,6%	63,4%
Nord-Pas-de-Calais	402 400	1,2%	83,4%	46,2%	53,8%
France	4 652 299	1,2%	90,8%	15,6%	84,4%

Source : SoES, RPLS au 01/01/2012

Répartition des logements par catégorie de propriétaires

Source : SoES, RPLS au 01/01/2012



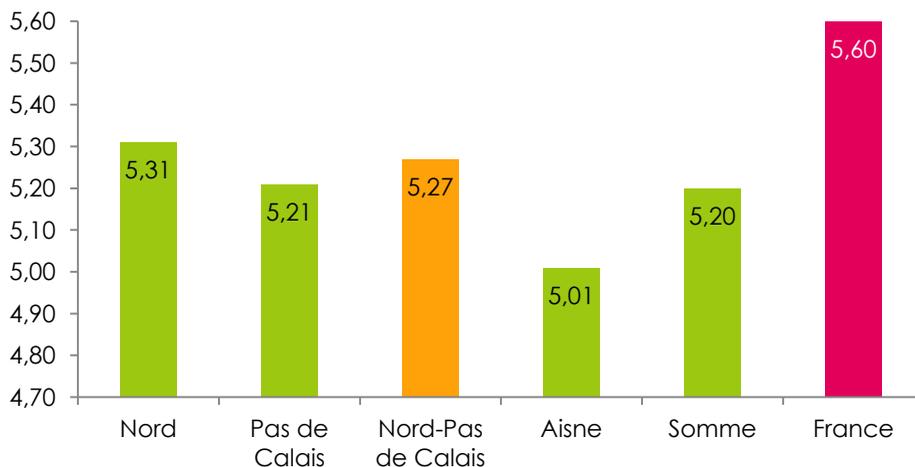
ESH : principal propriétaire de logements sociaux dans le Nord

- Dans le Nord, les Entreprises Sociales pour l'Habitat (ESH) sont les principaux propriétaires des logements HLM. L'Office Public pour l'Habitat arrive second avec 31% des logements.
- En région Nord-Pas de Calais, 63% des logements sociaux ont 3 ou 4 pièces.
- 1,3% des logements sont vacants dans le Nord, une proportion inférieure à celle du Pas de Calais (3,1% de vacants).

Loyer moyen en €/m² de surface habitable des logements

Source : SoES, RPLS au 01/01/2012

- Le loyer est plus élevé dans le Nord (5,31 €/m²) que dans le Pas de Calais (5,21 €/m²).
- Le loyer moyen est moins élevé pour les départements voisins de l'Aisne et de la Somme.
- Le loyer moyen des logements de de la région est inférieur à la moyenne nationale.



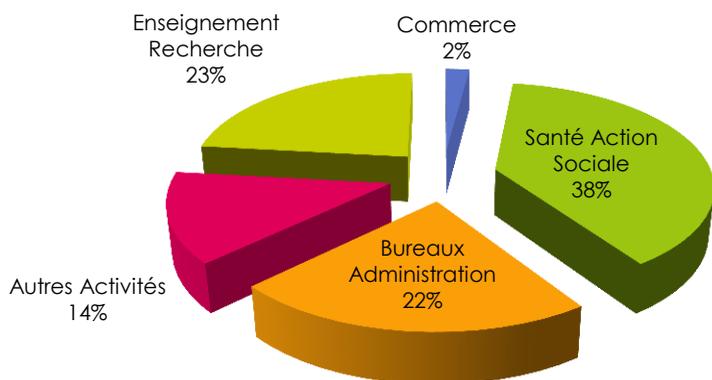
C. Les caractéristiques du parc de logements et de locaux

3. Estimation du parc tertiaire existant par destination de locaux

Parc Public

Répartition des surfaces de bâtiments non résidentiels tertiaires du parc public sur les MDE Lille Métropole

Source : Estimation CER – Unité : m²



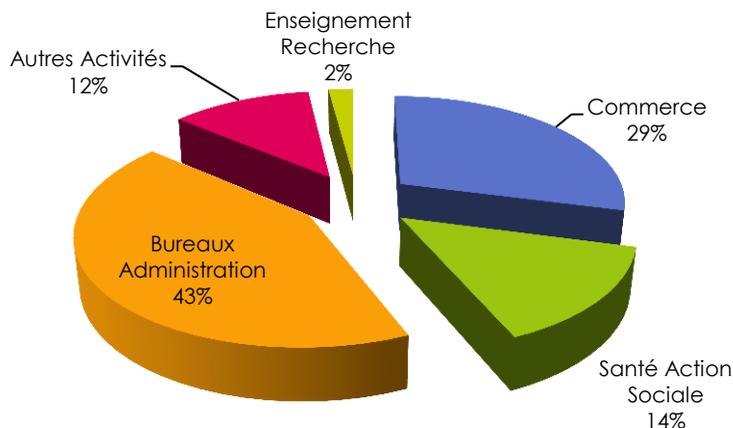
Un parc public de bâtiments non résidentiels dédié à 38% à la santé et à l'action sociale.

- La 2^{ème} et la 3^{ème} catégories qui représentent le plus de surface en m² sont les bureaux (22%) et l'enseignement et la recherche (23%).
- Concrètement le parc public tertiaire représente 3 186 000 m² sur les MDE Lille Métropole, soit 22,1% du parc de BNR total.

Parc Privé

Répartition des surfaces de bâtiments non résidentiels tertiaires du parc privé sur les MDE Lille Métropole

Source : Estimation CER – Unité : m²



Deux catégories représentent 72% des surfaces de locaux privés :

- Bureaux Administration 43%
- Commerce, 29%
- Parmi les Autres Activités, on trouve notamment les Cafés, Hôtels, Restaurants
- Le parc privé de BNR tertiaire compte 11 209 000 m², soit 77,9% du parc de BNR des MDE.

Estimation Bâtiments Non Résidentiels (BNR) :

A partir de l'estimation de BNR sur la région, on a ici estimé le parc en m² de BNR sur le territoire des MDE en 2009 grâce au poids de population. Ce parc est a priori le parc de BNR chauffé.

D. La précarité énergétique

48% des foyers fiscaux non imposés

Source : INSEE 2009

	Imposition des Foyers Fiscaux en 2009					Taux d'activité en 2009		Taux de chômage (1er trimestre 2012)
	Foyers non imposés	% Foyers non imposés	Revenu net imposable des foyers	Revenu net imposable des foyers imposés	Revenu net imposable des foyers non imposés	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	
MDE Lille Métropole	568 879	47,8	22 622 €	34 875 €	9 215 €	58,8%	10,1%	ND.
Arrondissement de Lille	649 140	47,5	22 622 €	34 677 €	9 313 €	59,2%	9,8%	12,7%
Nord	724 214	51,7	20 786 €	33 079 €	9 322 €	57,6%	10,2%	13,0%
Nord - Pas de Calais	1 172 931	53,3	20 157 €	32 490 €	9 351 €	57,4%	10,1%	13,1%
France métropolitaine	16 199 406	45,7	23 433 €	34 946 €	9 779 €	63,8%	8,1%	9,6%

568 879 foyers fiscaux non imposés, soit 47,8% des foyers des MDE

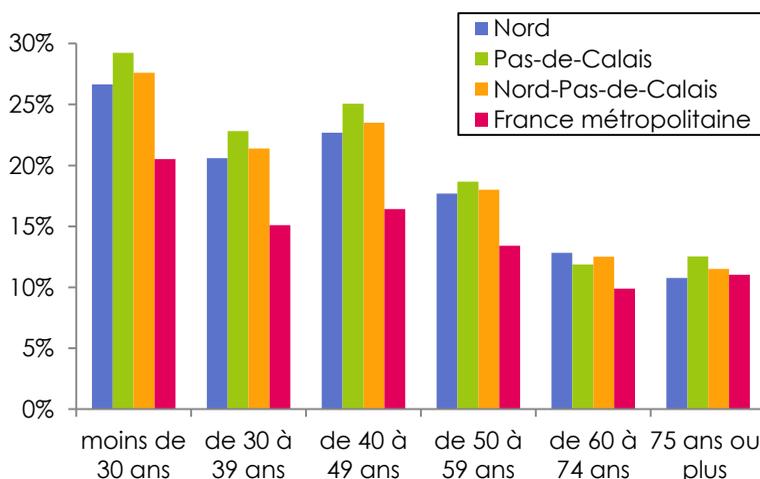
- Un des indices de pauvreté/précarité classique facilement mobilisable est celui du nombre annuel de foyers fiscaux imposés. Les MDE se distinguent par rapport à la France métropolitaine de plus de 2 points : 47,8% de foyers non imposés au lieu de 45,7% au niveau national. Cependant la part des foyers non imposés des MDE est moins élevée que celle du département et de la région.
- Le revenu net imposable (22 622 euros) est plus faible entre les MDE et la France métropolitaine : -811€.
- Le revenu net imposable des foyers imposés (34 875 euros) est aussi un peu plus faible entre les MDE et la France métropolitaine : -71€.
- Enfin, le revenu net imposable des foyers non imposés est aussi plus faible entre les MDE et le pays : -564€.

Un taux de chômage à 10% en 2009

- Sur le territoire des MDE, le taux d'emploi (58,8%) est plus élevé que sur la région (57,4%) et le département (57,6%), et le taux de chômage qui s'élève à 10% est égal à celui de la région.
- Les MDE comptent 31,1% d'inactifs (étudiants et autre) contre 32,5% en région et 28,1% en France métropolitaine.

Taux de pauvreté selon l'âge

Source : INSEE, Revenus disponibles localisés 2010



Les moins de 30 ans : les plus affectés par la pauvreté*

- 27% des moins de 30 ans sont touchés par la pauvreté dans le Nord, suivis par les personnes âgées de 40 à 49 ans (23%).
- Les familles monoparentales sont les plus touchées avec 41% de pauvreté dans le Nord, 44% dans le Pas de Calais. 18,5% des couples avec enfants vivent sous le seuil de pauvreté en région Nord-Pas de Calais.

* Seuil de pauvreté : moins de 60% du revenu médian

E . Les objectifs du Grenelle de l'environnement et les réglementations

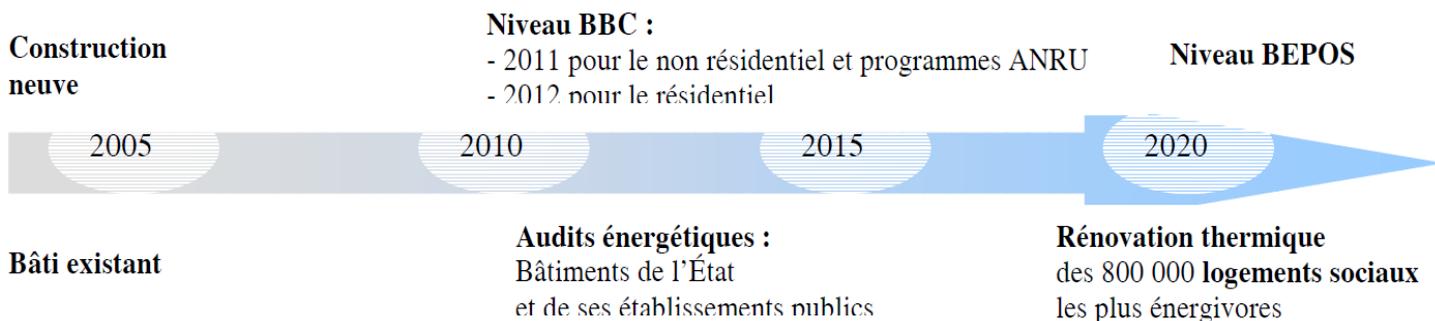
Le Grenelle de l'Environnement met en avant certains enjeux majeurs dans le domaine du Bâtiment : l'efficacité énergétique et l'accessibilité mais aussi la gestion des déchets de chantier du BTP ou encore l'usage du bois dans la construction et la qualité sanitaire des matériaux.

Le Grenelle de l'Environnement pose en particulier des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique du Bâtiment :

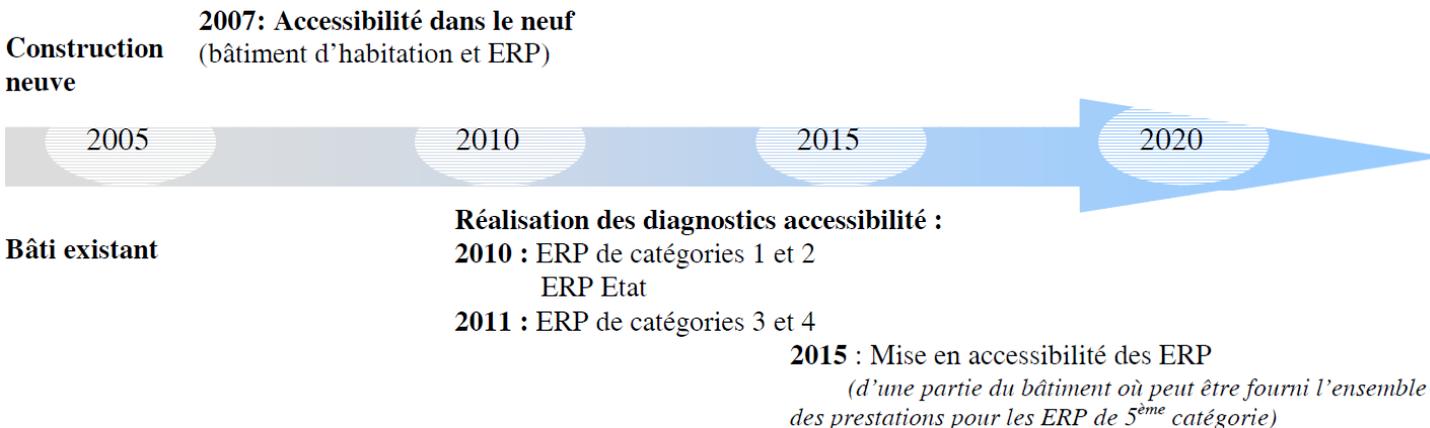
- ✓ en construction neuve, la basse consommation devenant la règle à fin 2012 dans le secteur résidentiel et en juillet 2011 dans le non résidentiel et pour les programmes situés en zone ANRU ;
- ✓ pour le parc existant, avec un objectif de réduire de 38% la consommation d'énergie liée à ce parc à l'horizon 2020.

Par ailleurs, la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes prévoit des obligations relatives à l'accessibilité du cadre bâti pour les ERP et les bâtiments d'habitation.

Efficacité énergétique



Accessibilité



F . Le plan climat territorial : Constats / Objectifs

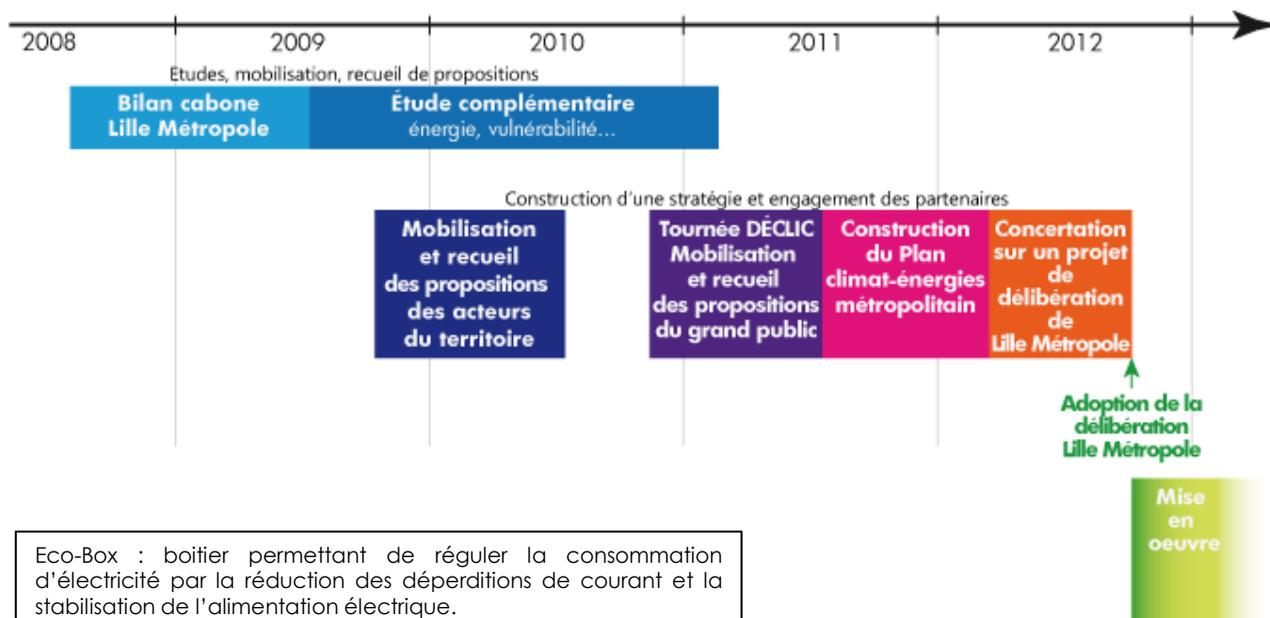
Une dynamique régionale pour les Plans Climat Territoriaux

- Le dispositif régional de déploiement et d'accompagnement des Plans Climat Territoriaux à l'échelle des territoires de projets est l'une des priorités du partenariat régional Conseil régional – ADEME, défini au travers du Fonds conjoint FRAMEE dans le cadre du CPER 2007-2013. Ce dispositif s'articule autour des objectifs suivants :
 - Susciter l'engagement de l'ensemble des territoires de projets de la région,
 - Mettre en réseau les territoires, animer et faire vivre ce réseau,
 - Favoriser l'articulation des différents échelons territoriaux, notamment avec le Plan Climat Nord- Pas de Calais.
- Fin 2007, 13 territoires sur 22 ont répondu à un appel à candidatures auprès de tous les territoires de projets (pays, parcs, agglomérations). 7 ont été accompagnés en 2008-2009 (18 mois), rejoignant 3 territoires précurseurs. 6 sont accompagnés depuis début 2010.
- Les 7 premiers territoires ont signé le 27/01/10 un Accord Cadre de Partenariat « COT Climat » sur 3 ans (2010-2012) avec l'Etat, l'ADEME et le Conseil régional. Parmi les 7, on retrouve Lille Métropole.
- Un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) a été finalisé en 2012, il contient un diagnostic des production et consommation d'énergie dans la région, un document d'orientations et d'objectifs pour répondre au Grenelle de l'Environnement et deux schémas régionaux (éolien et solaire).
- La région Nord-Pas de Calais prévoit la rénovation HQE de 100 000 logements pour 2020.

Le Plan Climat Energie Territorial de Lille Métropole

- Les objectifs du PCET sont de réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre de 20% et d'augmenter la part des EnR de 20% dans la consommation d'ici 2020. A long terme (2050), le PCET prévoit de diviser les émissions de GES (Gaz à Effets de Serre) par 4.
- Les engagements 2013 du PCET sont de :
 - Sensibiliser à l'économie d'eau dans les piscines de la métropole
 - Réduire de la consommation d'énergie du matériel informatique des bâtiments municipaux (arrêt des ordinateurs le soir,...)
 - Informers et aider aux démarches de rénovations des logements (ouverture de la Maison de l'Habitat Durable automne 2013)
 - Lutter contre la précarité énergétique en multipliant par 2 la distribution d'éco-box*
 - Développer la biomasse sur la métropole d'ici 2015

Les étapes du PCET de Lille métropole

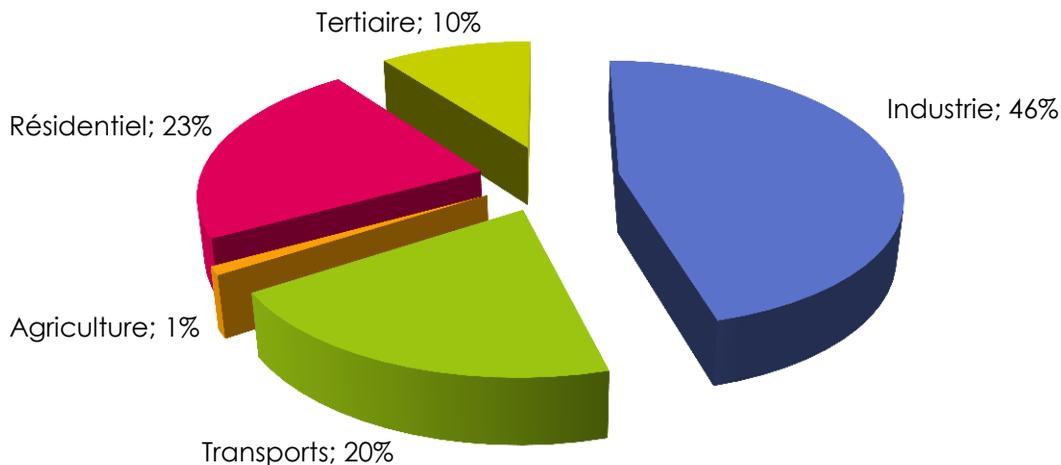


G. Le bâtiment et les ENR

1. Etat des lieux de la consommation d'énergie sur le territoire – le poids des EnR et ventilation par type

Répartition de la consommation par secteur en 2009

Source : MEDDE (CGDD/SOeS)

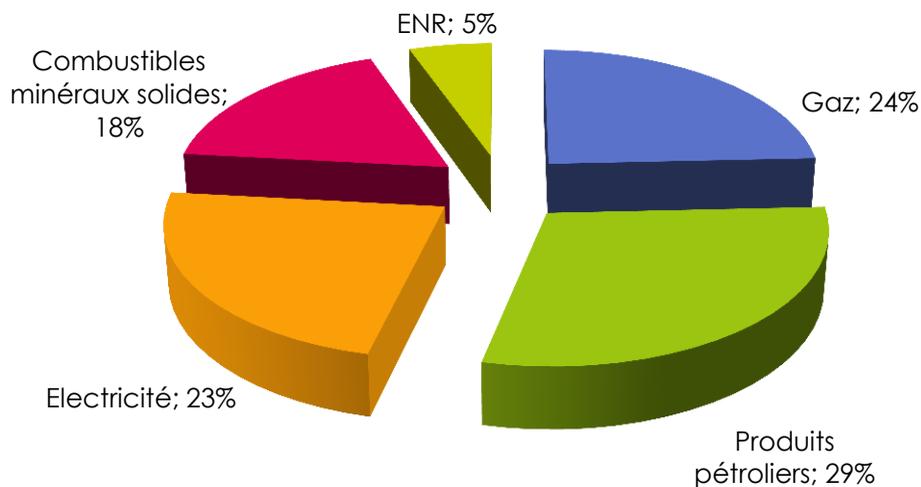


Résidentiel + Tertiaire : plus de 30% de la consommation d'énergie en région Nord Pas de Calais

- L'industrie est le premier secteur consommateur d'énergie avec 46%, le secteur résidentiel quant à lui est à 23%, le tertiaire à 10%. Pour l'électricité, l'industrie reste la première consommatrice.
- Les secteurs des minerais, de la transformation de l'acier, de la sidérurgie, des industries agro-alimentaires et du papier carton sont les plus énergivores.
- Les ENR représentent 5% de la consommation régionale en 2009.

Répartition de la consommation par énergie en 2009

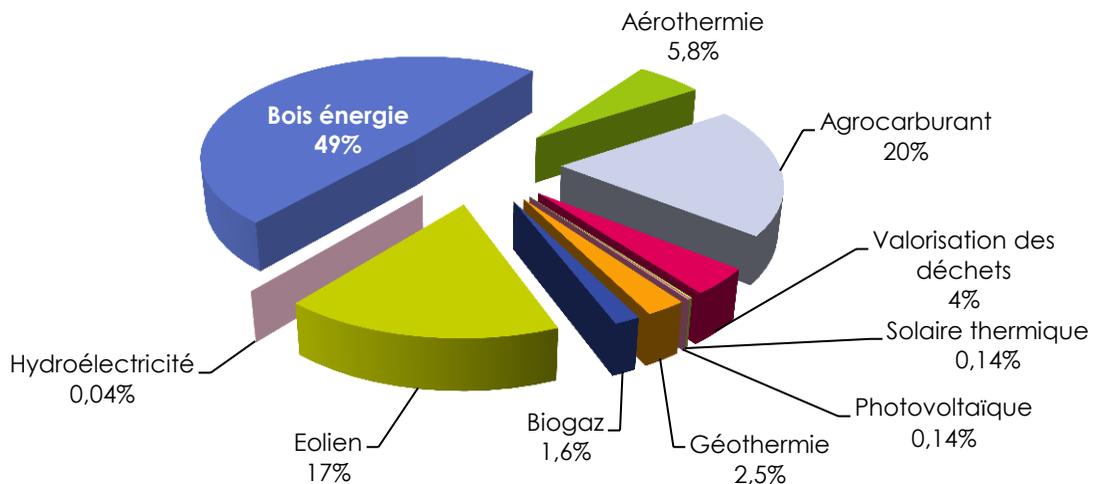
Source : MEDDE (CGDD/SOeS)



G. Le bâtiment et les ENR

2. Etat des lieux de la production d'énergie sur le territoire – le poids des EnR et ventilation par type

Production des filières renouvelables
Bilan 2009 de la production d'énergie renouvelable en Nord-Pas de Calais (Axenne)

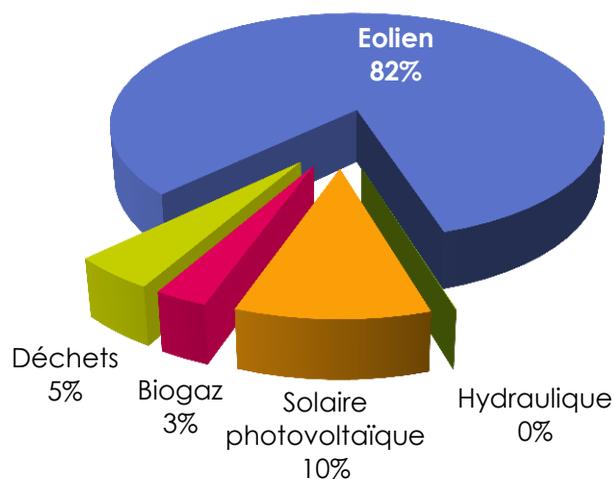


La situation en Nord Pas de Calais pour les ENR : du bois à 49%

- La production totale d'EnR en 2009 a été de 5.020 GWh, soit 3,2% de la consommation d'énergie finale.
- Rappelons que la France s'est donnée un objectif de 23% d'énergies renouvelables dans la consommation finale en 2020.

Puissance (MW)* des installations de production d'électricité renouvelable en Nord-Pas de Calais, au 31 décembre 2011

Source : SOeS



- L'éolien est la source d'électricité renouvelable la plus importante en terme de puissance installée (82,2% de la puissance pour seulement 0,5% du nombre d'installations présentes en région).
- Il est suivi par le solaire photovoltaïque (10% de la puissance produite) et les déchets (5%).

MW : MégaWatts (1 MW = 1 000 kiloWatts)

G. Le bâtiment et les ENR

2. Etat des lieux de la production d'énergie sur le territoire – le poids des EnR et ventilation par type

Installations de production d'électricité renouvelable*, au 31 décembre 2011

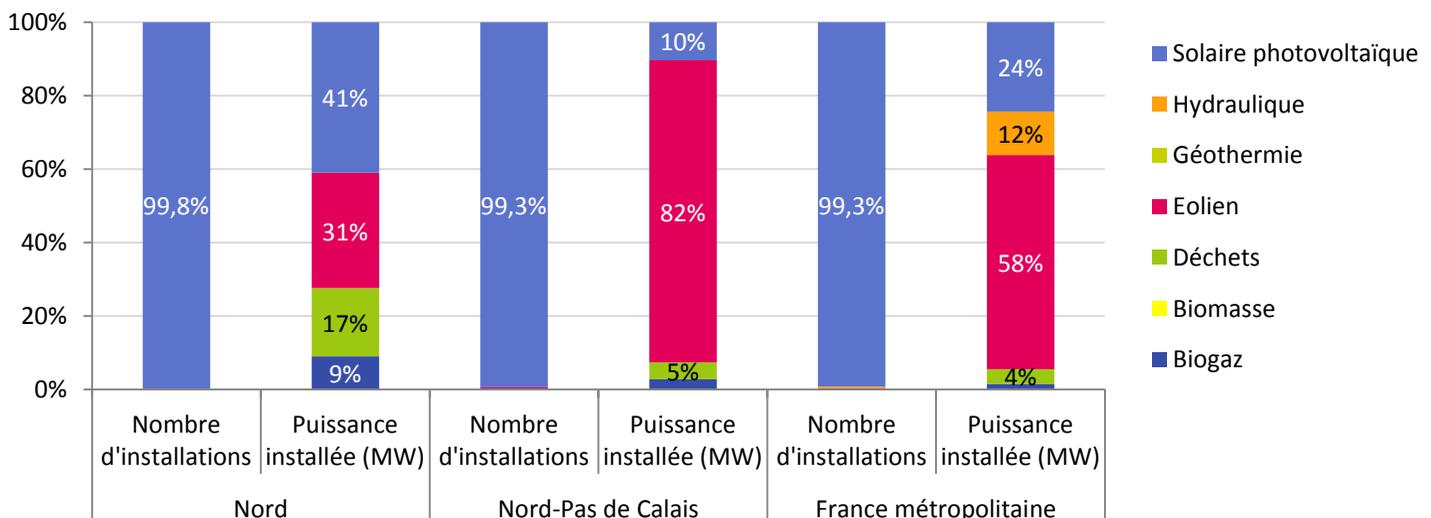
Source : SOeS		MDE Lille Métropole	Nord	Nord-Pas de Calais	France métropolitaine
Biogaz	Nombre d'installations	0	6	13	166
	Puissance installée (MW)	0	6,5	13,7	174,5
Biomasse	Nombre d'installations	0	0	0	3
	Puissance installée (MW)	0	0	0	9,4
Déchets	Nombre d'installations	0	2	3	41
	Puissance installée (MW)	0	13,5	21,8	440,8
Eolien	Nombre d'installations	Secret statistique	4	51	731
	Puissance installée (MW)	0,75	22,8	396,8	6 591,8
Géothermie	Nombre d'installations	0	0	0	1
	Puissance installée (MW)	0	0	0	1,8
Hydraulique	Nombre d'installations	0	0	3	835
	Puissance installée (MW)	0	0	0,2	1 342,9
Solaire photovoltaïque	Nombre d'installations	1 507	5 158	9 544	240 057
	Puissance installée (MW)	5,3	29,8	50	2 753,0

* Installations bénéficiant d'une obligation d'achat au sens de l'article 10 de la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité. Près de 1 300 installations ne sont pas comptabilisées ici, dont de nombreuses centrales hydrauliques (1 163) et unités d'incinération de déchets ménagers (38), ainsi que les centrales électriques (hors éolien) dont la puissance est supérieure à 12 MW ne bénéficiant pas d'obligation d'achat.

- Dans le département du Nord, le solaire photovoltaïque représente 99,8% des installations (99,3% en région, en France métropolitaine) produit 41% de la puissance installée (10,4% en région, 24,3% en France).
- L'éolien du département ne représente que 0,1% des installations (0,5% en région, 0,3% en France) pour 31,4% de la puissance installée (82,2% en région, 58,3% en France).
- Sur le territoire des MDE Lille Métropole, 1 507 installations solaire photovoltaïque produisaient 5,3 MégaWatts fin 2011. L'éolien produisait 750 KW mais le nombre d'installations n'est pas communiqué.

Répartition des filières d'électricité renouvelable par nombre et puissance installée, en Nord-Pas de Calais et en France

Source : SOeS, 31/12/2011



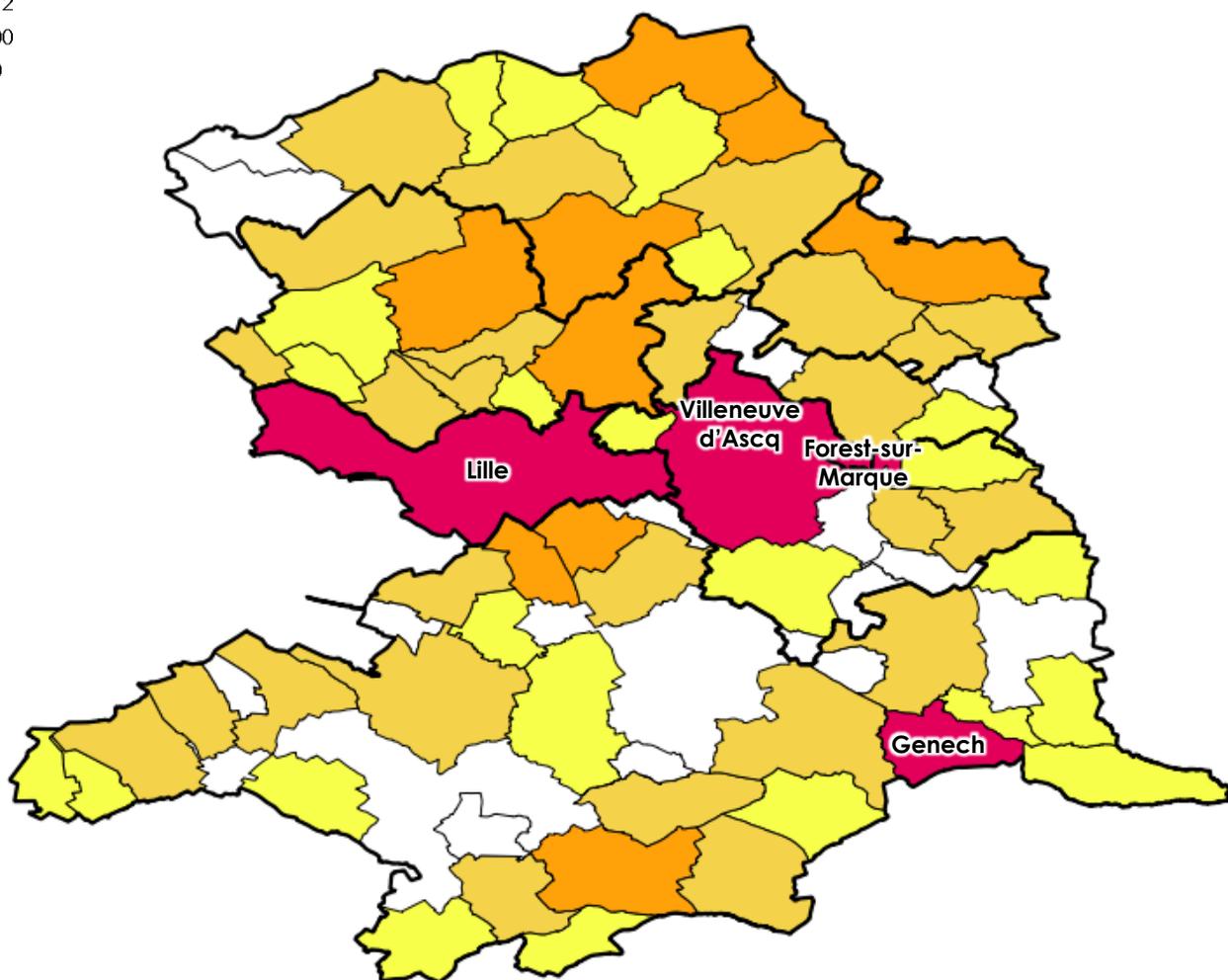
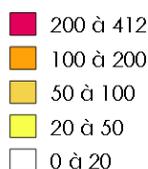
G. Le bâtiment et les ENR

2. Etat des lieux de la production d'énergie sur le territoire – le poids des EnR et ventilation par type

Répartition de la puissance solaire photovoltaïque installée sur le territoire des MDE, au 31 décembre 2011

Source : SOeS

Puissance solaire photovoltaïque installée (en KW)



1 507 installations solaire photovoltaïque sur le territoire des MDE, pour une puissance de 5,3 MW*

- 4 communes concentrent près de 25% de la puissance installée :
 - Lille, 8% (412 kW, 86 installations)
 - Villeneuve d'Ascq, 7% (375 kW, 100 installations)
 - Forest-sur-Marque, 5% (255 kW, 5 installations)
 - Genech, 5% (255 kW, 14 installations)

MW : MégaWatts (1 MW = 1 000 kiloWatts)

G. Le bâtiment et les ENR

3. Les principaux équipements EnR liés au bâtiment

		Principaux équipements intéressant le bâtiment	
Solaire thermique	Panneaux solaires thermiques	Chauffe eau solaire individuel	
		Système solaire combiné chauffage et eau chaude	Plancher solaire direct
			Autres systèmes combinés
		Chauffe eau solaire collectif	Chauffe-eau solaire collectif avec appoint individualisé
Chauffe-eau solaire collectif individualisé			
		Chauffage de l'eau des piscines	
Solaire photovoltaïque	Panneaux solaires photovoltaïques	Onduleurs	Installations électriques
Vent	Petit Eolien	Onduleurs	Installations électriques
Bois (Biomasse sèche)	Chauffage domestique bois	Cheminée à foyer ouvert	
		Poêle à buches	
		Insert / foyer fermé	
		Chaudière à bûches	Chaudières à combustion montante
			Chaudières à combustion horizontale
	Chaudières à combustion inversée		
		Chaudières turbo	
	Chaudière à plaquettes ou granulés		
Chaufferies industrielles et collectives	Chaudière urbaine		
	Chaudière à plaquettes ou à granulés		
Cuisinières			
Biogaz (Biomasse humide)	Production de chaleur	Chaudière	
		Four	
		Conversion en gaz naturel et injection dans le réseau public	
Production électrique	Moteur à gaz		
Géothermie / Aérothermie	Pompes à chaleur Géothermique	Modèle sol / sol	Plancher chauffant basse température Radiateurs basse température Ventilo-convecteurs à eau Ventilo-convecteurs à détente directe
		Modèle sol / eau	
		Modèle Eau glycolée / eau	
	Pompes à chaleur Aérothermique	Modèle eau / eau	
		Modèle Air extérieur / eau	
		Air extérieur / air	
	Air extrait / air		

I – Données de cadrage : le secteur du Bâtiment et des ENR au cœur de l'économie du territoire des MDE

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

1. Analyse transversale des principaux indicateurs

	Indicateurs	MDE Lille métropole	Nord	Nord - Pas de Calais	France métropolitaine
Démographie	Population en 2009	1 053 746	2 571 940	4 033 197	62 465 709
	<i>Part de la population sur le département/ la région/ la France</i>	41%	64%	6%	
	Evolution 2009-1999	1,70%	0,68%	0,93%	9,88%
	Ménages 2009	440 373	1 044 527	1 631 166	26 866 279
	Evolution 2009-1999	10,32%	9,10%	9,35%	12,84%
	Prospective 2040 Population	ND.	2 639 000	4 149 000	70 736 000
	Prospective 2030 Ménages	ND.	1 111 500	1 735 900	29 522 300
	Nombre de communes	89	650	1 545	36 568
Emploi	Nombre de salariés tous secteurs confondus 2011	367 300	1 378 482	1 701 837	18 123 129
	Nombre de salariés BTP 2011	23 172	54 171	85 712	1 429 504
	<i>Part des salariés BTP/tous secteurs</i>	6,3%	3,9%	5,0%	7,9%
	Nombre de salariés bâtiment	20 131	44 406	69 401	1 158 780
	<i>Part des salariés bâtiment/BTP</i>	86,9%	82,0%	81,0%	81,1%
	<i>Part des salariés bâtiment/tous secteurs</i>	5,5%	3,2%	4,1%	6,4%
	Evolution tous secteurs 2011-2010	0,5%	0,9%	0,8%	0,7%
Evolution BTP 2011-2010	-1,2%	-0,3%	0,0%	-0,5%	
Evolution bâtiment 2011-2010	-0,6%	-0,2%	-0,2%	-0,7%	
Démographies entreprises BTP	Nombre des établissements tous secteurs confondus	65 150	136 013	177 217	1 877 847
	Nombre des établissements BTP	4 571	10 642	14 362	166 673
	<i>Part des établissements BTP/tous secteurs</i>	7,0%	7,8%	8,1%	8,9%
	<i>Part des établissements BTP de moins de 10 salariés</i>	89,0%	88,2%	87,8%	92,5%
	Nombre créations d'établissements tous secteurs confondus	10 512	19 636	28 522	615 404
Nombre créations d'établissements BTP	977	2 226	3 498	83 093	
<i>Part des créations BTP/tous secteurs</i>	9,3%	11,3%	12,3%	13,5%	
Démographie entreprises bâtiments	Nombre des établissements bâtiment	4 305	9 838	13 703	156 326
	<i>Part des établissements bâtiment/BTP</i>	94,2%	92,4%	95,4%	93,8%
	<i>Part des établissements bâtiment/tous secteurs</i>	6,6%	7,2%	7,7%	8,3%
	<i>Part des établissements bâtiment de 0 salariés</i>	52,9%	48,6%	48,2%	55,6%
	<i>Part des établissements bâtiment de moins de 10 salariés</i>	89,8%	89,2%	88,8%	93,2%
Nombre de créations d'établissements bâtiment	936	2 109	3 309	78 095	
<i>Part des créations bâtiment/tous secteurs</i>	8,9%	10,7%	11,6%	12,7%	
Parc de logements et de locaux	Nombre de logements	469 245	1 122 349	1 789 875	32 173 904
	Evolution 2009-1999	7,8%	8,4%	9,0%	12,1%
	<i>Part des logements individuels/parc de logements</i>	55,0%	68,8%	72,8%	55,5%
	<i>Part des résidences principales/parc de logements</i>	93,9%	93,1%	91,1%	83,5%
	<i>Part des résidences secondaires/parc de logements</i>	0,5%	1,1%	3,1%	9,6%
	<i>Part des logements vacants/parc de logements</i>	5,6%	5,8%	5,7%	6,9%
	<i>Part des propriétaires</i>	50,8%	55,7%	56,3%	57,7%
	<i>Part des locataires en privé</i>	25,7%	22,3%	22,2%	25,1%
	<i>Part des Hlm</i>	21,9%	20,0%	19,1%	14,6%
	<i>Part des rés. principales de plus de 37 ans/les rés. Principales</i>	66,1%	67,6%	66,1%	58,6%
	Surface de locaux (en m ²)	14 395 000	36 026 000	56 495 000	875 000 000

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

2. Forces et faiblesses à partir du contexte

L'évolution des marchés est fortement influencée par les spécificités socio-économiques des territoires. Attractivité du territoire, typologie des ménages, précarité énergétique, typologie du parc de logements et de locaux, capacité de l'appareil de production Bâtiment à répondre aux mutations importantes, stratégie de développement des ENR..., sont autant de variables qui facilitent ou freinent, la prise en compte des nouveaux enjeux en lien avec le Grenelle de l'environnement.

Démographie

- Le territoire des MDE Lille Métropole couvre 89 communes de l'arrondissement de Lille et accueille 87,5% de sa population.
- La population du territoire a augmentée depuis 1999 (+1,7% en 2009) et va continuer d'augmenter jusqu'en 2040. L'augmentation de la population est portée par les communes de moins de 2 000 habitants (+6% de 1999 à 2009).
- La dynamique démographique est positive avec un solde naturel (6,9%) qui couvre le solde migratoire (-6%).
- La population du territoire est plus jeune qu'en région avec un indice de jeunesse s'élevant à 1,61.
- La part des foyers non imposés (48%) est plus faible qu'en région (53%). Les professions intermédiaires et cadres ainsi que les professions intellectuelles supérieures sont plus représentées qu'en région.
- Les foyers des MDE ont des revenus très inégaux. Le revenu moyen des foyers non imposés est plus faible qu'en région alors que le revenu moyen des foyers imposés est plus élevé de 2 385 € par rapport à la moyenne régionale.

Appareil de production du secteur du Bâtiment

- Un secteur du Bâtiment important :
 - Plus de salariés du Bâtiment (5,5% contre 4% en région).
 - 44% des entreprises du Bâtiment du Nord sont sur le territoire des MDE (avec près de 4 300 entreprises recensées en 2011).
 - Plus de créations d'entreprises que dans les autres secteurs en 2011.
- Un secteur du Bâtiment moins dynamique qu'ailleurs :
 - Le nombre de salariés diminue de -0,6% en 2011. Cette baisse est plus forte qu'en région (-0,2%) et qu'en France (-0,7%).
 - La baisse du nombre de salariés est liée à la baisse dans le gros œuvre (-1,8%).
- Un tissu de petites entreprises : plus de la moitié des entreprises du Bâtiment n'ont pas de salarié.

Parc de logements

- Un parc de logement moins individuel (55% contre 73% en région et 55,5% en France) et locatif (48%), plus facile à mobiliser.
- Un parc Hlm très présent : 22% de logements Hlm (20% dans le Nord, 19% en région, 15% en France métropolitaine).
- Un parc ancien : 66% des logements ont été construits avant 1975.

II- Les marchés du Bâtiment du territoire impactés par les objectifs de performance énergétique et par la qualité environnementale



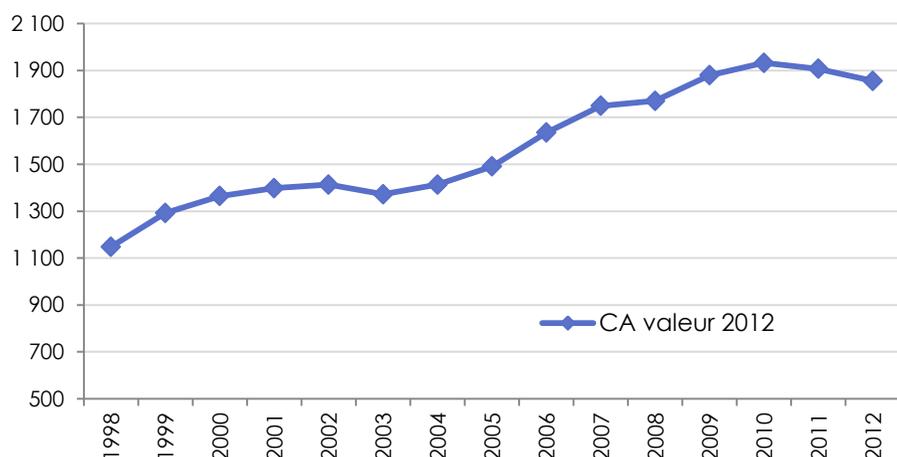
A. Quels impacts sur le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

1. Structure du chiffre d'affaires des entreprises sur le territoire

Source : FFB, Estimation CER

	CA Bâtiment 2012 (en millions d'euros)	Poids	CA Construction	CA Entretien Rénovation
MDE Lille Métropole	1 856	45%	969	887
Nord	4 081	63%	1 592	2 489
Nord-Pas de Calais	6 530		2 547	3 983

Evolution du chiffre d'affaires des entreprises du Bâtiment sur le territoire des MDE
Estimation CER



**1 856 millions d'euros
dont 52% en neuf
et 48% dans le logement**

- La CER a estimé le CA (Chiffre d'Affaires) 2012 des entreprises du Bâtiment sur le territoire des MDE.
- Ci-contre une estimation de l'évolution du CA sur les dernières années (à partir des évolutions régionales).
- Le CA 2012 des entreprises du bâtiment des MDE repose à **52% sur le marché du bâtiment neuf** : logement et Bâtiment Non Résidentiel (BNR). C'est respectivement 45% sur la France Métropolitaine et 39% sur la région et le département du Nord.
- En 2012, les entreprises du territoire des MDE ont d'abord travaillé pour le **logement à 53%** : à 27%, le CA est issu de construction de logement, à 26% de travaux d'amélioration d'entretien du logement. C'est respectivement, 56% (30% + 26%) sur la région, 54% (28% + 26%) sur le Nord.

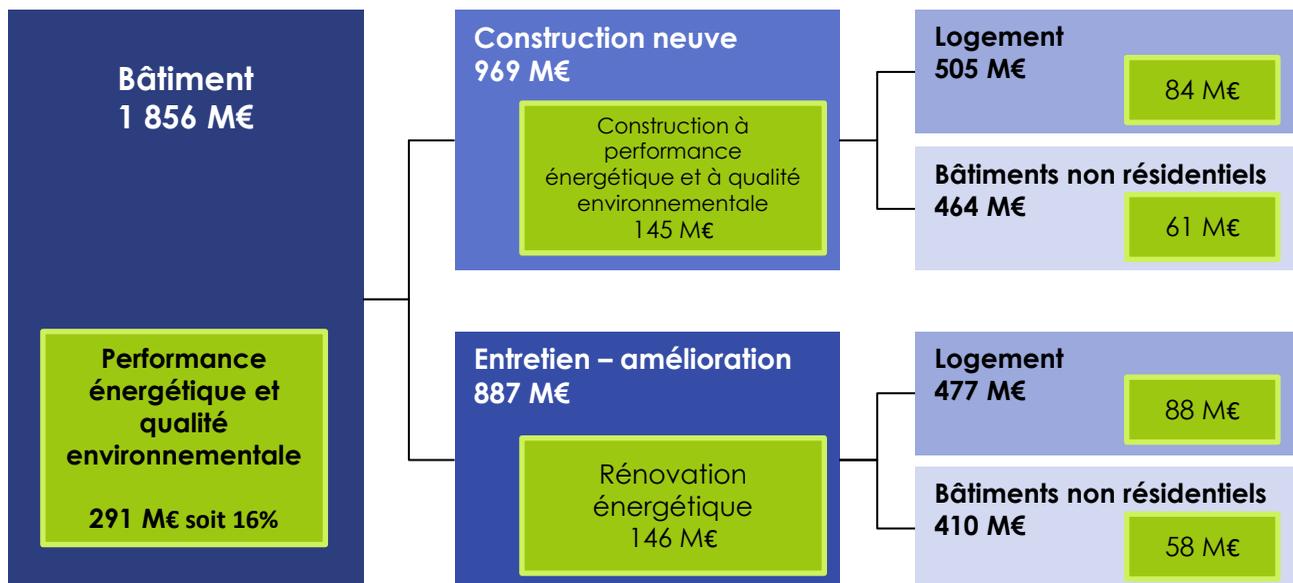
Ventilation par nature de travaux du chiffre d'affaires 2012 des entreprises du Bâtiment sur le territoire des MDE
Estimation CER



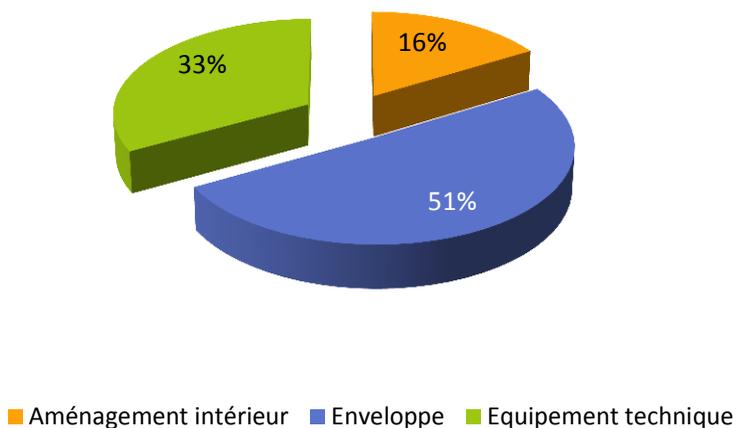
A. Quels impacts sur le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Les marchés de la performance énergétique et qualité environnementale (PEQE)

Répartition du chiffre d'affaires des entreprises du Bâtiment en 2012 sur le territoire des MDE
Estimation CER à partir des résultats de l'enquête (les données sont arrondies)



Répartition du chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale sur le territoire des MDE
Estimation CER



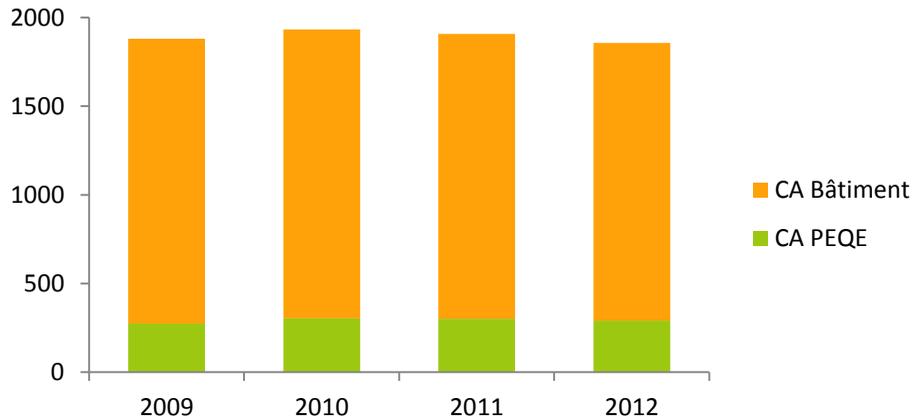
- Le chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale des entreprises de bâtiment du territoire des MDE est estimé à 291 millions d'euros soit près de 16% du chiffre d'affaires total.
- La dimension PEQE progresse sur les divers segments de marchés mais pas forcément au même rythme.
- Manifestement le logement, en particulier sur le volet de l'entretien amélioration, enregistre une percée plus rapide que le segment des bâtiments non résidentiels.
- L'enveloppe représente un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires en PEQE, devançant les équipements techniques.

A. Quels impacts sur le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Les marchés de la performance énergétique et qualité environnementale

Evolution du chiffre d'affaires Bâtiment en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale sur les 4 dernières années sur le territoire des MDE

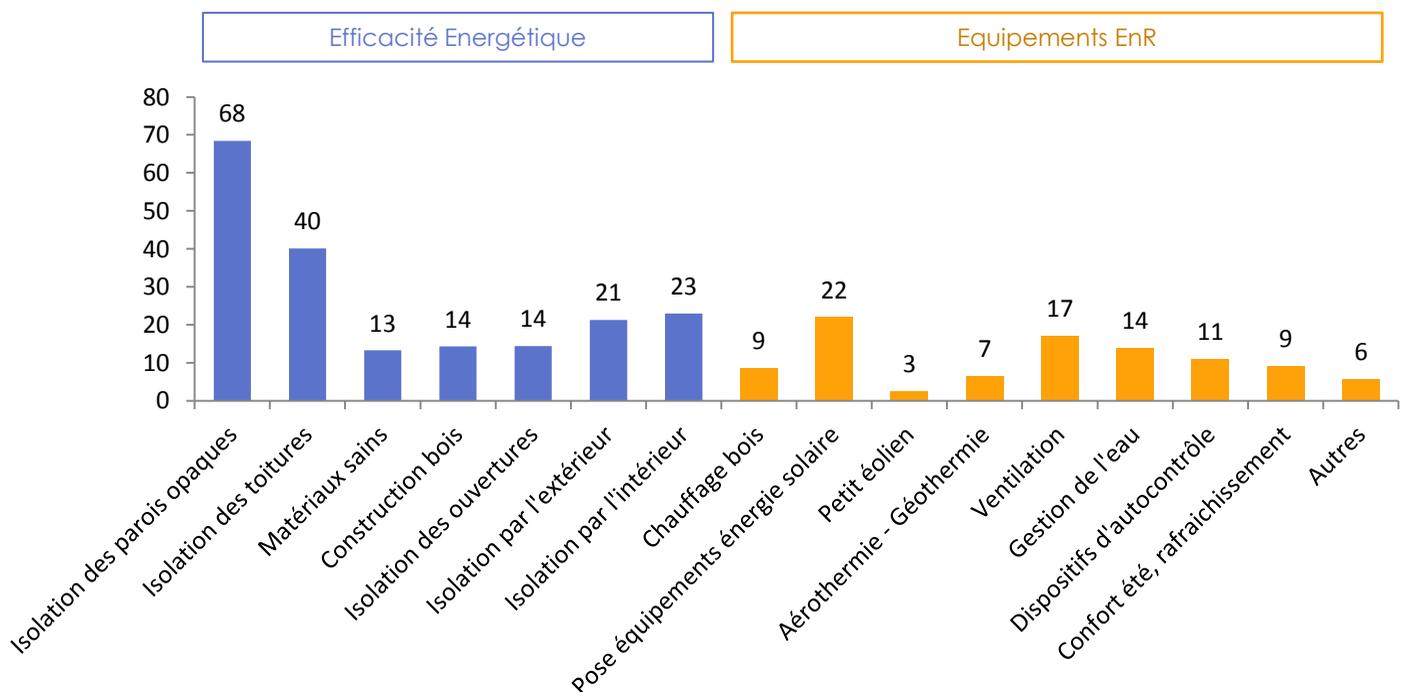
Unité : millions d'euros – Source : Estimation CER



- Le chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale progresse modérément ces dernières années. Il représente 16% du chiffre d'affaires du bâtiment en 2012.
- Les travaux d'isolation représentent les chiffres d'affaires les plus importants sur les marchés de l'efficacité énergétique.

Répartition du chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale dans les différents marchés en 2012

Unité : millions d'euros – Source : Estimation CER



II – Les marchés du Bâtiment du territoire impactés par les objectifs de performance énergétique et par la qualité environnementale

A. Quels impacts sur le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Les marchés de la performance énergétique et qualité environnementale

Zoom sur le chiffre d'affaires des marchés en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale du bâtiment en 2012 sur le territoire des MDE par ordre décroissant pour chaque nature de travaux

Unité : millions d'euros – Source : Estimation CER

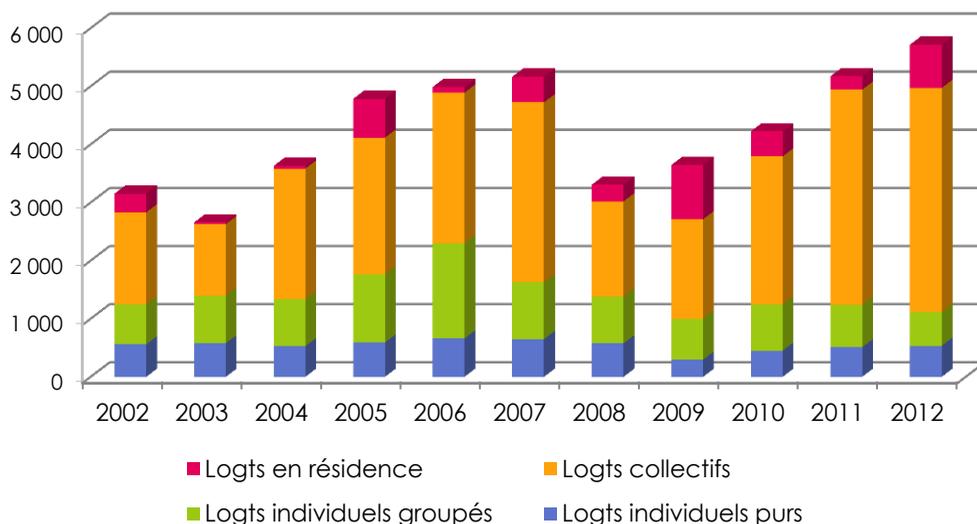
		CA PEQE 2012 (en M€)
Enveloppe (Gros œuvre / Clos couvert)		
1	Rupture ponts thermiques	27
2	Étanchéité à l'air	24
3	Isolation par l'extérieur	21
4	Panneaux bois, bardage bois	17
5	Techniques de pose d'huissieries	14
6	Ossature bois, poteaux poutres	14
7	Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type brique mono mur, béton cellulaire...	13
8	Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type terre, paille, pisé, torchis...	6
9	Enduits de type chaux, chanvre, terre	6
10	Toiture végétalisée	5
Total Enveloppe		147
Équipement technique		
1	Ventilation	17
2	Solaire thermique	11
3	Mise en place de dispositifs d'autocontrôle	11
4	Panneaux photovoltaïques	10
5	Confort été, rafraîchissement	9
6	Chauffage bois	9
7	Récupérateurs d'eaux pluviales	7
8	Géothermie	7
9	Techniques et équipements d'économies d'eau	7
10	Autres	6
11	Petit éolien	3
Total Equipement technique		97
Aménagement intérieur (second œuvre / Finitions)		
1	Isolation par l'intérieur	23
2	Peintures, colles, solvants à la chaux, caséines, huile de lin...	13
3	Mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose...	11
Total Aménagement intérieur		47
TOTAL		291

B. Quels impacts sur le secteur de la construction neuve de logements et de locaux ?

1. La construction neuve de logements sur le territoire

Evolution du nombre de logements commencés sur le territoire des MDE

Unité : Nombre de logements - Source : Sit@del2

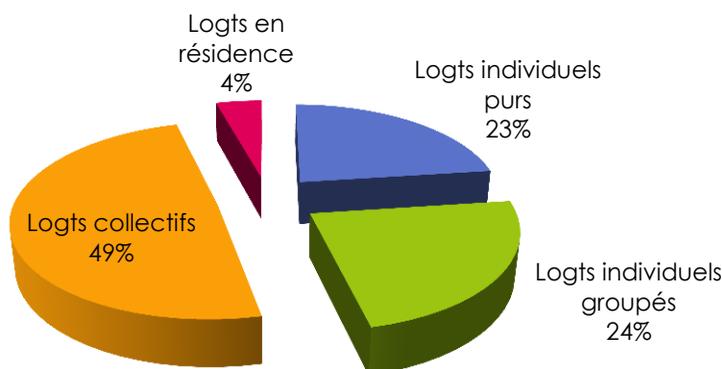


4 221 logements par an entre 2001 et 2012

- Le nombre de mises en chantiers de logements baisse de 2007 à 2008 puis augmente à partir de 2008.
- 4 221 est la moyenne annuelle de logements commencés sur la période 2002-2012. C'est 0,9% du parc de logements, comme en région (0,9%) mais moins que sur la France métropolitaine (1,2%).
- Le territoire des MDE accueille 41,2% du parc de logements du Nord. La construction neuve représente 41,5% de la production du département sur la période 2002-2011.
- 34% des logements commencés en 2002-2012 sur les MDE sont individuels (groupés à 21%) contre 60% dans la région (groupés à 24%). La part des logements collectifs commencés sur le territoire des MDE est plus forte que dans le reste de la région avec 57% contre 34% (41% dans le Nord).

Répartition des surfaces de logements commencés (période 2002-2012) sur les MDE

Unité : m² - Source : Sit@del2

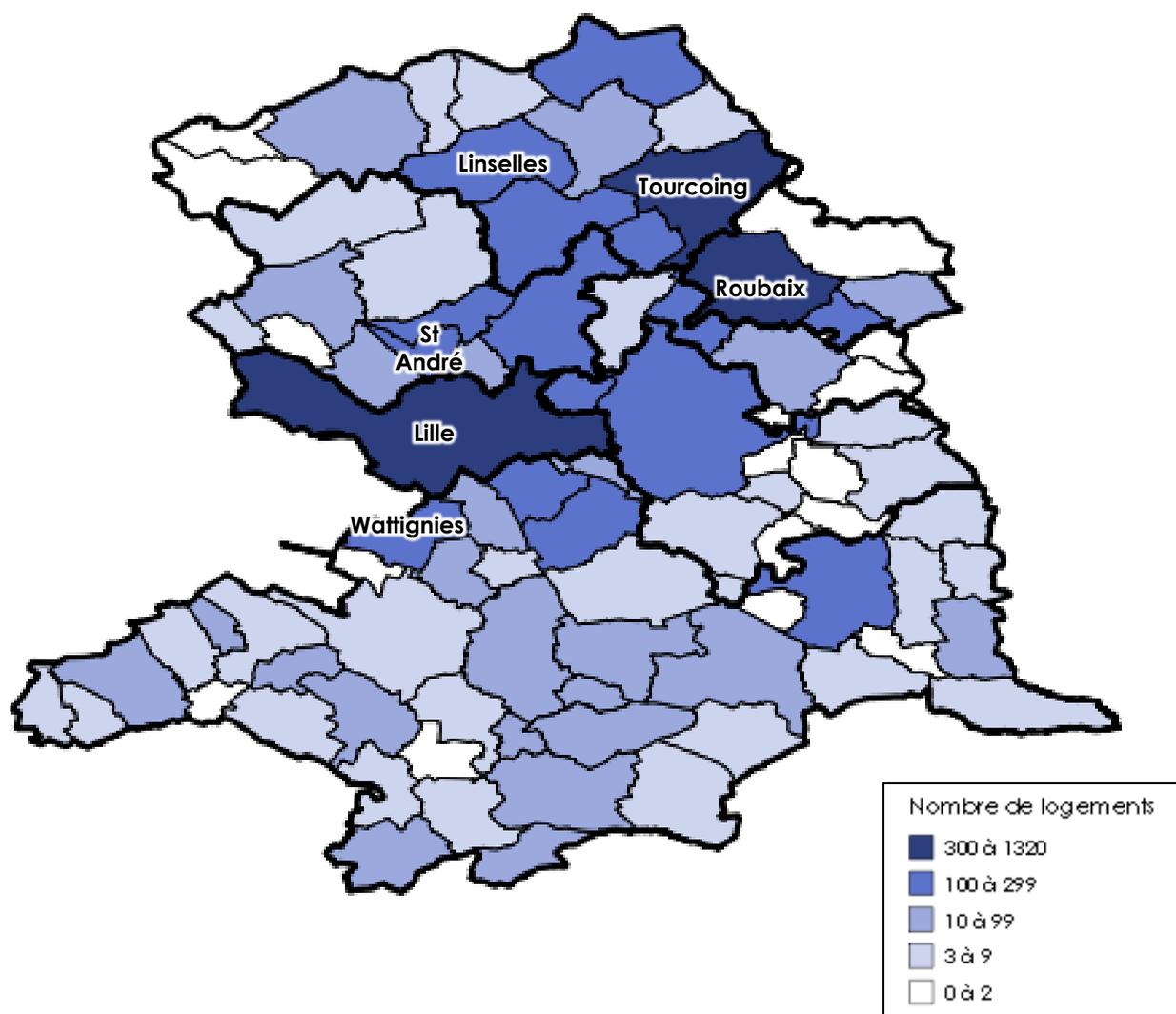


Territoire	Moyenne annuelle logements commencés 2002-2012	Poids	% Logements 2009	M ² SHON 2012	Logements commencés en 2012	Evolution 2012	Evolution 2002-2012
MDE Lille Métropole	4 221	41,5%	0,9	474 070	5 716	10,5%	81,3%
Nord	10 159	59,9%	0,9	1 104 958	12 154	-2,5%	49,0%
Nord - Pas de Calais	16 968	4,5%	0,9	1 708 154	17 535	-2,6%	19,0%
France métropolitaine	374 837		1,2	31 755 167	336 276	-16,0%	4,8%

B. Quels impacts sur le secteur de la construction neuve de logements et de locaux ?

1. La construction neuve de logements sur le territoire

Nombre de logements commencés en 2012
sur le territoire des MDE
Source : Sit@del2



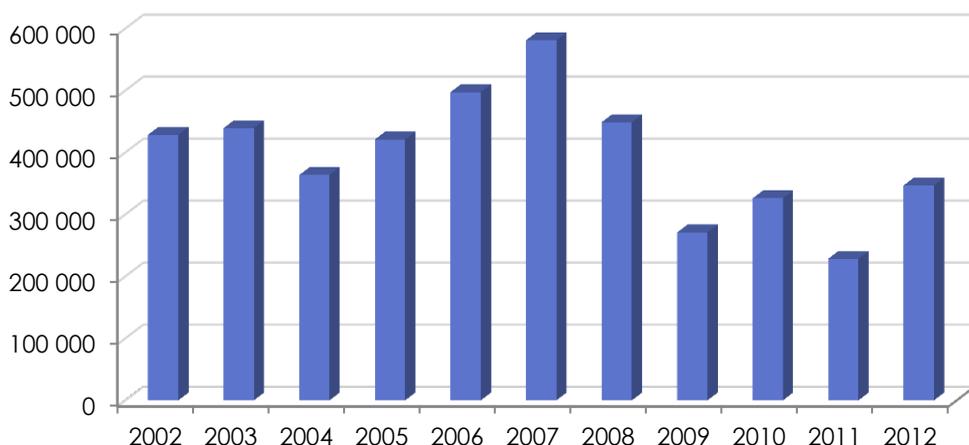
- On comptabilise 5 716 logements commencés en 2012, dont 3 856 collectifs (68%), 745 logements en résidence (13%), 580 individuels groupés (10%) et 535 individuels purs (9%).
- 6 communes ont plus de 200 logements commencés en 2012 et concentrent 3 210 logements (56%) : Lille (1 320), Tourcoing (731), Roubaix (374), Saint André lez Lille (286), Wattignies (268) et Linselles (231).
- Parmi les 89 communes du territoire des MDE, 6 d'entre elles n'ont aucun logement commencé en 2012.

B. Quels impacts sur le secteur de la construction neuve de logements et de locaux ?

2. La construction neuve de locaux non résidentiels sur le territoire

Evolution des surfaces de locaux commencées sur le territoire des MDE

Unité : m² - Source : Sit@del2

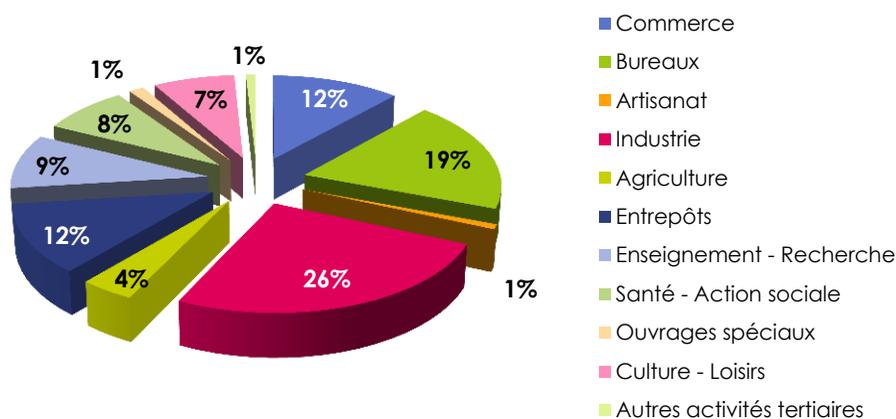


Territoire d'industrie à 26% et de bureaux à 19%

- En 2012, le territoire des MDE connaît une augmentation des surfaces de locaux mises en chantier (+52%) après une chute de 30% en 2011 avec moins de 300 000 m² commencés sur le territoire.
- Cette augmentation suit la tendance du département du Nord, qui connaît lui aussi une hausse entre 2011 et 2012.
- Deux secteurs concentrent à eux seuls 53% des surfaces de locaux mis en chantier en 2012. Il s'agit des services publics avec 30% des surfaces commencées sur le territoire, et des entrepôts avec 23%.
- Suivent les bureaux (18%) et les locaux de commerce (12%).

Répartition des surfaces de locaux commencés par type sur les MDE (2002-2012)

Unité ; m² - Source : Sit@del2



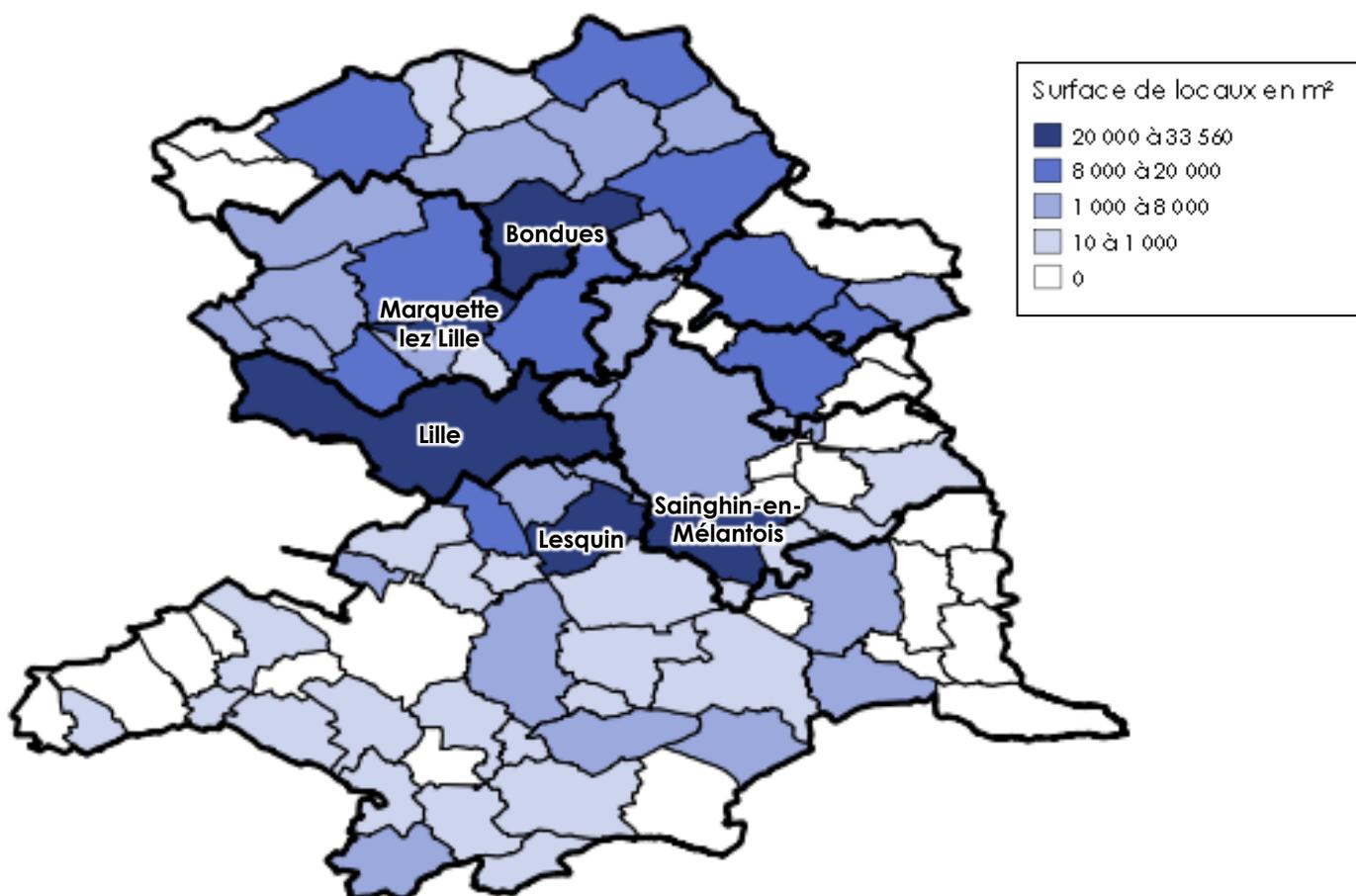
Territoire	Moyenne annuelle Locaux commencés sur 2002-2012 (m ²)	Poids	% Agriculture	% Industrie	% Commerce	% Bureaux	% Entrepôts	% Service Public	Surface commencées en 2012	Evolution 2012	Evolution 2002-2012
MDE Lille Métropole	395 685	35,2%	4,0	25,8	11,7	18,9	11,8	26,4	346 986	51,9%	-19,0%
Nord	1 124 771	61,7%	11,9	29,2	12,2	11,1	10,7	23,3	842 200	5,9%	-32,4%
Nord-Pas de Calais	1 823 493	5,7%	15,4	28,3	12,5	8,8	10,8	22,4	1 203 959	-2,1%	-44,8%
France métropolitaine	32 236 107		19,7	20,2	13,4	11,8	10,0	22,0	23 552 387	-12,1%	-35,4%

B. Quels impacts sur le secteur de la construction neuve de logements et de locaux ?

2. La construction neuve de locaux non résidentiels sur le territoire

Nombre de locaux commencés en 2012 sur le territoire des MDE

Unité : m² - Source : Sit@del2



5 communes ont produit 40% des surfaces de locaux en 2012

- On a commencé 346 986 m² de locaux en 2012 sur le territoire des MDE Lille Métropole, soit 12% de moins que la moyenne 2002-2012.
 - Le secteur public a produit 105 287 m² de locaux (30,3%) en 2012, dont 21 372 m² (20%) à Marquette-lez-Lille et 15 634 m² (15%) à Lille
 - 79 714 m² (23%) sont des entrepôts, dont 23 297 m² (29%) à Bondues et 19 935 m² (25%) à Lesquin.
 - 61 848 m² (17,8%) sont des bureaux dont 7 593 m² (12%) à Lesquin et 6 773 m² (11%) à Marcq-en-Baroeul.
 - 40 553 m² (11,7%) sont des locaux de commerce, dont 8 812 m² (22%) à Faches-Thumesnil.
- 5 communes ont produit plus de 20 000 m² chacune et 40% des locaux en 2012 (soit 143 872 m²).
 - 33 559 m² (10%) ont été produits sur Bondues (dont 69% d'entrepôts).
 - 30 758 m² (9%) ont été commencés à Marquette-lez-Lille (dont 70% pour le service public).
 - 29 108 m² (8,4%) ont été commencés à Sainghin-en-Mélantois (dont 42% de locaux industriels).
 - 27 861 m² (8%) de locaux ont été commencés à Lesquin (dont 72% d'entrepôts).
 - 22 586 m² (6,5%) ont été produits à Lille (dont 69% pour le service public).
- Sur le territoire des MDE, 25 communes n'ont vu aucun locaux de commencés en 2012.

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

1. Evolution de l'activité entretien-rénovation

Qu'est-ce que le baromètre entretien – rénovation ?

Le baromètre a pour vocation de suivre trimestriellement l'évolution de l'activité des entreprises du bâtiment en travaux d'entretien – rénovation de logements et de bâtiments non résidentiels (l'autoproduction est donc exclue).

Il est réalisé à partir d'un échantillon de 1 070 entreprises sur l'ensemble de la France. Cet échantillon regroupe des entreprises de bâtiments, artisans, PME et grandes entreprises. Il tient compte de trois niveaux de stratification : taille d'entreprises, région et corps de métiers.

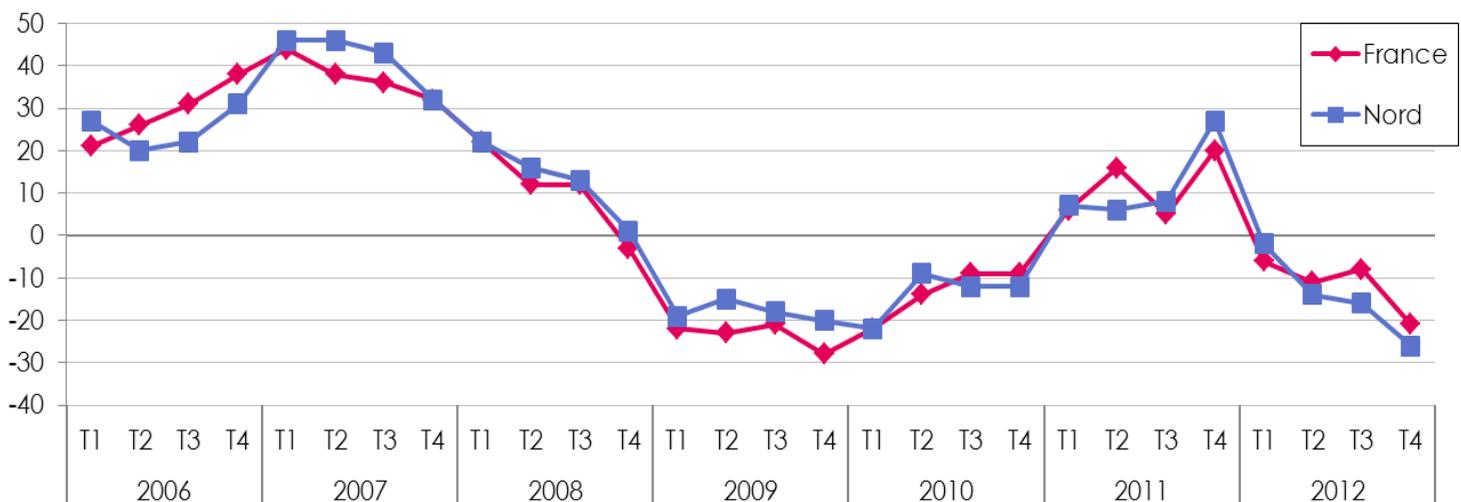
Il s'agit des moyennes dans l'échantillon des évolutions de l'activité entretien – rénovation de logements et de bâtiments non résidentiels par rapport au même trimestre de l'année précédente, pondérées par la taille des entreprises.

Les courbes concernant les soldes d'opinions ne traduisent pas une mesure statistique, mais la situation telle qu'elle est appréciée par les chefs d'entreprises. La ligne « 0 » matérialise le niveau jugé normal.

« Nord » désigne la grande Région Nord qui rassemble le Nord Pas de Calais, la Picardie, la Haute Normandie et la Basse Normandie.

Evolution de l'activité entretien-rénovation du logement

Source : Baromètre de l'entretien-rénovation du Bâtiment - DAEI



- Le niveau d'activité entretien-rénovation du logement amorce une baisse fin 2008. Cette détérioration dans la grande région Nord suit globalement l'évolution nationale à la baisse sur toute la période 2009.
- Le niveau le plus bas est atteint au 4^{ème} trimestre 2009 en France, l'activité entretien rénovation du logement affiche - 28, au 1^{er} trimestre 2010 en grande région Nord : -23.
- Un léger redressement de l'activité suivi d'un plateau est visible en France dès le 1^{er} trimestre 2010, en grande région Nord dès le 2^{ème}.
- Un pic d'activité est atteint au 4^{ème} trimestre 2011, suivi par un forte baisse à partir du 1^{er} trimestre 2012.

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

1. Evolution de l'activité entretien-rénovation

Evolution des jugements sur les carnets de commande en entretien-rénovation du logement

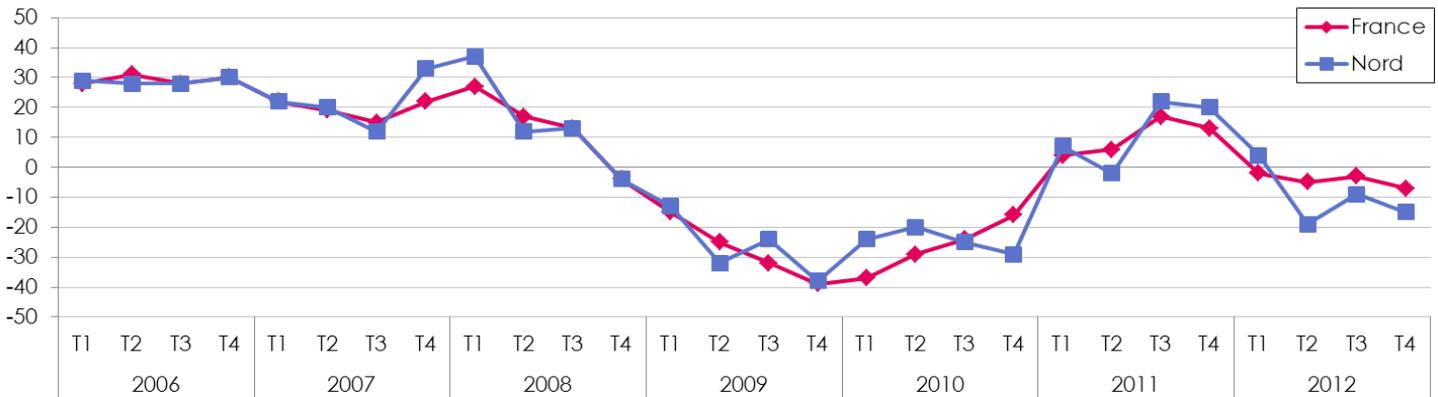
Source : Baromètre de l'entretien-rénovation du Bâtiment - DAEI



Les entreprises du bâtiment ont retrouvé, à partir du second trimestre 2010, des plans de charges comparables à ceux qu'elles avaient avant la crise, mais la situation se dégrade depuis début 2012.

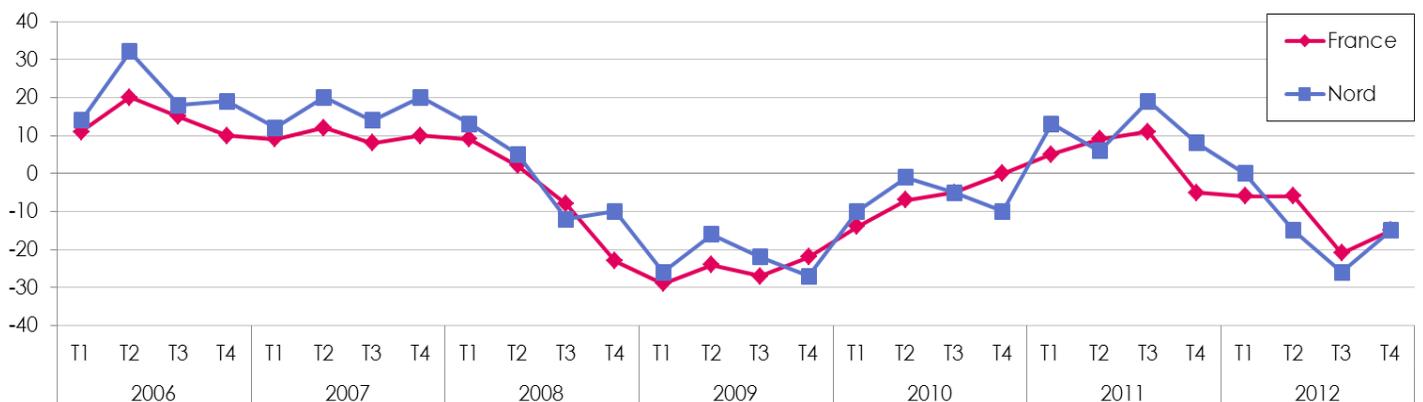
Evolution de l'activité entretien-rénovation des bâtiments non résidentiels

Source : Baromètre de l'entretien-rénovation du Bâtiment - DAEI



Evolution des jugements sur les carnets de commande en entretien-rénovation des bâtiments non résidentiels

Source : Baromètre de l'entretien-rénovation du Bâtiment - DAEI



- Après une remontée globale de l'activité en 2010-2011, la situation se détériore depuis le 4^{ème} trimestre 2011.
- Les carnets de commandes se redressent depuis début 2010 en France et dans la grande région Nord, mais le renouvellement des plans de charge est difficile. La situation replonge depuis le 3^{ème} trimestre 2011 en France et dans le grande région Nord.

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

2. L'éco-PTZ, un levier pour la rénovation énergétique des logements

L'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) :

- Il permet de financer les travaux d'économies d'énergie et les éventuels frais induits par ces travaux afin de rendre le logement plus économe en énergie, plus confortable et moins émetteur de gaz à effet de serre.
- Il est entré en application le 1^{er} mars 2009 et prendra fin le 31 Décembre 2012.
- Conditions d'attribution :
 - être propriétaire, occupant ou bailleur
 - le logement doit être une résidence principale construite avant le 1^{er} janvier 1990.
 - en copropriété, chaque copropriétaire peut faire individuellement une demande d'éco-prêt à taux zéro pour les travaux réalisés par la copropriété. Mais cette démarche n'est possible qu'une fois par logement.
 - les travaux doivent être menés par des professionnels pour le compte du demandeur.

Du 01/03/2009 au 31/12/2012
Source : SGFGAS (montants moyens) -
Estimation CER des totaux

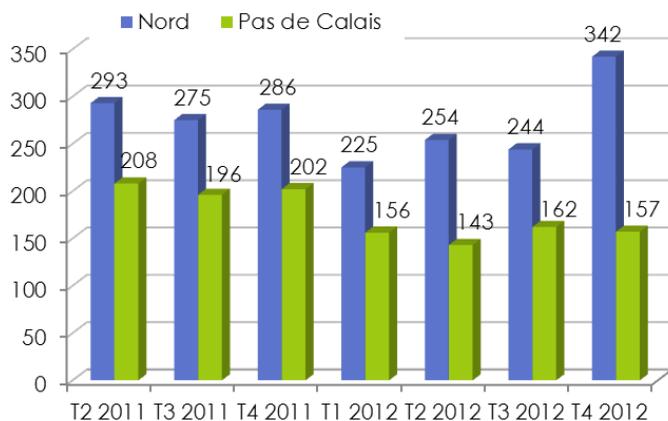
	Nord	Pas de Calais	Région	% Région/France	France Métropolitaine
Montant total des travaux	140 M€	84 M€	224 M€	5	4 220 M€
Montant total prêté	129 M€	74 M€	203 M€	6	3 665 M€
Nombre de prêts	7 477	4 569	12 046	6	216 870
Montant moyen des travaux	19 044 €	18 132 €	18 695 €		19 460 €
Montant moyen prêté	17 248 €	16 218 €	16 854 €		16 900 €
%prêt/travaux	0,91	0,89	0,90		0,87

140 et 84 Millions d'euros de travaux générés dans le Nord et le Pas de Calais par les éco-PTZ depuis mars 2009

- Près de 203 Millions d'euros ont été prêtés par les établissements de crédits (ayant une convention avec l'Etat) dans la région. Cela représente 90% du montant total des travaux générés, 87% en France.
- L'éco-PTZ a connu une forte baisse au 1^{er} trimestre 2012.

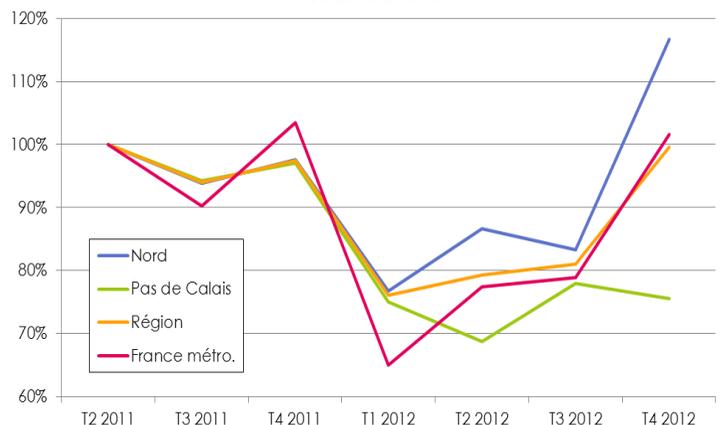
Evolution trimestrielle des Eco-PTZ depuis le 01/04/11

Source : SGFGAS



Evolution trimestrielle des Eco-PTZ depuis le 01/04/11

Source : SGFGAS



Caractéristiques techniques des travaux éligibles

Les travaux à effectuer pour en bénéficier doivent correspondre a minima à un de ces trois titres :

- « Bouquet de travaux » d'économie d'énergie (au moins deux types de travaux : toiture, murs extérieurs, fenêtres, porte, chauffage, etc...)
- Atteindre un niveau de « performance énergétique globale » minimale du logement
- Réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif par des dispositifs ne consommant pas d'énergie.

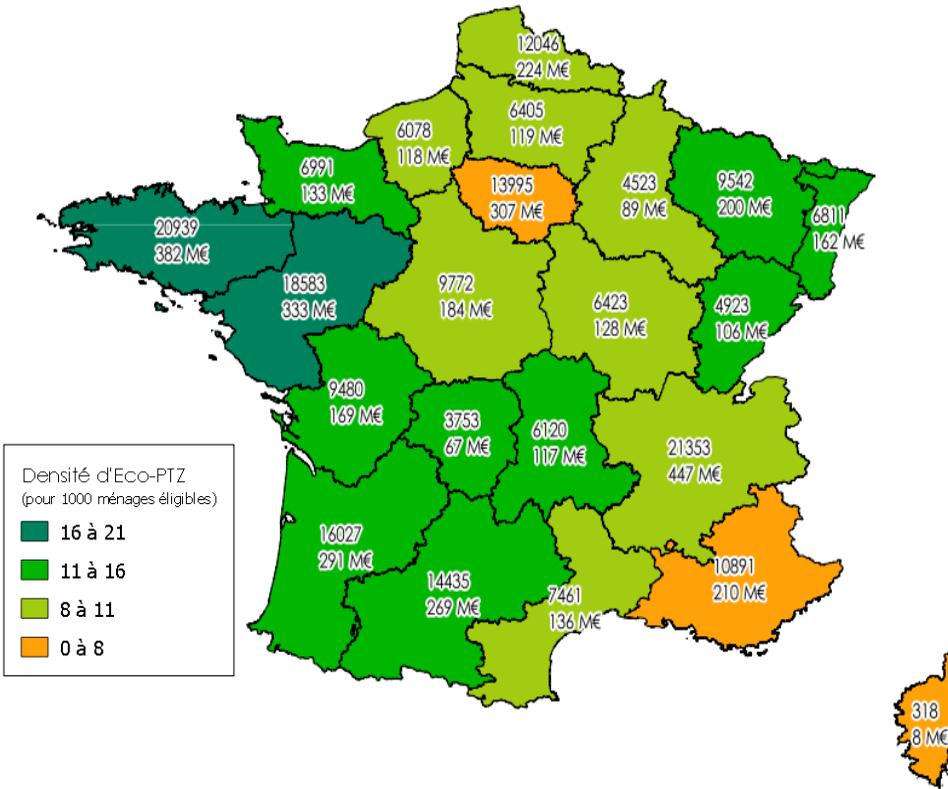
C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

2. L'éco-PTZ, un levier pour la rénovation énergétique des logements

Densité et nombre d'éco-PTZ accordés au 31 décembre 2012 ainsi que le volume de travaux concernés

Unité : Nombre d'éco-PTZ et Montant des travaux en millions d'euros

Source : SGFGAS, cumul depuis le 01/03/2009

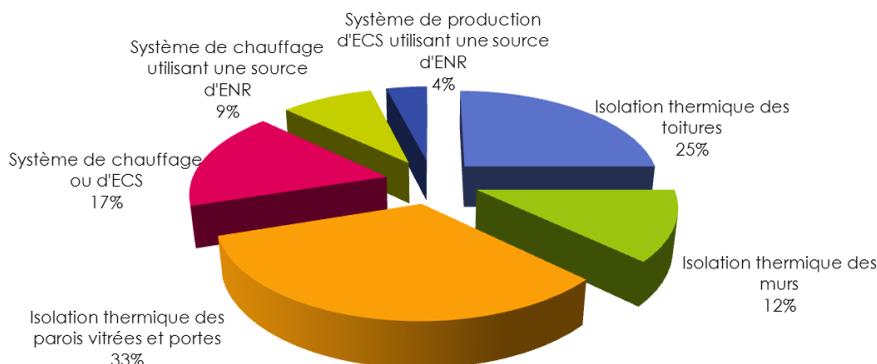


Source : SGFGAS

	Nord	Pas de Calais	Région	France métr.
Nombre de prêts	7 477	4 569	12 046	210 870
Prêts pour 1000 ménages éligibles	8,3	9,3	8,6	10,1
Poids Prêts	3,5%	2,2%	5,7%	100,0%
Poids Ménages	4,2%	2,3%	6,5%	100,0%

Répartition des Eco-PTZ par catégorie de travaux définie dans les bouquets (Nord, depuis le 01/03/2009)

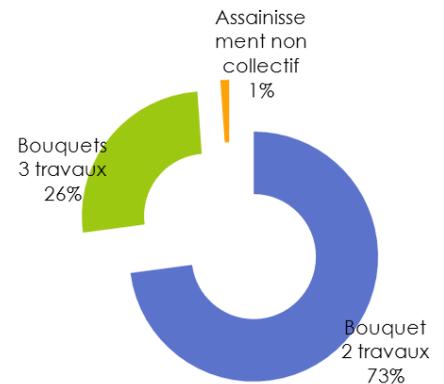
Source : SGFGAS



- 7 477 prêts ont été accordés dans le Nord et 4 569 dans le Pas de Calais, soit 12 046 en région. C'est la 7^{ème} région française en nombre de prêts.
- 8,6 ménages éligibles sur 1 000 en ont bénéficié sur la région (8,3 et 9,3 en Nord et Pas de Calais) : c'est moins que sur la France métropolitaine (10,1).

Répartition des Eco-PTZ par type de travaux dans le Nord (depuis le 01/03/2009)

Source : SGFGAS



- Les prêts concernent 2 (73%) ou 3 (26%) types de travaux relevant d'un bouquet, contre 65% et 29% en France. Peu d'assainissement non collectif sauf dans le Pas de Calais avec 9,2% et 423 dossiers (6% en France et 0% dans le Nord, 50 dossiers). La Performance Globale n'est pas visée en région (0%), et peu en France (0,03%, 743 dossiers).

- 70% des prêts servent à isoler (murs, toitures, vitres et portes) pratiquement comme en France. Peu d'ECS* à partir d'ENR* (4% dans le Nord, 3% dans la région et 3% en France).

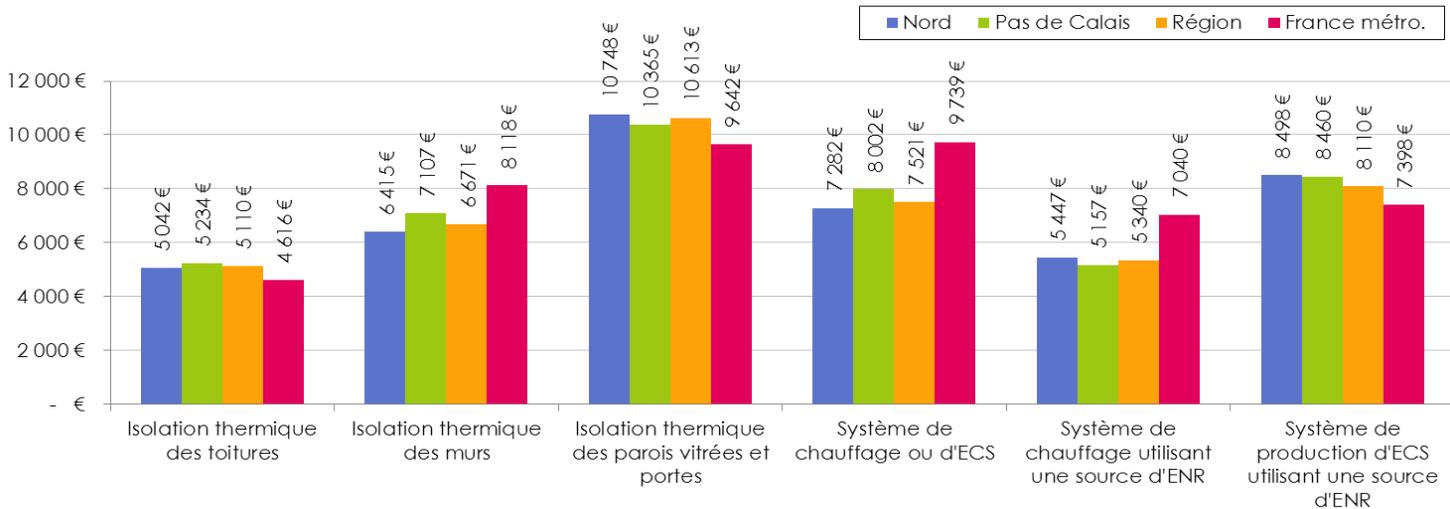
ECS : Eau Chaude Solaire
EnR : Energies Renouvelables

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

2. L'éco-PTZ, un levier pour la rénovation énergétique des logements

Montants moyens des travaux définis dans les bouquets depuis le 01/03/2009

Source : SGFGAS

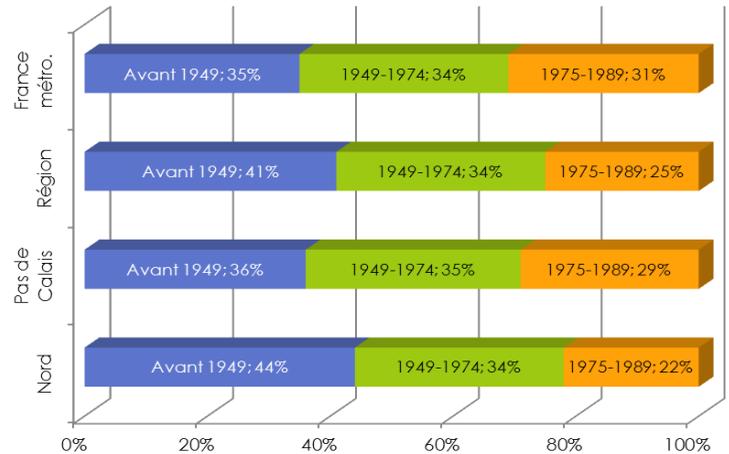


- Isoler thermiquement semble coûter plus cher (pour les toitures et les parois vitrées et portes) dans la région, de même pour les système d'ECS à partir d'une source d'ENR, le reste est moins cher.

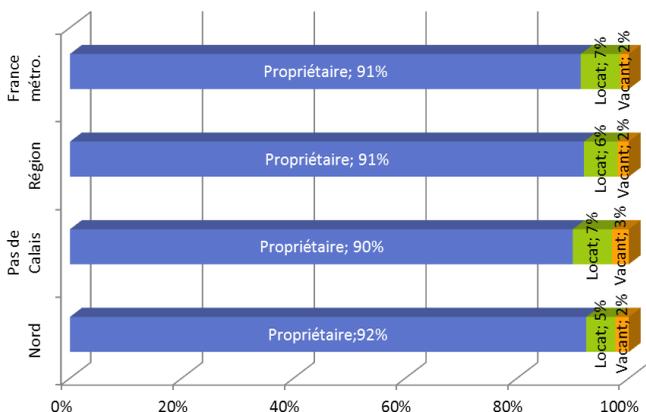
Qui bénéficie d'un éco-PTZ depuis le 01/03/2009 ?

- 41% des éco-PTZ accordés dans le Nord Pas de Calais concernent des logements d'avant 1949, contre 35% en France (44% dans le Nord). En région, le parc d'après 1975 et d'avant 1989 est moins bénéficiaire.
- 92% des prêts sont accordés à des propriétaires dans le Nord, 90% dans le Pas de Calais et 91% en France. En région, les locataires (6%) sont peu concernés (7% en France) : 5% dans le Nord, 7% dans le Pas de Calais. 2% des logements vacants sont concernés en France comme en région Nord-Pas de Calais.
- 96% des logements sont des maisons individuelles dans le Nord, 97% dans le Pas de Calais et 93% en France.

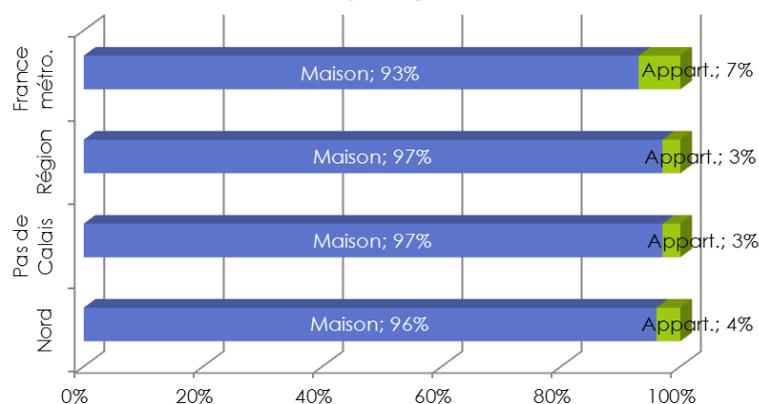
Répartition des Eco-PTZ par ancienneté des logements au 31/12/12 (cumul)



Répartition des Eco-PTZ par statut d'occupation au 31/12/12 (cumul)



Répartition des Eco-PTZ par type de logement au 31/12/12 (cumul)



C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

3. L'adaptation des Bâtiments publics à la réglementation

- L'article 5 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite loi Grenelle 1, fixe le double objectif de réduire de 50% les émissions de gaz à effet de serre et de 40% les consommations d'énergie .
- La loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées prévoit l'accessibilité de tous les bâtiments pour le 1^{er} janvier 2015.
- Un accord-cadre a été passé avec des bureaux d'études fin 2009 dans le Nord et le Pas-de-Calais afin de connaître les caractéristiques des bâtiments. De 2010 à mi 2012, les DDTM, du Nord et du Pas de Calais, ont réalisé des audits sur des bâtiments du parc immobilier d'État, tant sur l'aspect "énergie", sur le "gros entretien" (technique réglementaire) que sur "l'accessibilité aux personnes handicapées".
- Le parc concerné est très varié, tant dans sa typologie : Commissariat de Police, bureaux administratifs, casernes militaires, Palais de justice... que par sa taille avec des surfaces allant de moins de 40 m² à plus de 20 000 m².

Propriétés de l'Etat en région Nord-Pas de Calais

Source : DREAL

	Nombre de bâtiments	Surface (m ²)
Patrimoine immobilier propriété de l'Etat	2 023	2 818 051
Patrimoine immobilier propriété de l'Etat occupé par l'Etat	1 424	1 172 022
Patrimoine immobilier propriété de l'Etat occupé par l'Etat audité énergie et gros entretien	226	784 492
Dont audité accessibilité	164	594 649

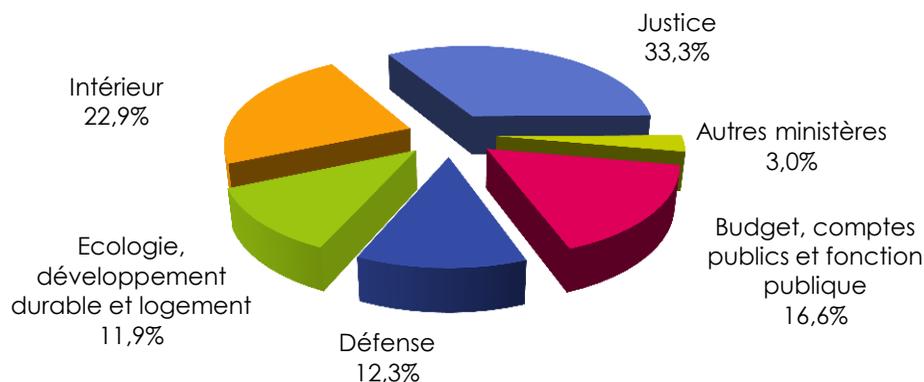
Objectifs Grenelle : ensemble des actions permettant une amélioration des performances énergétiques du bâtiment supérieure à 40%.

Les travaux estimés permettraient de faire passer les consommations d'énergie et émissions de GES des bâtiments de l'Etat de la **classe D** (moyenne actuelle, 211 à 350 KWh/m².an en consommation et 31 à 60 kg éqCO₂ /m².an en émission de GES) à la **classe C** (111 à 210 KWh/m².an et 16 à 30 kg éqCO₂ /m².an).

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

3. L'adaptation des Bâtiments publics à la réglementation

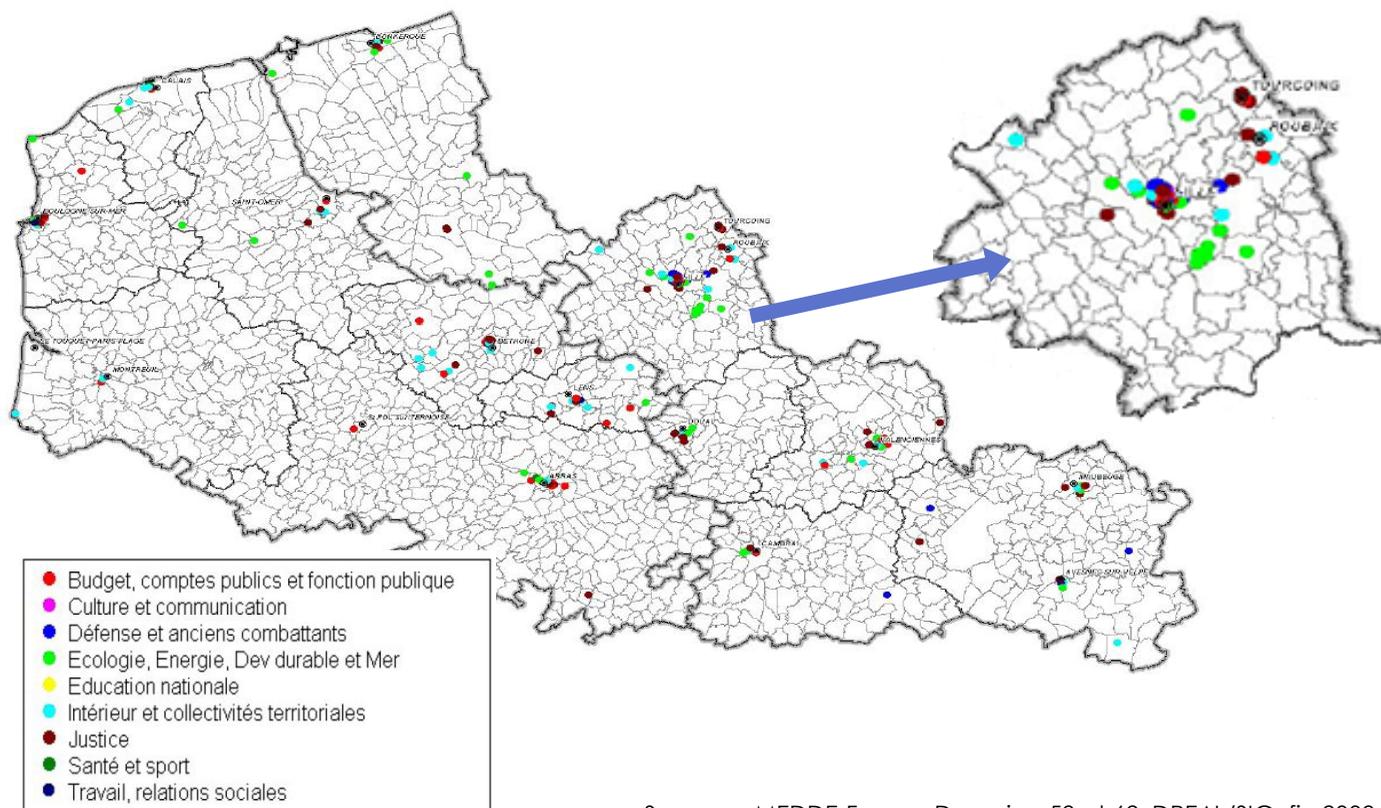
Répartition des bâtiments audités, de 2010 à 2012, en Nord-Pas de Calais par ministère
Unité : m² - Source : DREAL



Autres ministères : Santé, jeunesse et sport ; Travail, relations sociales et solidarité; Culture et communication; Education nationale, enseignement et recherche; Premier ministre.

Parmi les bâtiments audités, 72,5% des surfaces sont des bureaux et 21% des bâtiments sanitaire et social (exemple : maisons d'arrêt).
En surface en m², les bâtiments du ministère de la justice sont les plus représentés (33% des audits), suivent les bâtiments du ministère de l'intérieur (23%).

Localisation des audits dans la région, par ministère / Zoom sur l'arrondissement de Lille



Sources : MEDDE-France Domaine 59 et 62, DREAL/SIG, fin 2009

C. Quels impacts sur le secteur de l'entretien - rénovation?

3. L'adaptation des Bâtiments publics à la réglementation

Contrat de performance énergétique sur les bâtiments de l'Etat

- Le Contrat de performance énergétique (CPE) est un contrat par lequel le prestataire apporte au maître d'ouvrage une garantie de réduction de consommation énergétique dans la durée, moyennant un pilotage fin des installations et des modalités d'usage du bâtiment.
- Pour atteindre un niveau de performance énergétique élevé, il faut en général investir aussi dans des travaux lourds. L'expérience montre qu'avec des prestations essentiellement de services et éventuellement quelques travaux d'accompagnement, on peut déjà atteindre une réduction très nette de la performance énergétique. Des exemples témoignent de réduction pouvant atteindre jusqu'à 40% d'économie quasiment sans dépense initiale, avec des actions « de services ».
- C'est pourquoi, sans renier les objectifs ambitieux du Grenelle, il est proposé de diversifier l'utilisation de l'outil CPE dans le cas d'opérations simples menées à l'échelle d'un seul bâtiment.
- Une expérimentation a été lancée par le Plan Bâtiment Grenelle sur les bâtiments publics Etat. Elle concerne les CPE à dominante de services, dits « CPE de services ».

Contrat de performance énergétique sur les bâtiments de l'Etat en région Nord Pas de Calais

- En région Nord Pas de Calais, le CETE Nord Picardie a mis au point un contrat de services qui a pour objectif, par une optimisation de la régulation de systèmes de chauffages, de ventilation et de climatisation, d'économiser sur le site de la préfecture du nord, 15% des consommations énergétiques, sur les 5 ans ½ de sa durée.
- Ainsi, le groupement Johnson Controls/Idex s'engage à assurer la maintenance tout en économisant 2 575 000 kWh (sur les 5 ans ½ de sa durée), en permettant une économie globale d'environ 60 000 € TTC sur la durée du contrat et en maintenant le niveau de confort d'usage du site. Cette économie d'énergie contribue également à diminuer les émissions de gaz à effet de serre.
- Il s'agit du plus important contrat de ce type conclu sur un bâtiment de l'Etat au niveau national à ce jour.

D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

1. Comment se structure le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

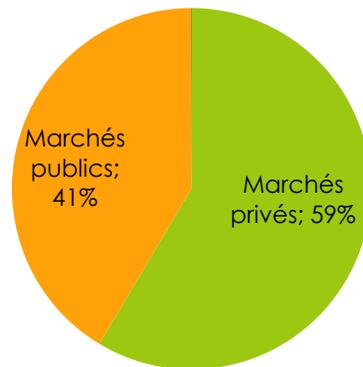
Répartition du chiffre d'affaires par activités de l'entreprises

Source : Enquête CER



Répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon la part des activités marchés publics et privés

Source : Enquête CER



- Sur le territoire des MDE, l'activité des entreprises du Bâtiment ayant répondu à l'enquête est constituée à 52% par la construction neuve. Les logements, neufs et rénovés, représentent l'essentiel du chiffre d'affaires avec une part s'élevant à 53%.
- Les marchés privés alimentent majoritairement les plans de charge. Les marchés publics représentent 41% du chiffre d'affaires des entreprises interrogées. La part de l'activité liée aux marchés étrangers n'est que de 0,03%.
- Seuls 6% de l'activité des entreprises concerne de la sous-traitance. Parmi l'activité réalisée en propre, 9% est effectué en tant que sous-traitant pour une autre entreprise.

Répartition du chiffre d'affaires des entreprises selon la part des activités réalisées en propre ou sous-traitées à une autre entreprise

Source : Enquête CER



Répartition du chiffre d'affaires réalisé en propre des entreprises selon la part des activités réalisées directement pour le commanditaire ou en tant que sous-traitant pour une autre entreprise

Source : Enquête CER

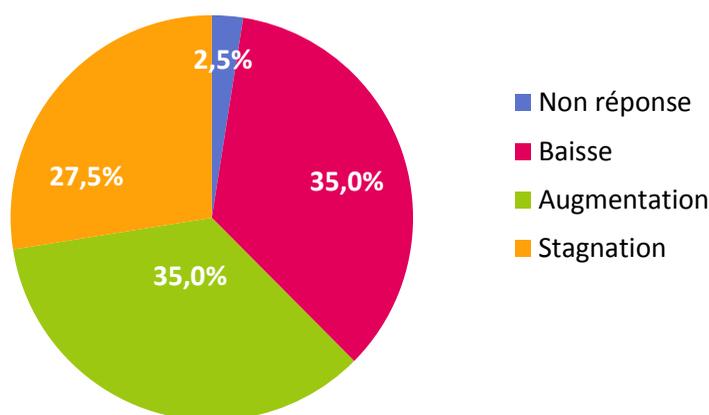


D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

1. Comment se structure le chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

Comment a évolué votre chiffre d'affaires 2012 par rapport à 2011?

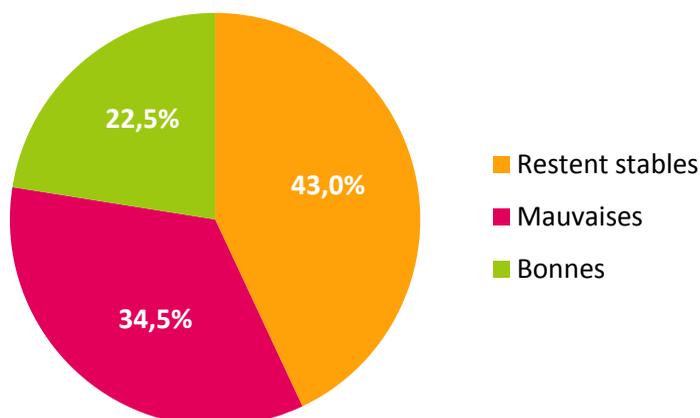
Source : Enquête CER



- En matière de chiffre d'affaires, le jugement sur l'activité 2012 est mitigé. Certes, la dégradation d'activité recueille plus de 3 suffrages sur 10, mais il en est de même pour les chefs d'entreprise, qui déclarent avoir enregistré une hausse de l'activité sur l'exercice précédent. La stabilité prévaut pour presque un tiers des dirigeants. Ces résultats confortent donc l'estimation de l'évolution du chiffre d'affaires.
- Le pessimisme est significativement installé au sein de la population des chefs d'entreprises s'agissant des perspectives d'activité. Plus d'un sur 3 anticipe une baisse d'activité. Mais la majorité projette une stagnation.
- Seuls 22,5% des professionnels interrogés estiment que leur activité future connaîtra une amélioration.

Comment estimez-vous les perspectives de votre secteur d'activité ?

Source : Enquête CER

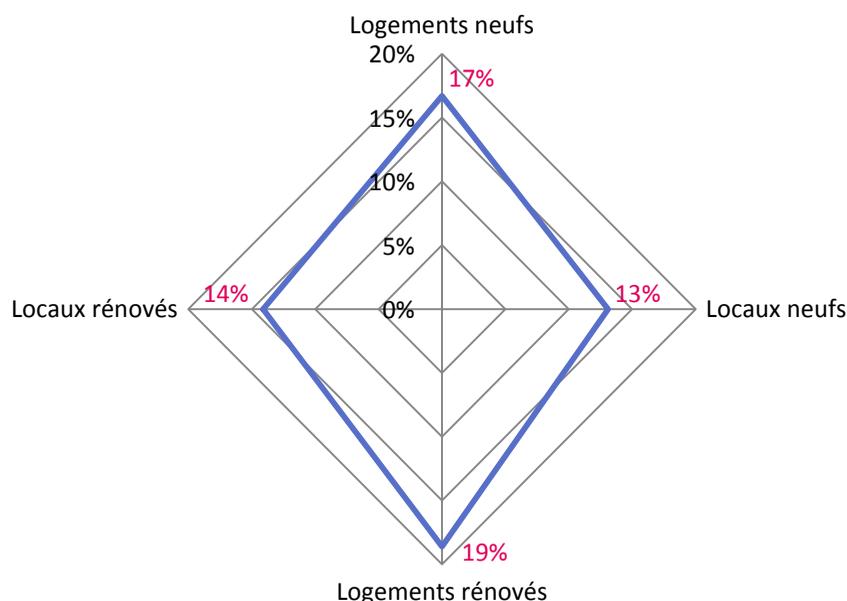


D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

2. Part et progression de l'activité consacrée à la performance énergétique et à la qualité environnementale

Part de la performance énergétique et de la qualité environnementale sur les 4 principaux marchés

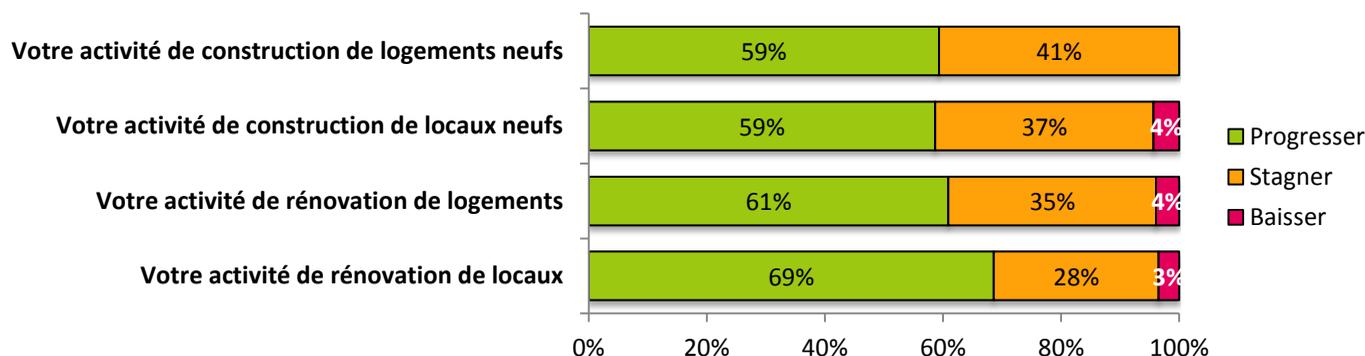
Source : Enquête CER



- En construction neuve, la part des projets à qualité environnementale ou avec un label de performance énergétique est légèrement plus élevée sur le créneau du logement que sur celui des bâtiments non résidentiels. Le marché des logements rénovés recueille la part la plus importante d'activité liée à la performance énergétique et à la qualité environnementale.
- L'essor de la performance énergétique est marqué sur le créneau de la rénovation de locaux. La part de la performance énergétique progresse de 61% en rénovation de logements.
- Au niveau de la construction neuve, des réglementations obligent les entreprises à respecter certains niveaux de performance énergétique. D'où le ressenti des entreprises quant à la progression de cette part dans leur activité (59% pour la construction de locaux et de logements).

Evolution de la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale sur les 4 principaux marchés

Source : Enquête CER

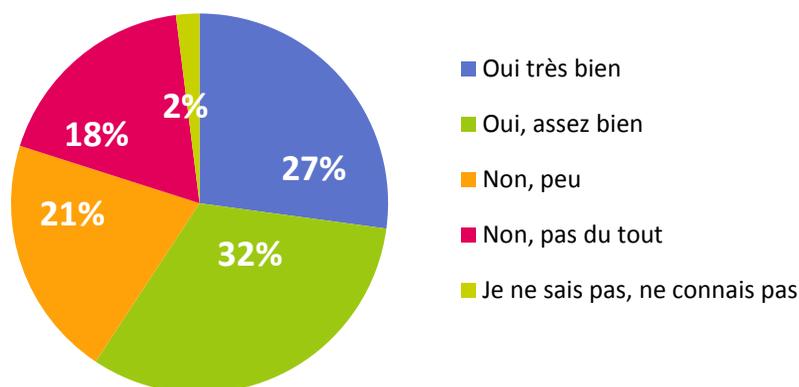


D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

3. Connaissance des réglementations, des aides et impact sur l'activité des entreprises de Bâtiment

Vous estimez vous suffisamment informé sur les réglementations thermiques (RT 2005 – RT 2012) et sur les normes BBC (Bâtiment Basse Consommation) – BEPOS (Bâtiment à énergie positive) ?

Source : Enquête CER



- Les normes et réglementations sont connues environ par 6 entreprises sur 10. A l'inverse, celles qui estiment n'être pas du tout, ou peu informées représentent encore près de 40% des interrogées.
- Ce sont les entreprises les plus structurées qui estiment être le plus informées ; au sein des entreprises occupant plus de 10 salariés, on compte 70% de dirigeants jugeant être très bien ou assez bien informés contre 58% pour les entreprises de 3 à 5 salariés. C'est sur la strate des 1 à 2 salariés que l'information est la moins maîtrisée.
- Par activité, les entreprises de gros œuvre arrivent en tête de celles qui s'estiment être informées sur la réglementation thermique et la norme BBC. Elles sont presque 7 sur 10 dans ce cas, alors que l'on en dénombre 47% au sein des professionnels du bois.

Par tranche d'effectif

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Oui, très bien	25%	22%	27%	35%
Oui, assez bien	23%	<u>36%</u>	<u>35%</u>	35%
Non, peu	<u>29%</u>	21%	19%	12%
Non, pas du tout	23%	21%	11%	16%
Je ne sais pas, ne connais pas	0%	0%	8%	2%
Total	100%	100%	100%	100%

Par activité

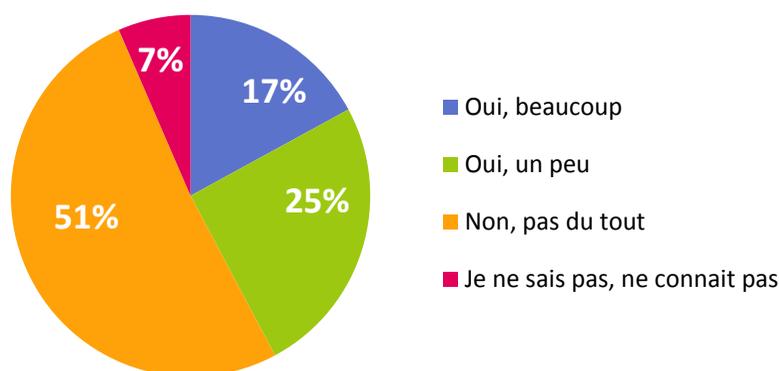
	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition / métal
Oui très bien	34%	23%	17%	<u>33%</u>
Oui, assez bien	34%	<u>35%</u>	30%	29%
Non, peu	11%	26%	17%	21%
Non, pas du tout	21%	13%	<u>36%</u>	13%
Je ne sais pas, ne connais pas	0%	3%	0%	4%
Total	100%	100%	100%	100%

D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

3. Connaissance des réglementations, des aides et impact sur l'activité des entreprises de Bâtiment

La réglementation thermique (RT 2005 – RT 2012) ou la norme BBC (Bâtiment Basse Consommation) a-t-elle une influence positive sur votre activité?

Source : Enquête CER



- La réglementation thermique ou la norme BBC ont un impact positif pour moins d'une entreprise sur deux. Elles sont 17% à les juger particulièrement déterminantes.
- Les professionnels encore sceptiques sur l'influence de la réglementation thermique ou de la norme BBC demeurent, toutefois, majoritaires.
- Par activité, les entreprises de bois estiment être les plus impactées. Elles sont plus de 50% à exprimer un jugement positif.
- A l'opposé, ce sont les entreprises de gros-œuvre qui se montrent les plus circonspectes au regard de l'influence de cette évolution réglementaire.

Par tranche d'effectif

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Oui, beaucoup	19%	16%	13%	20%
Oui, un peu	17%	19%	30%	<u>37%</u>
Non pas du tout	<u>52%</u>	<u>65%</u>	<u>49%</u>	35%
Je ne sais pas, ne connais pas	12%	0%	8%	8%
Total	100%	100%	100%	100%

Par activité

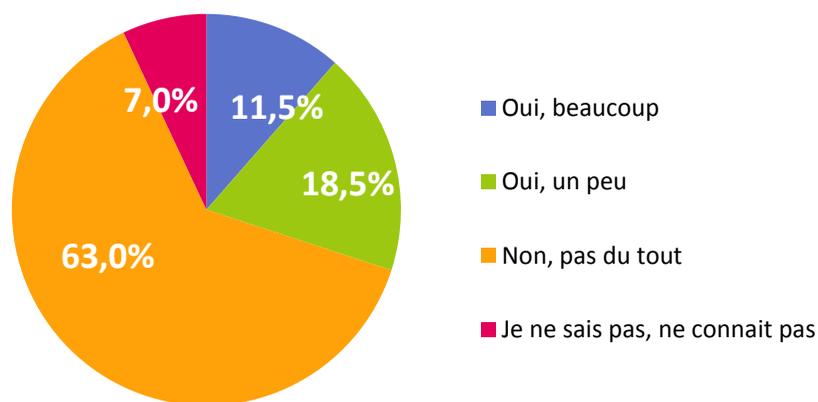
	Gros œuvre	Equipement techniques	Bois	Aménagement finition / métal
Oui, beaucoup	16%	14%	33%	13%
Oui, un peu	20%	30%	20%	25%
Non pas du tout	<u>59%</u>	<u>50%</u>	<u>40%</u>	<u>54%</u>
Je ne sais pas, ne connais pas	5%	6%	7%	8%
Total	100%	100%	100%	100%

D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

3. Connaissance des réglementations, des aides et impact sur l'activité des entreprises de Bâtiment

Les aides financières pour les travaux de performance énergétique (crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subvention, chèque énergie...) ont-elles une influence positive sur votre activité?

Source : Enquête CER



- Les aides financières pour travaux de performance énergétique influencent positivement 3 entreprises sur 10.
- Les entreprises de 6 à 9 salariés se retrouvent au 1^{er} rang des plus sceptiques sur l'influence de ces aides. Toutefois, 24% jettent un regard positif sur ces incitations financières ou fiscales.
- Les professionnels œuvrant sur l'aménagement finition se montrent les plus réservés quant à l'influence des aides.
- Les professionnels du bois sont, en revanche, les plus convaincus de leur utilité.

Par tranche d'effectif

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Oui, beaucoup	13%	13%	11%	10%
Oui, un peu	15%	23%	13%	20%
Non pas du tout	<u>62%</u>	<u>62%</u>	<u>68%</u>	<u>60%</u>
Je ne sais pas, ne connais pas	10%	2%	8%	10%
Total	100%	100%	100%	100%

Par activité

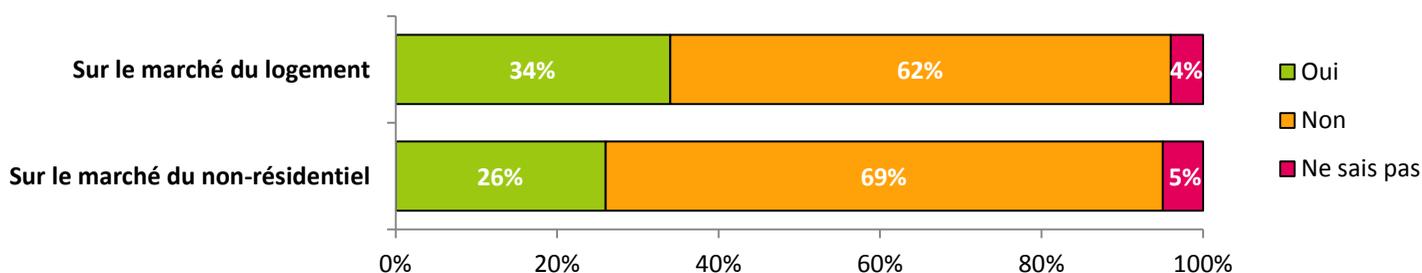
	Gros œuvre	Equipement techniques	Bois	Aménagement finition / métal
Oui, beaucoup	9%	13%	18%	10%
Oui, un peu	22%	18%	26%	14%
Non pas du tout	<u>60%</u>	<u>64%</u>	<u>52%</u>	<u>66%</u>
Je ne sais pas, ne connais pas	9%	5%	4%	10%
Total	100%	100%	100%	100%

D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

4. L'offre globale est-elle un enjeu pour les entreprises de Bâtiment ?

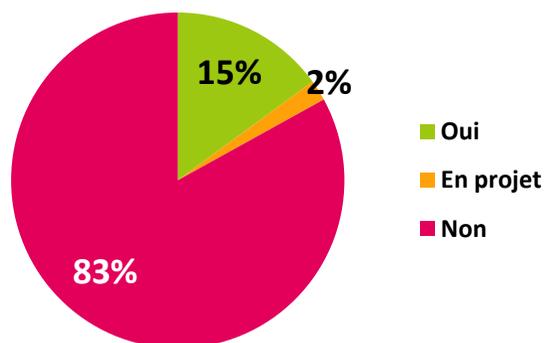
Percevez-vous, au sein de votre clientèle, une augmentation de la demande d'offre globale de travaux en relation avec la performance énergétique?

Source : Enquête CER



Avez-vous développé une offre globale pour réaliser des chantiers d'amélioration énergétique?

Source : Enquête CER



- La progression de la demande de la clientèle pour une offre globale de travaux en relation avec la performance énergétique est plus manifeste sur le marché du logement que sur celui des bâtiments non résidentiels. Quel que soit le créneau d'activité, la majorité des professionnels juge toutefois que cet essor de la demande n'est pas vérifié.
- L'offre globale pour la réalisation de chantier d'amélioration énergétique reste à développer pour 83% des entreprises.
- Cette offre est davantage l'apanage des sociétés occupant au moins 10 salariées. Elle est, toutefois, présente quel que soit la taille des entreprises.
- Les entreprises œuvrant sur le secteur du gros-œuvre sont légèrement en avance sur celles des autres créneaux d'activité.

Par tranche d'effectif

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Non réponse	0%	0%	0%	0%
Oui	15%	13%	13%	20%
C'est en projet	2%	0%	3%	4%
Non	83%	87%	84%	76%
Total	100%	100%	100%	100%

Par activité

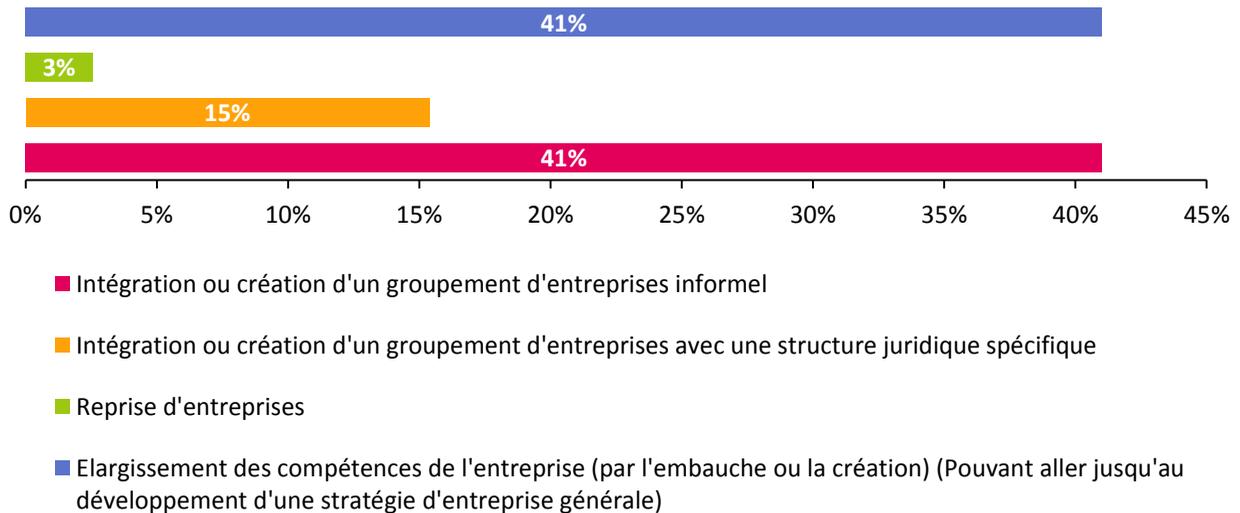
	Gros œuvre	Equipement techniques	Bois	Aménagement finition / métal
Non réponse	0%	0%	0%	0%
Oui	23%	15%	17%	6%
C'est en projet	2%	3%	0%	2%
Non	75%	82%	83%	92%
Total	100%	100%	100%	100%

D. Les pratiques des entreprises avec salarié(s)

4. L'offre globale est-elle un enjeu pour les entreprises de Bâtiment ?

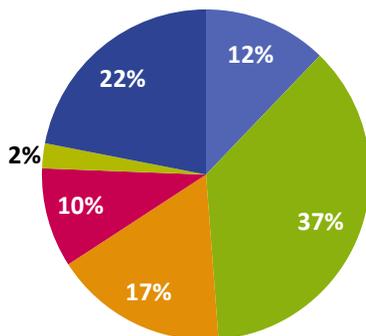
Par quels moyens? (Parmi les entreprises qui ont développé une offre globale ou qui en ont le projet)

Source : Enquête CER



Quelles sont les raisons qui vous ont conduit à envisager ou formaliser cette nouvelle orientation? (Parmi les entreprises qui ont développé une offre globale ou qui en ont le projet)

Source : Enquête CER



- L'élargissement / l'intégration de nouvelles compétences métier
- La commercialisation de l'offre globale
- La coordination de chantiers
- La mise en place d'une démarche de progrès pour satisfaire des exigences de qualité
- Le portage des assurances décennales
- Autre raison

- Pour les entreprises ayant déjà développé une offre globale et pour celles qui souhaitent le faire, l'élargissement des compétences notamment par l'embauche ainsi que l'intégration et la création d'un groupement d'entreprises informel sont les modes principaux mis en œuvre ou envisagés. Ils intéressent, en effet plus de 80% des entreprises. Ils devancent largement la reprise d'entreprises suggéré dans 3% des réponses.
- La motivation visant à développer une offre globale est plurielle. La commercialisation de l'offre globale arrive certes en tête en recueillant 37% des suffrages. Pour autant, la coordination de chantier est significativement citée avec 17% des réponses. Les autres motivations justifient chacune près de 22% des réponses.

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Influences



**Le secteur Bâtiment & EnR
Les Marchés**

Chiffre d'affaires 2012	MDE	Dépt.	Région
Chiffre d'affaires total Bâtiment	1 856 M€	4 081 M€	6 530 M€
Chiffre d'affaires perf. éner. et qualité env.	291 M€	NC.	NC.

Construction neuve	MDE	Dépt.	Région
Chiffre d'affaires 2012	969 M€	1 592 M€	2 547 M€
CA perf. éner. et qualité env.	145 M€	NC.	NC.

Mises en chantier de logements	MDE	Dépt.	Région
Nombre 2012	5 716	12 154	17 535
Evolution 2011/2012	11%	41%	-33%

Mises en chantier de locaux	MDE	Dépt.	Région
Surface 2012 (m ²)	346 986	842 200	1 230 959
Evolution 2011/2012	52%	7%	1%

Nombre de labellisations BBC accordées au 31/12/2012	4 742	5 034	6 378
--	-------	-------	-------

Entretien Rénovation	MDE	Dépt.	Région
Chiffre d'affaires 2012	887 M€	2 489 M€	3 983 M€
CA perf. éner. et qualité env.	146 M€	NC.	NC.

Eco-prêt à taux zéro	MDE	Dépt.	Région
Nombre d'éco-PTZ	ND.	7 477	12 046

Type de travaux principal	ND.	Isolation thermique des parois vitrées et portes	Isolation thermique des parois vitrées et portes
---------------------------	-----	--	--

Montant moyen des travaux	ND.	19 044 €	18 695 €
---------------------------	-----	----------	----------

Volume des travaux générés	ND.	140 M€	224 M€
----------------------------	-----	--------	--------

Nombre de labellisations BBC rénovation accordées au 31/12/2012	983	1 966	2 751
---	-----	-------	-------



Prospective Métiers / Compétences



Besoin en emploi



Besoin en formation

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Activité du bâtiment

Un chiffre d'affaires des entreprises du bâtiment sur le territoire des MDE s'élevant à 1 856 millions d'euros en 2012 et dépendant à 52% de la construction neuve et à 53% du logement.

Les travaux de performance énergétique et de qualité environnementale (PEQE) représentent près de 16% du chiffre d'affaires global, soit 291 millions d'euros.

Un marché PEQE qui ne se présente pas comme une opportunité pour plus de la moitié des entreprises.

Motivant moins de 20% des entreprises, une offre globale tardant à se structurer d'autant que seules 34% d'entre elles sur le créneau du logement et 26% sur celui des locaux observent un essor de la demande pour ce type de prestation.

Construction neuve

La construction de logements augmente depuis 2008, avec près de la moitié des surfaces pour des logements collectifs. En 2012, 5 716 logements ont été mis en chantier, c'est plus que la moyenne depuis 2002 (4 221 logements par an).

Une relance de la construction de locaux non résidentiels en 2012, portée par le service public et l'industrie. Toutefois, la construction de locaux non résidentiels est difficilement prévisible, très variable d'une année à l'autre.

Entretien – rénovation

Le marché de l'Eco-PTZ qui suit la tendance moyenne en France mais avec une baisse moins importante.

Légèrement moins de ménages concernés par l'Eco PTZ dans le Nord-Pas de Calais qu'en France (1,6 pour 1000 au lieu de 1,9 sur 18 mois).

III – Performance énergétique et qualité environnementale : un impact sur l'emploi du secteur bâtiment sur le territoire



A. Quelles sont les forces et faiblesses de l'emploi salarié dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

Repères

Salariés Bâtiment

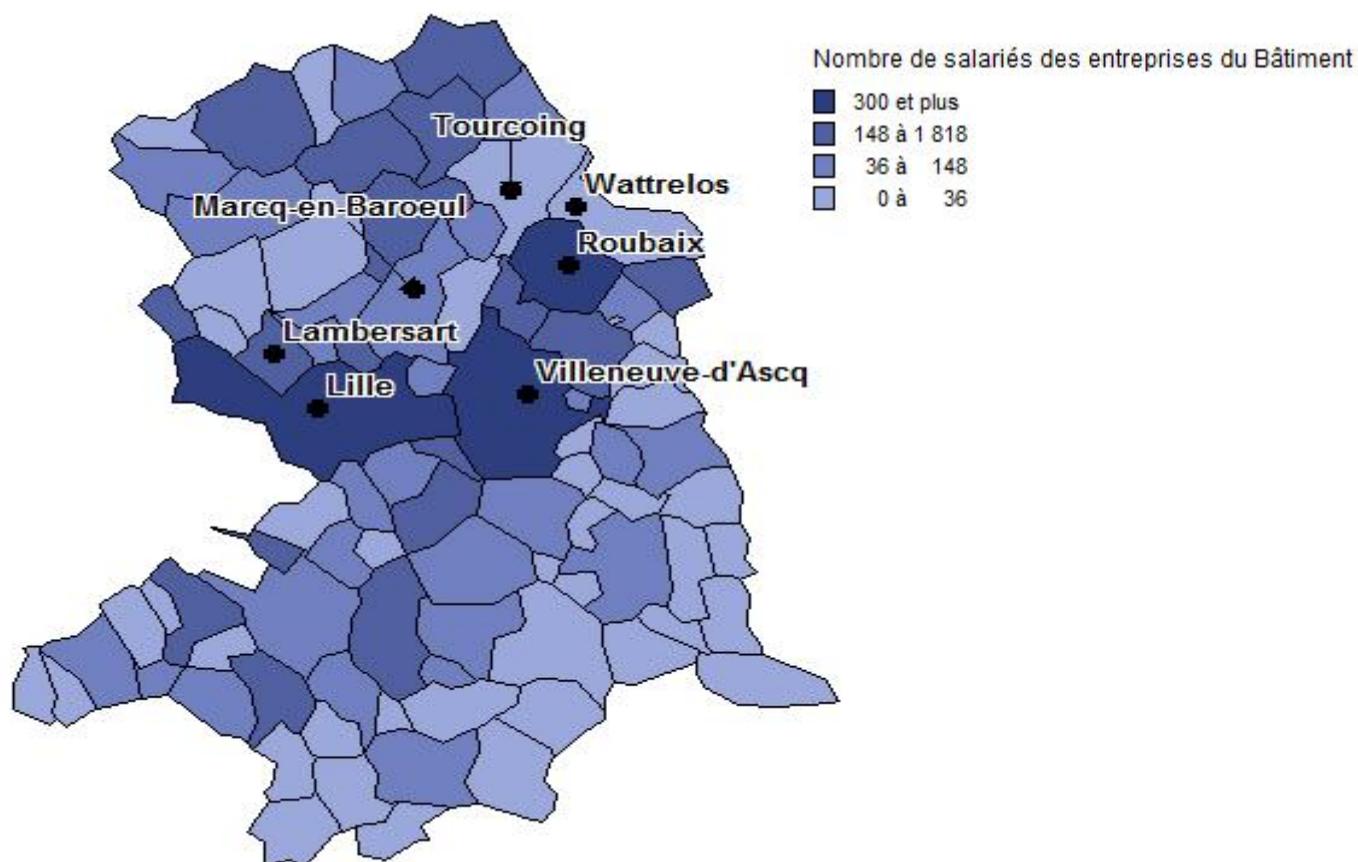
	Nb de salariés des entreprises du Bâtiment	Age moyen des salariés entreprises du Bâtiment	Taux d'entrants en 2011*
MDE	18 312	38,5	26%
Nord	40 570	38,4	24%
NPdC	61 409	38,2	24%
France	1 049 885	37,9	27%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

1. Comment se répartissent les salariés travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

L'emploi salarié est concentré autour des grandes villes des MDE...

Répartition des salariés des entreprises de Bâtiment des MDE



Taux d'entrants : Rapport entre le nombre d'entrants sur l'année 2011 et le stock au 15 mars 2011.

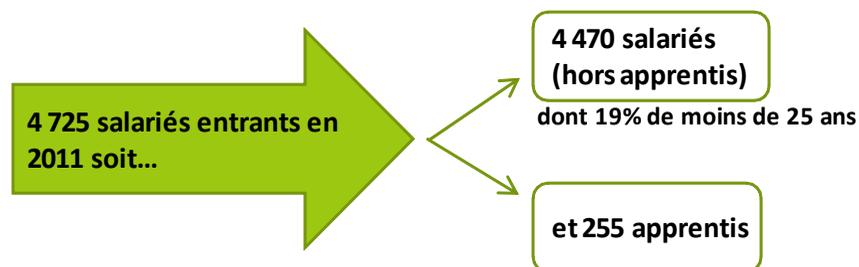
A. Quelles sont les forces et faiblesses de l'emploi salarié dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Les entreprises de Bâtiment du territoire sont-elles plus attractives ?

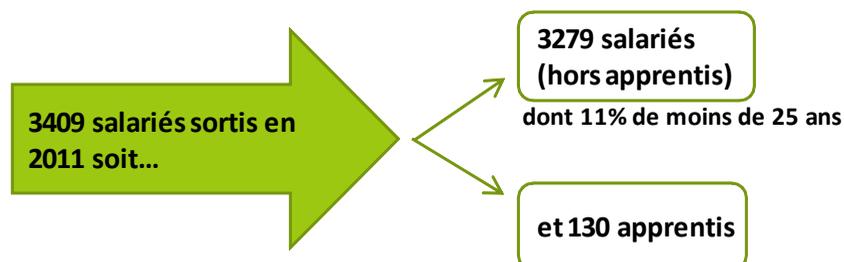
Le mouvement des salariés à l'intérieur du secteur ...

	Mouvement des salariés dans les entreprises de Bâtiment (y compris apprentis)					Taux de rotation * ...	
	Nombre de salariés	Nombre d'entrants	Taux d'entrants	Nombre de sorties	Taux de sorties	...ensemble des salariés	...des moins de 25 ans
MDE	18 312	4 725	26%	3 409	19%	22%	39%
Nord	40 570	9 641	24%	7 207	18%	21%	38%
NPdC	61 409	14 492	24%	10 328	17%	20%	38%
France	1 049 885	278 473	27%	169 021	16%	21%	38%

...4 725 salariés entrants dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire des MDE...



... 11 % des salariés (hors apprentis) sortis d'une entreprise de Bâtiment ont moins de 25 ans.



Entrant : il s'agit des salariés entrés dans le secteur, l'année en cours et ayant eu éventuellement un emploi préalable dans le secteur. Cet indicateur comprend les 1er entrants et les salariés mobiles. Ne correspond pas à la totalité des recrutements car les mouvements à l'intérieur d'une année ne sont pas comptés.

* **Taux de rotation** : indicateur du mouvement des salariés à l'intérieur du secteur (taux de rotation = (taux de sortie + taux d'entrée) / 2)

A. Quelles sont les forces et faiblesses de l'emploi salarié dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

3. Les salariés travaillant sur le territoire dans les entreprises de Bâtiment sont-ils plus âgés?

L'âge moyen des salariés travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire des MDE est de 38,5 ans...

Age moyen des salariés du Bâtiment (y compris apprentis) travaillant sur le territoire de la MDE			
	Age moyen	Part des moins de 25 ans	Part des plus de 55 ans
MDE	38,5	11%	10%
Nord	38,4	12%	9%
NPdC	38,2	12%	9%
France	37,9	15%	10%

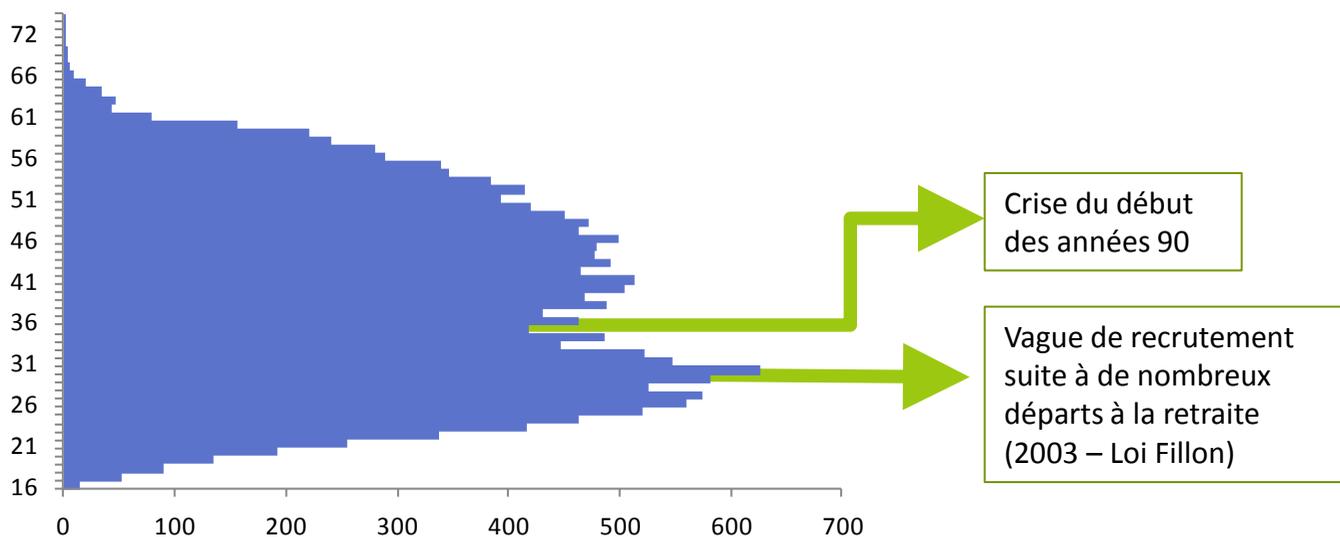
Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

...La pyramide des âges des salariés est fortement impactée par les mouvements économiques...

Pyramide des âges des salariés du Bâtiment travaillant sur le territoire des MDE

Unité : Nombre de salariés (y compris apprentis) –

Source : UCF au 15 mars 2011

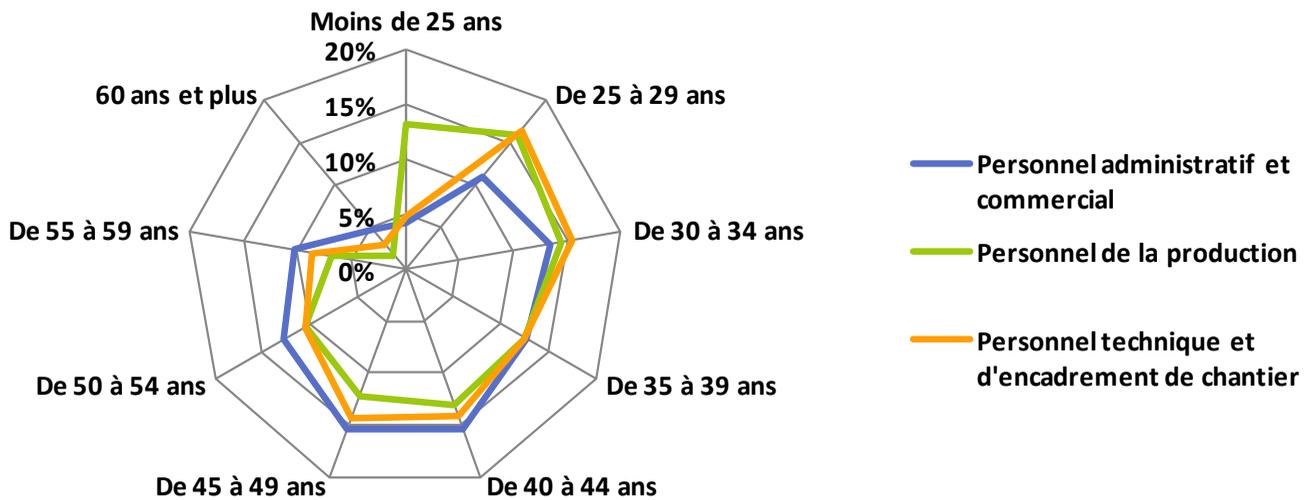


A. Quelles sont les forces et faiblesses de l'emploi salarié dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

3. Les salariés travaillant sur le territoire dans les entreprises de Bâtiment sont-ils plus âgés? (suite)

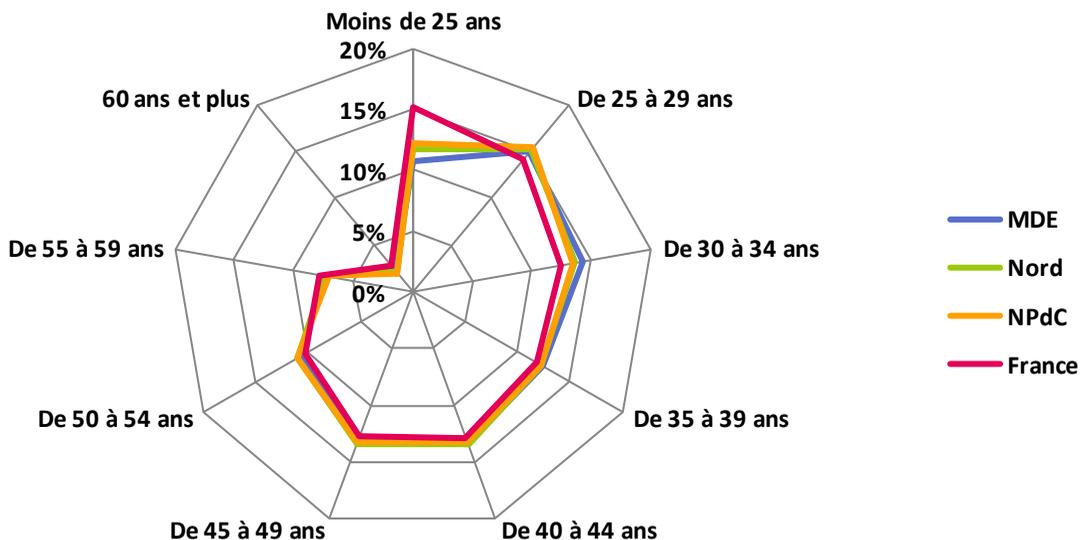
... Des différences d'âges sont présentes sur le territoire des MDE selon la fonction ...

Répartition des salariés du Bâtiment travaillant sur le territoire des MDE par âge et métier
Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



... Peu de différences d'âge selon les territoires.

Répartition des salariés du Bâtiment travaillant par âge et territoire
Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



A. Quelles sont les forces et faiblesses de l'emploi salarié dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

4. La part des salariés cadres des entreprises de Bâtiment du territoire est-elle importante ?

10% des salariés des entreprises de Bâtiment des MDE sont des cadres...

Répartition des salariés (y compris apprentis) travaillant dans les entreprises de Bâtiment par catégorie professionnelle				
	IAC	ETAM	Ouvrier	Ensemble
MDE	10%	17%	72%	100%
Nord	8%	16%	76%	100%
NPdC	7%	15%	78%	100%
France	7%	19%	74%	100%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

... L'âge moyen des cadres est de 42,4 ans...

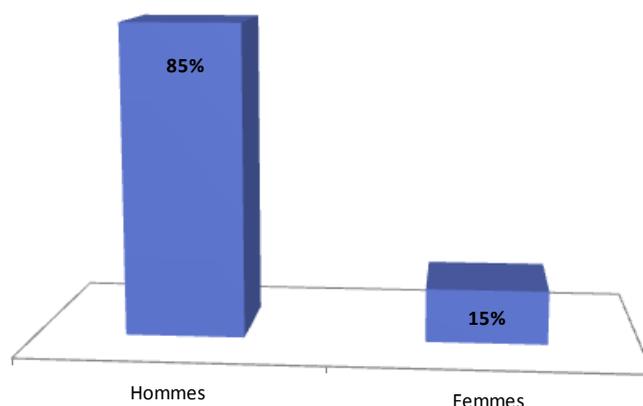
Age moyen des salariés (y compris apprentis) travaillant dans les entreprises du Bâtiment par catégorie professionnelle						
	IAC		ETAM		Ouvrier	
	Age moyen	Part 55 ans et +	Age moyen	Part 55 ans et +	Age moyen	Part 55 ans et +
MDE	42,4	17%	40,2	11%	37,6	8%
Nord	43,5	19%	40,5	12%	37,4	8%
NPdC	44,1	19%	40,7	12%	37,1	7%
France	44,5	20%	41,1	13%	36,5	9%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

...La part des femmes IAC sur le territoire des MDE est de 15%.

Répartition des IAC des entreprises de Bâtiment sur le territoire des MDE

Unité : Nombre de salariés - Source : UCF (y compris apprentis) au 15 mars 2011



Note : IAC : Ingénieurs assimilés cadres ; ETAM : Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise

B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

Repères

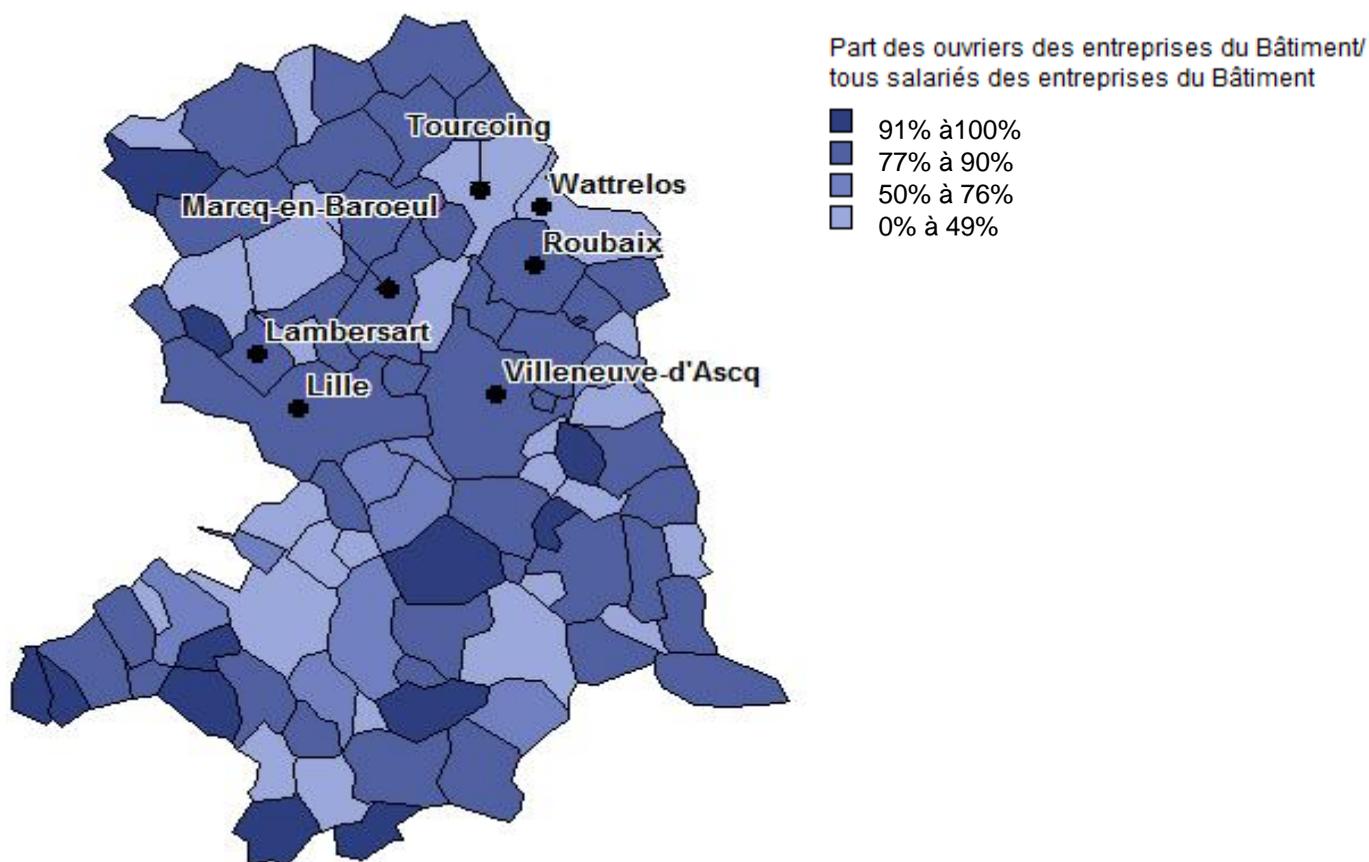
Ouvriers Bâtiment	Nb d'ouvriers des entreprises du Bâtiment	Part ouvriers prod. / tous salariés	Age moyen des ouvriers des entrep. du Bâtiment	Taux d'ouvriers entrants en 2011
MDE	13 268	72%	37,6	25%
Nord	30 736	76%	37,4	24%
NPdC	47 613	78%	37,1	24%
France	775 415	74%	36,5	27%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

1. Quel est le profil des ouvriers de la production employés dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

La densité des ouvriers de la production du Bâtiment est hétérogène sur le territoire...

Répartition des ouvriers des entreprises de Bâtiment des MDE



Note : IAC : Ingénieurs assimilés cadres ; ETAM : Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise

B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

1. Quel est le profil des ouvriers de la production employés dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ? (suite)

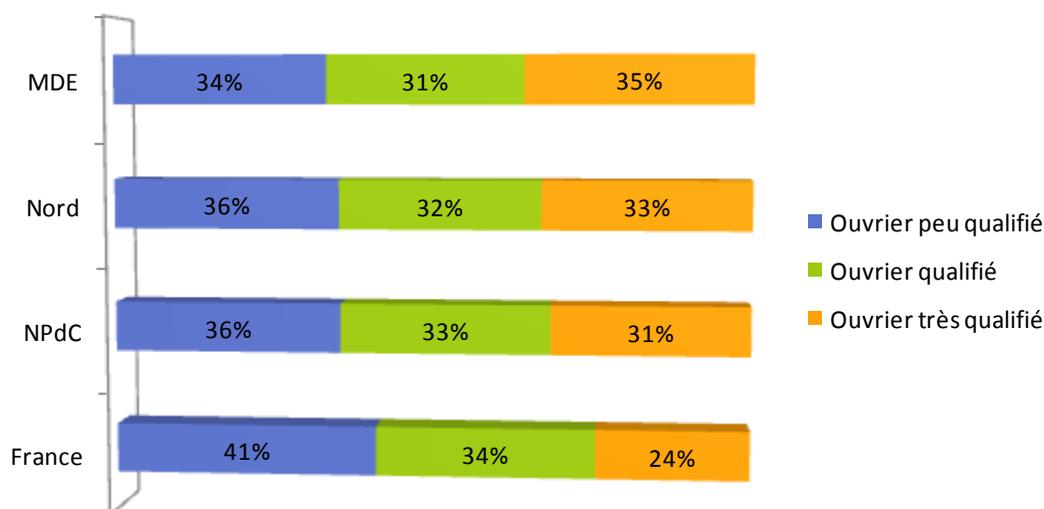
... Les ouvriers de la production travaillant dans les entreprises du Bâtiment ont le même profil sur le territoire des MDE et sur les autres territoires.

Profil des ouvriers de la production (y compris apprentis) travaillant dans une entreprise du Bâtiment sur le territoire de la MDE			
	Age moyen des ouvriers	Part des apprentis	Part des femmes
MDE	37,6	3%	1%
Nord	37,4	3%	1%
NPdC	37,1	3%	1%
France	36,5	7%	2%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

Répartition des ouvriers du Bâtiment (y compris apprentis) travaillant sur le territoire selon leur qualification*

Source : UCF au 15 mars 2011



* : La qualification des ouvriers est établie en fonction des coefficients des conventions collectives : Ouvrier peu qualifiés : Bât (150-170) TP (100-110) ; ouvriers qualifiés : Bât (185-210) TP (125-140) ; ouvriers très qualifiés : Bât (230-270) TP (165-180)

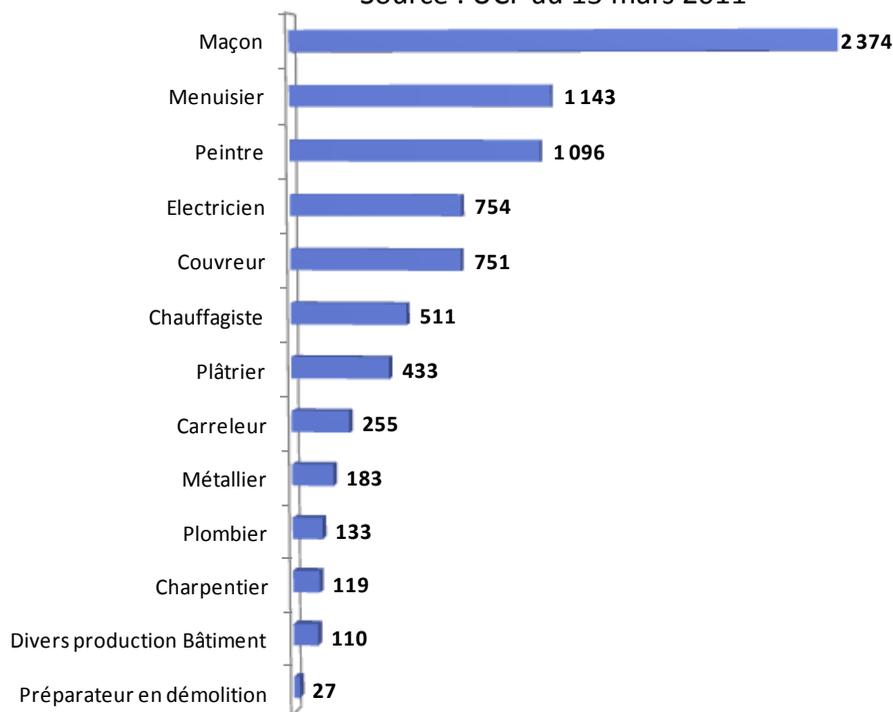
B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Quels sont les métiers Bâtiment présents sur le territoire ?

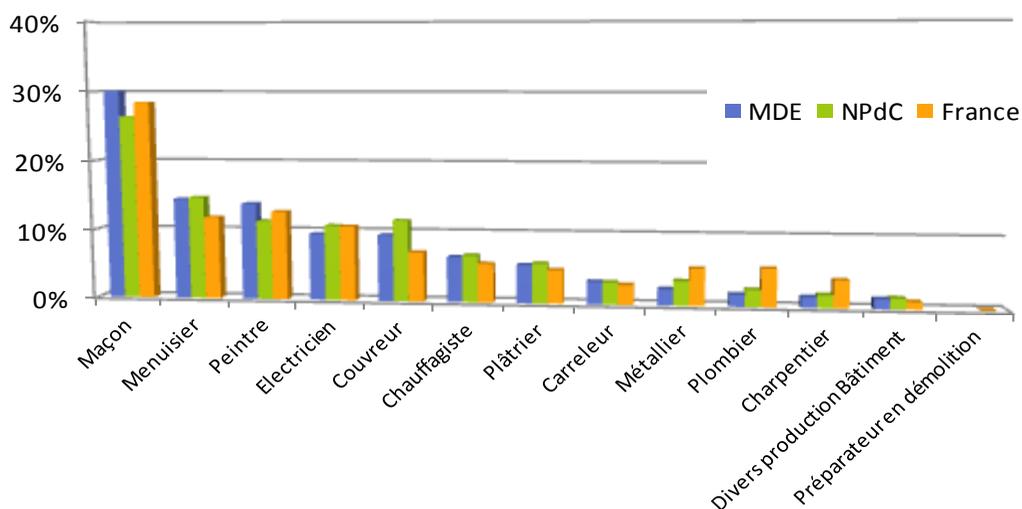
30,1% des ouvriers Bâtiment sur le territoire des MDE sont des maçons...

Répartition des ouvriers du Bâtiment (y compris apprentis) travaillant sur le territoire des MDE

Source : UCF au 15 mars 2011



... Sur représentation des maçons dans les MDE ...



Note : sont considérés, dans ce point (B. 2), les ouvriers ayant un métier Bâtiment, quelque soit l'activité de l'entreprise (Bâtiment, Travaux Publics ou Autres).

B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Quels sont les métiers Bâtiment présents sur le territoire ? (suite)

... La présence des jeunes est plus marquée dans certains métiers ...

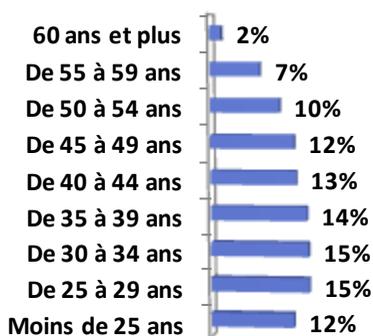
	Age moyen des ouvriers du Bâtiment	Part des moins de 25 ans	Part des plus de 55 ans
Maçon	38,0	12%	9%
Menuisier	38,6	11%	9%
Peintre	39,3	10%	9%
Electricien	37,4	10%	8%
Couvreur	36,5	15%	5%
Chauffagiste	37,5	13%	8%
Plâtrier	37,9	9%	6%
Carreleur	37,6	14%	8%
Métallier	40,5	6%	11%
Plombier	36,3	14%	8%
Charpentier	33,6	21%	4%
Divers production Bâtiment	38,6	7%	6%
Préparateur en démolition	36,7	15%	7%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

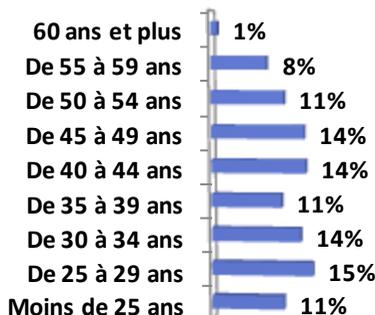
Pyramide d'âge par métier des ouvriers travaillant dans le Bâtiment sur le territoire des MDE

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

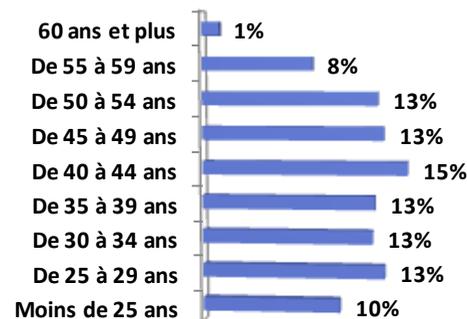
Maçon



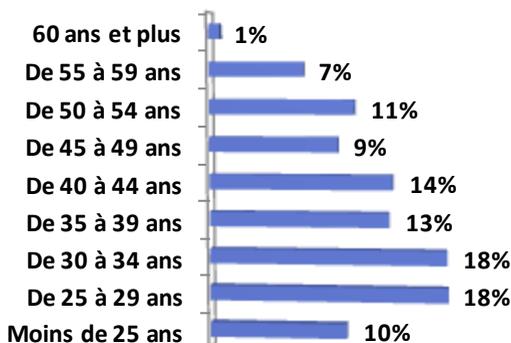
Menuisier



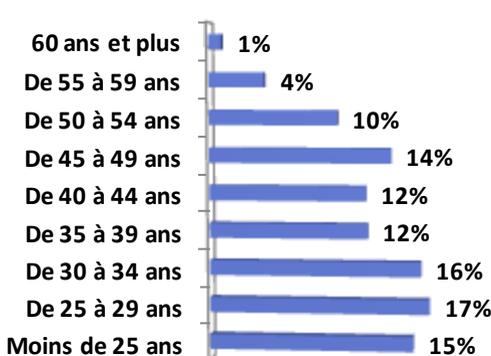
Peintre



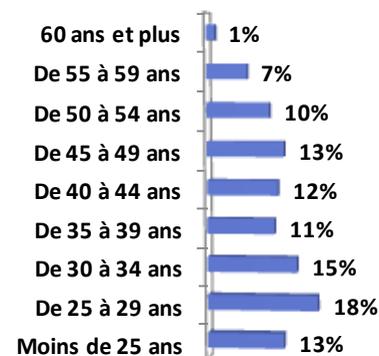
Electricien



Couvreur



Chauffagiste

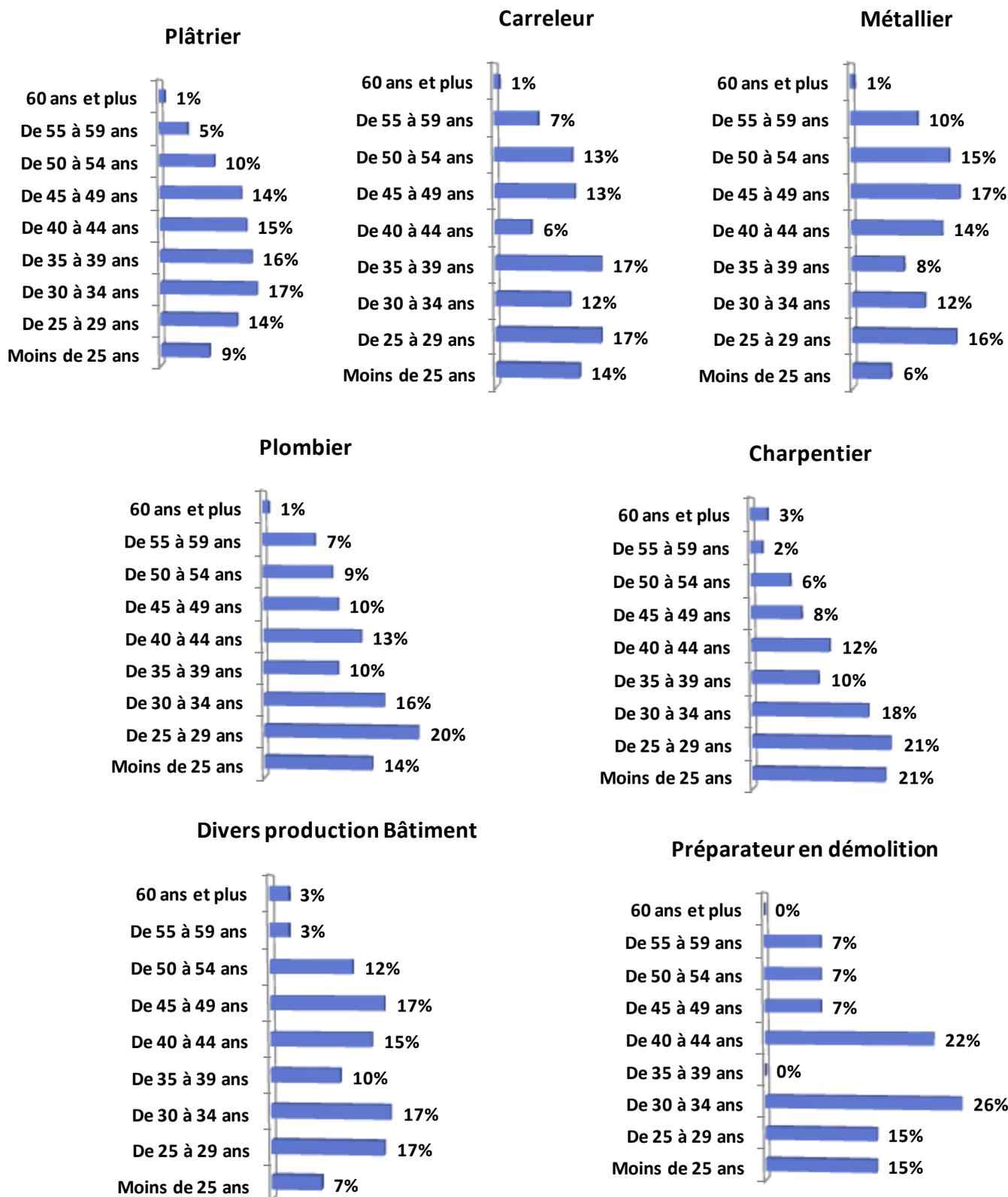


B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Quels sont les métiers Bâtiment présents sur le territoire ? (suite)

Pyramide d'âge par métier des ouvriers travaillant dans le Bâtiment sur le territoire des MDE

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



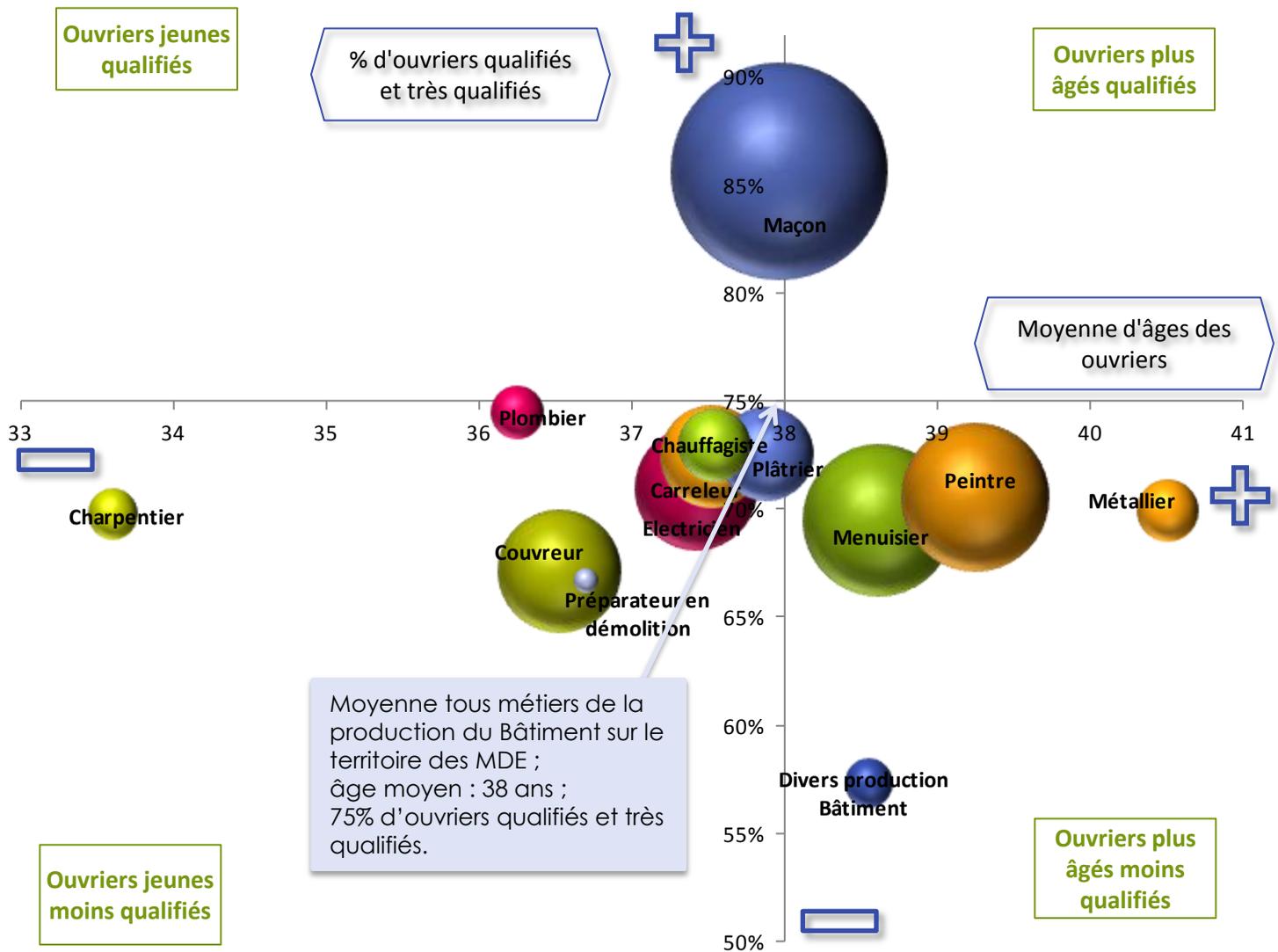
B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Quels sont les métiers Bâtiment présents sur le territoire ? (suite)

... Certains métiers sont moins jeunes, mais plus qualifiés ...

Répartition des ouvriers de la production du Bâtiment travaillant sur le territoire des MDE par qualification et âge

Unité : Nombre de salariés (y compris apprentis) - Source : UCF au 15 mars 2011



B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

2. Quels sont les métiers Bâtiment présents sur le territoire ? (suite)

... Concentration des ouvriers par métier du Bâtiment selon l'activité de l'entreprise ...

Répartition des ouvriers de la production du Bâtiment (y compris apprentis) par activité de l'entreprise et par métier							
	Gros œuvre	Bois	Métal	Equipement technique	Aménagement, finitions	Travaux Publics	Autres
Maçon	92%	1%	-	2%	4%	1%	0%
Menuisier	8%	60%	10%	3%	19%	-	-
Peintre	9%	1%	0%	3%	87%	-	-
Electricien	6%	1%	0%	92%	2%	-	-
Couvreur	14%	2%	0%	83%	0%	-	-
Chauffagiste	2%	-	0%	97%	1%	-	-
Plâtrier	28%	14%	1%	3%	53%	-	-
Carreleur	29%	0%	0%	3%	68%	-	-
Métallier	9%	4%	71%	2%	9%	5%	-
Plombier	8%	-	-	90%	2%	-	-
Charpentier	6%	79%	-	10%	5%	-	-
Divers production Bâtiment	36%	5%	2%	39%	17%	-	-
Préparateur en démolition	100%	-	-	-	-	-	-
Ensemble des ouvriers du Bâtiment	36%	12%	3%	27%	22%	1%	0%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

Lecture : 92% des maçons travaillent dans une entreprise de gros œuvre, 97% des chauffagistes travaillent dans une entreprise d'équipement technique

... Diversification du métier des ouvriers par entreprise de Bâtiment selon l'activité.

Répartition des ouvriers (y compris apprentis) travaillant dans une entreprise de Bâtiment par métier et activité de l'entreprise sur le territoire de la MDE						
	Gros œuvre	Bois	Métal	Equipement technique	Aménagement, finitions	Ensemble des entreprises du Bât.
Maçon	42,2%	1,8%	-	1,4%	3,1%	17,6%
Menuisier	1,7%	54,9%	25,8%	0,9%	7,7%	8,6%
Peintre	1,9%	1,3%	0,2%	1,0%	33,1%	8,3%
Electricien	0,9%	0,4%	0,2%	19,5%	0,5%	5,7%
Couvreur	2,1%	1,5%	0,4%	17,5%	0,1%	5,7%
Chauffagiste	0,2%	-	0,4%	13,9%	0,1%	3,9%
Plâtrier	2,4%	4,8%	1,1%	0,4%	8,0%	3,3%
Carreleur	1,4%	0,1%	0,2%	0,2%	6,0%	1,9%
Métallier	0,3%	0,6%	28,2%	0,1%	0,6%	1,3%
Plombier	0,2%	-	-	3,4%	0,1%	1,0%
Charpentier	0,1%	7,6%	-	0,3%	0,2%	0,9%
Divers production Bâtiment	0,8%	0,5%	0,4%	1,2%	0,7%	0,8%
Préparateur en démolition	0,5%	-	-	-	-	0,2%
Métiers production TP	3,8%	0,1%	-	6,9%	-	3,3%
Autres métiers production BTP	41,6%	26,4%	43,0%	33,3%	39,8%	37,6%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

Lecture : 54.9% des ouvriers des entreprises de bois sont des menuisiers, 42.2% des ouvriers des entreprises de gros œuvre sont des maçons

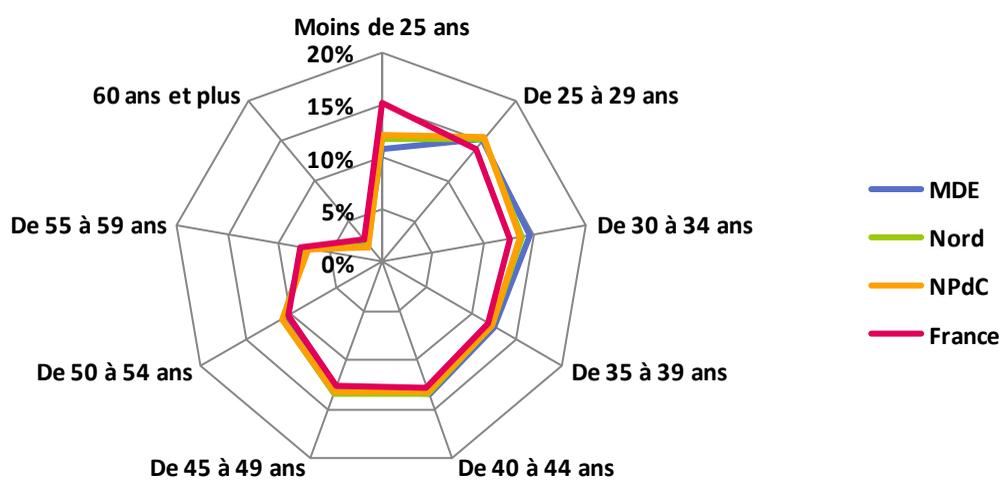
B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

3. La proportion d'ouvriers de la production partant à la retraite d'ici 2017 dans les entreprises de Bâtiment est-elle plus importante sur le territoire ?

L'âge des ouvriers de la production est comparable sur les différents territoires ...

Répartition des ouvriers des entreprises du Bâtiment par âge sur les MDE et les autres territoires

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



... Le taux de départ en retraite* est du même ordre sur les MDE et les autres territoires.

Taux de départs en retraite des ouvriers (y compris apprentis) des entreprises de Bâtiment d'ici à 2017			
	Age moyen	Part des ouvriers de 55 ans et plus	Taux de départ en retraite *
MDE	37,6	8%	7%
Nord	37,4	8%	6%
NPdC	37,1	7%	6%
France	36,5	9%	7%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

* Taux de départ en retraite : rapport entre le nombre de départs à la retraite estimé et le stock des ouvriers au 15 mars 2011

B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

4. Les ouvriers de la production entrants dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire sont-ils différents ?

3 296 ouvriers de la production sont entrés dans les entreprises de Bâtiment du territoire des MDE...

Taux d'ouvriers entrants dans les entreprises de Bâtiment (y compris apprentis)				
	Nombre d'ouvriers	Nb d'ouvriers entrants	Taux d'ouvriers entrants	% femmes
MDE	13 268	3 296	25%	1%
Nord	30 736	7 309	24%	1%
NPdC	47 613	11 239	24%	1%
France	775 415	209 172	27%	2%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

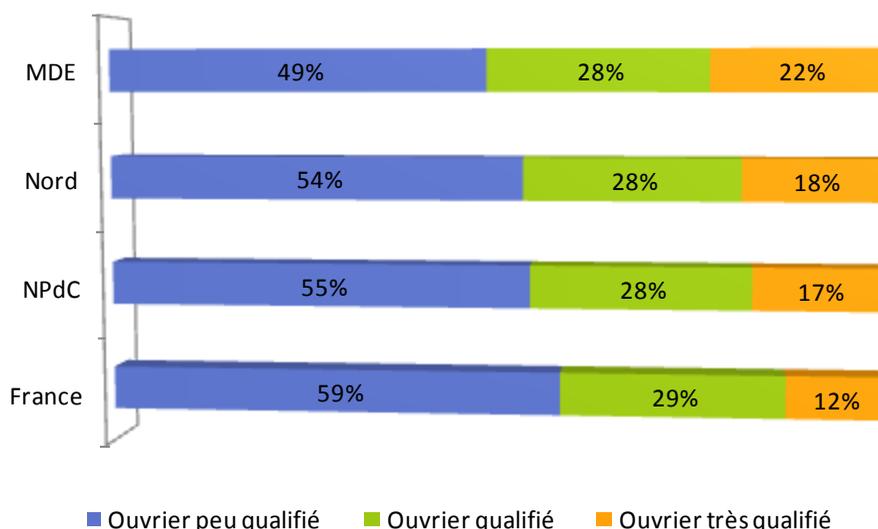
... Les ouvriers entrants dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire des MDE sont plus qualifiés que sur les autres territoires ...

Age des ouvriers entrants dans les entreprises de Bâtiment (y compris apprentis)			
	Age moyen	Part des moins de 25 ans	part des ouvriers qualifiés et très qualifiés
MDE	32,8	26%	50,7%
Nord	32,1	28%	46,0%
NPdC	31,8	29%	45,1%
France	31,2	35%	41,1%

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis

Répartition des ouvriers (y compris apprentis) entrants dans les entreprises du Bâtiment selon leur qualification sur le territoire des MDE et les autres territoires

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



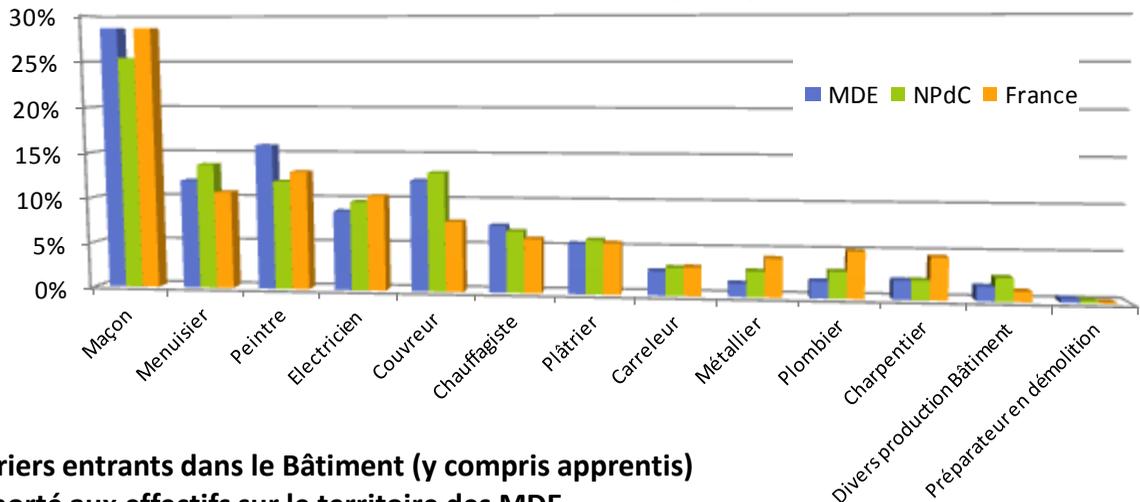
B. Comment est structuré l'emploi des ouvriers de la production travaillant dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire ?

4. Les ouvriers de la production entrants dans les entreprises de Bâtiment sur le territoire sont-ils différents ? (suite)

...29% des ouvriers Bâtiment entrés dans les entreprises du territoire des MDE sont des maçons...

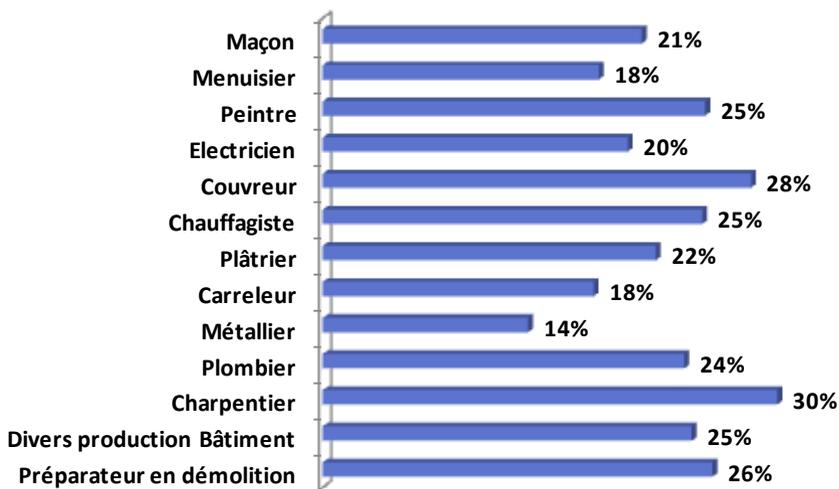
Répartition des ouvriers Bâtiment (y compris apprentis) entrants par métier sur le territoire des MDE et les autres territoires

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



Poids des ouvriers entrants dans le Bâtiment (y compris apprentis) rapporté aux effectifs sur le territoire des MDE

Source : UCF au 15 mars 2011 y compris apprentis



... les ouvriers du Bâtiment sont entrés dans des entreprises différentes selon le territoire.

Répartition des ouvriers Bâtiment entrants (y compris apprentis) par activité de l'entreprise

	Gros œuvre	Bois	Métal	Equipement technique	Aménagement, finitions	Travaux Publics	Autres
MDE	36%	10%	2%	29%	22%	1%	0%
Nord	35%	10%	4%	29%	19%	1%	0%
NPdC	33%	11%	4%	30%	20%	1%	0%
France	32%	13%	4%	28%	21%	1%	1%

Note : sont considérés, ici, les ouvriers des métiers du Bâtiment, quelque soit l'activité de l'entreprise (Bâtiment, Travaux Publics ou Autres).

C. Des signes de montée en compétence des entreprises du bâtiment

1. Point sur les labels et certifications des professionnels du bâtiment



ECO Artisan® : 42 dont 28 dans le Nord : au 15 avril 2013

Marque déposée par la CAPEB (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) destinée aux entreprises artisanales du Bâtiment qui ont fait le choix de s'impliquer dans l'amélioration de la performance énergétique des logements. La marque est délivrée par QUALIBAT, choisi comme organisme gestionnaire, attribuée pour 3 ans renouvelables aux artisans qui s'engagent à respecter l'intégralité des « engagements qualité » figurant dans le référentiel de la marque. Un ECO Artisan® doit notamment disposer de toutes les assurances professionnelles nécessaires en cours de validité, s'engager à utiliser un logiciel professionnel pour la réalisation de l'évaluation thermique des logements, conseiller des solutions performantes qui répondent aux attentes de sa clientèle. Il aura été au préalable soumis à un examen d'évaluation (QCM) de ses compétences dans le domaine de la performance énergétique. Des audits sur chantier et en entreprise sont périodiquement réalisés afin de vérifier le respect des engagements de l'ECO Artisan®.

Cette marque a été officiellement lancée le 17 avril 2009 par une convention signée entre le MEEDDM et la CAPEB.

Pro de la Performance Energétique® : 69 en Nord-Pas de Calais, dont 45 dans le Nord au 31/12/2012

Marque déposée par la FFB (Fédération Française du Bâtiment) destinée à accompagner les professionnels adhérents à atteindre les objectifs fixés par le Grenelle de l'Environnement. Pour bénéficier de l'usage de cette marque, l'entreprise doit avoir signé la charte « Bâtir avec l'environnement », lancée en octobre 2008 par la Fédération auprès de ses adhérents, justifier d'une qualification professionnelle assortie d'une mention « économie d'énergie » ou d'une certification « rénovation énergétique, attribuées par les organismes Qualibat ou Qualifelec (association technique et professionnelle de qualification des entreprises d'électricité).

Cette marque officiellement lancée le 4 novembre 2009 par une convention signée entre le MEEDDM, l'ADEME et la FFB, est gérée par QUALIBAT depuis le 1^{er} octobre 2010.

QUALIBAT : 1 330 en Nord-Pas de Calais au 01/03/2013

Organisme certificateur indépendant créé en 1949, spécialisé dans le bâtiment et accrédité par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation). Cet organisme a développé plusieurs nouvelles certifications métiers liées aux EnR ; elles concernent la rénovation énergétique, les installations photovoltaïques, les installations solaires thermiques, les installations géothermiques et les installations thermiques bois énergie. Sont par ailleurs, prévues des qualifications « Etanchéité à l'air » et « Murs végétalisés ». A noter qu'une mention « économie d'énergie » peut désormais être attribuée aux entreprises qualifiées ayant formé au moins 10 % de leur personnel aux modules FEE Bat.

Qualit'ENR : 55 Quali'Sol, 31 Quali'PV, 94 Quali'Bois, 33 Quali'PAC en Nord-Pas de Calais au 12/09/2013

Association fondée en 2006, regroupant les principaux installateurs d'énergies renouvelables pour promouvoir la qualité d'installation des systèmes à énergie renouvelable. Elle gère 4 appellations (labels) : Quali'Sol (pour eau chaude solaire et chauffage solaire), Quali'PV (pour électricité solaire), Quali'Bois (pour chauffage Bois Energie) et Quali'PAC (Chauffage aérothermie et géothermie). Pour obtenir ces appellations, l'entreprise doit avoir installé précédemment l'un des équipements concernés (chaudière bois, pompe à chaleur,...) ; réaliser une formation agréé par Qualit'ENR ; avoir fait valider les Acquis de l'Expériences (VAE) d'une ou plusieurs personnes au sein de l'effectif permanent ou avoir fait suivre une formation d'au moins 350h dans les métiers considérés et réussir un questionnaire de validation organisé par Qualit'ENR.

C. Des signes de montée en compétence des entreprises du bâtiment

2. Premier recensement des entreprises labellisées et/ou certifiées

Les certifications* Quali'EnR

Pour obtenir les appellations Quali'EnR, l'entreprise doit avoir installé précédemment l'un des équipements concernés, avoir bénéficié d'une formation agréée par Quali'EnR, avoir fait valider les Acquis de l'Expériences (VAE) d'une ou plusieurs personnes au sein de l'effectif permanent ou avoir fait suivre une formation d'au moins 350h dans les métiers considérés et réussir un questionnaire de validation organisé par Quali'EnR.

	Nombre de certifications Quali'EnR	Quali'Bois	Quali'PV	Quali'Sol	Quali'PAC
MDE Lille Métropole	55	27	6	16	6
Nord	111	44	15	36	16
Nord-Pas de Calais	213	94	31	55	33

Source : Quali'EnR, au 12 septembre 2013

	Bois			Solaire			Aérothermie/ Géothermie
	Chauffage	Poêle	Chaudière	Chauffe-eau solaire	Système solaire combiné	Photovoltaïque	Pompe à chaleur
MDE Lille Métropole	10	13	4	13	3	6	6

Source : Quali'EnR, au 12 septembre 2013

* Une entreprise peut avoir plusieurs qualifications et proposer plusieurs systèmes (exemple : une entreprise certifiée Quali'Bois peut vendre des poêles et des chaudières, et avoir une qualification Quali'Sol pour des chauffe-eaux solaire).

25 entreprises du territoire des MDE sont titulaires d'une appellation Quali'EnR

- 13 entreprises ont la qualification Quali'Bois : dont 4 spécialisées sur les chaudières et 10 spécialisées en chauffage. Toutes sont spécialisées sur les poêles.
- 6 entreprises ont la qualification Quali'PV et 13 Quali'Sol spécialisées sur les chauffe-eaux solaire.
- 111 certifications Quali'EnR sont recensées dans le Nord, dont 49,5% sur le territoire des MDE.

	Nombre d'entreprises titulaires d'appellations Quali'EnR pour 100 000 habitants				
	Quali'Enr	Quali'Bois	Quali'PV	Quali'Sol	Quali'PAC
MDE Lille Métropole	5,2	2,6	0,6	1,5	0,6
Nord	4,3	1,7	0,6	1,7	0,6
Nord-Pas de Calais	5,2	2,3	0,8	1,3	0,8

Source : Quali'EnR, traitement CER

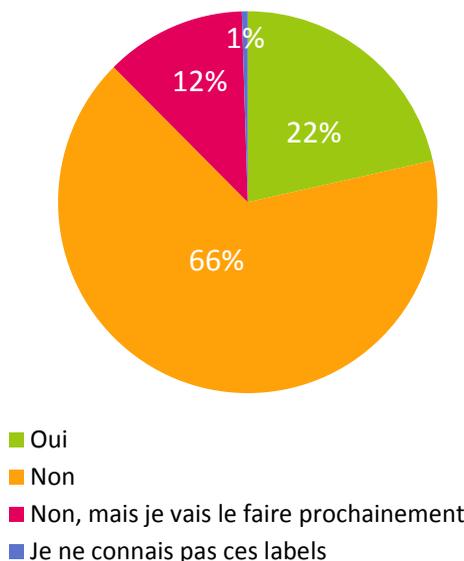
- L'appellation Quali'Bois est la plus représentée sur le territoire des MDE avec 2,6 entreprises pour 100 000 habitants. Cependant les entreprises qualifiées Quali'Bois sont moins présentes en densité dans le Nord (1,7 pour 100 000 habitants) et en région (2,3).
- A l'inverse, les appellations Quali'PV et Quali'PAC concernent moins d'une entreprise pour 100 000 habitants sur le territoire des MDE.

C. Des signes de montée en compétence des entreprises du bâtiment

2. Premier recensement des entreprises labellisées et/ou certifiées

Avez-vous fait les démarches pour obtenir un label de qualité Reconnu Garant de l'Environnement tel que Eco-artisan (CAPEB) ou Pro de la performance énergétique (FFB) ou une qualification QUALIBAT/QUALIFELEC/QUALIT'EnR spécifique?

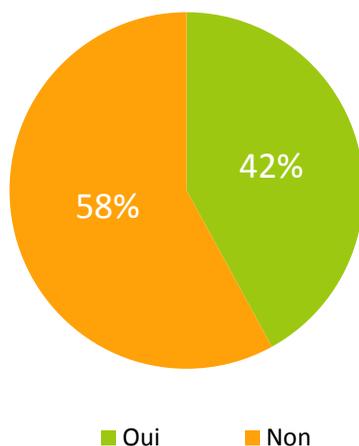
Source : Enquête CER



- Seules 22% des entreprises ayant répondu déclarent avoir accompli les démarches visant à obtenir un label de qualité «Reconnu Garant de l'environnement» (RGE).
- Parmi ces entreprises, 40% ont demandé le label Qualibat, suivent les labels Qualit'EnR (26%), ECO Artisan® (14%), Pro de la performance énergétique (10%) et Qualifelec (5%).
- Plus de 6 entreprises sur 10 ne s'inscrivent pas dans cette démarche de progrès.

Savez-vous qu'à partir du 1^{er} juillet 2014, l'Etat s'est engagé à mettre en œuvre une éco-conditionnalité de ses aides (crédits d'impôts développement durable, Eco-PTZ...) à la réalisation de travaux par des entreprises ayant un signe de qualité « Reconnu Garant Environnement »?

Source : Enquête CER



- La part relativement faible des sociétés inscrites dans un processus de labellisation ne concorde pas avec la perspective d'une éco-conditionnalité des aides à la réalisation de travaux par des entreprises ayant un signe de qualité «Reconnu Garant de l'environnement» (RGE).
- La mise en œuvre de cette éco-conditionnalité est encore méconnue par la majorité des entreprises.
- Les entreprises qui ont répondu « non » sont majoritairement des entreprises de 1 à 5 salariés ayant comme activité la peinture, l'électricité, la menuiserie ou la maçonnerie.

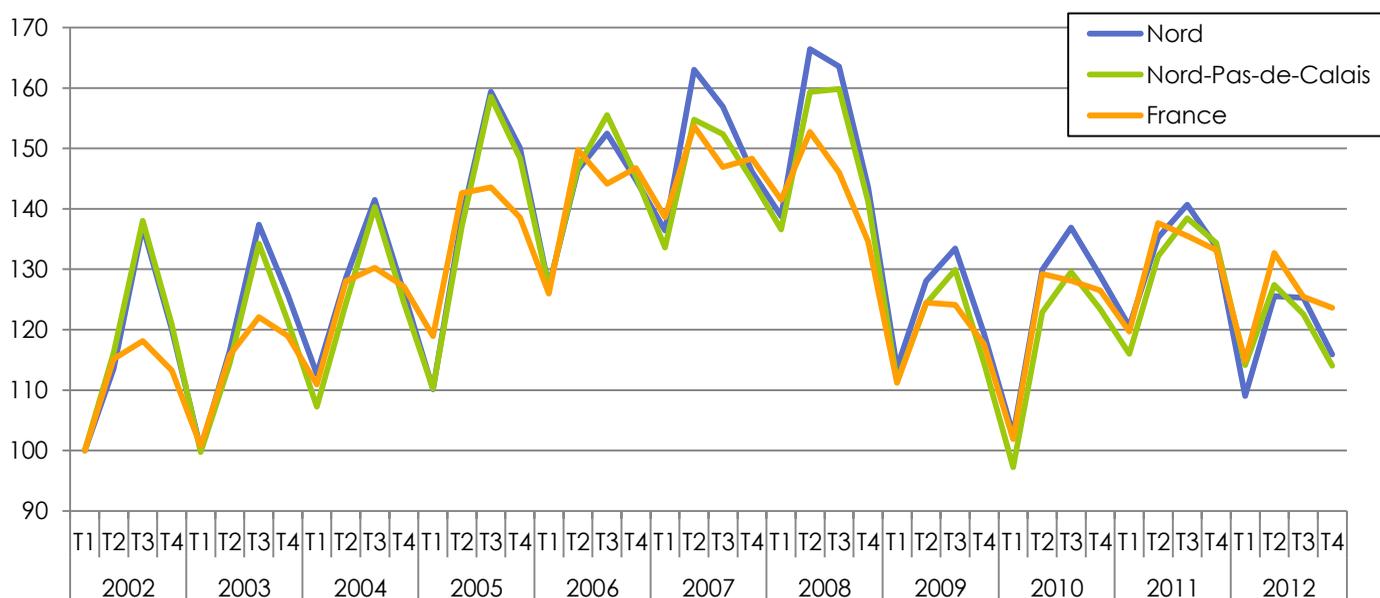
D. Quelle est l'évolution du travail intérimaire ?

Nombre d'emplois équivalent temps plein (ETP)	Nord		Nord-Pas-de-Calais		France	
	Moyenne annuelle mobile 2012 T4 (Nb ETP)	Evolution sur un an	Moyenne annuelle mobile 2012 T4 (Nb ETP)	Evolution sur un an	Moyenne annuelle mobile 2012 T4 (Nb ETP)	Evolution sur un an
Bâtiment	3 607	-10,3%	5 254	-8,2%	80 614	-6,7%
Gros Œuvre	1 606	-15,8%	2 154	-17,1%	30 446	-9,7%
Second Œuvre	2 001	-5,3%	3 100	-0,9%	50 168	-4,8%
Travaux Publics	1 142	11,5	1 776	1,2%	28 593	-4,9%

- Sur un an, le nombre d'emplois équivalent temps plein (ETP) dans le secteur du Bâtiment a baissé dans le département (-10%) comme au niveau régional (-8%).
- Il existe de fortes disparités au sein du Bâtiment : le Gros Œuvre connaît une forte baisse (-16% entre 2011 et 2012 dans le Nord) tandis que le nombre d'ETP dans le Second Œuvre diminue moins fortement (-5%).
- Le Second Œuvre reste cependant le principal employeur d'intérimaires, avec 2 001 emplois équivalent temps plein dans le département, en moyenne entre le 4^{ème} trimestre 2011 et le 4^{ème} trimestre 2012.
- L'intérim dans le département et dans la région connaît de plus fortes variations saisonnières que dans l'ensemble de la France.

Evolution du nombre d'intérimaires Bâtiment en équivalent emploi à temps plein

Source : DARES - Base 100 au 1er trimestre 2002



E. Quels sont les besoins de recrutement des entreprises avec salarié(s) ?

Enquête Besoin en Main d'Œuvre réalisée par Pôle Emploi en 2013

L'enquête annuelle des Besoins en Main-d'Œuvre (BMO) est une initiative de Pôle Emploi, réalisée avec l'ensemble des directions régionales et le concours du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des conditions de vie).

Cette enquête mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir, qu'il s'agisse de création de postes ou de remplacements.

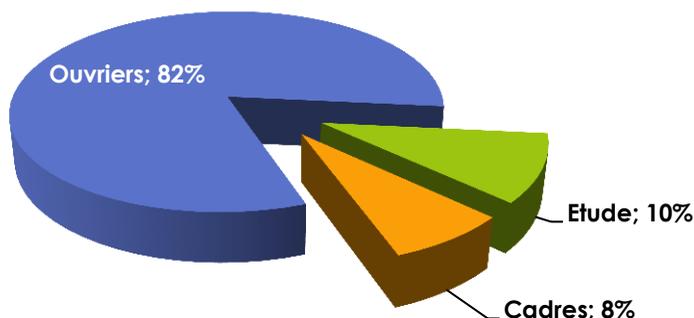
L'enquête BMO 2013 a été réalisée entre septembre et décembre 2012 dans les 22 régions métropolitaine et les 5 départements d'outre-mer.

Source :
bmo.pole-emploi.org

	Projets de recrutements			Difficultés à recruter		Emplois saisonniers	
	BTP	Tous secteurs	Part BTP	BTP	Tous secteurs	BTP	Tous secteurs
Bassin d'emploi Lille	1 178	20 702	5,7%	28,4%	35,5%	6,0%	20,1%
Bassin d'emploi Roubaix-Tourcoing	453	7 182	6,3%	56,4%	40,8%	20,5%	15,6%
Arrondissement de Lille	1 631	27 884	5,8%	36,2%	36,9%	10,1%	18,9%
Nord	3 433	52 992	6,5%	48,7%	37,7%	9,5%	21,9%
Nord-Pas de Calais	4 977	77 742	6,4%	41,3%	37,6%	7,6%	24,9%

Projets de recrutement dans le secteur du BTP dans l'arrondissement de Lille

Source : Enquête BMO 2013, Pôle Emploi

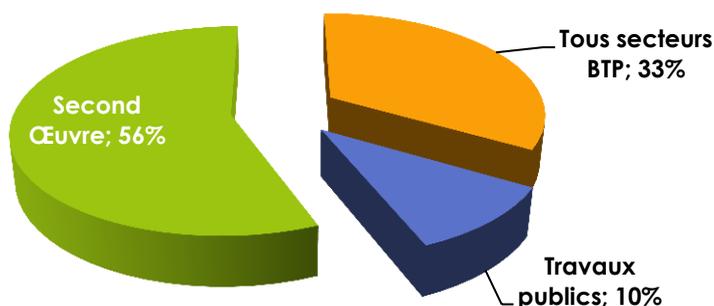


- Les projets de recrutement dans le secteur du BTP se font principalement pour des métiers ouvriers (82%).
- Les métiers d'encadrement représentent 8% des projets d'embauche.

Projets de recrutement ouvrier par secteur d'activité BTP dans l'arrondissement de Lille

Source : Enquête BMO 2013, Pôle Emploi

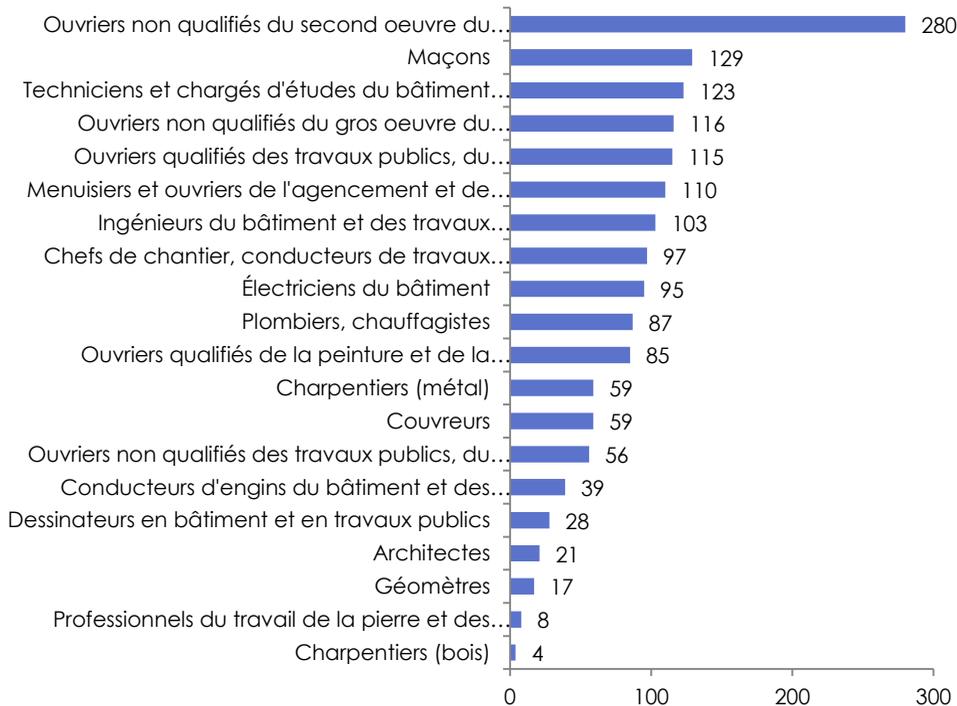
- Le second œuvre regroupe 56% des projets de recrutement d'ouvriers du BTP.
- Le groupe « tous secteurs BTP » regroupe les conducteurs d'engins du BTP, les chefs de chantiers, les techniciens et chargés d'études.



E. Quels sont les besoins en recrutement des entreprises avec salarié(s) ?

Répartition des projets de recrutement dans le secteur du BTP par métier, sur le territoire des MDE

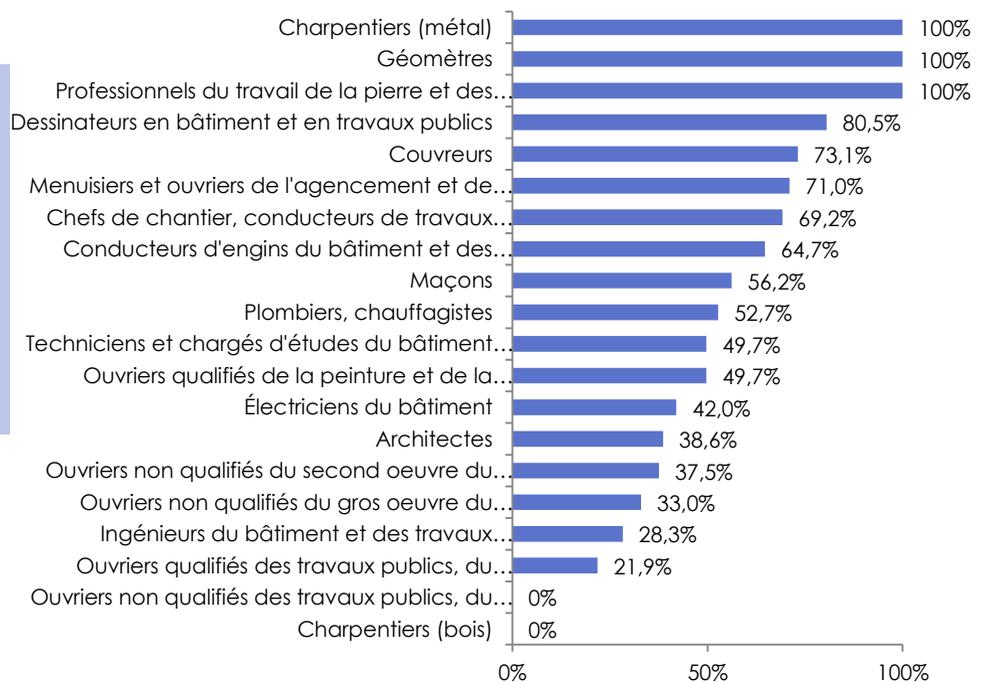
Source : Enquête BMO 2013, Pôle Emploi



- Les ouvriers non qualifiés du second œuvre sont les plus concernés par les projets de recrutement dans le secteur du BTP, suivis par les maçons avec 8% d'intention de recrutement.
- Le métier de charpentier bois n'a fait l'objet que de 4 projets de recrutement.

Répartition de la part des difficultés à recruter dans le secteur du BTP par métier, sur le territoire des MDE

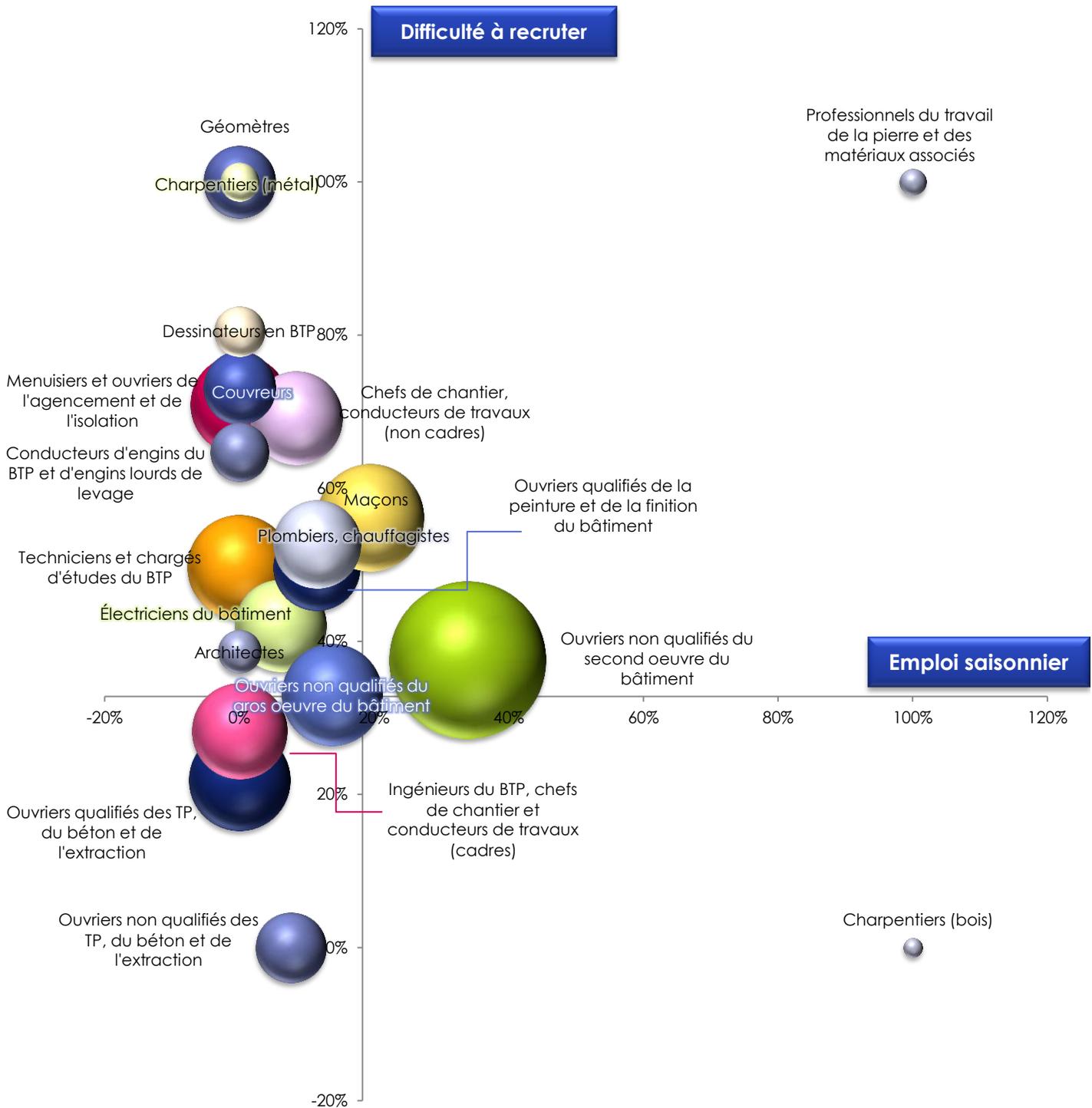
Source : Enquête BMO 2013, Pôle Emploi



- 3 métiers rencontrent des difficultés de recrutement les charpentiers métal, les géomètres et les professionnels du travail de la pierre.
- A contrario, les charpentiers bois et les ouvriers non qualifiés des travaux publics n'ont aucun problème de recrutement.

E. Quels sont les besoins en recrutement des entreprises avec salarié(s) ?

Difficultés de recrutement et embauche de travailleurs saisonniers sur le territoire des MDE



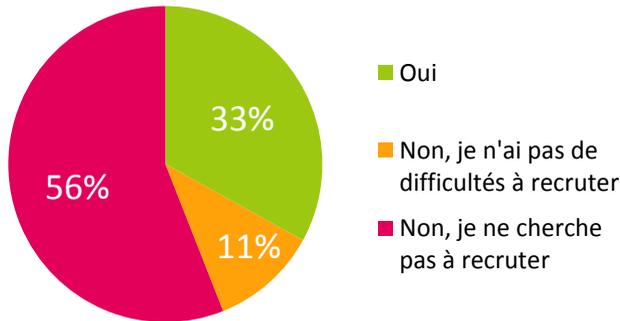
- Les métiers de charpentiers métal et de géomètres rencontrent le plus de difficultés à embaucher et ne font pas appel à des emplois saisonniers. Les métiers du travail de la pierre et matériaux associés ont aussi des difficultés à recruter mais font appel à majoritairement à des emplois saisonniers.
- Les autres métiers déclarant faire appel à des emplois saisonnier sont les charpentiers bois, les ouvriers non qualifiés du second œuvre et du gros œuvre, les maçons, les plombiers chauffagistes....

E. Quels sont les besoins en recrutement des entreprises avec salarié(s) ?

Difficultés de recrutement sur le territoire des MDE

Rencontrez-vous des difficultés de recrutement?

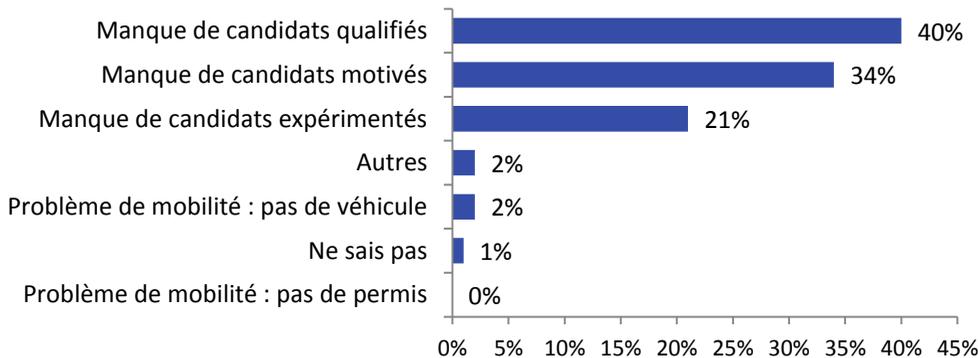
Source : Enquête CER



- Plus de la moitié des entreprises ne souhaitent pas faire de recrutement en 2013.
- Un tiers des entreprises interrogées rencontrent des difficultés de recrutement, principalement lié au manque de candidats qualifiés, motivés, ou expérimentés.
- Le manque de candidats qualifiés concerne surtout les métiers de plombier, chauffagiste et couvreur de tout niveau de formation.
- Les moyens de recrutement les plus utilisés sont le bouche à oreille, réseau et pôle emploi à plus de 20% chacun.

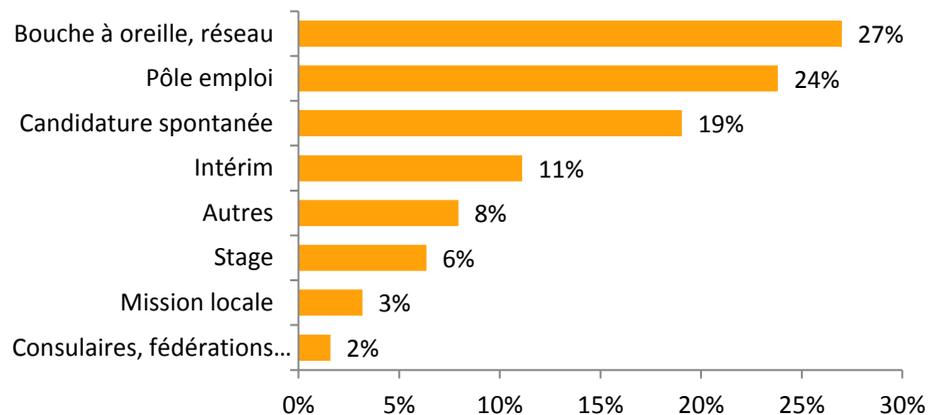
Quelles difficultés de recrutement rencontrez-vous?

Source : Enquête CER



Par quels moyens recrutez-vous?

Source : Enquête CER



F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

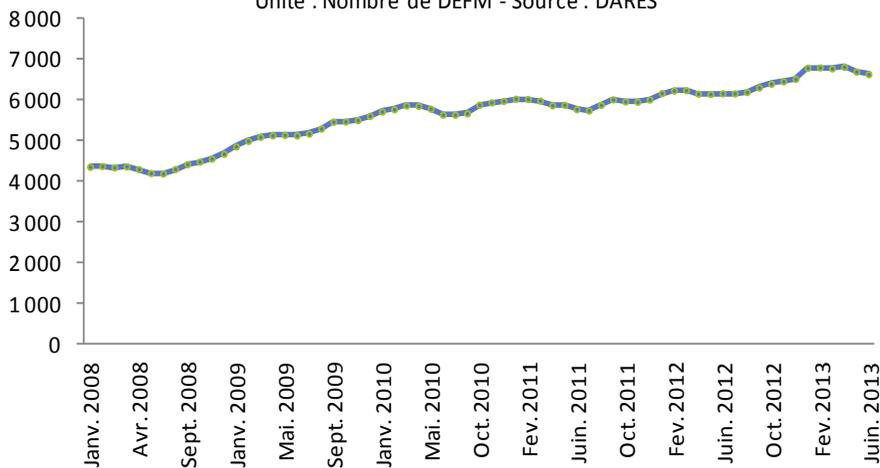
1. Comment évolue le nombre de demandeurs d'emploi issus des entreprises de Construction ?

	Nb DEFM issus des entreprises de Construction	Poids / à l'échelon géo supérieur	Part Construction / tous secteurs	Evolution juin 2013 / juin 2012
MDE Lille Lomme Hellemmes	6 630	39%	7%	+ 7,6%
Nord	16 892	60%	7%	+ 9,7%
NPdC	28 039	7%	8%	+ 9,8%
France	403 320		8%	+ 12,0%

Source : DARES à fin juin 2013

Evolution du nombre de DEFM issus d'une entreprises de Construction sur le territoire de la MDE

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES

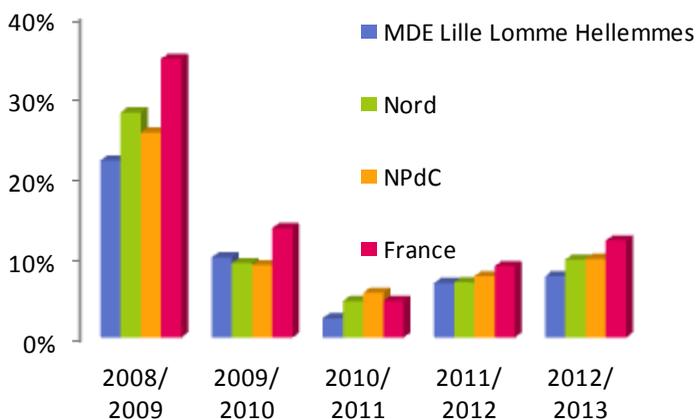


Evolution marquée des demandeurs d'emploi en fin de mois sur le territoire de la maison de l'emploi.

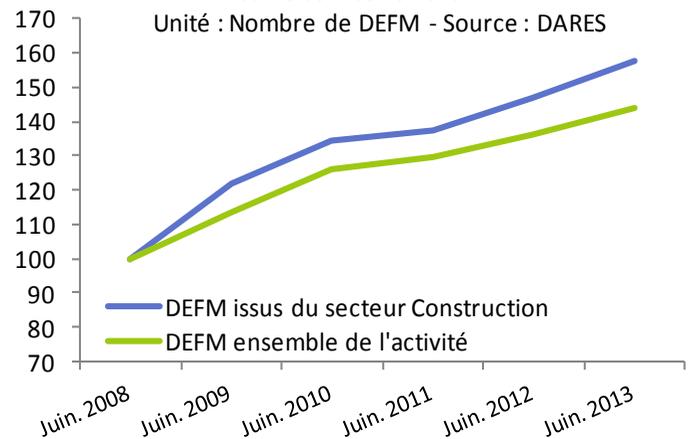
- Le territoire des MDE, avec près de 6 600 DEFM issus des entreprises de la construction à fin décembre 2012, représente 39% des demandeurs d'emploi du département.
- La croissance du nombre de DEFM résidant sur le territoire depuis 2010, est moins importante que sur le département, la région et la France.
- Entre juin 2012 et juin 2013, ce sont 7,6% de personnes supplémentaires issus des entreprises de Construction inscrites sur les listes de demandeurs d'emploi.

Evolution du nombre de DEFM issus d'une entreprises de Construction sur le territoire de la MDE

Unité : Nombre de DEFM au 30 juin - Source : DARES



Evolution du nombre de DEFM base 100 en décembre 2008 sur le territoire de la MDE



DEFM: Demandeurs d'emploi en fin de mois

Sont considérés ici les demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories A, B et C, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou ayant une activité réduite, dont le précédent employeur était une entreprise appartenant au secteur Construction.

F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

2. Quel est le profil des demandeurs d'emploi recherchant un métier BTP sur le territoire des MDE ?

11 284 demandeurs d'emploi bâtiment sur l'arrondissement de Lille,
Soit 10,5% des demandeurs inscrits toutes catégories confondues

Source : DARES, DIRECCTE au 31/05/2013

	Demandeurs inscrits (Cat. A, B, C)			Evolution 2012-2013	
	Tous secteurs	Bâtiment	Part bâtiment/Tous secteurs	Tous secteurs	Bâtiment
ZE Roubaix-Tourcoing	41 956	4 591	10,9%	5,7%	8,1%
ZE Lille	65 431	6 693	10,2%	7,3%	8,5%
Arrondissement de Lille	107 387	11 284	10,5%	6,7%	8,3%
Nord-Pas de Calais	359 433	44 962	12,5%	7,9%	10,0%

- L'arrondissement de Lille recense plus de 107 000 DEFM* fin mai 2013, dont 11% dans le secteur du bâtiment.
- La croissance du nombre de DEFM cherchant un emploi dans le bâtiment et résidant sur l'arrondissement s'élève à 8%, elle est moins forte que sur la région (+10%).
- Dans le secteur du bâtiment, 22,5% des demandeurs d'emploi ont moins de 26 ans et 16% ont plus de 50 ans.
- Seuls 2,8% des DEFM cherchant un emploi dans le bâtiment, sur le territoire, sont des femmes.

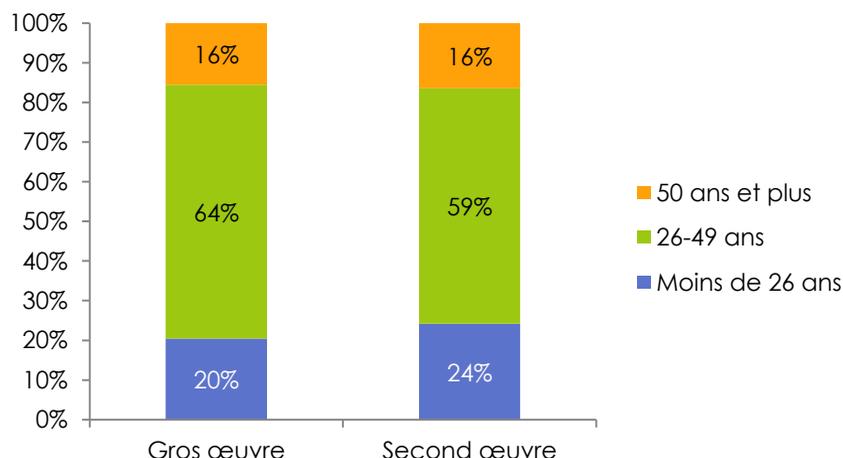
Source : DARES, DIRECCTE au 31/05/2013

	Nombre de DEFM	Part des femmes	Part des moins de 26 ans	Part des chômeurs de longue durée*
ZE Roubaix-Tourcoing	4 591	2,0%	22,1%	41,5%
ZE Lille	6 693	3,4%	22,8%	41,6%
Arrondissement de Lille	11 284	2,8%	22,5%	41,5%
Nord-Pas de Calais	44 962	2,5%	26,5%	43,5%

CLD : Chômeurs de Longue Durée

Répartition des demandeurs d'emploi dans le bâtiment par âge, sur l'arrondissement de Lille

Source : DARES, DIRECCTE



5 173 demandeurs d'emploi dans le gros œuvre et 6 111 dans le second œuvre

- 20% des demandeurs d'emploi dans le gros œuvre ont moins de 26 ans.
- Les demandeurs d'emploi dans le second œuvre sont plus jeunes (24% ont moins de 26 ans).
- 42% des demandeurs d'emploi dans le second œuvre sont des CLD (41% dans le gros œuvre).

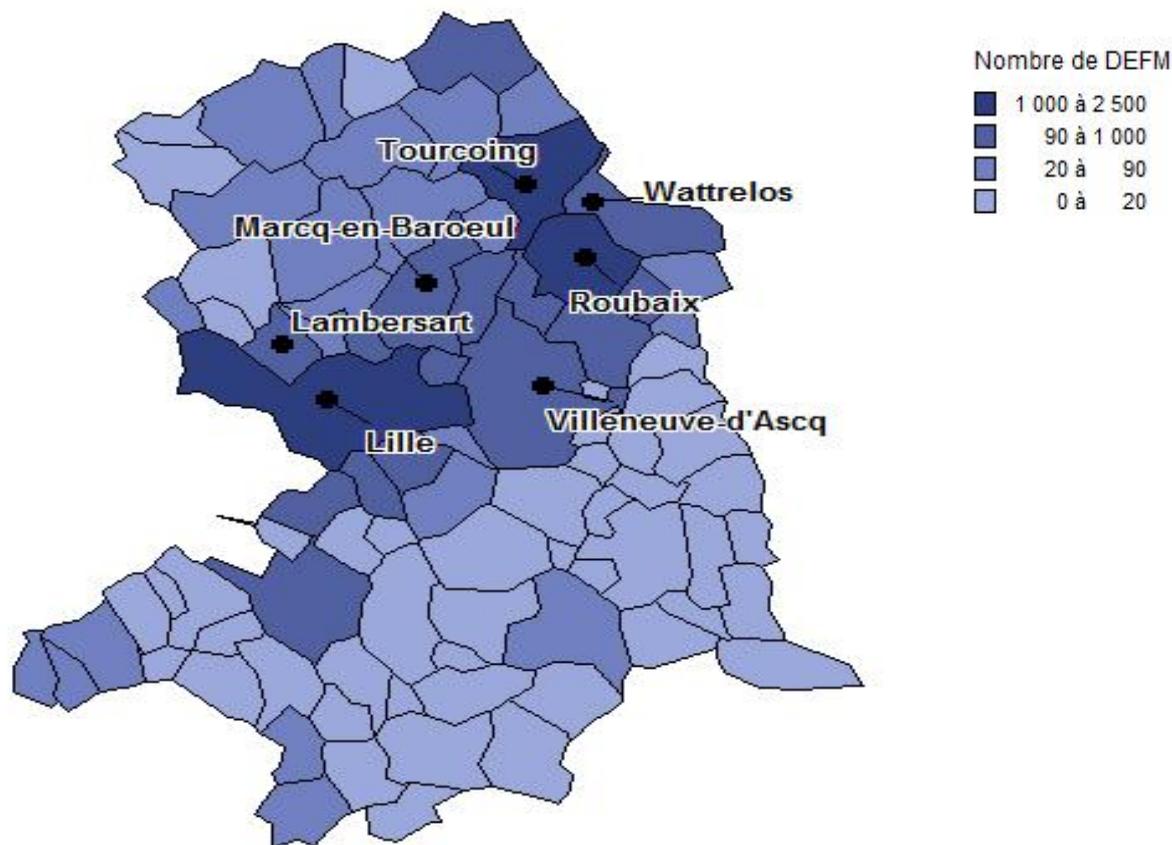
F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

2. Quel est le profil des demandeurs d'emploi recherchant un métier BTP sur le territoire des MDE ?

	Nb DEFM recherchant un métier BTP	Poids / à l'échelon géo supérieur	Part des DEFM de moins de 25 ans	Part des DEFM qualifiés	Part des DEFM inscrits depuis moins d'un an
MDE Lille Lomme Hellemmes	8 817	37%	18%	82%	58%
Nord	23 750	62%	22%	78%	57%
NPdC	38 573	9%	23%	77%	57%
France	430 106		18%	82%	63%

Source : DARES à fin juin 2013

Répartition des DEFM recherchant un métier BTP à fin juin 2013



- Environ 8 800 personnes domiciliées sur le territoire de la maison de l'emploi recherchaient un emploi dans le secteur du BTP à fin décembre 2012.
- Les communes de Lille, Roubaix et Tourcoing rassemblent plus de 1 000 DEFM cherchant un métier dans le BTP.

Sont considérés dans ce point les demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories A, B et C, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ou ayant une activité réduite, recherchant un métier dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

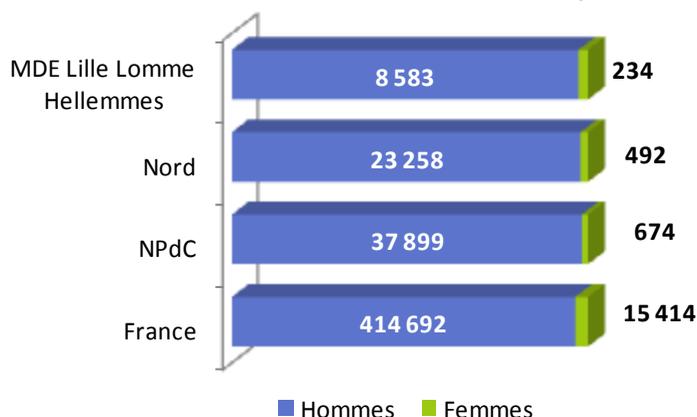
2. Quel est le profil des demandeurs d'emploi recherchant un métier BTP sur le territoire des MDE ?

	Répartition par âge des DEFM recherchant un métier BTP			
	MDE	Nord	NPdC	France
DEFM de moins de 25 ans	18%	22%	23%	18%
DEFM de 25 à 34 ans	32%	32%	32%	30%
DEFM de 35 à 49 ans	36%	33%	31%	35%
DEFM de 50 ans et plus	14%	14%	14%	17%

Source : DARES à fin juin 2013

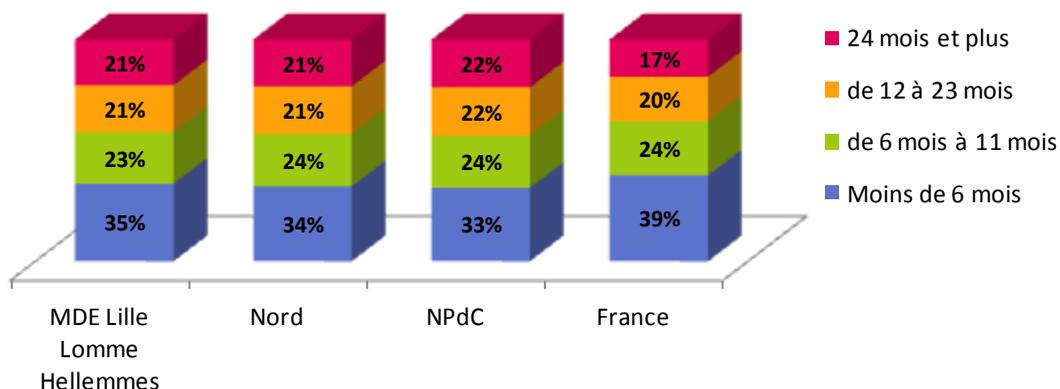
Répartition des DEFM recherchant un métier BTP par sexe

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES à fin juin 2013



Répartition des DEFM recherchant un métier BTP selon l'ancienneté de leur inscription

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES à fin juin 2013



Des demandeurs d'emploi moins jeunes sur le territoire des MDE

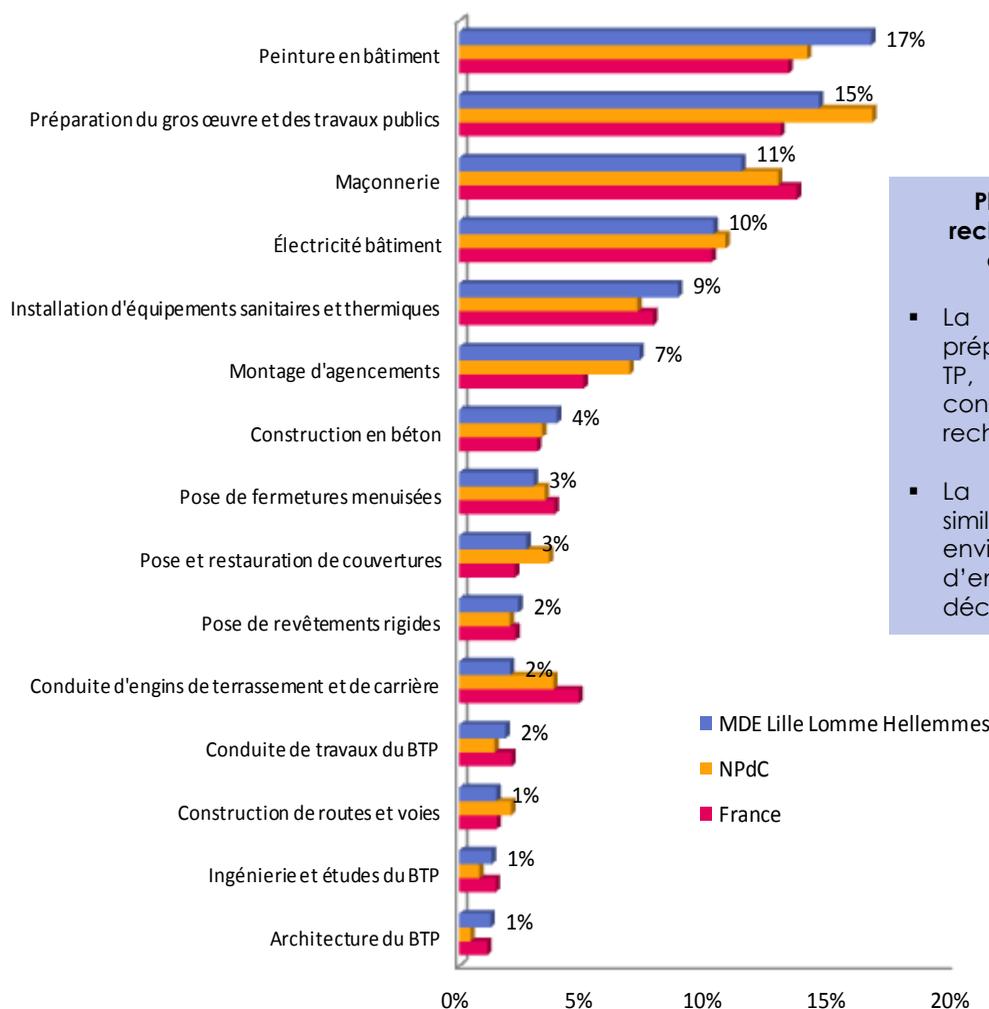
- 18% des DEFM domiciliés sur le territoire recherchant un métier BTP ont moins de 25 ans. C'est moins qu'en région Nord-Pas de Calais (23%).
- Ce sont principalement des hommes qui recherchent ce type d'emploi : 97,3% ;
- L'ancienneté des demandes d'emploi est similaire sur les territoires des MDE, du Nord et de la région : près de 58% des demandes datent de moins d'un an.

F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

2. Quel est le profil des demandeurs d'emploi recherchant un métier BTP sur le territoire des MDE ?

Répartition des DEFM recherchant un métier BTP selon les 15 métiers les plus demandés

Unité : Nombre de DEFM - Source : DARES à fin juin 2013



Plus de la moitié des DEFM recherchant un métier BTP sont concentrés sur 4 métiers

- La peinture en bâtiment, la préparation du gros œuvre et des TP, la maçonnerie et l'électricité concentrent 53% des DEFM recherchant un métier BTP.
- La qualification des DEFM est similaire quel que soit le territoire : environ 78% des demandeurs d'emploi dans le BTP à fin décembre 2012 sont qualifiés.

Répartition par qualification des DEFM recherchant un métier BTP

	MDE	Nord	NPdC	France
Manœuvres et employés non qualifiés	22%	22%	22%	18%
Ouvriers spécialisés et qualifiés	58%	63%	64%	60%
Employés qualifiés, techniciens et agents de maîtrise	17%	13%	13%	19%
Ingénieurs et cadres	3%	2%	2%	3%

Source : DARES à fin juin 2013

F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

3. Les offres d'emploi

4 207 offres d'emploi dans le bâtiment sur l'arrondissement de Lille

Source : DARES, DIRECCTE au 31/05/2013

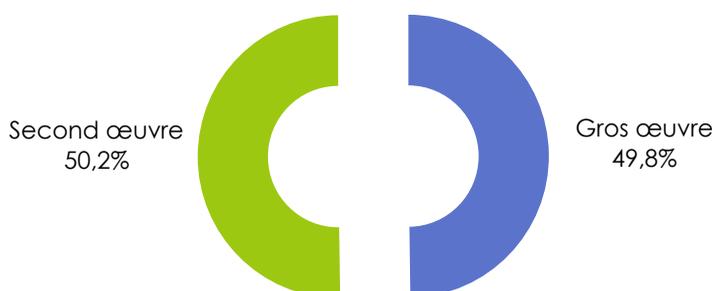
	Offres d'emploi*			Evolution 2012-2013	
	Tous secteurs	Bâtiment	Part bâtiment /Tous secteurs	Tous secteurs	Bâtiment
ZE Roubaix-Tourcoing	13 817	985	7,1%	-16,6%	-29,1%
ZE Lille	37 959	3 222	8,5%	-13,0%	-11,2%
Arrondissement de Lille	51 776	4 207	8,1%	-14,0%	-15,4%
Nord-Pas de Calais	134 221	14 404	10,7%	-16,4%	-20,8%

Offres d'emploi collectées entre le 1^{er} juin 2012 et le 31 mai 2013.

- 8% des offres d'emploi sur l'arrondissement de Lille concernent le secteur du bâtiment, contre 10,7% en région.
- Les offres sont partagées équitablement entre le gros œuvre (49,8%, 2 094 offres) et second œuvre (50,2%, 2 113 offres).
- Entre 2012 et 2013, sur l'arrondissement, le nombre d'offres d'emploi a baissé davantage dans le secteur du bâtiment (-15%) que dans tous les secteurs confondus (-14%). Même scénario pour la région Nord-Pas de Calais (-16% pour tous les secteurs confondus et -21% pour le bâtiment).
- La baisse du nombre d'offres est beaucoup plus marquée sur la zone d'emploi Roubaix-Tourcoing (-29% dans le bâtiment contre -11% sur la zone d'emploi de Lille).

Nombre d'offres d'emploi par sous secteurs du bâtiment

Source : DARES



F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

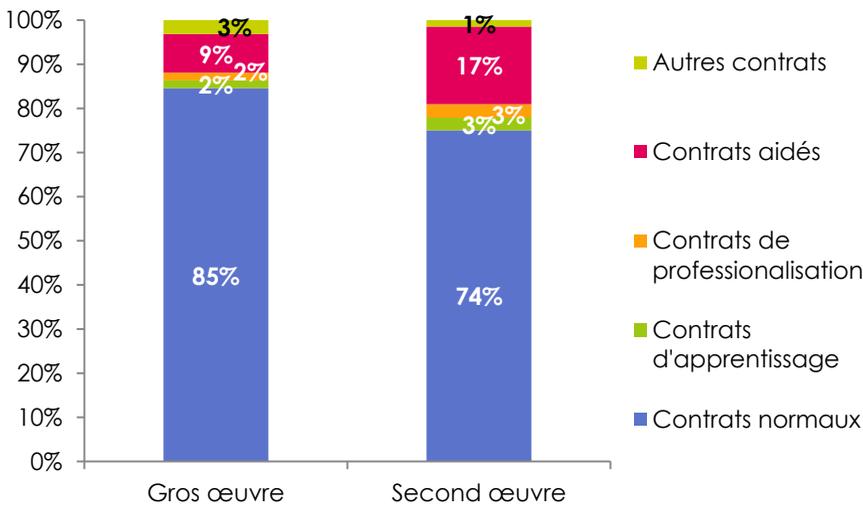
3. Les offres d'emploi

Source : DARES, DIRECCTE au 31/05/2013

	Nombre d'offres d'emploi	Nature du contrat			Part des contrats à temps partiel	Durée du contrat	
		Part des contrats d'apprentissage	Part des contrats de professionnalisation	Part des contrats aidés		Part des contrats de moins de 7 mois	Part des missions intérim
ZE Roubaix-Tourcoing	985	1,5%	0,5%	18,5%	10,0%	49,0%	16,0%
ZE Lille	3222	2,5%	3,0%	11,5%	10,5%	28,6%	32,9%
Arrondissement de Lille	4207	2,3%	2,4%	13,1%	10,4%	33,3%	29,0%
Nord-Pas de Calais	14404	2,0%	1,5%	23,3%	16,8%	44,3%	29,2%

Nature des contrats proposés par sous secteurs du bâtiment, Sur l'arrondissement de Lille

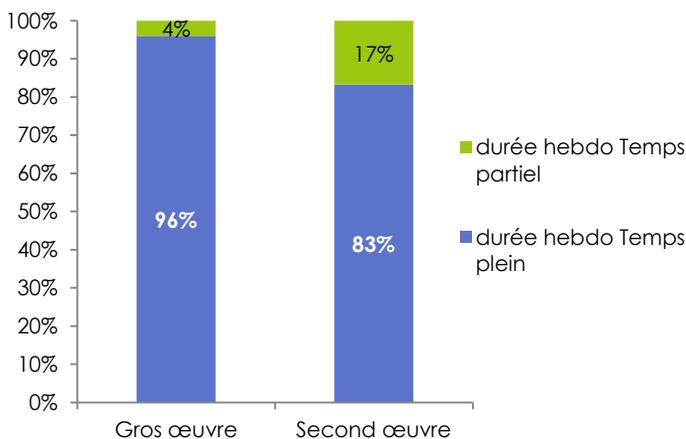
Source : DARES, DIRECCTE



- Avec 85% de contrats normaux (CDI, CDD...) le gros œuvre est plus attractif que le second œuvre .
- Dans le second œuvre, 17% des offres sont des contrats aidés et 17% sont des contrats à temps partiel et .
- Le gros œuvre fait plus appel aux missions d'intérim (38% des offres) que le second œuvre qui propose surtout des contrats de courte durée (41% de contrats de moins de 7 mois).

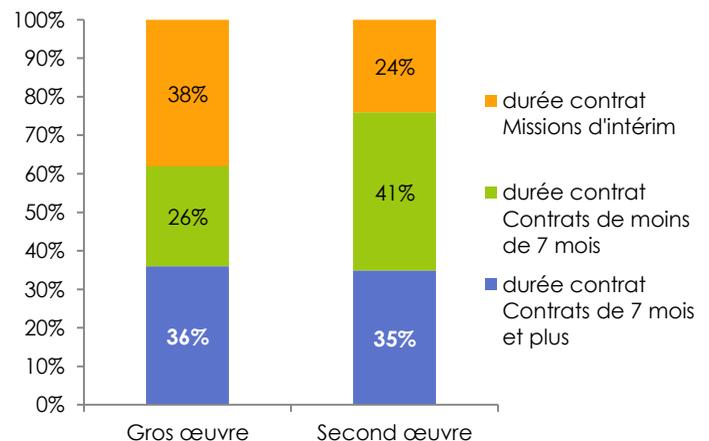
Durée hebdomadaire des contrats proposés par sous secteurs du bâtiment

Source : DARES, DIRECCTE



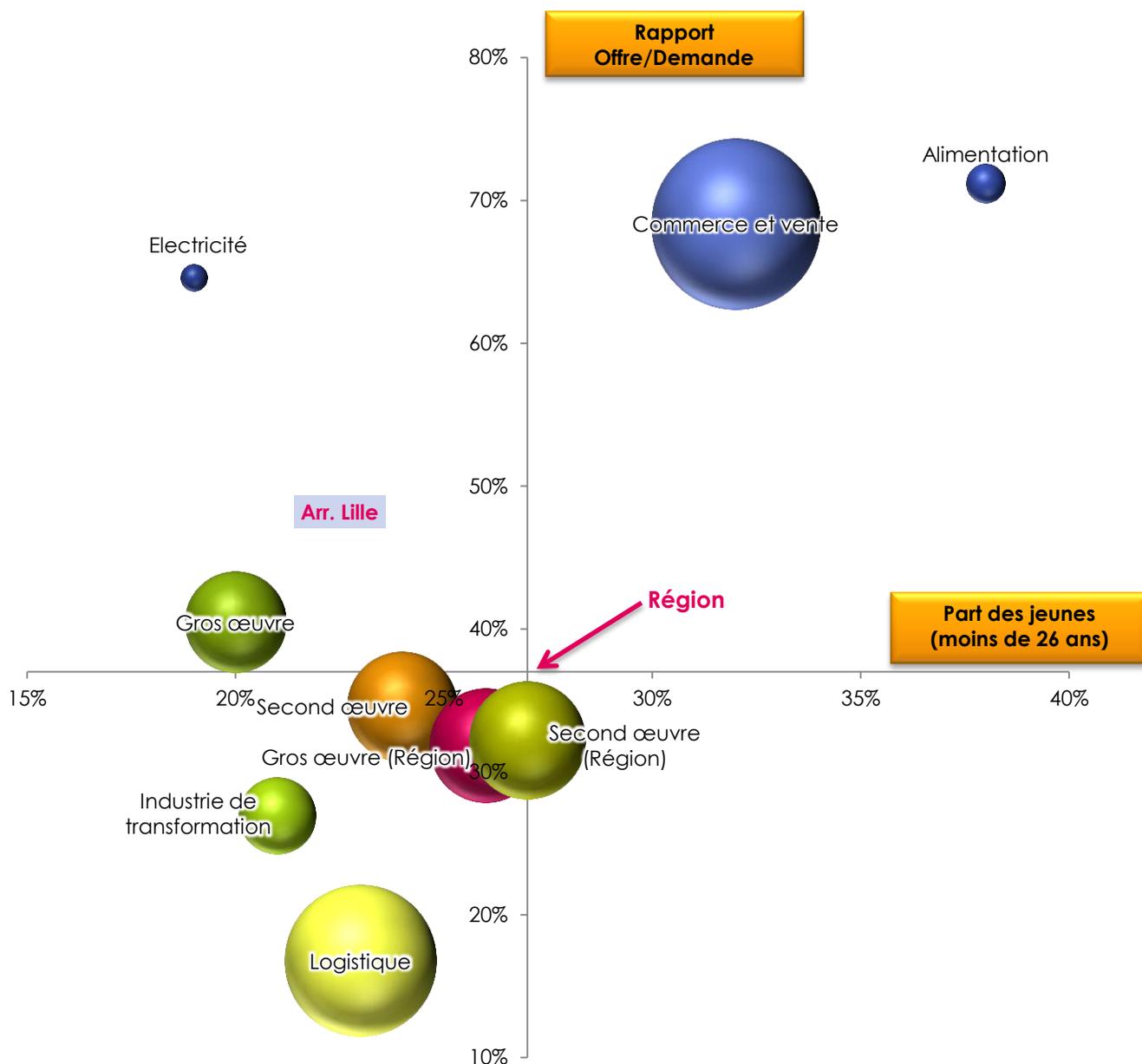
Durée des contrats proposés par sous secteurs du bâtiment

Source : DARES, DIRECCTE



F. Le marché du travail sur le territoire : les demandes et les offres d'emploi

4. Les demandeurs d'emploi

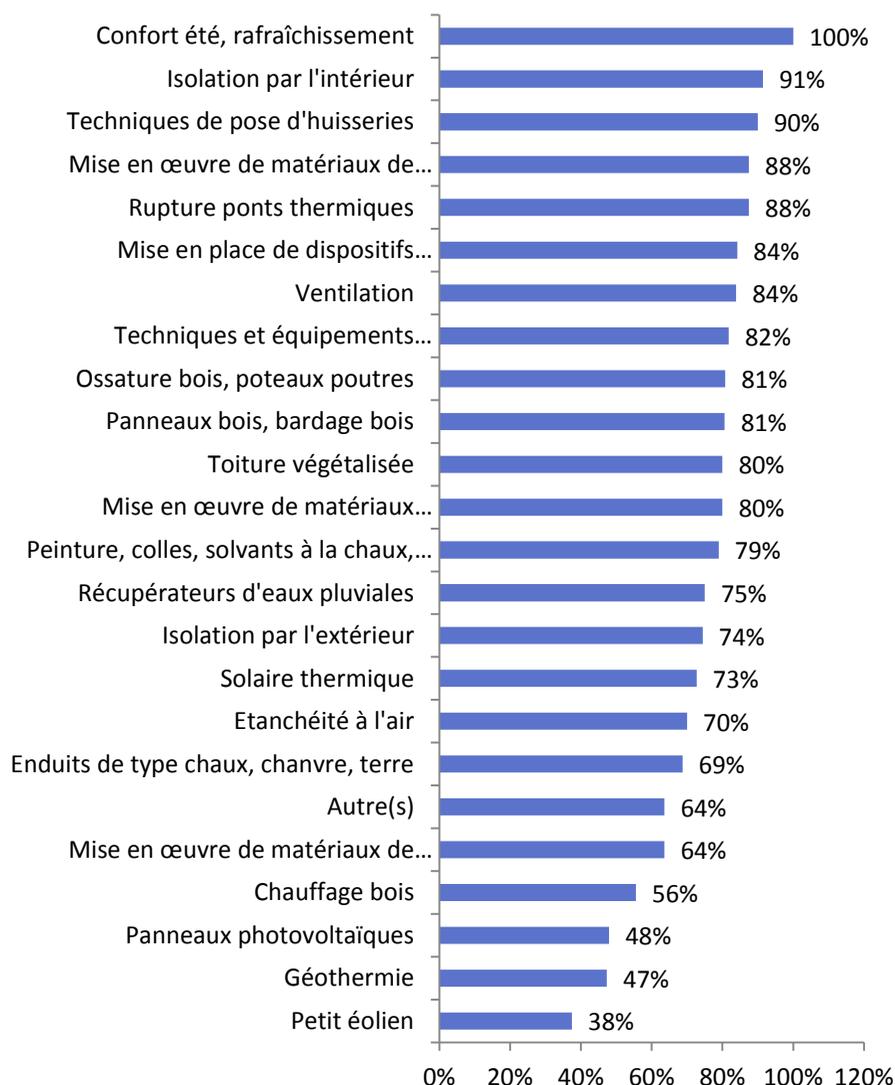


- De 2012 à 2013, 48 emplois sont proposés pour 100 demandeurs sur l'arrondissement de Lille, contre 37 offres pour 100 demandeurs en région.
- Les métiers du bâtiment proposent 32 emplois pour 100 demandeurs.
- 26% des demandeurs d'emploi en gros œuvre du bâtiment ont moins de 26 ans, 27% pour le second œuvre.

G. Quelles sont les compétences maîtrisées par les entreprises avec salarié(s) ?

Part des entreprises maîtrisant les compétences parmi celles souhaitant se développer sur les domaines techniques

Source : Enquête CER

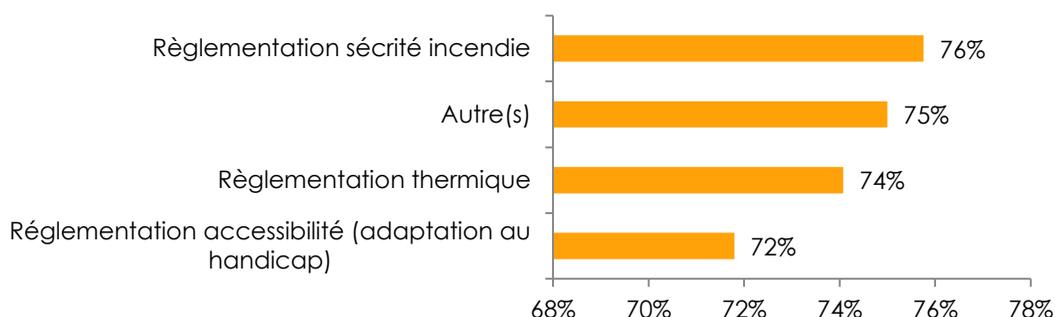


- Les entreprises qui souhaitent se développer sur les différentes thématiques relatives à la technique estiment, dans une grande majorité des cas, bien maîtriser les compétences pour atteindre cet objectif.
- Parmi les autres, l'activité liée aux panneaux photovoltaïques, à la géothermie et au petit éolien enregistrent un taux inférieur à 50 %

G. Quelles sont les compétences maîtrisées par les entreprises avec salarié(s) ?

Part des entreprises maîtrisant les compétences parmi celles souhaitant se développer sur les domaines réglementaires

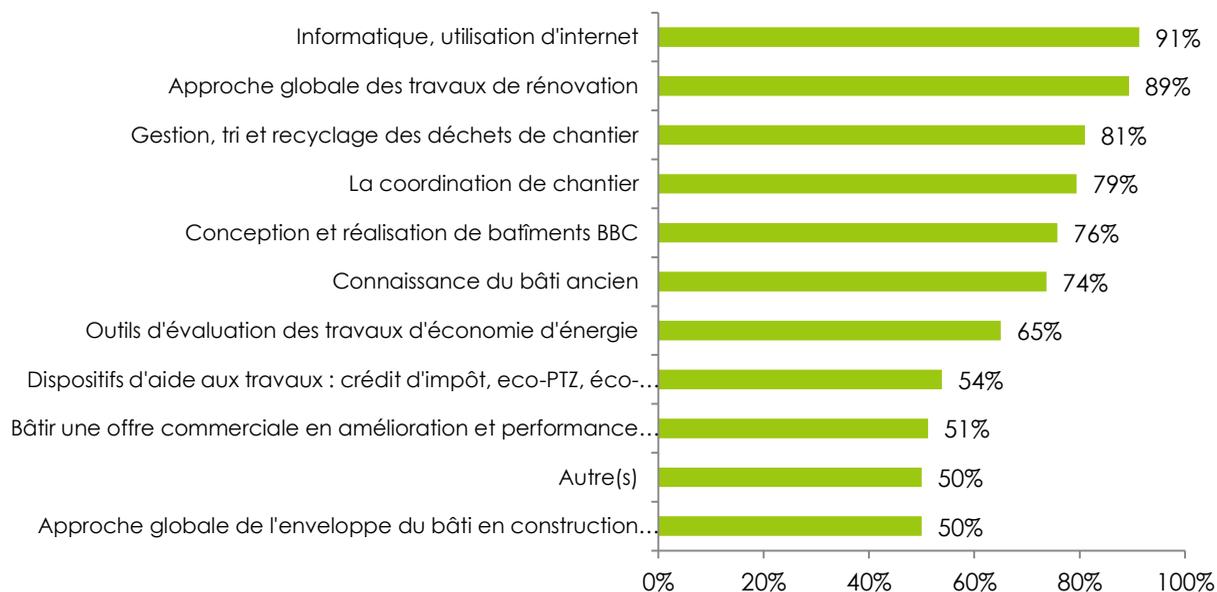
Source : Enquête CER



- Les entreprises désireuses de développer leur activité en lien avec des aspects réglementaires estiment, à plus de 70% d'entre elles, maîtriser les compétence pour le faire.
- Contrairement au constat établi précédemment sur les volets techniques, aucun des items n'enregistre une maîtrise supérieure à 80%. Même la réglementation thermique, malgré l'information et les formations mises en place, fait apparaître encore un besoin d'acquisition de compétences.
- Parmi les autres compétences réglementaires, la réglementation électrique et les risques chimiques ont été évoqués.

Part des entreprises maîtrisant les compétences parmi celles souhaitant se développer sur les domaines transversaux

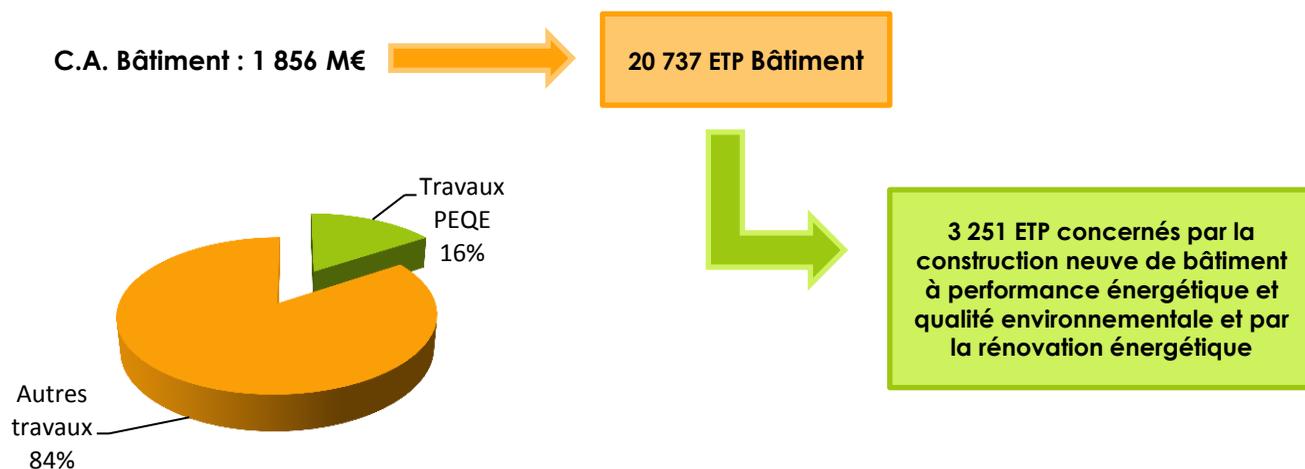
Source : Enquête CER



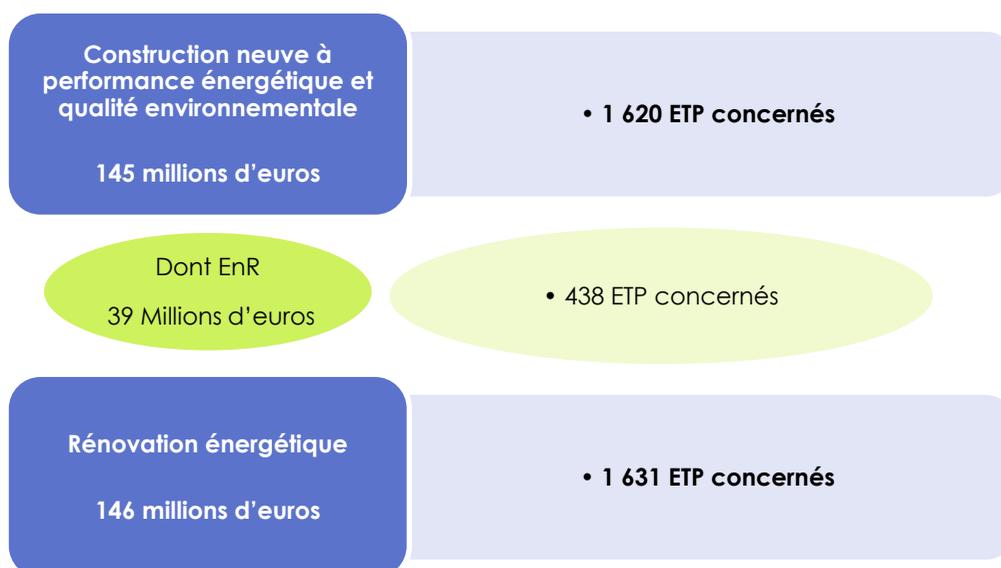
- Sur les volets transversaux, les résultats sont assez homogènes. La plupart des domaines transversaux devraient pouvoir être développés sans difficulté du fait de la maîtrise affichée des compétences. Sur 11 items proposés, 3 recueillent une part d'entreprise maîtrisant, à plus de 80 %, les compétences.
- Les entreprises voulant développer l'approche globale de l'enveloppe du bâti en construction neuve maîtrisent moins souvent cette compétence.

H. Traduction de l'impact en emploi des marchés actuels en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

Nombre d'ETP* sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le bâtiment en 2012 sur le territoire des MDE
Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER



Chiffre d'affaires et nombre d'ETP sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le bâtiment en 2012 sur le territoire des MDE
Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER



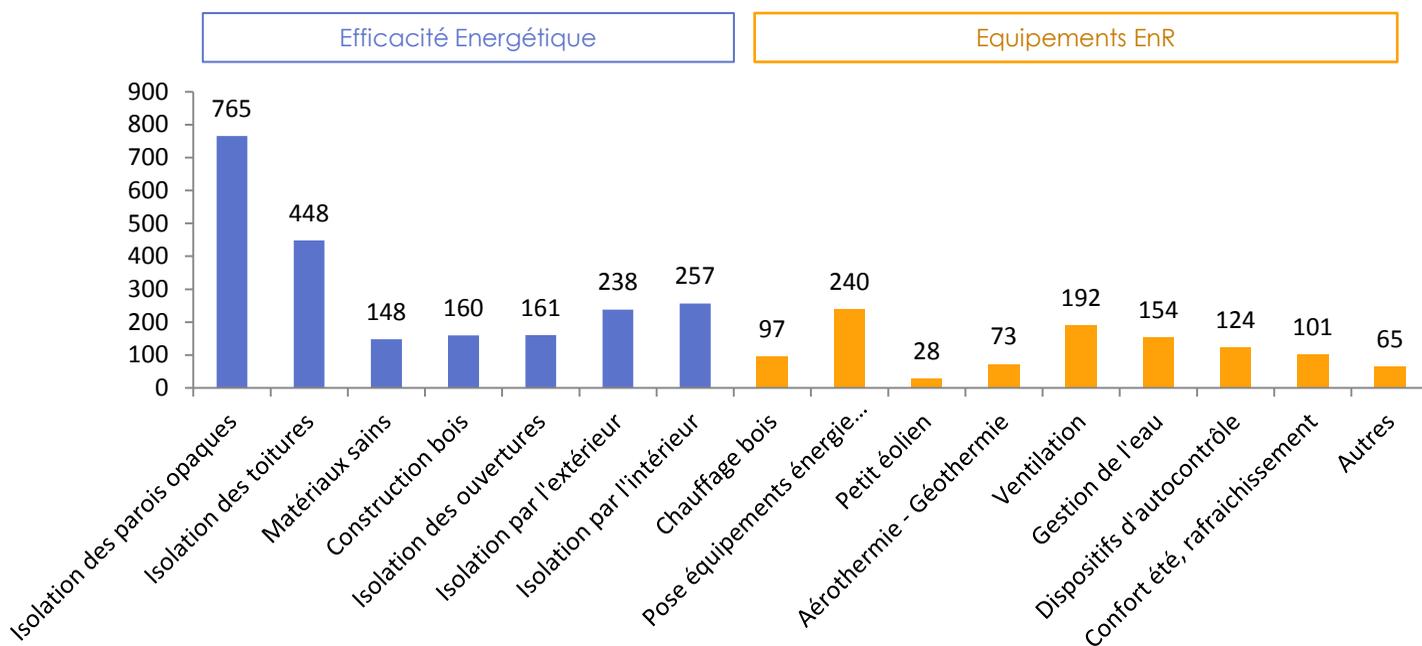
ETP : Equivalent Temps Plein

III – Performance énergétique et qualité environnementale : un impact sur l'emploi dans le secteur du bâtiment

H. Traduction de l'impact en emploi des marchés actuels en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

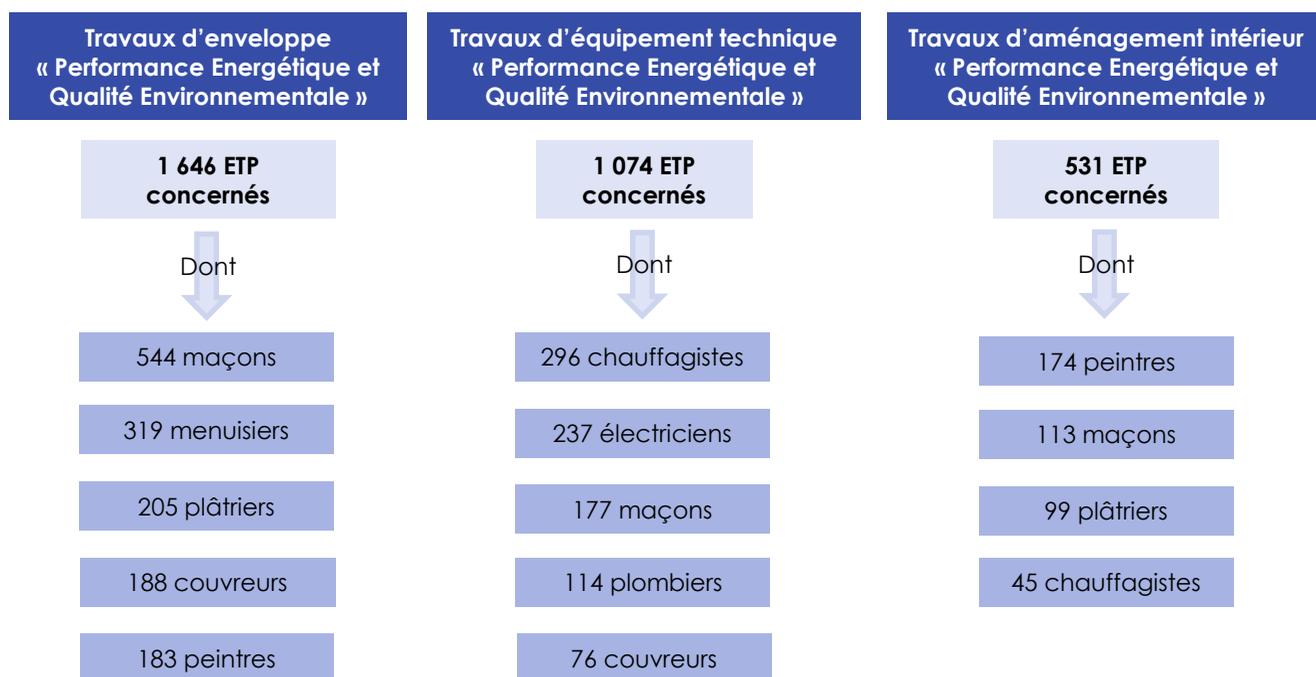
Répartition des ETP sur le marché de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le bâtiment en 2012 sur le territoire des MDE

Source : Estimation CER



Répartition des ETP par métier par nature de travaux performance énergétique et de la qualité environnementale dans le bâtiment en 2012 sur le territoire des MDE

Source : Estimation CER



ETP : Equivalent Temps Plein

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Influences



Marchés
Bâtiment et EnR



Besoin en
formation



Besoin en emploi



Saliés du Bâtiment	MDE	Dépt.	Région
Nombre de salariés du Bâtiment	18 312	40 570	61 409
Age moyen	38,5	38,4	38,2
Taux d'entrants 2011	26%	24%	24%

Besoin de recrutement BTP	Arr.	Dépt.	Région
Projets recrutements 2013	1 631	3 433	4 977
<i>dont difficiles</i>	36%	49%	41%
<i>dont saisonniers</i>	10%	10%	8%

Travail intérimaire	MDE	Dépt.	Région
Nombre d'ETP	ND.	3 607	5 254
Evolution 2011/2012	ND.	-10%	-8%

Demandes d'emploi (fin du mois de juin)	MDE	Dépt.	Région
Nombre d'ETP issus de la construction	6 630	16 633	27 789
Evolution 2012/2013	8%	11%	12%

Qualif'EnR	MDE	Dépt.	Région
Nombre de qualifications (au 12 septembre 2013)	55	111	213

Gisement des métiers ouvriers	MDE	Dépt.	Région
Nombre d'ouvriers Bâtiment	13 268	30 736	47 613
Part d'ouvriers production/tous salariés	72%	76%	78%
Age moyen ouvriers bâtiment	37,6	37%	37%
Taux d'ouvriers entrants 2011	25%	24%	24%
Taux de départ à la retraite	7%	6%	6%
Part des ouvriers qualifiés et très qualifiés	66%	65%	64%

Marchés de la perf. éner. et qualité env.	MDE
Nombre d'actifs (ETP) PEQE	3 251
<i>dont enveloppe (gros œuvre, clos couvert)</i>	1 646
<i>dont équipements techniques</i>	1 074
<i>dont aménagement intérieur</i>	531

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Caractéristiques de l'emploi

Près de 30% des salariés du bâtiment du Nord-Pas de Calais travaillent sur le territoire des MDE.

La part des ingénieurs assimilés cadres (IAC) est plus importante pour les MDE que pour les autres échelons territoriaux. Les IAC ont une moyenne d'âge de 42,4 ans sur les MDE contre 44,1 ans en région.

Le territoire des MDE compte plus d'ouvriers qualifiés ou très qualifiés avec 66% contre 58% en France (64% en région). La part des ouvriers très qualifiés est plus importante sur le territoire des MDE (35%), par rapport à la France (24%).

Les salariés sont plus âgés : 38,5 ans en âge moyen contre 38,2 ans en région et 37,9 ans en France. La part des salariés de moins de 25 ans est plus faible qu'en région. Les ouvriers du territoire sont plus âgés et font augmenter la moyenne d'âge des salariés du bâtiment.

La pyramide des âges des métiers de peintre et de métallier est vieillissante.

En 2012, le nombre d'emploi intérimaire baisse fortement dans le bâtiment (-11%), en particulier dans le secteur du gros œuvre (-17%) dans le Nord.

Demandes d'emploi

La part des demandeurs d'emploi dans le secteur de la construction est moins forte sur le territoire des MDE qu'en région et en France depuis 2010.

Des projets de recrutement BTP moins difficiles qu'en région (36% de difficultés à recruter contre 41% en Nord-Pas de Calais).

A la fin du mois de juin 2013, on compte plus de 6 600 Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois issus du secteur de la construction sur le territoire des MDE Lille Métropole, soit 7,6% de plus qu'au 30 juin 2012.

Les demandeurs d'emploi, cherchant un métier BTP sur le territoire des MDE, sont plus âgés qu'en région.

Signes de montée en compétence des entreprises du Bâtiment

Des entreprises avec salarié(s) inscrites dans un projet de développement estimant majoritairement être en capacité de se positionner sur des marchés en lien avec la PEQE sur la base de compétences maîtrisées en particulier sur les volets techniques.

Une volonté d'afficher une montée en compétences via le label RGE ou une qualification limitée à 34% des entreprises. Cette relative faiblesse s'explique en partie par la méconnaissance de l'éco-conditionnalité des aides à la réalisation de travaux par les entreprises ayant un signe de qualité Reconnu Garant de l'Environnement en 2014.

IV. Diagnostic de l'offre actuelle de formation Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement sur le territoire



A. L'offre de Formations Initiales Bâtiment

1. Les centres de formation et leurs offres

Formations initiales BTP par arrondissement du Nord-Pas de Calais

Source : FFB Nord-Pas de Calais

Arrondissement	Maçon	Menuisier	Charpentier	Couvreur	Plombier	Chauffage, climatisation, EnR	Peintre	Plâtrier	Carreleur	Métallier	Electricien	Etudes	Encadrement
Arras	VA/VS	VA/VS	VA	VA/VS		VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS		VS	VS	VA/VS
Avesnes-sur-Helpe	VA/VS	VA/VS		VA		VA/VS		VA/VS			VA/VS		
Béthune	VA/VS	VA/VS		VA/VS	VS	VS				VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS
Boulogne sur Mer		VA/VS	VA	VA	VA	VA/VS	VA	VA	VA		VA	VS	
Calais	VA/VS	VS				VS	VS			VA/VS	VS	VS	VS
Cambrai	VA/VS	VS				VS					VS	VS	
Douai	VA/VS	VS				VA/VS	VA/VS	VA/VS	VS	VS	VA/VS		VS
Dunkerque	VA/VS	VA/VS		VA	VA/VS		VA/VS	VA/VS	VA/VS		VA/VS	VA/VS	
Lens	VS	VA/VS			VS	VS	VS			VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS
Lille	VA/VS	VA/VS	VA	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS
Montreuil	VS	VS					VS			VA	VA/VS		
St Omer	VA/VS	VS				VA/VS	VS	VS	VS		VA/VS	VS	
Valenciennes	VA/VS	VA/VS		VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA/VS	VA	VA	VA/VS	VA/VS		VA/VS

VA : Voie par Apprentissage
VS : Voie Scolaire

Sur le territoire de la MDE Lille Métropole, 34 établissements proposent des formations initiales BTP.

- Les centres de formation du territoire sont divers. Il s'agit de lycées, professionnels, technologiques et privés, de Centres de Formations par Apprentissage (CFA) ou encore d'écoles d'ingénieurs.
- 42% des diplômes préparés sont des CAP, 35% sont des Bac (professionnels ou technologiques), 11% des BTS et 5% des diplômes d'ingénieurs.
- 63 formations différentes sont accessibles. Les plus représentées sont la formation en préparation et réalisation d'ouvrages électriques (proposée par 10 établissements), la formation en maçonnerie (8 établissements) et la formation TISEC* (6 établissements).

* TISEC : Technicien Installation des Systèmes Energétique et Climatique

A. L'offre de Formations Initiales Bâtiment

2. Les effectifs en formation initiale

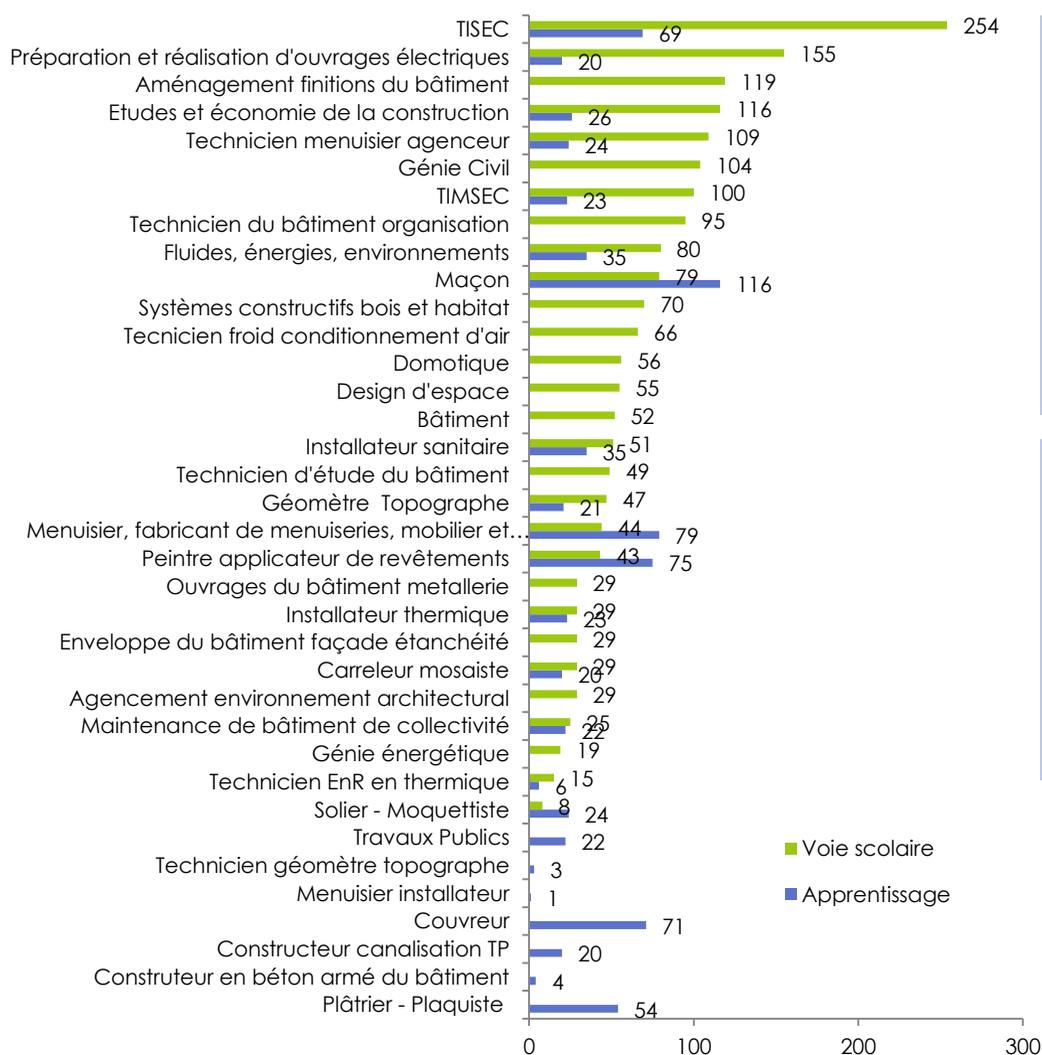
2 749 jeunes en formation initiale BTP en 2011-2012* sur le territoire des MDE Lille Métropole, soit 38% des effectifs en formation initiale du département du Nord

Source : Rectorat	Effectif* en formation initiale			Poids par rapport à l'échelon supérieur			% Apprentissage	% Voie scolaire
	Apprentissage	Voie scolaire	Total	Apprentissage	Voie scolaire	Total		
MDE Lille Métropole	793	1 956	2 749	43,6%	36,2%	38,0%	28,8%	71,2%
Nord	1 818	5 410	7 228	59,8%	58,5%	58,9%	25,2%	74,8%
Nord-Pas de Calais	3 040	9 240	12 280	NC.	NC.	NC.	24,8%	75,2%

* Effectifs à la rentrée scolaire de 2011

Répartition des jeunes en formation initiale sur les MDE par spécialité en 2011-2012

Source : Rectorat



- La part des **apprentis**, de 29% sur le territoire des MDE, s'inscrit nettement au-dessus de celle observée sur le Nord et sur la région (autour de 25%).
- Le Nord-Pas de Calais se classe en dernière position des régions françaises au regard de la part de l'apprentissage.

- 36 groupes de spécialités bénéficient de formations sur la territoire des MDE.
- La formation TISEC** regroupe 12% des jeunes en formation initiale.
- Parmi les 195 jeunes en formation initiale en maçonnerie, 116 sont en apprentissage.

TISEC : Technicien Installation des Systèmes Energétique et Climatique
TMSEC : Technicien de maintenance des systèmes énergétiques et climatiques

A. L'offre de Formations Initiales Bâtiment

2. Les effectifs en formation initiale

Répartition des effectifs en formation initiale bâtiment sur le territoire des MDE en 2011-2012 par mode de formation et niveau de diplôme

Unité: Nb de jeunes en formation initiale - Source : Rectorat

		Niveau V		Niveau IV		Niveau III	Total
		CAP	MC	BTN	Bac Pro	BTS	
MDE	Apprentissage	557	13	-	119	104	793
	Voie scolaire	463	15	123	821	534	1 956
	Total	1 020	28	123	940	638	2 749

Nord	Apprentissage	1 430	65	-	192	131	1 818
	Voie scolaire	1 734	28	123	2 930	595	5 410
	Total	3 164	93	123	3 122	726	7 228

Nord-Pas de Calais	Apprentissage	2 269	73	-	441	257	3 040
	Voie scolaire	3 212	40	213	4 900	875	9 240
	Total	5 481	113	213	5 341	1 132	12 280

CAP : Certificat d'études Professionnelles
MC : Mention Complémentaire
BTN : Baccalauréat Technologique
BAC PRO : Baccalauréat Professionnel
BTS : Brevet de Technicien Supérieur

Répartition des jeunes en formation initiale des MDE, selon le niveau d'étude

Source : Rectorat

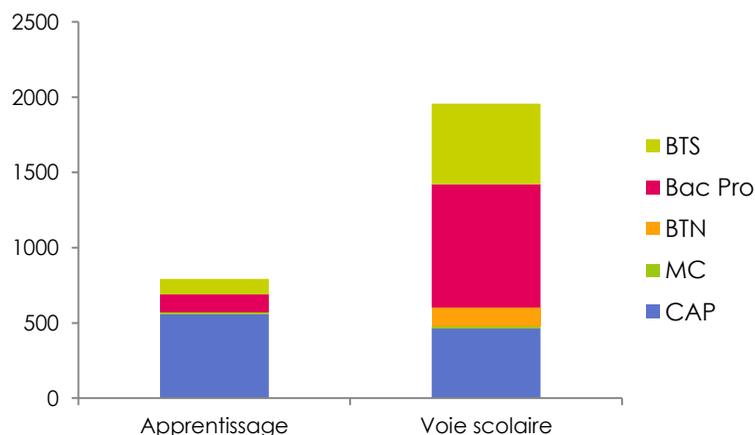


- 39% des formés préparent un diplôme de niveau IV, à comparer aux 46% sur la région.
- 38% des jeunes en formation initiale préparent un diplôme de niveau V, principalement un CAP, contre 45% sur la région.
- Le niveau III représente 23% des jeunes en formation initiale bâtiment. Il est présent à hauteur de 9% sur la région.

- Les diplômes MC et Bac Technologique sont uniquement suivis en par voie scolaire sur le territoire des MDE.
- L'apprentissage concerne surtout les CAP.
- La voie scolaire compte plus d'élèves en Bac Pro.

Répartition des jeunes en formation initiale des MDE, selon le mode de formation et le diplôme

Source : Rectorat

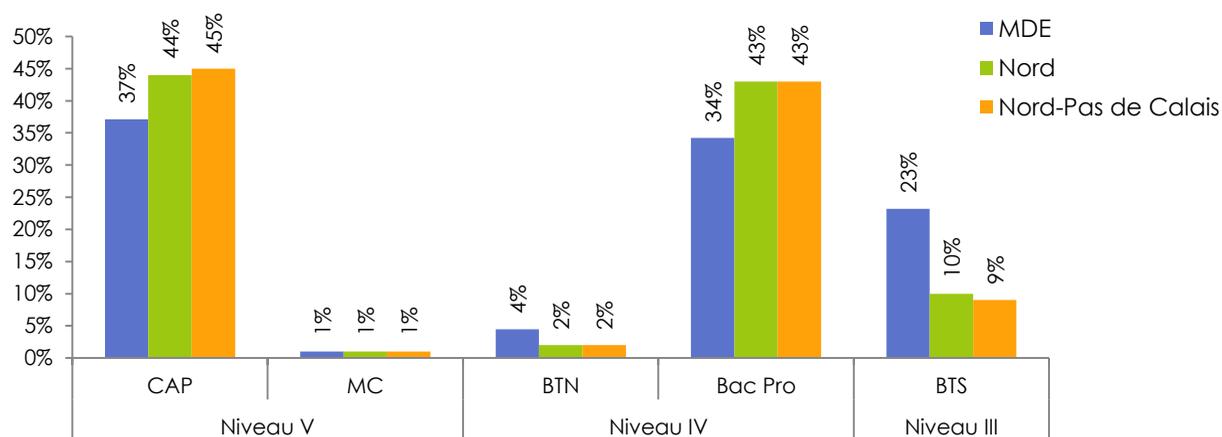


A. L'offre de Formations Initiales Bâtiment

2. Les effectifs en formation initiale

Répartition des jeunes par type de diplôme

Source : Rectorat, CCCA-BTP



Effectifs en formation initiale en apprentissage en 2011-2012 sur le territoire des MDE par niveau de diplôme et par groupe de spécialités

Unité: Nombre de jeunes en formation initiale - Source: Rectorat

Apprentissage	Niveau V		Niveau IV	Niveau III	Total	Part
	CAP	MC	BAC PRO	BTS		
Carreleur mosaïste	20				20	2,5%
Constructeur canalisation TP	4				4	0,5%
Constructeur en béton armé du bâtiment	20				20	2,5%
Couvreur	71				71	9,0%
Etudes et économie de la construction				26	26	3,3%
Fluides, énergies, environnements				35	35	4,4%
Géomètre Topographe				21	21	2,6%
Installateur sanitaire	35				35	4,4%
Installateur thermique	23				23	2,9%
Maçon	116				116	14,6%
Maintenance de bâtiment de collectivité	22				22	2,8%
Menuisier installateur	1				1	0,1%
Menuisier, fabricant de menuiseries, mobilier et agencement	79				79	10,0%
Peintre applicateur de revêtements	75				75	9,5%
Plâtrier - Plaquiste	47	7			54	6,8%
Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	20				20	2,5%
Solier - Moquettiste	24				24	3,0%
Technicien EnR en thermique		6			6	0,8%
Technicien géomètre topographe			3		3	0,4%
Technicien menuisier agenceur			24		24	3,0%
TIMSEC			23		23	2,9%
TISEC			69		69	8,7%
Travaux Publics				22	22	2,8%
Total	557	13	119	104	793	100%
Part	70,2%	1,6%	15,0%	13,1%	100%	

A. L'offre de Formations Initiales Bâtiment

2. Les effectifs en formation initiale

Effectifs en formation initiale par la voie scolaire en 2011-2012 sur le territoire des MDE par niveau de diplôme et par groupe de spécialités

Unité: Nombre de jeunes en formation initiale - Source: Rectorat

Voie scolaire	Niveau V		Niveau IV		Niveau III	Total	Part
	CAP	MC	BTN	BAC PRO	BTS		
Agencement environnement architectural					29	29	1,5%
Aménagement finitions du bâtiment				119		119	6,1%
Bâtiment					52	52	2,7%
Constructeur en béton armé du bâtiment	29					29	1,5%
Design d'espace					55	55	2,8%
Domotique					56	56	2,9%
Enveloppe du bâtiment façade étanchéité					29	29	1,5%
Etudes et économie de la construction					116	116	5,9%
Fluides, énergies, environnements					80	80	4,1%
Génie Civil			104			104	5,3%
Génie énergétique			19			19	1,0%
Géomètre Topographe					47	47	2,4%
Installateur sanitaire	51					51	2,6%
Installateur thermique	29					29	1,5%
Maçon	79					79	4,0%
Maintenance de bâtiment de collectivité	25					25	1,3%
Menuisier, fabricant de menuiseries, mobilier et agencement	44					44	2,2%
Ouvrages du bâtiment métallerie				29		29	1,5%
Peintre applicateur de revêtements	43					43	2,2%
Préparation et réalisation d'ouvrages électriques	155					155	7,9%
Solier - Moquettiste	8					8	0,4%
Systèmes constructifs bois et habitat					70	70	3,6%
Technicien d'étude du bâtiment				49		49	2,5%
Technicien du bâtiment organisation				95		95	4,9%
Technicien EnR en thermique		15				15	0,8%
Technicien menuisier agenceur				109		109	5,6%
Technicien froid conditionnement d'air				66		66	3,4%
TIMSEC				100		100	5,1%
TISEC				254		254	13,0%
Total	463	15	123	821	534	1956	100,0%
Part	23,7%	0,8%	6,3%	42,0%	27,3%	100,0%	

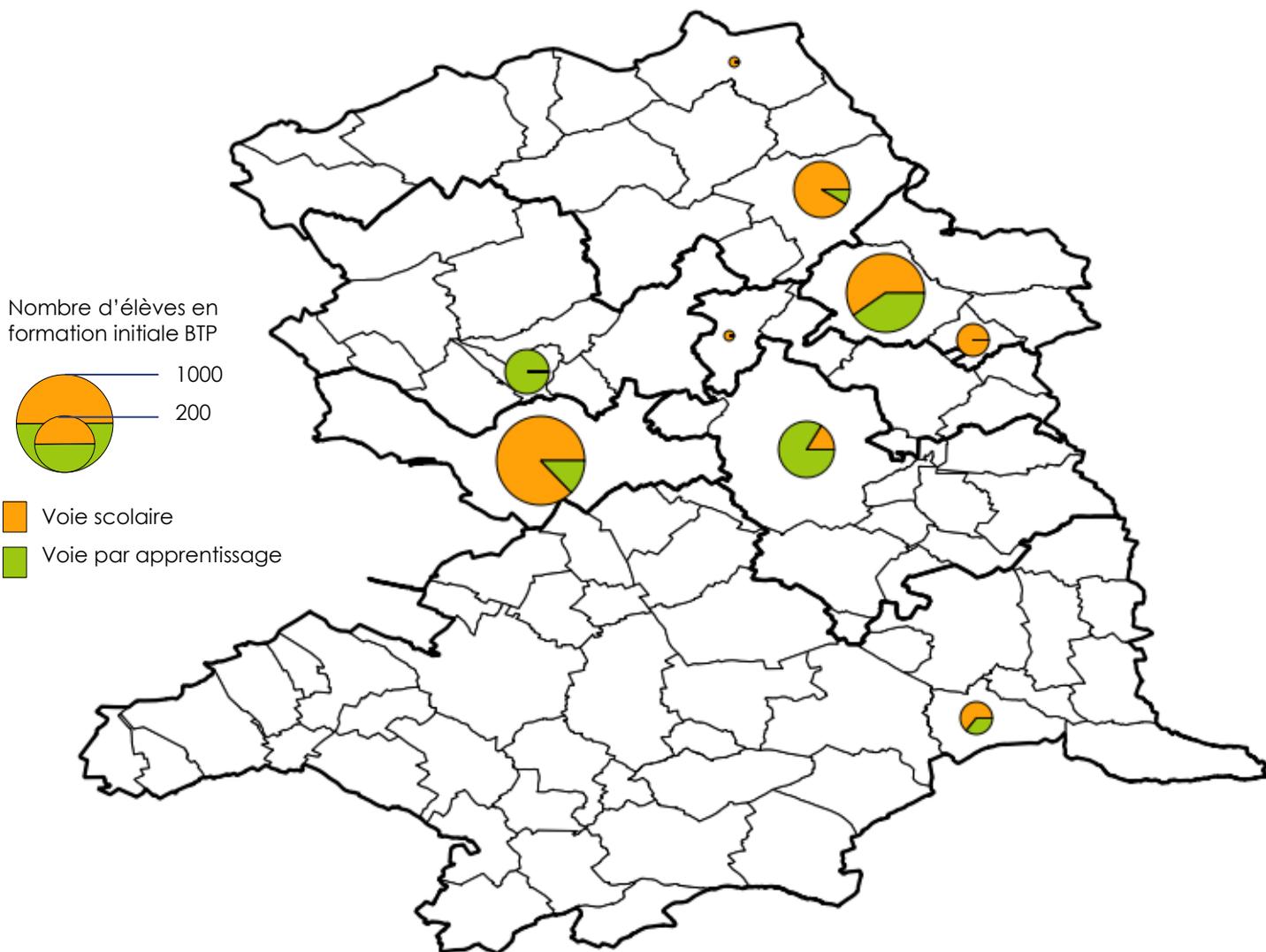
- 70% des apprentis sont en CAP, 15% en Bac Pro et 13% en BTS. Parmi eux, 15% suivent une formation en maçonnerie et 10% une formation en menuiserie.
- 42% des élèves de la voie scolaire préparent un Bac Pro, contre 53% en région.
- La voie scolaire forme avant tout des TISEC (13%). Viennent ensuite la préparation et réalisation d'ouvrages électriques (8%), l'aménagement et les finitions du bâtiment (6%).
- Les techniciens Enr ne représentent que 0,8% des élèves en formation initiale.

A. L'offre de Formations Initiales Bâtiment

2. Les effectifs en formation initiale

Répartition des effectifs en formation initiale sur le territoire défini par les MDE

Source : Rectorat



- Près de 87% des élèves en formation initiale Bâtiment à Lille sont en voie scolaire. A l'inverse, à Villeneuve d'Ascq, 84% des élèves sont en apprentissage.
- Saint-André-lez-Lille n'accueille que des apprentis (35) alors que Lys-lez-Lannoy, Halluin et Wasquehal accueillent seulement des élèves en voie scolaire.

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

1. L'offre de formation continue du territoire

Les établissements proposant des formations continues liées au bâtiment sur le territoire des MDE

Source : C2RP, SOFIA

Centre de formation		Ville	Type *
A3S-ACFE	Centre de formation aux techniques de travaux sur cordes	Roubaix	FC
AFFA Campus Lomme	Centre de Formation Professionnelle des Adultes	Lomme	FC
AFPI ACM Formation	Association de Formation Professionnelle de l'Industrie	Lesquin	FC
AFPI ACM Formation	Association de Formation Professionnelle de l'Industrie	Marcq-en-Baroeul	FC
APAVE Formation Lille		Lille	FC
APSDIE	Applications et Planification Stratégique et Organisation du Développement dans l'Industrie et autres Etablissements	Lille	FC
AREP EPIL	Association Régionale d'Education Permanente Ecole Professionnelle des Industries Lilloises	Lille	FC
AREP FRESCC	Association Régionale d'Education Permanente Site Beau Chêne	Roubaix	FC
CAE Formation	Centre d'Activité pour l'Education et la formation	Tourcoing	FC
CERPEC	Centre Européen de Restauration du Patrimoine Economique	Villeneuve d'Ascq	FC
CFA de Lille	Centre de Formation d'Apprentis de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Nord	Lille	FA/FC
CFA de Roubaix	Centre de Formation d'Apprentis du bâtiment de la métropole lilloise	Roubaix	FA/FC
CNED	Centre National d'Enseignement à Distance	Villeneuve d'Ascq	FC
COFHYS Conseil et Formation		Seclin	FC
CREAFI		Lille	FC
CTD	Contrôle Technique Delinselle	Lesquin	FC
EFFICOM EFAB		Lille	FI/FC
ERP André Maginot	Ecole de Reconversion Professionnelle	Roubaix	FC
FABTP	Formation artisanale du Bâtiment et des Travaux Publics	Croix	FC
FCI	Fédération des Centres d'Insertion	Lille	FC
FCP Atelier de préformation	Formation Culture Prévention	Marquette-lez-Lille	FC
FORMA		Lille	FC
GIP FCIP	GIP Formation Continue et Insertion Professionnelle	Lille	FC
GREAT Lille métropole		Lille	FC
GRETA Bât. et Génie Civil		Lomme	FC
HEI	Hautes Etudes d'Ingénieurs	Lille	FI/FA/FC
ICAM Pôle Formation pro.	Institut Catholique d'Arts et Métiers	Lille	FI/FA/FC
ICL	Institut Catholique de Lille	Lille	FC
IGEI Centrale Lille	Ingénieur en Génie Industriel Ecole Centrale de Lille	Villeneuve d'Ascq	FI/FC
INNOV.DEV.	Innovation et Développement	Hellemmes	FC
INSTEP Formation		Lille	FC
INTERM'AIDE		Ronchin	FC
ISEEP	Institut Européen d'Enseignement et de Professionnalisation	Villeneuve d'Ascq	FC
ISTB / Groupe BSI Formations		Croix	FC
ITGA	Institut Technique des Gaz et de l'Air	Lesquin	FC
Le Portail		Templemars	FC
Les Compagnons du Devoir		Villeneuve d'Ascq	FC
OIFT	Office Intercommunal Fâches Thumesnil	Fâches-Thumesnil	FC
TECHNISCENE Formation		Roubaix	FC
TOIT DE SOI		Roubaix	FC
Trajectoire Compétences		Roubaix	FC

FC : Formation Continue

FI : Formation Initiale

FA : Formation en Apprentissage

Les formations proposées concernent le gros œuvre (construction, charpente, maçonnerie, restauration et réhabilitation), le second œuvre (enveloppe bâtiment, huisserie, maintenance, menuiserie, métallerie, rénovation, revêtement, ascenseur,...) et les formations BTP conception et organisation (architecture, chantiers, droit, commercialisation, dessin, métré, gestion d'entreprise, éco-construction, lecture de plan, aménagement handicapé, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage...).

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

2. La formation continue des entreprises de moins de 10 salariés

2 341 stagiaires en formation continue BTP en 2011 en région Nord-Pas de Calais

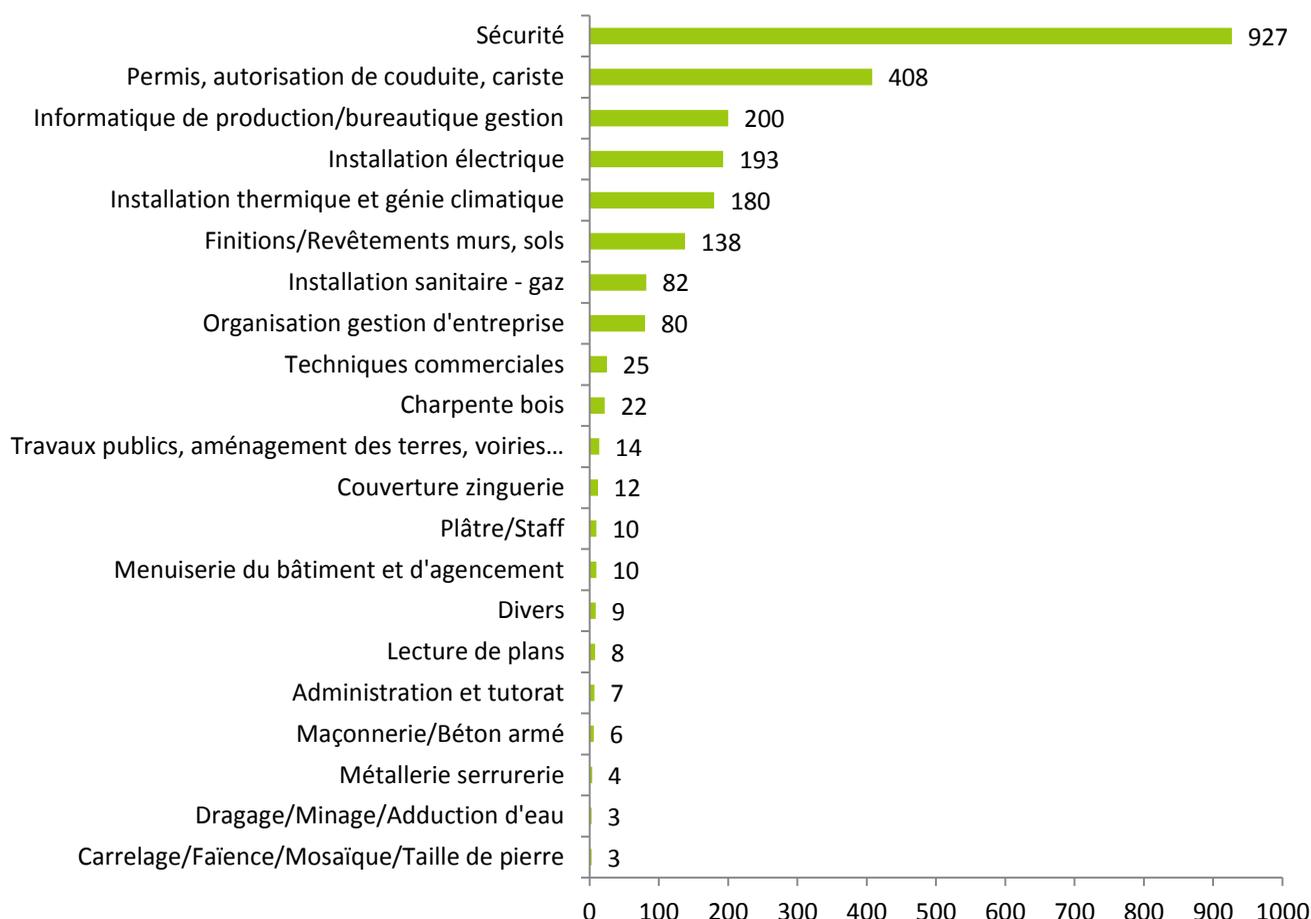
Statut des stagiaires	Stagiaires	Nombre d'heures de formation
Chef d'équipe	242	4 541
Compagnon Professionnel	581	16 685
ETAM*	334	25 333
IAC**	97	2 520
Ouvrier d'exécution	643	49 691
Ouvrier Professionnel	444	20 121
Total	2 341	118 891

*ETAM : Employés, techniciens et agents de maîtrise
 **IAC : Ingénieurs, assimilés et cadres

Source : FAFSAB

Répartition des stagiaires par domaines de formation en Nord-Pas de Calais en 2011

Unité : nombre de stagiaires - Source : FAFSAB



- Presque 40% des formations de stagiaires des entreprises de moins de 10 salariés concernent la sécurité.
- Suivent les formations permis et conduite d'engins (17,4%), informatique (8,5%) et installation électrique (8,2%) et thermique (8,2%).
- Plus de la moitié des stagiaires sont des ouvriers d'exécution (28%) et des compagnons professionnels (25%).

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

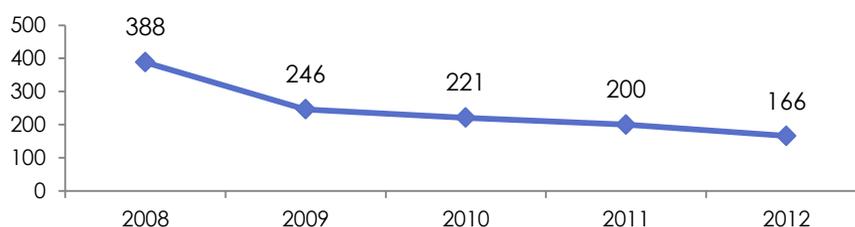
3. Les contrats de professionnalisation des entreprises de moins de 10 salariés

200 contrats de professionnalisation en formation continue BTP en 2011 en région Nord-Pas de Calais

Source : FAF SAB	Nombre de contrats	Nombre d'heures de formation	Evolution
2012	166	ND.	-17,0%
2011	200	116 049	-9,5%

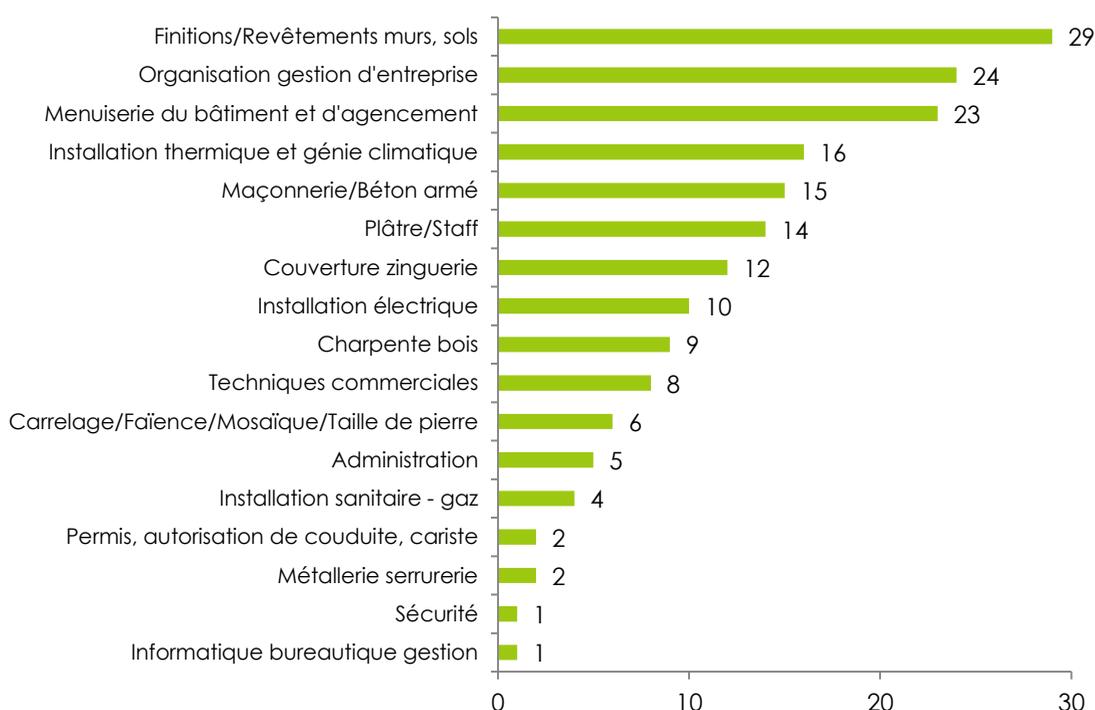
Evolution du nombre de contrats de professionnalisation conclus au sein des entreprises du BTP de moins de 10 salariés

Source : FAF SAB



Répartition des contrats de professionnalisation par domaines de formation en Nord-Pas de Calais en 2011

Unité : nombre de contrats de professionnalisation - Source : FAF SAB



- Parmi les 181 contrats de professionnalisation des entreprises de moins de 10 salariés, 29 contrats sont suivis pour une formation finition et revêtements murs/sols.
- Suivent les formations organisation et gestion d'entreprise (24 contrats soit 13,3%), et menuiserie (23 contrats soit 12,7%).
- Arrivent en dernière position les formations en informatique, bureautique, gestion.

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

4. La formation continue des entreprises de 10 salariés et plus

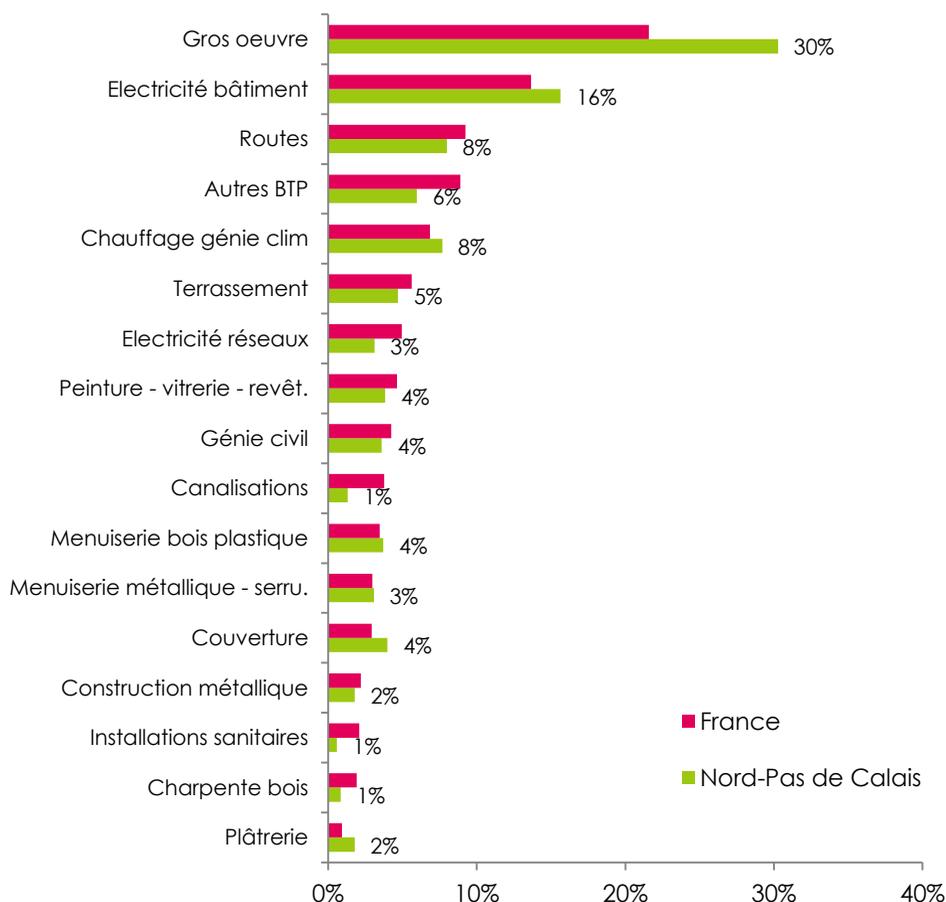
15 594 stagiaires en formation continue BTP en 2011 en région Nord-Pas de Calais

Source : GFC-BTP	Total stagiaires par an				Dont stagiaires en option A *				
	Nombre	Evolution	Nombre d'heures de formation	Engagement financier en millions d'€	Nombre	Poids	Evolution	Nombre d'heures de formation	Engagement financier en millions d'€
2012 (p)**	9 017	NC.	516 512	12	ND.	ND.	ND.	ND.	ND.
2011	15 594	-6,0%	441 329	15	15 232	97,7%	-4,20%	434 775	14,5
2010	16 590	-10,5%	370 355	14	15 906	95,9%	-9,40%	357 604	13

*Option A : Entreprises ayant confié la gestion de son plan de formation à l'OPCA
 **(p) : données provisoires et ponctuelles

Répartition des stagiaires par corps d'état en 2011

Source : GFC-BTP



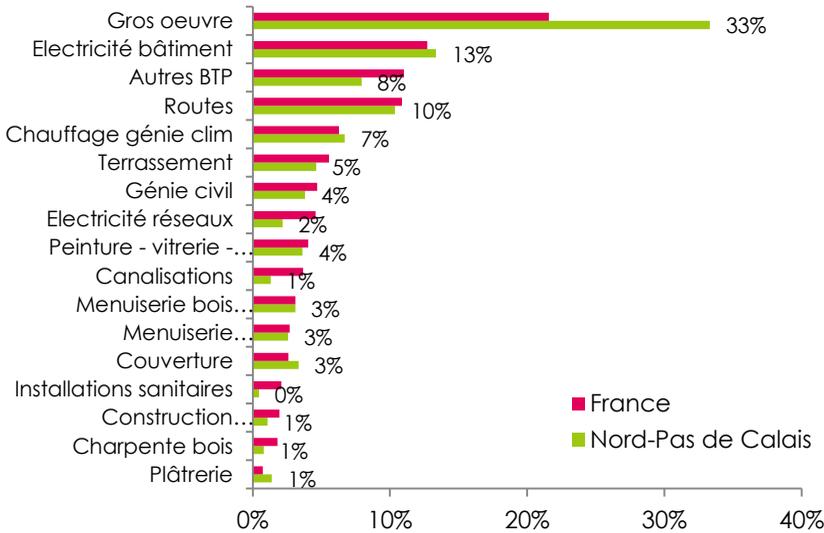
- 15 594 stagiaires dans les entreprises d'au moins 10 salariés ont été formés en 2011 sur le Nord-Pas de Calais. C'est 6% de moins que l'année précédente.
- Le recul de 6% par rapport à 2010 est toutefois moins important que la baisse de 10,5% observée entre 2009 et 2010.
- 14 859 927€ ont été engagés pour les stagiaires du territoire formés en 2011, avec une moyenne de 28 heures de formation par stagiaire.
- Les entreprises du Gros-Cœuvre (selon le découpage de l'AREF) prédominent. Elles sont à l'origine de 30% des stagiaires (22% en France). Viennent ensuite l'Electricité (16%) et le Chauffage Génie Climatique (8%), à égalité avec les routes (8%).

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

4. La formation continue des entreprises de 10 salariés et plus

Répartition des engagements financiers par corps d'état en 2011

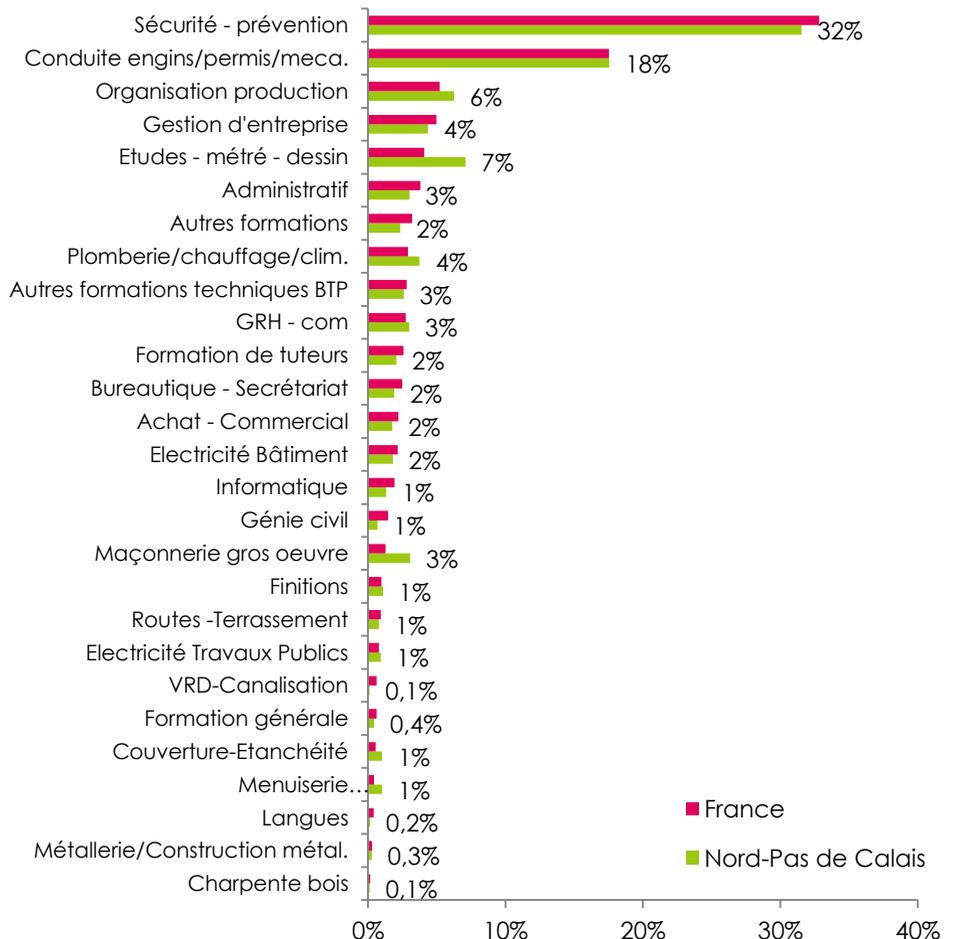
Source : GFC-BTP



- 33% des engagements financiers concernent le gros oeuvre (22% en France).
- Suivent l'électricité (13,3%) et les routes (10%)

Répartition des stagiaires par domaines de formation en 2011

Source : GFC-BTP



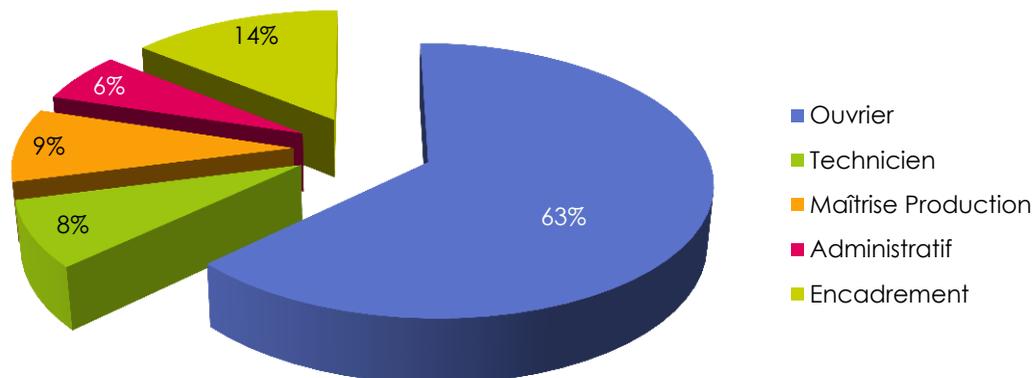
- Plus de 30% des formations de stagiaires des entreprises de 10 salariés et plus concernent le volet « Sécurité - prévention »
- Suivent des formations «conduite d'engins» (18%).
- Les formations « études, métré, dessin » (7%), « organisation production » (6%), « plomberie et chauffage » (4%) et maçonnerie gros oeuvre » (3%) sont plus représentées en Nord-Pas de Calais qu'en France.

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

4. La formation continue des entreprises de 10 salariés et plus

Répartition des stagiaires (option A) sur la région par public, en 2011

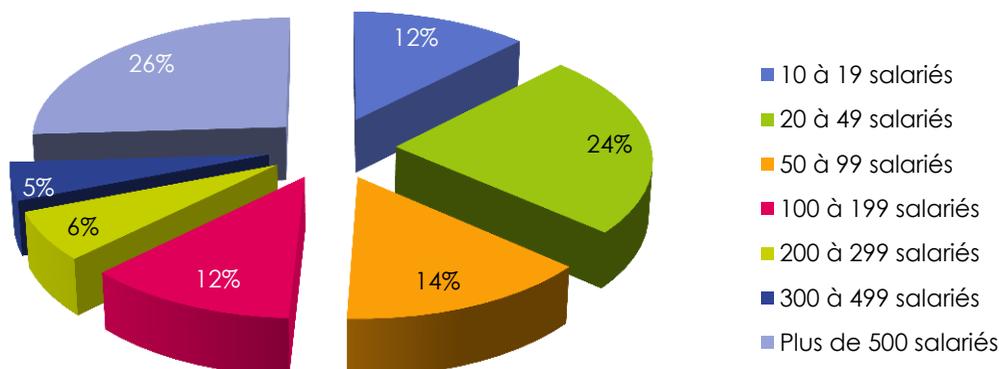
Source : GFC-BTP



- 63% des stagiaires formés dans le Nord-Pas de Calais sont des ouvriers (54% en France).
- Les stagiaires sont issus pour 26% des entreprises de plus de 500 salariés et pour 12% des entreprises de 10 à 19 salariés.

Répartition des stagiaires (option A) sur la région par taille d'entreprise, en 2011

Source : GFC-BTPC



B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

5. Les contrats de professionnalisation des entreprises de 10 salariés et plus

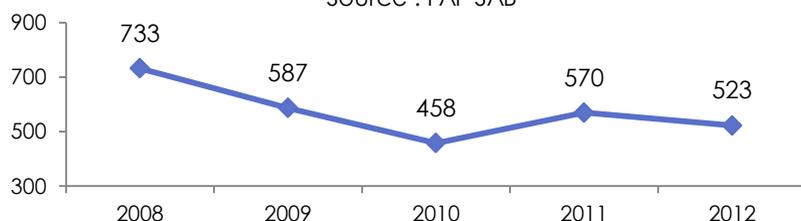
570 contrats de professionnalisation BTP en 2011 en région Nord-Pas de Calais

	Contrat de professionnalisation par an				Dont contrat de professionnalisation Jeunes (16 à 25 ans)					
	Nombre	Evolution	Durée moyenne de formation en heures	Engagement financier en millions d'€	Nombre	Poids	Evolution	Durée moyenne de formation en heures	Engagement financier en millions d'€	
2012	523	-8,2%	ND.	ND.	ND.	ND.	ND.	ND.	ND.	
2011	570	24,5%	530	4	467	81,9%	22,9%	547	3,3	
2010	458	-22,0%	528	3	380	83%	-22,9%	540	2,5	

Source : GFC-BTP, FAF SAB

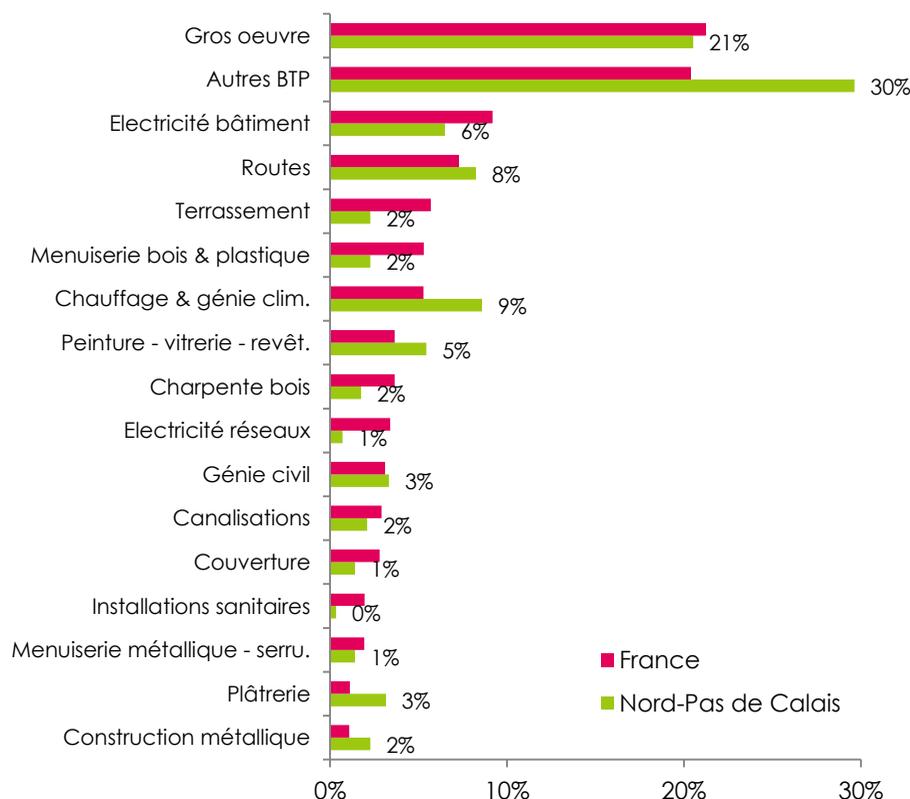
Evolution du nombre de contrats conclus au sein des entreprises du BTP de plus de 10 salariés

Source : FAF SAB



Répartition des contrats par corps d'état en 2011

Source : GFC-BTP, FAF SAB



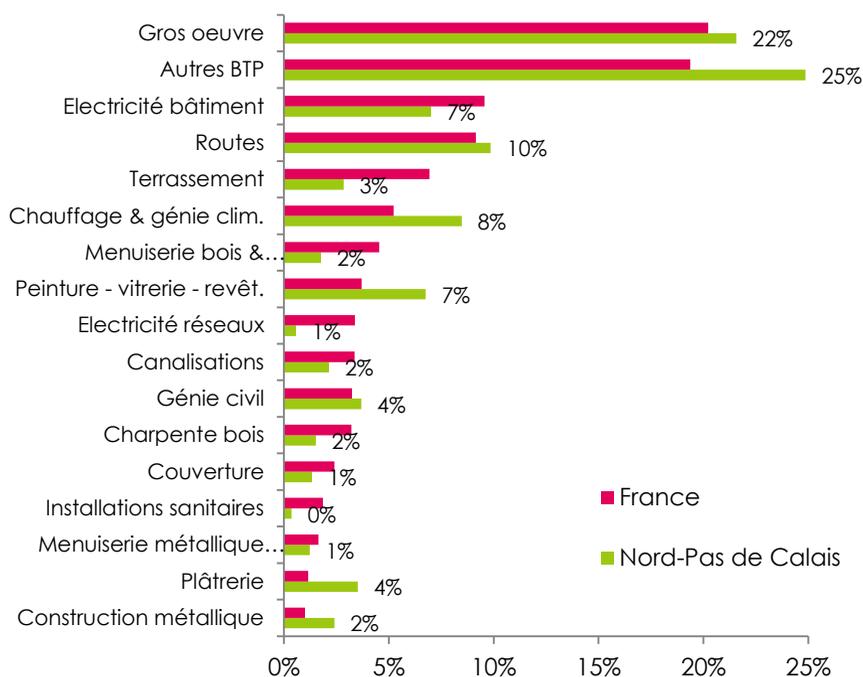
- 570 contrats de professionnalisation sont recensés en 2011, soit une augmentation de 24,5% par rapport à 2010.
- 2009 est le 2^{ème} exercice consécutif de baisse, au demeurant plus affirmée au sein de la catégorie des contrats jeunes.
- Les contrats de professionnalisation sont majoritairement des contrats dédiés aux jeunes (355 sur les 420 recensés, 85%).
- 2 755 842€ ont été engagés pour les contrats de professionnalisation.
- 31,7% des Contrats Pro concernent le Gros-Œuvre. Le chauffage & génie climatique viennent en 3^{ème} position avec 54 contrats.

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

5. Les contrats de professionnalisation des entreprises de 10 salariés et plus

Répartition des engagements financiers par corps d'état en 2011

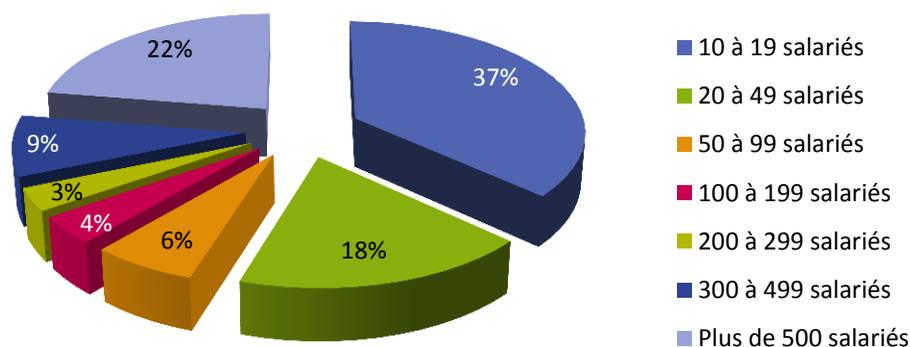
Source : GFC-BTP



- Plus de la moitié des engagements financiers concernent le gros œuvre et les autres métiers BTP, suivent les routes (10%).
- Les contrats de professionnalisation sont issus pour 55% des entreprises de 10 à 49 salariés et pour 22% des entreprises de plus de 500 salariés.

Répartition des contrats de professionnalisation sur la région par taille d'entreprise, en 2011

Source : GFC-BTPC

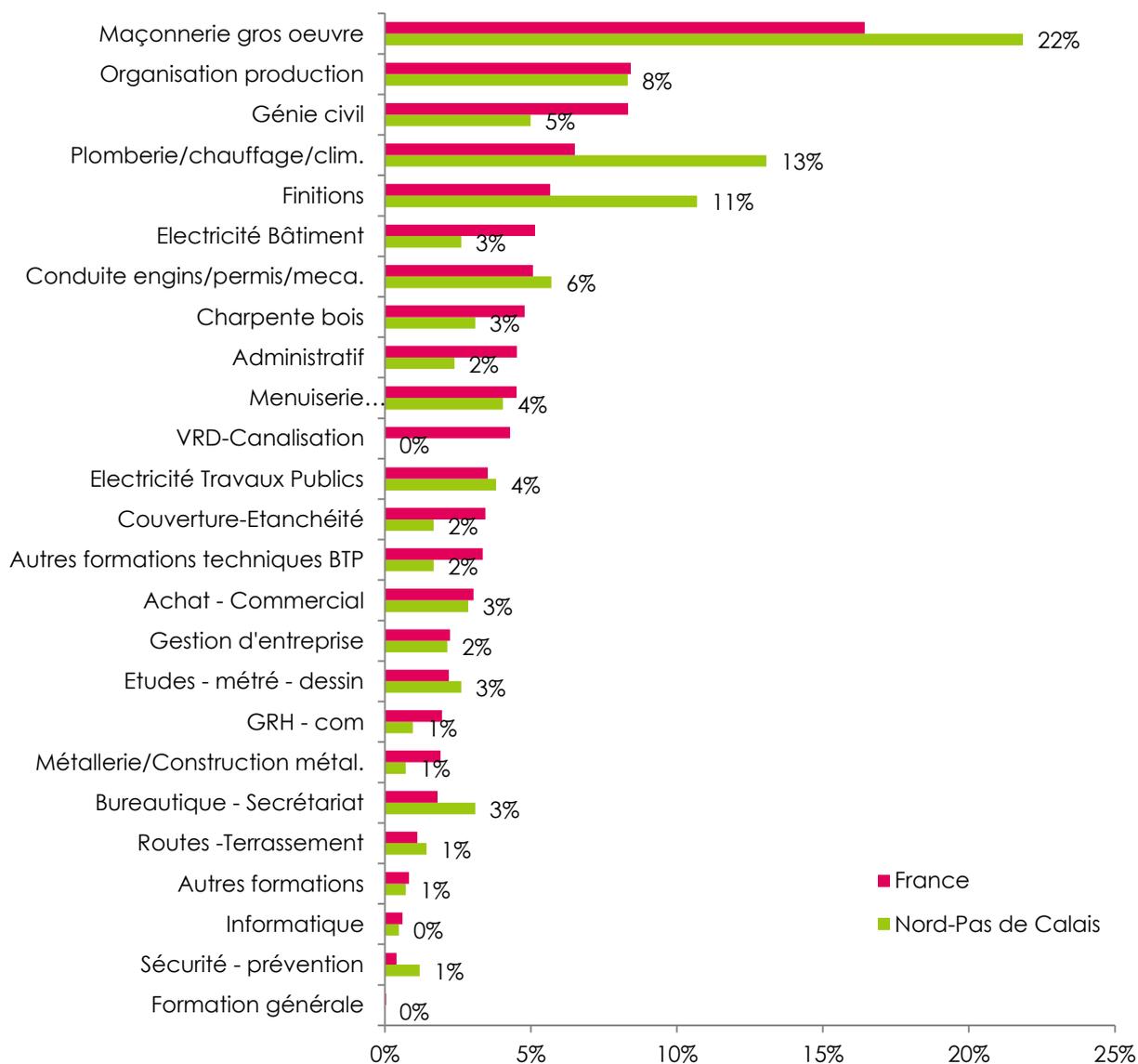


B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

5. Les contrats de professionnalisation des entreprises de 10 salariés et plus

Répartition des contrats de professionnalisation Jeunes (moins de 26 ans) par domaines de formation en 2011

Source : GFC-BTP



■ Quatre domaines de formations concentrent 54% des contrats de professionnalisation des entreprises de plus de 10 salariés de la région Nord Pas de Calais en 2011 :

- Maçonnerie, gros œuvre : 21,9%
- Finitions : 10,7%
- Plomberie – Chauffage – Climatisation : 13,1%
- Organisation production : 8,3%

B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

5. Bilan du dispositif FEEBAT

Le dispositif de formation FEEBAT (Formation aux économies d'énergie des entreprises et des artisans du Bâtiment) développe et systématise la prise en compte de la dimension énergétique dans l'ensemble des travaux de rénovation des bâtiments, en les appuyant sur des technologies performantes et des solutions innovantes.

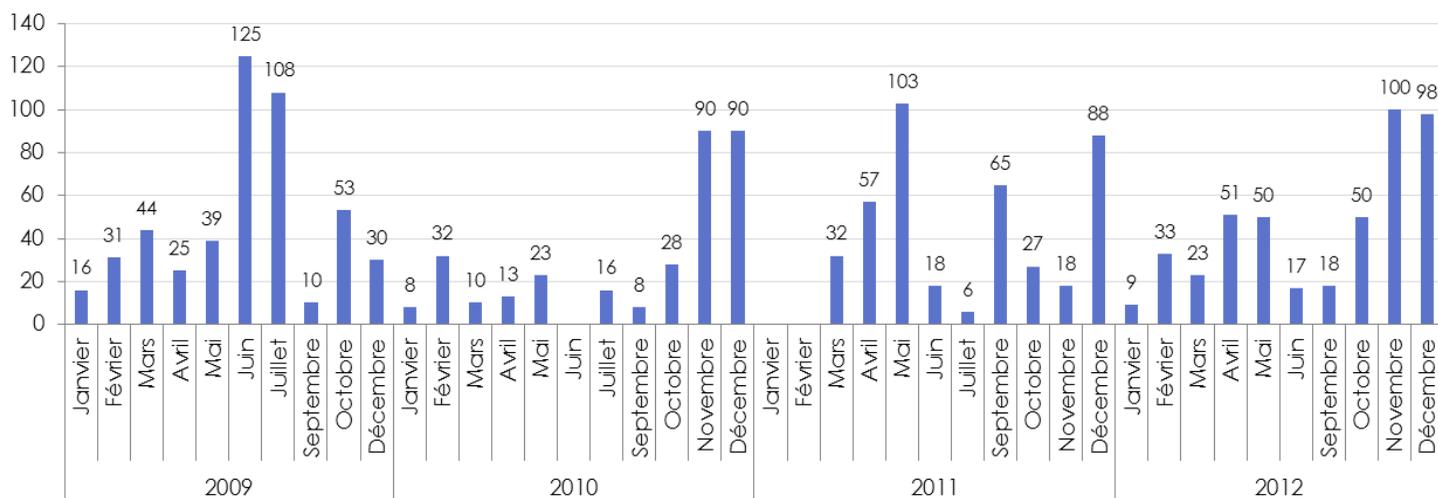
1 708 personnes formées dans le cadre du dispositif FEEBAT de janvier 2008 à décembre 2012 en région Nord-Pas de Calais

Source : Cellule FEEBAT	Nombre de personnes formées					Cumul janvier 2008-décembre 2012	Part région/ France sur cumul
	2008	2009	2010	2011	2012		
Nord-Pas de Calais	46	481	318	414	449	1 708	3,3%
France métropolitaine	7 790	15 059	11 086	9 314	8 569	51 818	

- A fin décembre 2012, le Nord-Pas de Calais pèse pour 3,3% dans l'effectif des plus de 51 000 formés FEEBAT en France.
- Sur les 449 personnes formées en 2012 dans le Nord-Pas de Calais, 318 (71%) ont suivi la formation dans le Nord.
- 43% des formations FEEBAT du Nord se sont déroulées à Marcq-en-Baroeul et 10% à Lille.
- Une phase de reprise de la demande semble s'amorcer fin 2012.

Evolution du nombre de personnes formées de début janvier 2009 à fin décembre 2012 dans le Nord-Pas de Calais

Source : Cellule FEEBAT



B. L'offre de Formation Continue Bâtiment

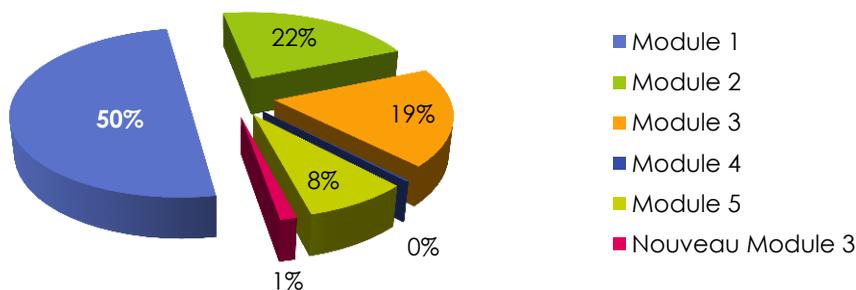
5. Bilan du dispositif FEEBAT

Le module 1 représente la moitié des départs en formation.

Source :	Répartition des formés par module					
	Module 1	Module 2	Module 3	Nouveau Module 3	Module 4	Module 5
Cellule FEEBAT						
Région	853	369	322	22	4	138
France	21 886	16 012	10 848	428	565	2 067

Répartition des personnes formées par module de 2008 à fin 2012 en région

Source : Cellule FEEBAT



Module 1 : Identifier les éléments clés d'une offre globale d'amélioration énergétique des Bâtiments existants.

- ✓ Connaître les technologies clés et les solutions d'amélioration énergétique performantes
- ✓ Maîtriser l'approche globale énergétique des bâtiments.
- ✓ Savoir vendre les économies d'énergie et les services associés.

Module 2 : Maîtriser les logiciels pour mettre en œuvre une offre globale d'amélioration énergétique des bâtiments existants.

- ✓ Comprendre le fonctionnement thermique d'un bâtiment.
- ✓ Maîtriser les logiciels d'évaluation de l'efficacité des travaux d'économie d'énergie.

Nouveau Module 3 : Connaître, maîtriser et mettre en œuvre les technologies performantes d'amélioration énergétique des bâtiments existants.

- ✓ Connaître les technologies et les produits, leurs avantages et leurs limites.
- ✓ Maîtriser la mise en œuvre des technologies et les interfaces avec les autres composantes du bâtiment.
- ✓ Entretien, maintenance et prise en main par le client.

Module 3 : Mise en œuvre des solutions d'amélioration énergétique des bâtiments anciens.

- ✓ Les spécificités du bâti ancien et analyse de l'existant.
- ✓ Les politiques publiques liées à la préservation du patrimoine et le contexte technique et réglementaire.
- ✓ Les solutions pour les ouvrages (planchers bas, murs, combles...).
- ✓ Les techniques, les matériaux et le bon usage des équipements.

Module 4 : Porter l'offre globale de rénovation énergétique.

- ✓ Exploiter les résultats de l'évaluation thermique.
- ✓ S'organiser pour commercialiser et réaliser les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments résidentiels.

Module 5 : Construire des bâtiments résidentiels basse consommation (RT2012 et perméabilité à l'air).

- ✓ Gérer les interfaces d'un chantier en résidentiel basse consommation.
- ✓ Mettre en œuvre des bâtiments résidentiels basse consommation.

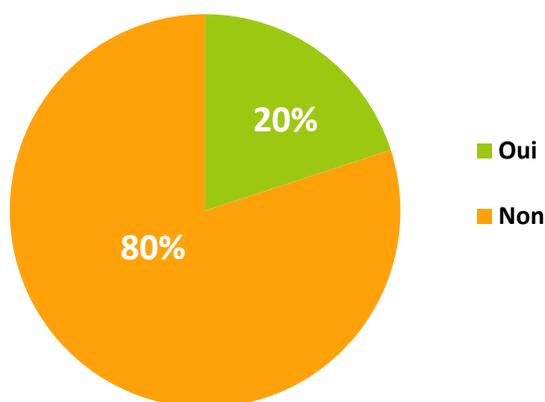
C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

1. Analyse des pratiques des entreprises en termes de formation continue

1. 1. Entreprises ayant formé ou étant prêtes à former leurs salariés pour monter en compétences sur les techniques, réglementations et sur les EnR

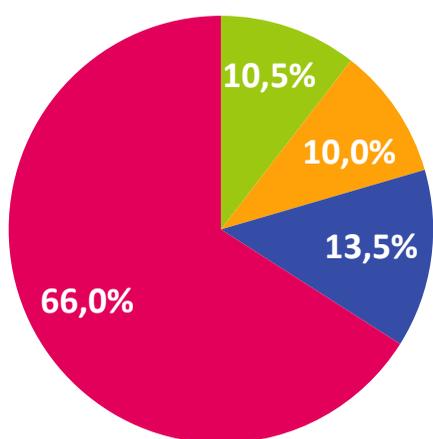
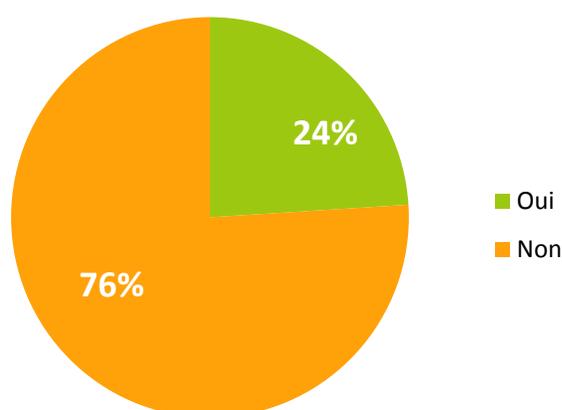
Au cours des deux dernières années, une ou plusieurs personnes de votre entreprise ont-elles suivi des formations en construction ou rénovation durable?

Source : Enquête CER



Des formations pour votre entreprise sont-elles prévues en 2013 en construction ou rénovation durable?

Source : Enquête CER



- Formation suivie et en projet
- Formation suivie sans projet
- Pas de formation suivie et projet
- Pas de formation suivie sans projet

- La thématique de la construction et/ou de la rénovation durable a été abordée lors des 2 dernières années au travers de la formation par 20% des entreprises interrogées.
- Plusieurs lectures de ce pourcentage peuvent être proposées. Cette part peut paraître relativement élevée au regard des statistiques du nombre de départs en formation continue.
- À l'inverse, elle peut paraître faible eu égard au taux d'entreprises déclarant maîtriser les compétences dans le cas d'une volonté de développer l'activité en lien avec les évolutions techniques réglementaires ou autres.
- Plus de 6 entreprises sur 10 n'ont ni suivi de formation ni envisagé de le faire en 2013. Seules 13,5% des entreprises n'ayant pas envoyé de personnel en formation au cours des 2 dernières années envisagent de le faire sur le présent exercice.

C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

1. Analyse des pratiques des entreprises en termes de formation continue

1. 2. Typologie des entreprises déjà formées ou qui ont le projet de se former

Par effectif / suivi

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Oui	15%	17%	30%	24%
Non	<u>85%</u>	<u>83%</u>	<u>70%</u>	<u>76%</u>

Par effectif / prévu

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Oui	17%	17%	30%	35%
Non	<u>83%</u>	<u>83%</u>	<u>70%</u>	<u>65%</u>

- Les formations ont principalement été suivies par des salariés des entreprises de 6 à 9 salariés. En 2013, ce sont principalement les mêmes entreprises qui enverront leurs employés en formation.
- Sur l'ensemble des entreprises, ce sont celles de gros œuvre qui ont fait bénéficier à leur salarié d'une formation. Le plan de formation 2013 concerne aussi les entreprises d'équipement techniques et de bois.

Par APE / suivi

	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition/ métal
Oui	32%	22%	20%	8%
Non	<u>68%</u>	<u>78%</u>	<u>80%</u>	<u>92%</u>

Par APE / suivi

	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition/ métal
Oui	30%	25%	27%	17%
Non	<u>70%</u>	<u>75%</u>	<u>73%</u>	<u>83%</u>

C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

1. Analyse des pratiques des entreprises en termes de formation continue

1. 3. Formations choisies par les entreprises

	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition/métal
Normes et réglementation (RT 2012, BBC, accessibilité...)	4%	5%	2%	1%
Technologies (isolation extérieur, étanchéité à l'air,...)	2%	4%	1%	0%
Energies renouvelables (éolien, géothermie, solaire...)	2%	3%	0%	0%
Matériaux 'éco-matériaux à base de lin, bois, chanvre,...)	1%	1%	1%	1%
Mesures financières d'aide aux travaux (prêt à taux zéro, éco-PTZ, crédit d'impôt...)	1%	1%	0%	1%
FEEBAT	3%	1%	0%	1%
Autres type de formation	1%	1%	1%	0%

- Les entreprises d'équipements techniques et de gros œuvre sont les plus largement représentées dans le bilan des actions de formation réalisées au cours des 2 dernières années.

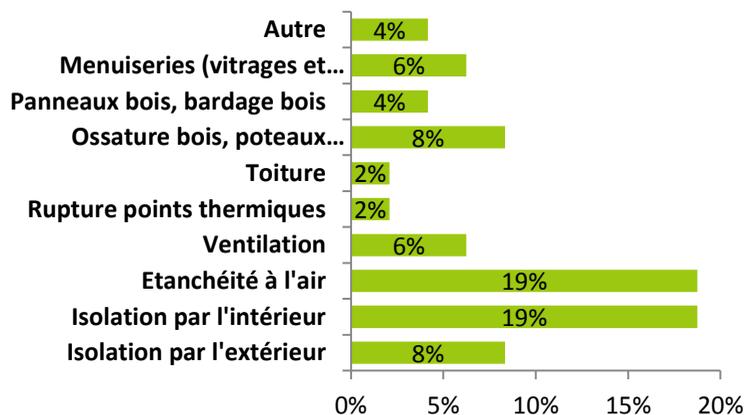
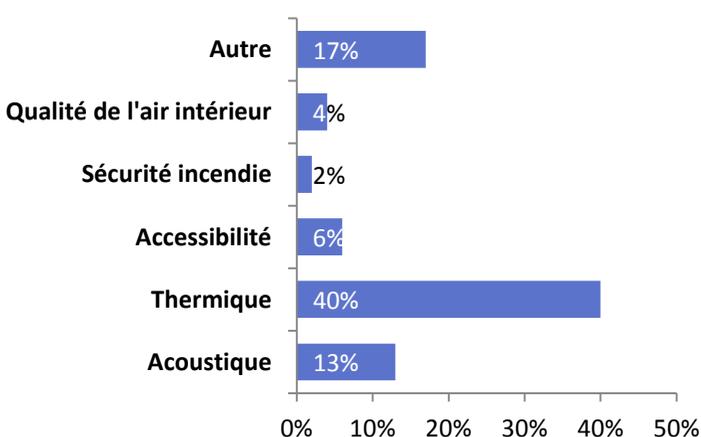
1. 4. Formations prévues par les entreprises

Part des entreprises enquêtées prévoyant des formations sur les normes et les réglementations

Source : Enquête CER

Part des entreprises enquêtées prévoyant des formations sur les normes et les technologies

Source : Enquête CER



- La thermique prédomine largement au sein des thèmes de formation touchant au volet réglementaire. Cette préoccupation est 6,6 fois plus importante que celle touchant à l'accessibilité.
- Concernant les formations portant sur la technologie, les besoins sont plus diffus. L'étanchéité à l'air et l'isolation par l'intérieur se détachent toutefois plus nettement des autres.

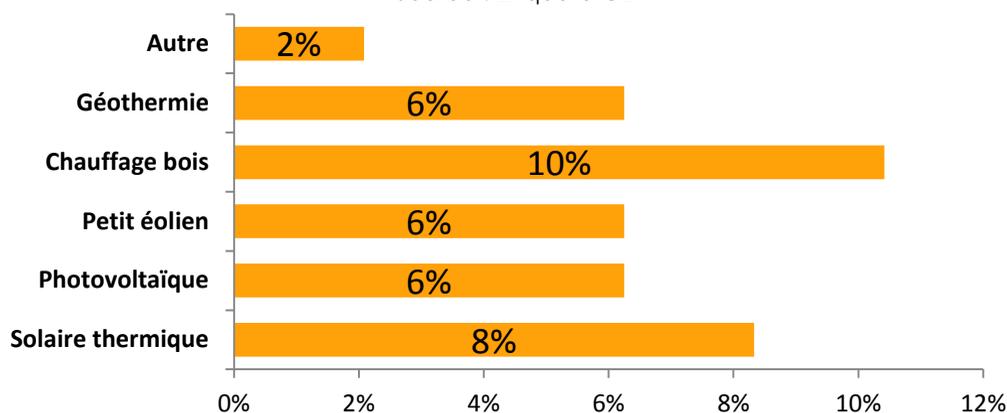
C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

1. Analyse des pratiques des entreprises en termes de formation continue

1. 4. Formations prévues par les entreprises (suite)

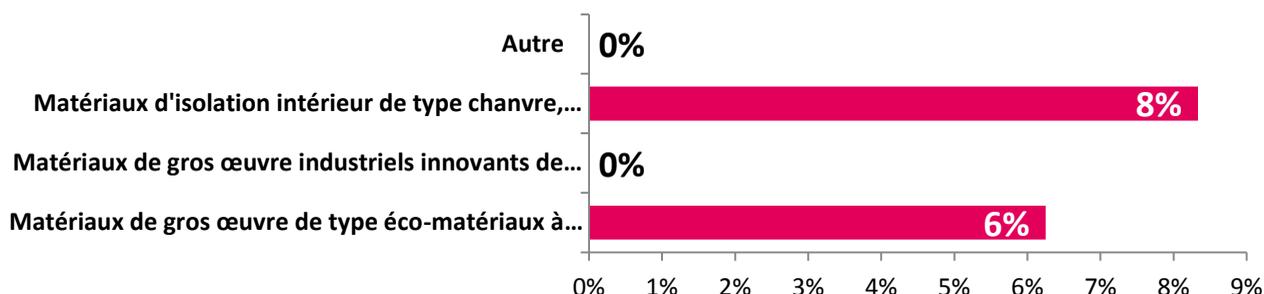
Part des entreprises enquêtées prévoyant des formations sur les énergies renouvelables

Source : Enquête CER



Part des entreprises enquêtées prévoyant des formations sur les matériaux

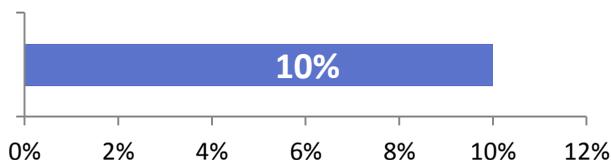
Source : Enquête CER



Part des entreprises enquêtées prévoyant des formations sur les mesures financières d'aide aux travaux

Source : Enquête CER

Mesures financières d'aide aux travaux (prêt taux zéro, crédit d'impôt, Eco-PTZ, audit, Certificats d'économies, d'énergie...)



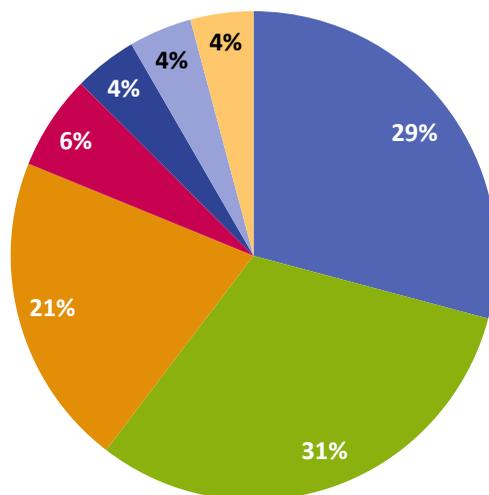
- Les formations prévues sur les énergies renouvelables sont centrées sur le chauffage bois et le solaire thermique.
- Sur les matériaux, les besoins en formation exprimés concernent l'utilisation des matériaux d'isolation intérieur et de gros œuvre de type éco-matériaux.

C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

1. Analyse des pratiques des entreprises en termes de formation continue

1. 5. Les principaux mode de formation

Modes de formation
Source : Enquête CER



- Par la chambre des métiers (ou autre organisme consulaire)
- Par un syndicat professionnel
- Par un centre de formation (AFPA, GRETA, CREFAB, CEREF,...)
- Par un fabricant sur un chantier
- Par une structure privée indépendante
- Ne sait pas encore
- Autre

- Près d'un tiers des entreprises passent par un syndicat professionnel pour suivre des stages.
- 50% des entreprises font appel à la chambre des métiers ou à un centre de formation.

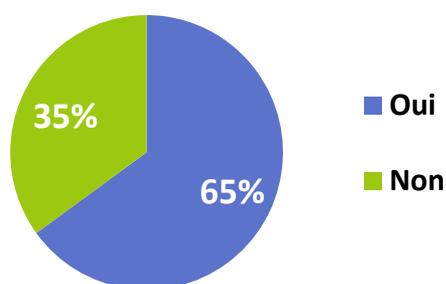
C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

2. Freins et leviers de la formation continue

2. 1. Difficultés à former

De manière générale, est-ce difficile pour vous ou le personnel de l'entreprise de suivre des formations

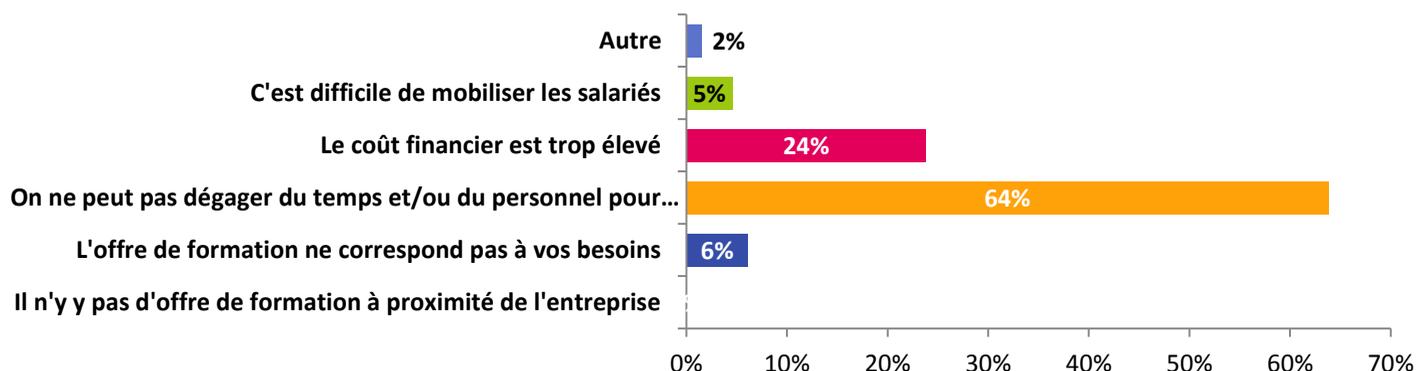
Source : Enquête CER



- L'appréciation sur les difficultés à former apparaît clairement. On compte plus de 60% d'entreprises qui font part de difficultés.
- L'impossibilité à dégager du temps ou du personnel constitue le frein principal à la formation pour un quart des entreprises éprouvant des difficultés à former.
- Deuxième motif de difficulté, le coût financier trop élevé est cité par 24% des entreprises.
- Mentionnée par 6% des répondants, la divergence entre l'offre et les besoins de formation.

Quelle est la raison principale? (Parmi les entreprises éprouvant des difficultés)

Source : Enquête CER



Difficulté de formation par activité

	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition/ métal
Oui	<u>59%</u>	<u>73%</u>	<u>63%</u>	<u>62%</u>
Non	41%	27%	37%	38%

Difficulté de formation par effectif

	1 à 2 salarié(s)	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Oui	<u>72%</u>	<u>71%</u>	<u>72%</u>	48%
Non	28%	29%	28%	<u>52%</u>

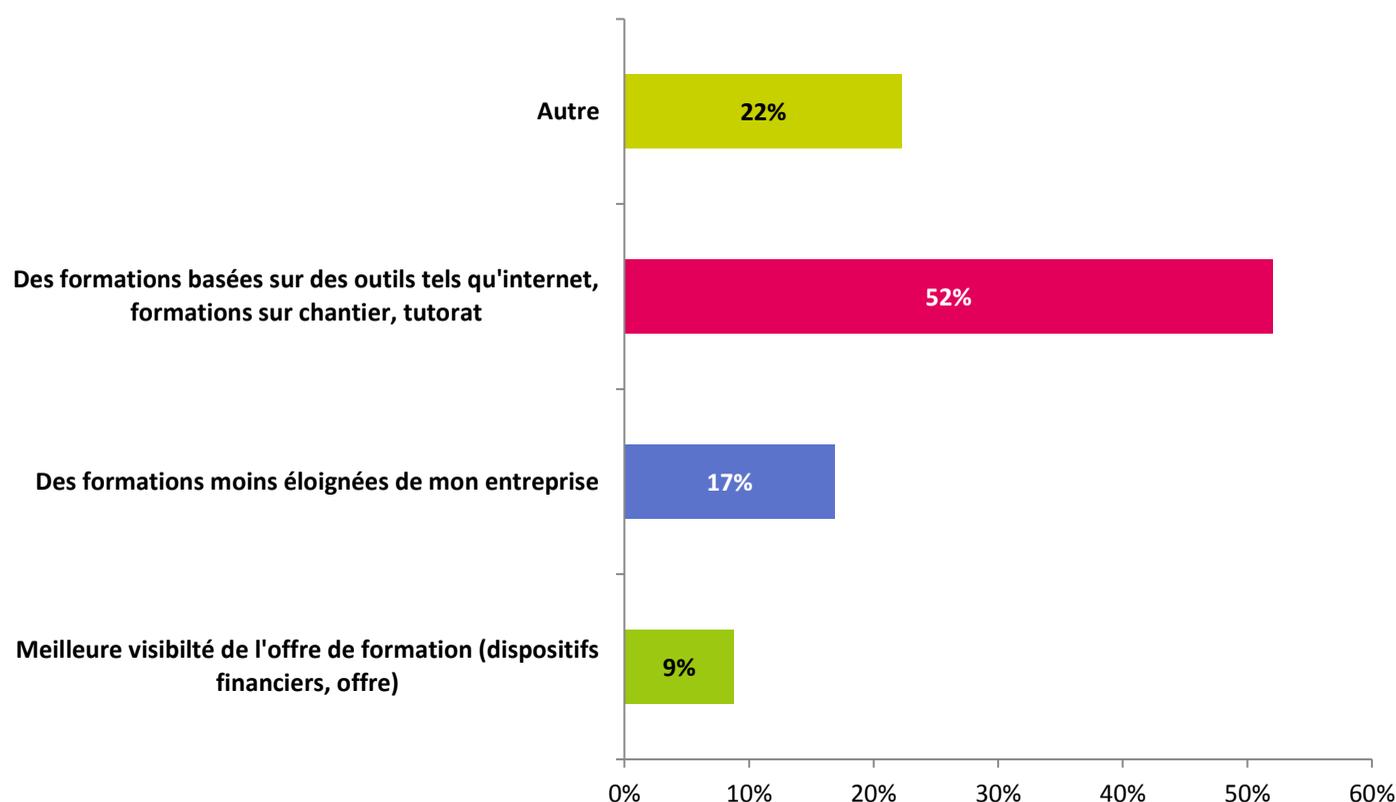
C. Les pratiques actuelles et les besoins de formation continue des entreprises de bâtiment avec salarié(s) du territoire

2. Freins et leviers de la formation continue

2. 2. Les leviers pour développer la formation continue

Les actions à développer par les acteurs de l'emploi-formation pour aider les entreprises à former leur personnel

Source : Enquête CER



- En recueillant l'appréciation favorable de 52%, les formations basées sur des outils tels qu'internet arrivent en tête des actions à améliorer par les acteurs de la relation emploi formation.
- L'éloignement des lieux de formation constitue un axe évoqué par 17% des entreprises.
- Parmi les autres améliorations, des formations plus courtes et moins coûteuses sont souvent citées par les entreprises enquêtées.

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Influences



Formation initiale	MDE	Dépt.	Région
Nombre de jeunes en 2011-2012	2 749	7 228	12 280
<i>Dont apprentissage</i>	793	1 818	3 040
Niveau V	38%	45%	46%
Niveau IV	39%	45%	45%
Niveau III	23%	10%	9%

Formation continue	MDE	Dépt.	Région
Nb d'apprenants en formation continue en 2012 (entreprises <10 salariés)	ND.	ND.	2 341
Nb d'apprenants en formation continue en 2012 (entreprises >10 salariés)	ND.	ND.	9 017
Nb de formés FEEBAT 2012	ND.	318	449

Pratiques des entreprises avec salarié(s) sur la formation en performance énergétique et qualité environnementale	MDE
Entreprises avec salarié(s)	
Part des entreprises qui ont suivi et/ou qui vont suivre une formation	34%
Part des entreprises qui ont fait ou vont faire les démarches pour être labellisées	34%
Part des entreprises qui ont connaissance de la mise en œuvre de l'éco-conditionnalité des aides de l'Etat	42%

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Formation initiale

Une offre de formation initiale s'appuyant sur l'apprentissage avec un taux d'apprentis supérieur à celui de la région (29% d'apprentis contre 25% en Nord-Pas de Calais).

Une offre de formation diversifiée, avec une répartition équitable des niveaux de diplôme (39% de niveau IV, 38% de niveau V et 23% de niveau III).

Formation continue

Des acteurs reconnus : GRETA et AFPA présents sur le territoire.

Une formation continue concernant surtout les entreprises gros œuvre (30% en région contre 22% en France).

Un dispositif FEEBAT insuffisamment mobilisé sur le territoire et dans le Nord-Pas de Calais jusqu'au 31 décembre 2012 (3,3% des formés France entière pour une population représentant 6% du total national). Avec l'annonce de l'éco-conditionnalité, les formations FEEBAT attirent et font des sessions pleines depuis juillet 2013.

En formation continue, des obstacles clairement identifiés pour accentuer l'effort : le temps et le coût.

Mesuré au travers de l'enquête, un recours à la formation continue envisagé par 24% des entreprises en 2013. Des besoins variés dans leur contenu mais limités dans leur intensité.

Une formation peu en phase avec l'évolution des marchés et les nouvelles normes énergétiques : 20% des entreprises avec salarié(s) se sont formées à la construction ou à la rénovation durable et 22% envisagent une formation sur ce volet en 2013.

V. Conclusion: La relation Marché / Emploi / Formation Prévision à l'horizon 2017 sur le territoire



A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

1. Scénario prospectif sur le territoire

Les prévisions à l'horizon 2017 reposent sur plusieurs hypothèses :

Sortie de crise

- L'évolution globale de l'activité du secteur Bâtiment sur le territoire intégrant notamment plusieurs hypothèses sur la sortie de crise

Potentiel de rénovation énergétique

- L'estimation du potentiel de travaux de rénovation énergétique sur le territoire : estimation qui tient compte notamment de la typologie du parc et de bouquets de travaux « type »

Part et progression de la performance énergétique et qualité environnementale

- Des hypothèses sur la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

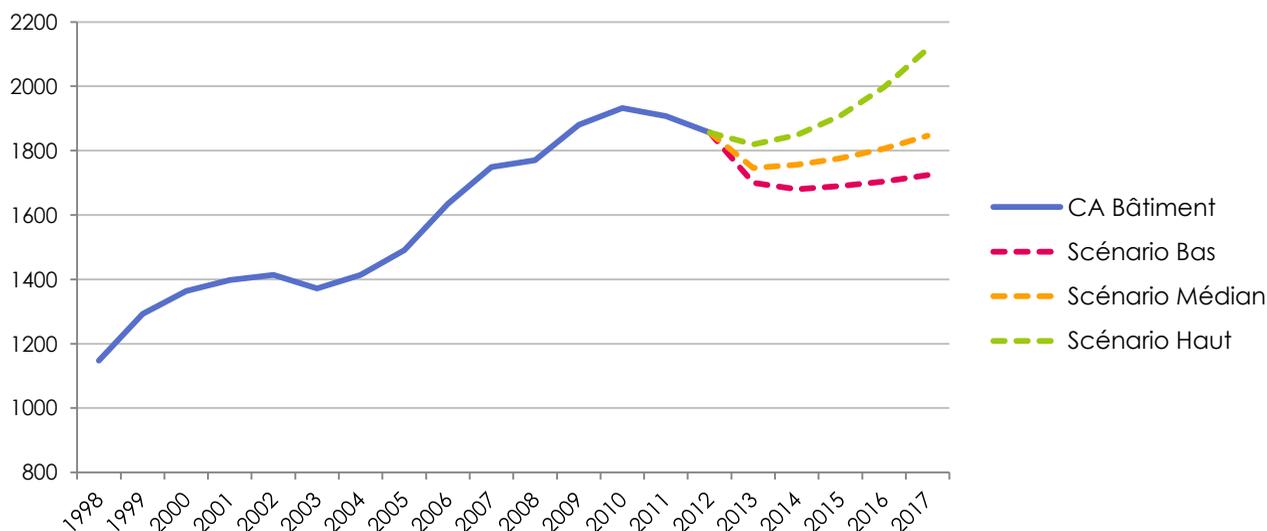
1. Scénario prospectif sur le territoire

Variables influençant l'activité Bâtiment et leur évolution probable au niveau du territoire

Variables clés	Evolution Probable	Impact sur l'activité du Bâtiment
Population	↗	Favorable
Besoins en logement	↗	Favorable
Besoins en locaux	↗	Favorable
Vieillessement du parc de logements	↗	Favorable
Taux d'intérêt immobiliers	↗	Défavorable
Précarité sociale et énergétique des ménages	↗	Défavorable
Conscience environnementale	↗	Favorable
Réglementation Thermique	↗	Favorable
Aides aux particuliers (éco-PTZ...)	↗	Favorable
Dynamique Appareil de production Bâtiment	↘	Défavorable
Coût de la construction lié aux normes	↗	Défavorable
Montée en puissance du DUFLOT	↗	Favorable

Evolution du chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire des MDE

Unité : Millions d'euros – Source : Estimation CER



A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

2. Zoom sur le potentiel de travaux de rénovation énergétique au niveau régional et sur le territoire des MDE

Cadrement national : le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (PREH)

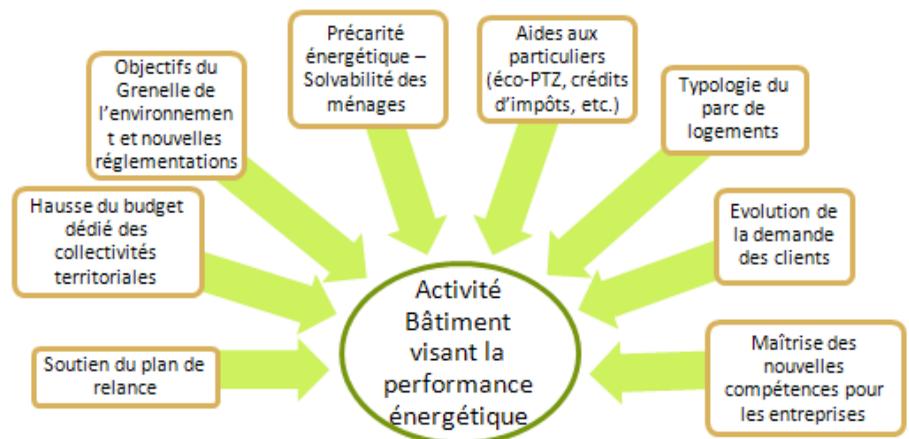
Annoncé en mars 2013, le plan d'investissement pour le logement comprend plusieurs mesures pour rénover massivement les logements. Le PREH ainsi défini comprend 3 volets :

- Enclencher la décision de lancer des travaux notamment par la création d'un « guichet unique ». Cet outil doit simplifier les démarches des particuliers et permettre aux ménages de bénéficier des aides auxquelles ils peuvent prétendre.
- Financer les travaux en optimisant les dispositifs existants (crédit d'impôt, éco PTZ) dans le cas de rénovations lourdes, en renforçant les moyens de l'ANAH pour lutter contre la précarité énergétique, en octroyant une prime exceptionnelle de 1 350 € en plus des autres aides, en mettant en place un dispositif de tiers-financement destiné à suppléer les subventions publiques à compter de 2015 pour atteindre en vitesse de croisière 380 000 rénovations lourdes chaque année dans le parc privé.
- Développer la filière en préservant ou créant 75 000 emplois et en créant un groupe de travail chargé d'examiner les questions fiscales et comptables, de normes, de formation, de concurrence et de lutte contre le travail illégal.

Objectifs du PREH

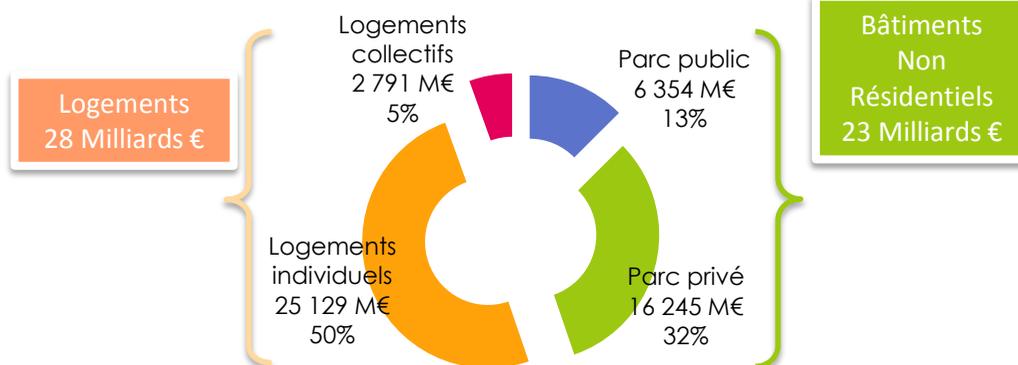
Dés 2014 : 270 000 logements rénovés dont 180 000 privés (ménages précaires et non précaires) et 90 000 logements sociaux.

En 2017 : 500 000 logements rénovés dont 380 000 dans le parc privé (dont 50 000 précaires) et 120 000 dans le parc social.



Montant de potentiel de travaux de rénovation énergétique de la région Nord-Pas de Calais en millions d'euros

Source : Estimation CER



**Montant potentiel total
51 Milliards €**

Le montant des travaux de rénovation énergétique du parc de la région Nord-Pas de Calais est estimé à 51 milliards d'euros.

- Le marché concernera d'abord le logement (55% soit 27,9 milliards d'euros).
- 50% des dépenses potentielles de travaux devraient concerner des maisons (90% des dépenses dans les logements).
- 72% du montant potentiel de travaux sur les BNR* devraient concerner le parc privé.

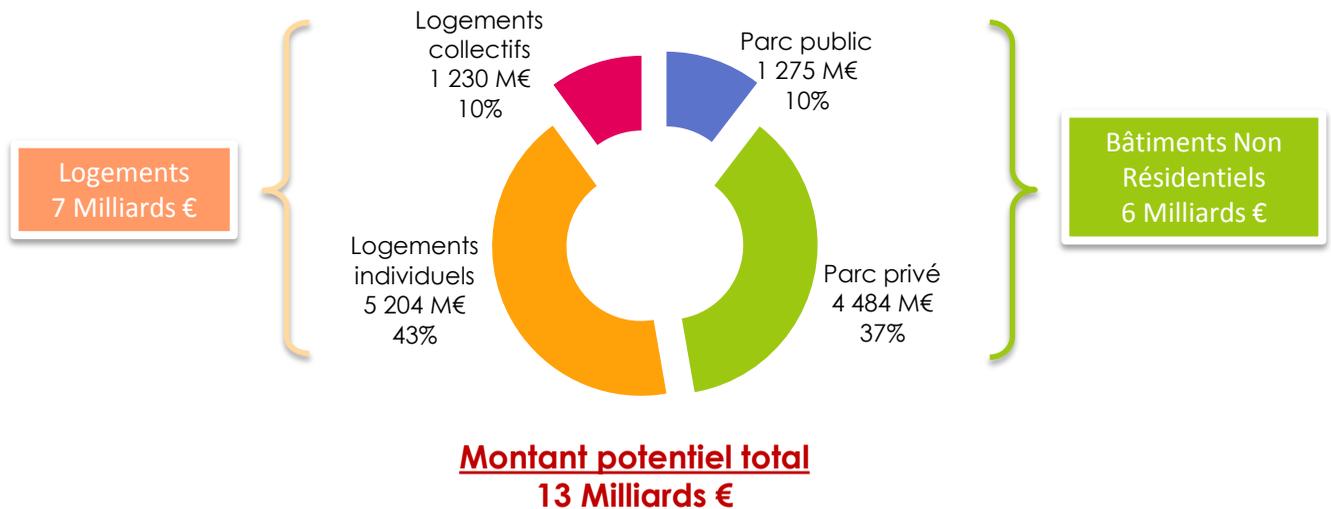
BNR : Bâtiments Non Résidentiels

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

2. Zoom sur le potentiel de travaux de rénovation énergétique au niveau régional et sur le territoire des MDE

Montant de potentiel de travaux de rénovation énergétique des MDE Lille métropole en millions d'euros

Source : Estimation CER



Le montant des travaux de rénovation énergétique du parc du territoire des MDE est estimé à 12,2 milliards d'euros soit 24,2% du potentiel de travaux de la région.

- Ce marché concernera à 53% les logements et à 47% les bâtiments non résidentiels tertiaires.
- Les dépenses potentielles de travaux pour les maisons représentent 81% du montant potentiel de l'ensemble des logements.
- La part concernant le parc privé dans les travaux de BNR est de 78%.

Menaces

- **Temps de retour sur investissement brut de plus de 10 ans :** Les temps de retour sur investissement (sans les aides éventuelles de l'Etat ou locales) en zone climatique H1 (zone du territoire des MDE) sont importants.
- **Précarité des ménages non imposables.**

Opportunités

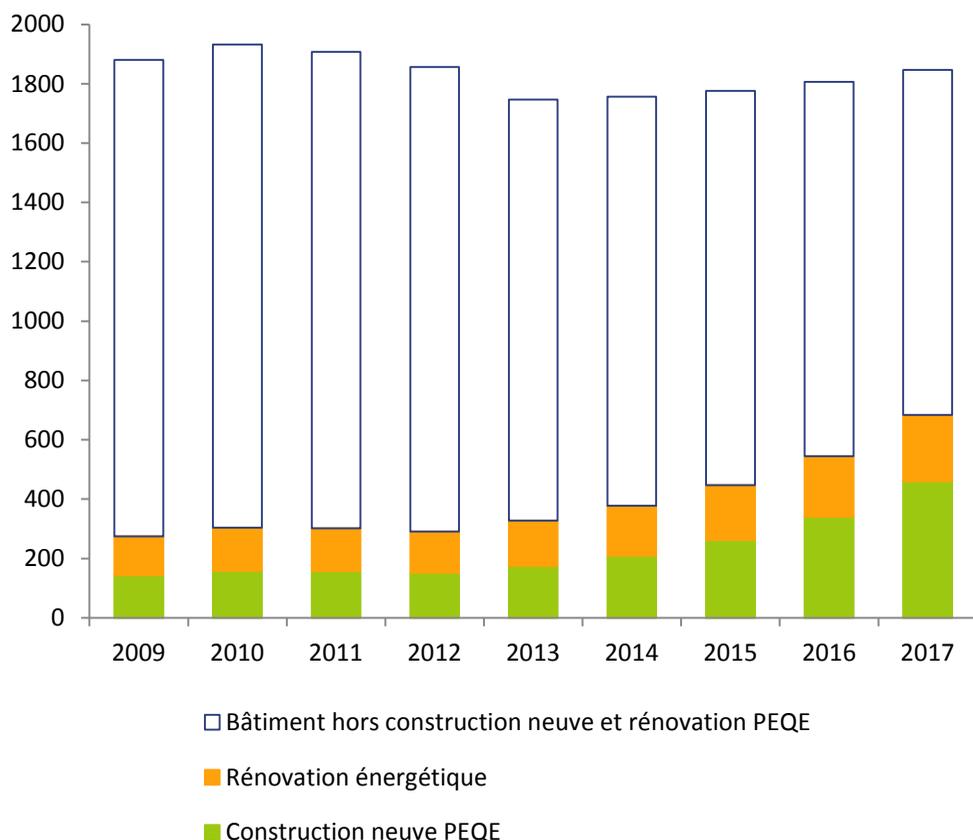
- **Parc de logements du territoire des MDE ancien et plus collectif que la moyenne régionale.** Les résidences principales habitées par leur propriétaires sont plus anciennes et individuelles que le reste du parc, ce qui favorise la mise en place du chantier de rénovation.
- Enjeu de rénovation soutenu et encadré par la **nouvelle réglementation du Grenelle de l'environnement**
- **Conscience environnementale importante**

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

3. Une part croissante de la performance énergétique et de la qualité environnementale

Evolution et prévisions à court terme de la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale au sein du secteur du Bâtiment sur le territoire des MDE

Source : Estimation CER



Avertissement

Ces prévisions se basent sur un scénario quasi-idéal en termes de montée en compétence dans l'emploi sur la période 2012-2017 sur le territoire.

En effet, cette hausse d'activité des marchés à performance énergétique et qualité environnementale doit s'accompagner d'une hausse en quantité et en qualification de l'emploi sur ces marchés.

Elle suppose également que l'appareil de production du territoire est capable de répondre à cette hausse.

Prévisions à l'horizon 2017 : hausse constante de l'activité performance énergétique et qualité environnementale sur la période 2012-2017

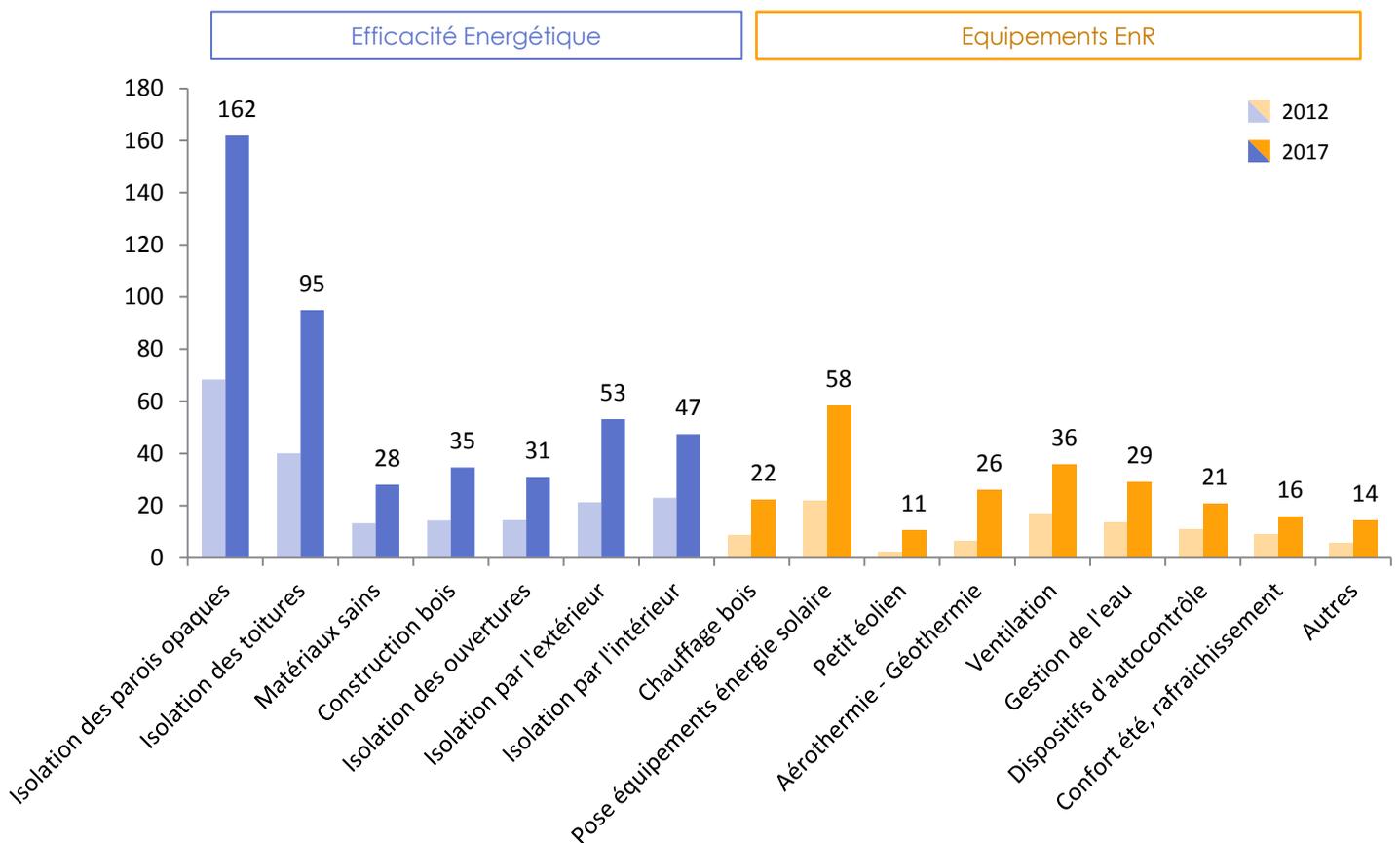
- Dans la construction neuve, la RT 2012 prévoit que tous les nouveaux logements soient «basse consommation» depuis le 1er janvier 2013. Cela devrait entraîner une forte augmentation du chiffre d'affaires construction neuve à performance énergétique et qualité environnementale entre 2012 et 2017.
- Dans l'entretien-rénovation, le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat (PREH) fixe comme objectif de rénover 500 000 logements à l'horizon 2017 au niveau national. Toutefois, l'expérience montre que ces objectifs ambitieux ne se vérifient pas forcément sur le terrain. Au niveau du territoire des MDE, l'augmentation prévue du chiffre d'affaires rénovation énergétique est de l'ordre de 55% entre 2012 et 2017 soit un rythme près de 5 fois inférieur à celui envisagé sur le créneau de la construction neuve.
- En 2017, le chiffre d'affaires consacré à ces activités représentera près de 37% du chiffre d'affaires Bâtiment, soit 684 M€.

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

3. Une part croissante de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire

Evolution du chiffre d'affaires performance énergétique et qualité environnementale dans les différents marchés en 2012 et en 2017 sur le territoire

Source : Estimation CER

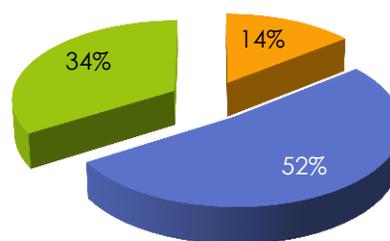


Prévisions à l'horizon 2017 :

- La plupart des marchés en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale devrait connaître un essor entre 2012 et 2017.
- Les entreprises aspirent d'ici à 2017 à se développer autour d'activités dominantes comme l'isolation mais aussi la pose d'équipements à énergie solaire et la géothermie.
- Les travaux d'enveloppe restent dominants.

Chiffre d'affaires attendus des différents marchés performance énergétique et qualité environnementale sur le territoire des MDE

Source : Estimation CER



- Aménagement intérieur
- Enveloppe
- Equipement technique

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

3. Une part croissante de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire

Chiffre d'affaires prévisionnel 2017 des différents marchés performance énergétique et qualité environnementale sur le territoire des MDE

Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER

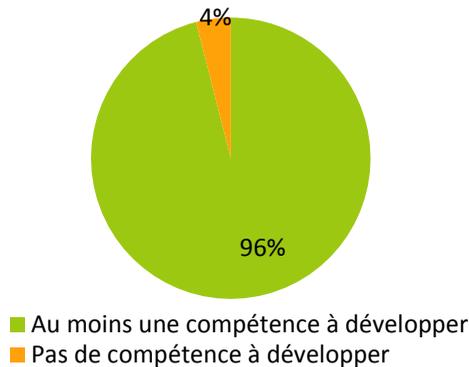
	CA PEQE 2017	CA PEQE 2012	Evol. 2012/2017
Enveloppe (Gros œuvre / Clos couvert)			
1 Etanchéité à l'air	62	24	++
2 Rupture ponts thermiques	60	27	++
3 Isolation par l'extérieur	53	21	++
4 Panneaux bois, bardage bois	41	17	++
5 Ossature bois, poteaux poutres	35	14	++
6 Techniques de pose d' huisseries	31	14	++
7 Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type brique mono mur, béton cellulaire...	27	13	+
8 Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type terre, paille, pisé, torchis...	17	6	+++
9 Enduits de type chaux, chanvre, terre	16	6	++
10 Toiture végétalisée	10	5	+
Total Enveloppe	352	147	++
Equipement technique			
1 Ventilation	36	17	++
2 Panneaux photovoltaïques	32	10	+++
3 Solaire thermique	27	11	++
4 Géothermie	26	7	+++
5 Chauffage bois	22	9	++
6 Mise en place de dispositifs d'autocontrôle	21	11	+
7 Récupérateurs d'eaux pluviales	17	7	++
8 Confort été, rafraichissement	16	9	+
9 Autres	15	6	++
10 Techniques et équipements d'économies d'eau	12	7	+
11 Petit éolien	11	3	+++
Total Equipement technique	235	97	++
Aménagement intérieur (second œuvre / Finitions)			
1 Isolation par l'intérieur	47	23	+
2 Peintures, colles, solvants à la chaux, caséines, huile de lin...	28	13	++
3 Mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose...	22	11	+
Total Aménagement intérieur	97	47	+
TOTAL	291	684	++

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

3. Une part croissante de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire

Volonté de développement des marchés des entreprises de Bâtiment du territoire des MDE

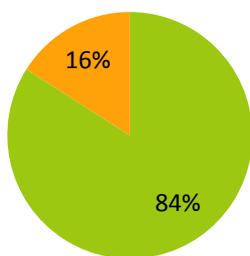
Source : Estimation CER



- Les entreprises souhaitent à 96% s'appuyer sur de la formation pour développer des marchés.
- Le choix des formations envisagé est large. Aucune des thématiques proposées ne recueille moins de 70% des réponses des chefs d'entreprises interrogés.
- Les entreprises de gros œuvre expriment davantage de besoins.

Part des entreprises souhaitant développer leur activité sur des compétences techniques

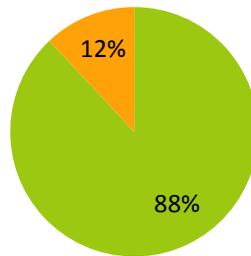
Source : Estimation CER



- Au moins une compétence technique
- Pas de compétence technique

Part des entreprises souhaitant développer leur activité sur des compétences réglementaires

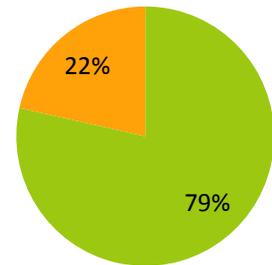
Source : Estimation CER



- Au moins une compétence réglementaire
- Pas de compétence réglementaire

Part des entreprises souhaitant développer leur activité sur des compétences transversales

Source : Estimation CER



- Au moins une autre compétence
- Pas d'autre compétence

Les compétences à développer par activité regroupée

	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition / métal
Au moins une compétence à développer	98%	97%	90%	96%
Au moins une compétence technique	89%	87%	87%	73%
Au moins une compétence réglementaire	84%	91%	87%	88%
Au moins une autre compétence	89%	73%	80%	77%

Les compétences à développer par tranche d'effectif

	1 à 2 salariés	3 à 5 salariés	6 à 9 salariés	10 salariés et plus
Au moins une compétence à développer	94%	97%	97%	96%
Au moins une compétence technique	83%	88%	78%	84%
Au moins une compétence réglementaire	88%	86%	92%	88%
Au moins une autre compétence	77%	75%	70%	90%

A. Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

3. Une part croissante de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire

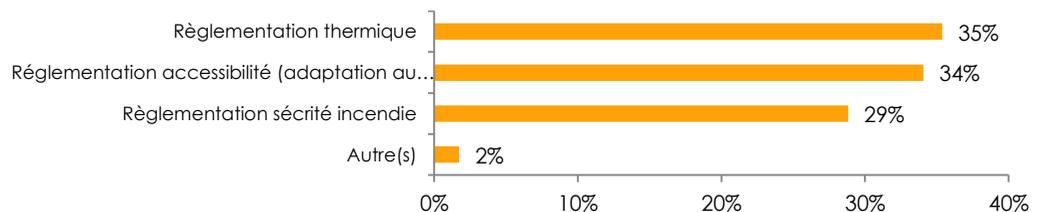
Part des entreprises souhaitant développer leur activité sur des compétences techniques en performance énergétique et en qualité environnementale

Source : Estimation CER



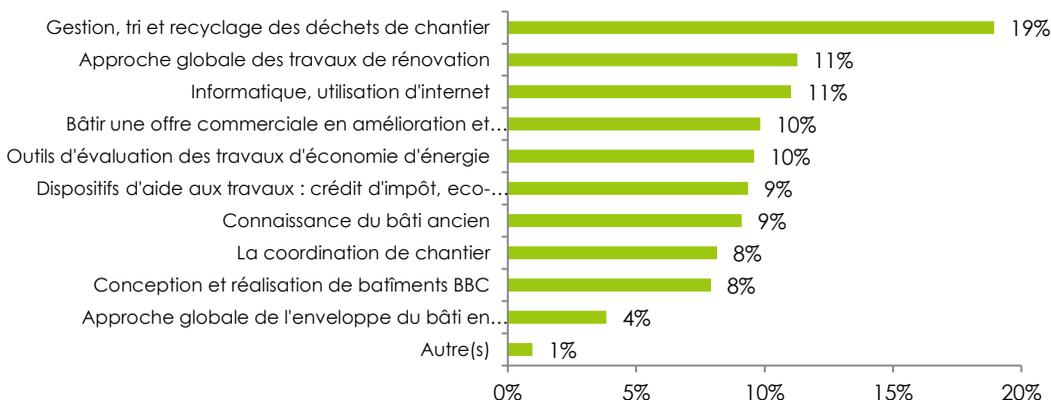
Part des entreprises souhaitant développer leur activité sur des compétences réglementaires en performance énergétique et en qualité environnementale

Source : Estimation CER



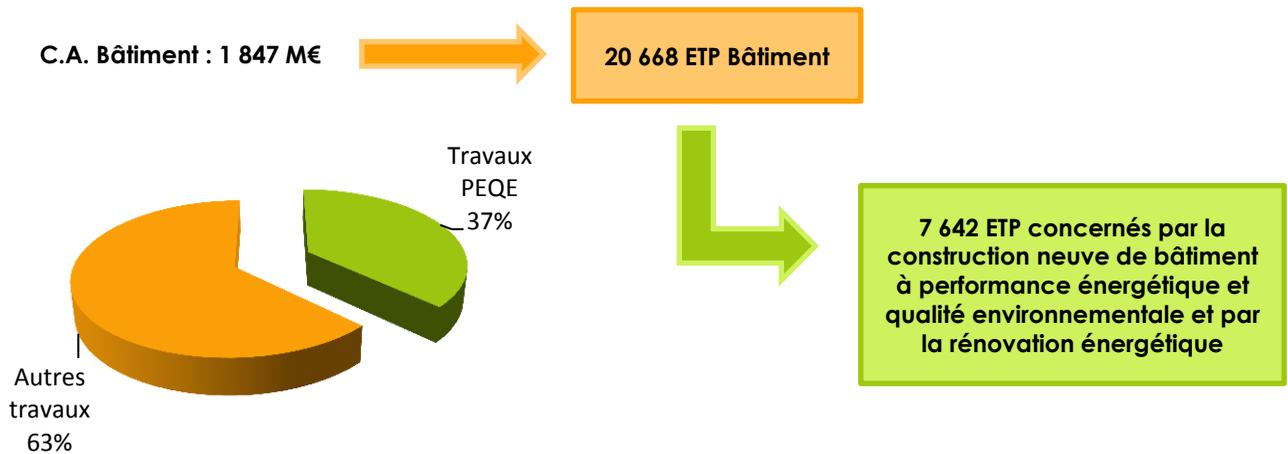
Part des entreprises souhaitant développer leur activité sur des compétences transversales en performance énergétique et en qualité environnementale

Source : Estimation CER

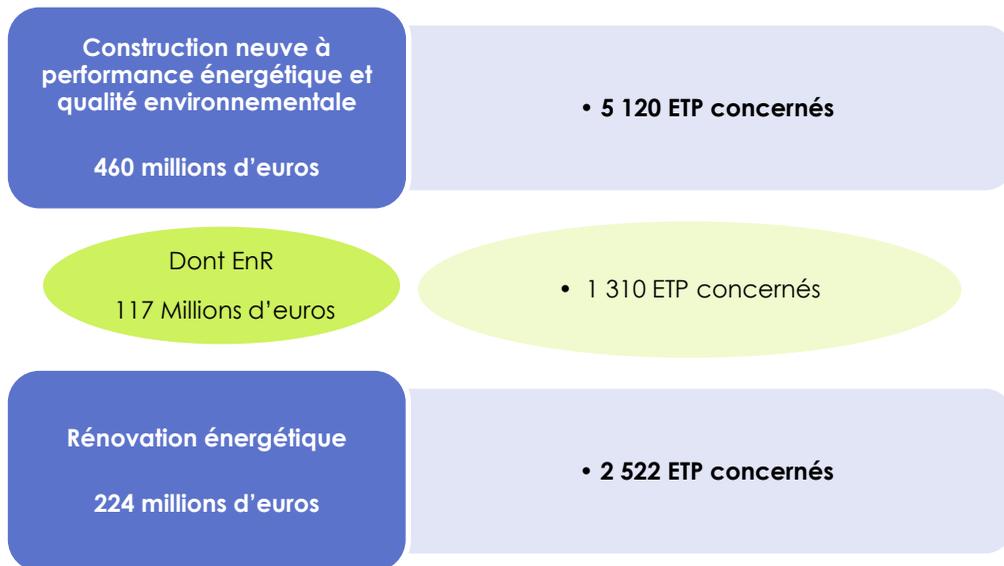


B. L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2017

**Nombre d'ETP sur le marché de la performance énergétique et de la qualité
environnementale dans le bâtiment en 2017 sur le territoire des MDE**
Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER



**Chiffre d'affaires et nombre d'ETP sur les marchés de la performance énergétique et de la
qualité environnementale dans le Bâtiment en 2017 sur le territoire des MDE**
Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER

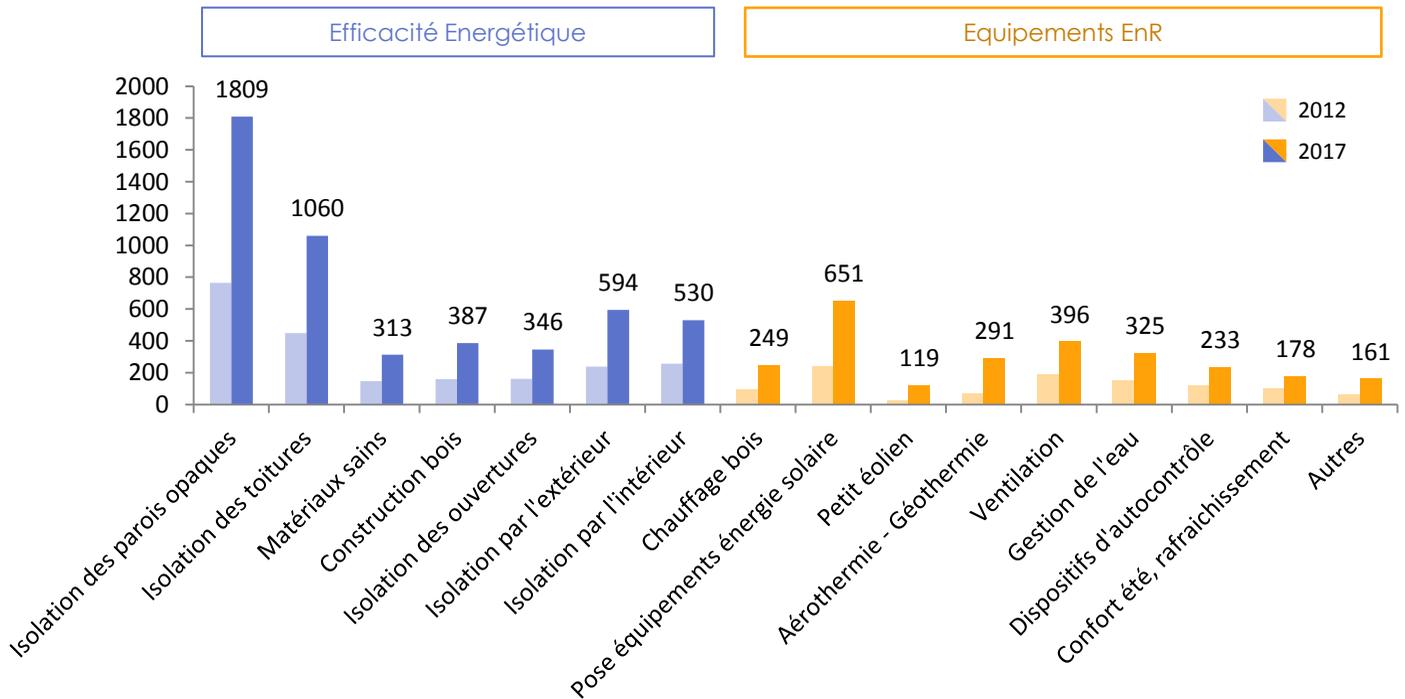


Ces chiffres ne représentent pas des créations d'emploi mais le nombre d'actifs équivalent temps plein concernés par les travaux à performance énergétique et qualité environnementale dans le bâtiment en 2017. L'évolution 2012/2017 correspond à la hausse des ETP qui seront concernés pour répondre au développement des filières à performance énergétique et qualité environnementale.

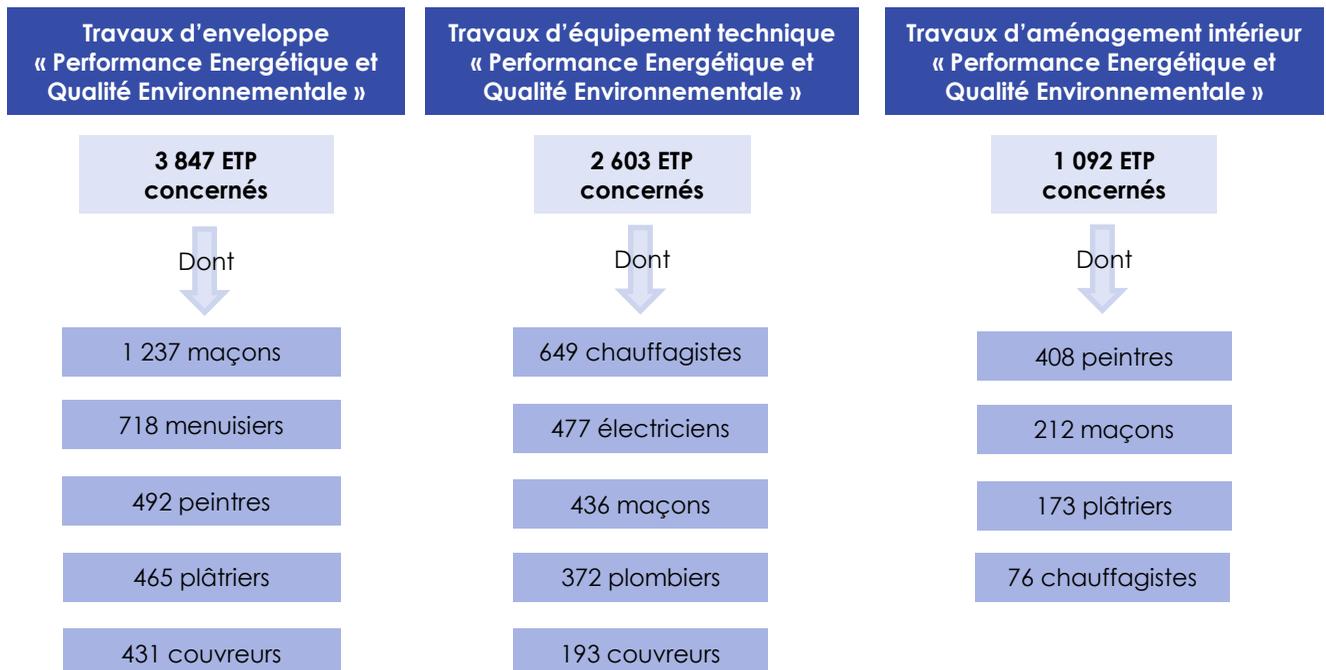
ETP : Equivalent Temps Plein

B. L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2017

Répartition des ETP concernés par l'activité performance énergétique et qualité environnementale du Bâtiment dans les différents marchés en 2017 sur le territoire des MDE
Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER



Répartition prévisionnelle des ETP par métiers par nature de travaux performance énergétique et qualité environnementale du Bâtiment sur le territoire des MDE
Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER



ETP : Equivalent Temps Plein

B. L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2017

Répartition des ETP dans les différentes filières de la performance énergétique et qualité environnementale Bâtiment en 2012 et 2017 sur le territoire des MDE

Unité : millions d'euros -Source : Estimation CER

	ETP 2017	ETP 2012	Evol.12/17
Enveloppe (Gros œuvre / Clos couvert)			
1 Etanchéité à l'air	696	262	++
2 Rupture ponts thermiques	673	297	++
3 Isolation par l'extérieur	594	238	++
4 Panneaux bois, bardage bois	462	191	++
5 Ossature bois, poteaux poutres	287	160	+
6 Techniques de pose d'huissieries	346	161	+
7 Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type brique mono mur...	302	147	+
8 Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type terre, paille, pisé, torchis...	194	66	+++
9 Enduits de type chaux, chanvre, terre	178	64	++
10 Toiture végétalisée	115	60	+
Total Enveloppe	3 847	1 646	++
Equipement technique			
1 Ventilation	396	192	+
2 Panneaux photovoltaïques	352	113	+++
3 Solaire thermique	299	127	++
4 Géothermie	291	73	+++
5 Chauffage bois	249	97	++
6 Mise en place de dispositifs d'autocontrôle	233	124	+
7 Récupérateurs d'eaux pluviales	189	82	++
8 Confort été, rafraîchissement	178	101	+
9 Autres	161	65	++
10 Techniques et équipements d'économies d'eau	136	72	+
11 Petit éolien	119	28	+++
Total Equipement technique	2 603	1 074	++
Aménagement intérieur (second œuvre / Finitions)			
1 Isolation par l'intérieur	530	257	+
2 Peintures, colles, solvants à la chaux, caséines, huile de lin...	313	148	+
3 Mise en œuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois...	249	126	+
Total Aménagement intérieur	1 092	531	+
TOTAL	7 542	3 251	++

Répartition 2012 et 2017 par métiers des ETP concernés par les travaux de performance énergétique et qualité environnementale du Bâtiment sur le territoire des MDE

Source : Estimation CER

	ETP 2017	ETP 2012	Evol. 12/17
Maçons	1885	834	++
Peintres	1005	407	+++
Chauffagistes	983	445	++
Menusiers	872	394	++
Plâtriers	796	368	+
Couvreurs	694	303	++
Electriciens	660	286	++
Plombiers	477	158	+++
Métalliers	203	21	+++
Charpentiers	67	35	+

ETP : Equivalent Temps Plein

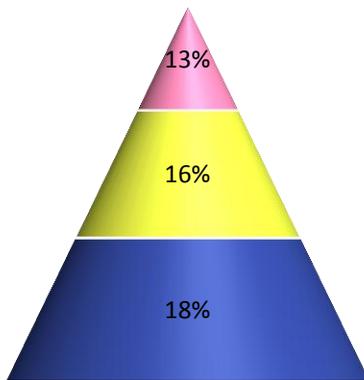
C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

1. Besoins en formation en 2017 dans les métiers Bâtiment en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

Des activités techniques à développer en priorité

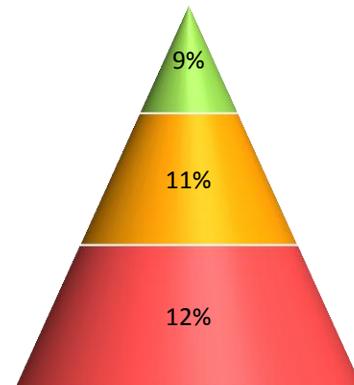
Source : Enquête CER

GROS ŒUVRE



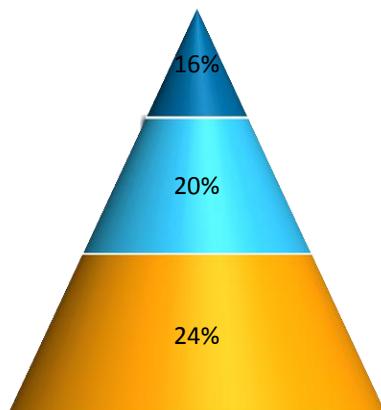
- Isolation par l'intérieur (mur, combles, planchers bas)
- Mise en œuvre de matériaux de gros œuvre de type brique mono mur, béton cellulaire, ...
- Etanchéité à l'air

EQUIPEMENTS TECHNIQUES



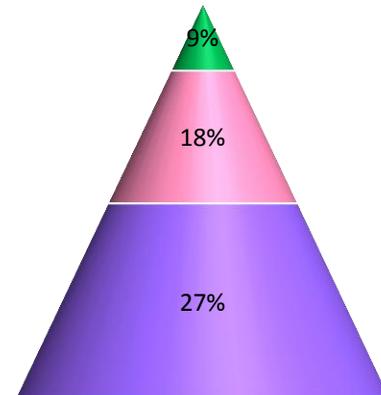
- Solaire thermique
- Rupture ponts thermiques
- Mise en place de dispositifs d'autocontrôle

BOIS



- Panneaux bois, bardage bois
- Ossature bois, poteaux poutres
- Rupture ponts thermiques

AMENAGEMENT – FINITIONS - METAL



- Mise en œuvre de matériaux d'isolation de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose, ...
- Isolation par l'intérieur
- Peinture, colles, solvants à la chaux, caséine, huile de lin

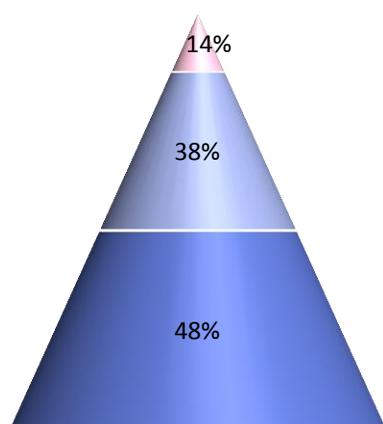
C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

1. Besoins en formation en 2017 dans les métiers Bâtiment en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

Des activités réglementaires à développer en priorité

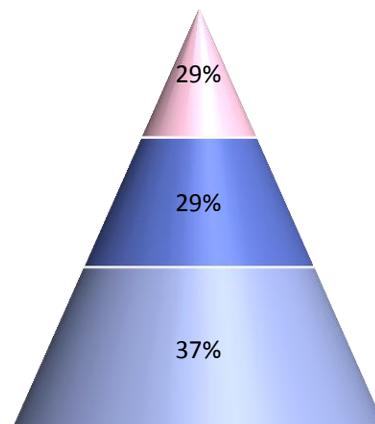
Source : Enquête CER

GROS ŒUVRE



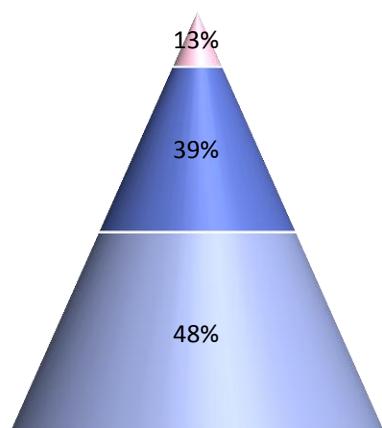
- Règlementation sécurité incendie
- Règlementation thermique
- Règlementation accessibilité (adaptation au handicap)

EQUIPEMENTS TECHNIQUES



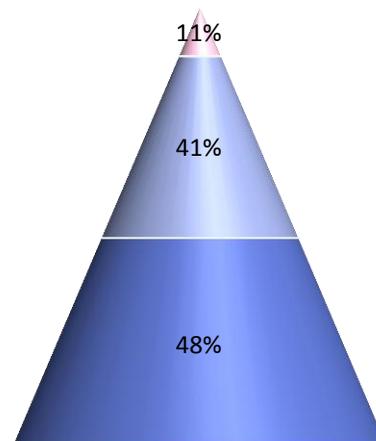
- Règlementation sécurité incendie
- Règlementation accessibilité (adaptation au handicap)
- Règlementation thermique

BOIS



- Règlementation sécurité incendie
- Règlementation accessibilité (adaptation au handicap)
- Règlementation thermique

AMENAGEMENT – FINITIONS - METAL



- Règlementation sécurité incendie
- Règlementation thermique
- Règlementation accessibilité (adaptation au handicap)

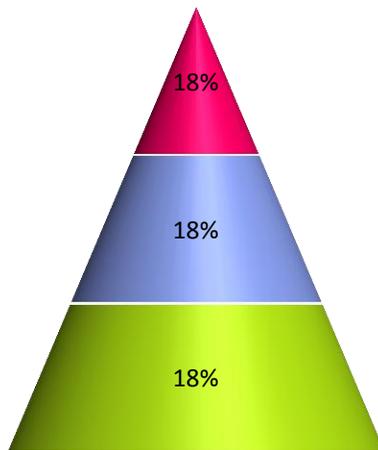
C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

1. Besoins en formation en 2017 dans les métiers Bâtiment en lien avec la performance énergétique et la qualité environnementale

Des activités transversales à développer en priorité

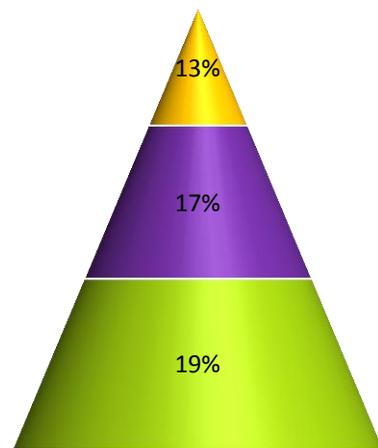
Source : Enquête CER

GROS ŒUVRE



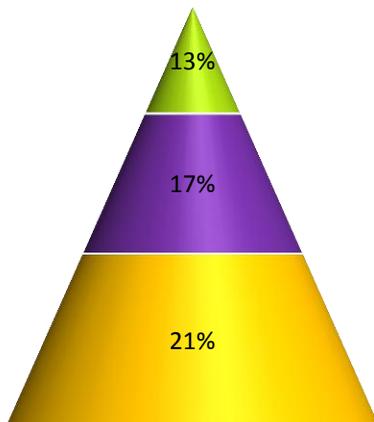
- La coordination de chantier
- Approche globale des travaux de rénovation
- Gestion, tri et recyclage des déchets de chantier

EQUIPEMENTS TECHNIQUES



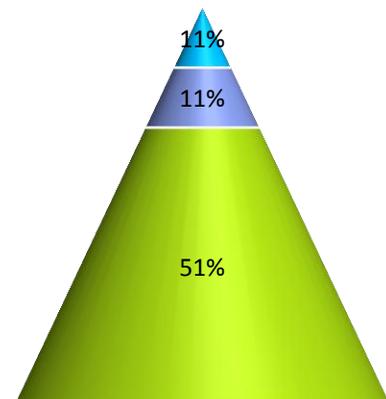
- Dispositifs d'aide aux travaux : crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subvention, ...
- Bâtir une offre commerciale en amélioration et performance énergétique
- Gestion, tri et recyclage des déchets de chantier

BOIS



- Gestion, tri et recyclage des déchets de chantier
- Bâtir une offre commerciale en amélioration et performance énergétique
- Dispositifs d'aide aux travaux : crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subventions, ...

AMENAGEMENT – FINITIONS - METAL



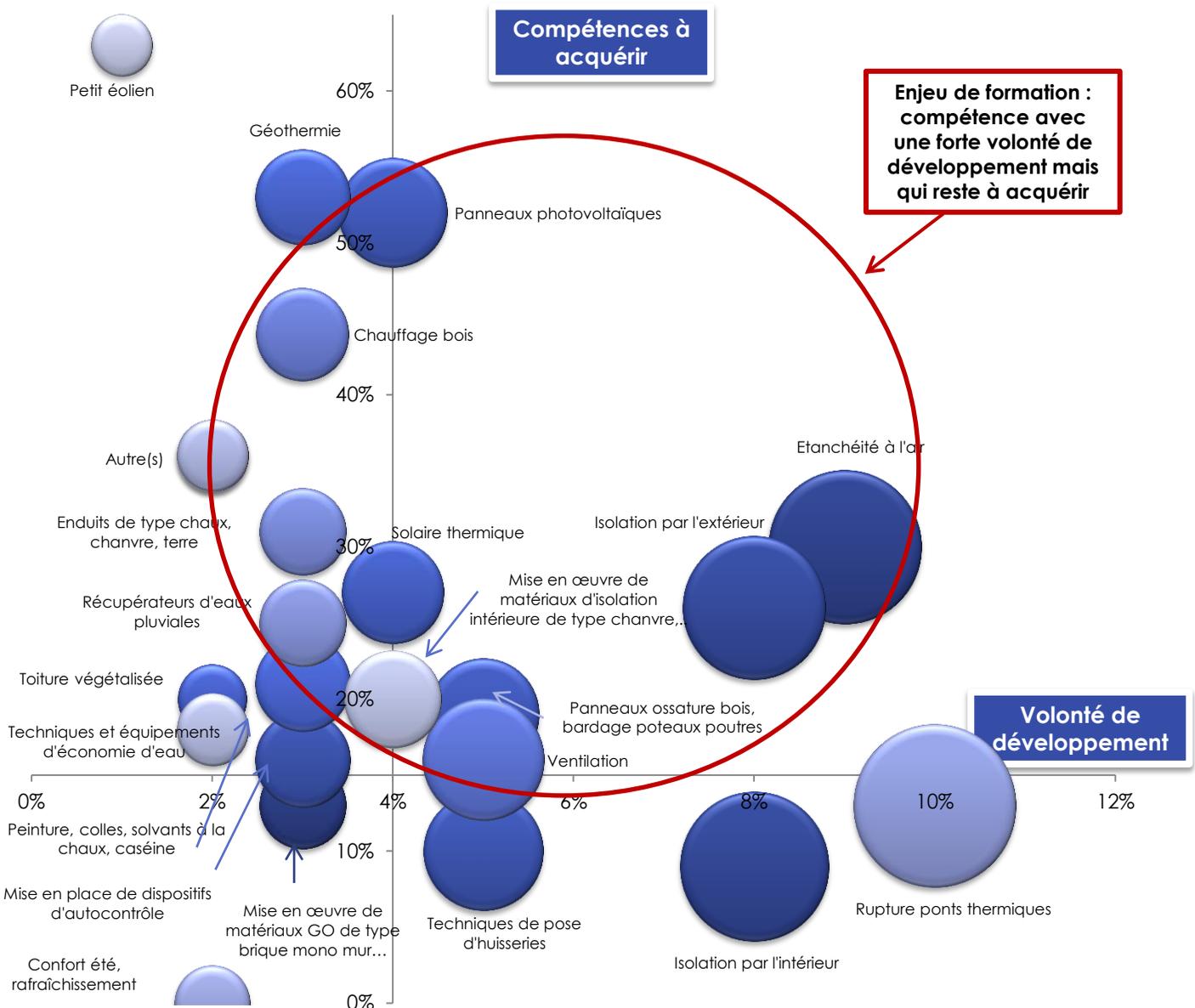
- Informatique, utilisation d'internet
- Approche globale des travaux de rénovation
- Gestion, tri et recyclage des déchets de chantier

C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

2. Enjeux de formation dans les métiers Bâtiment à l'horizon 2017

Volonté de se développer et compétences maîtrisées sur les domaines techniques de la part des entreprises du Bâtiment du territoire des MDE Lille Métropole

Source : CER à partir des résultats d'enquête



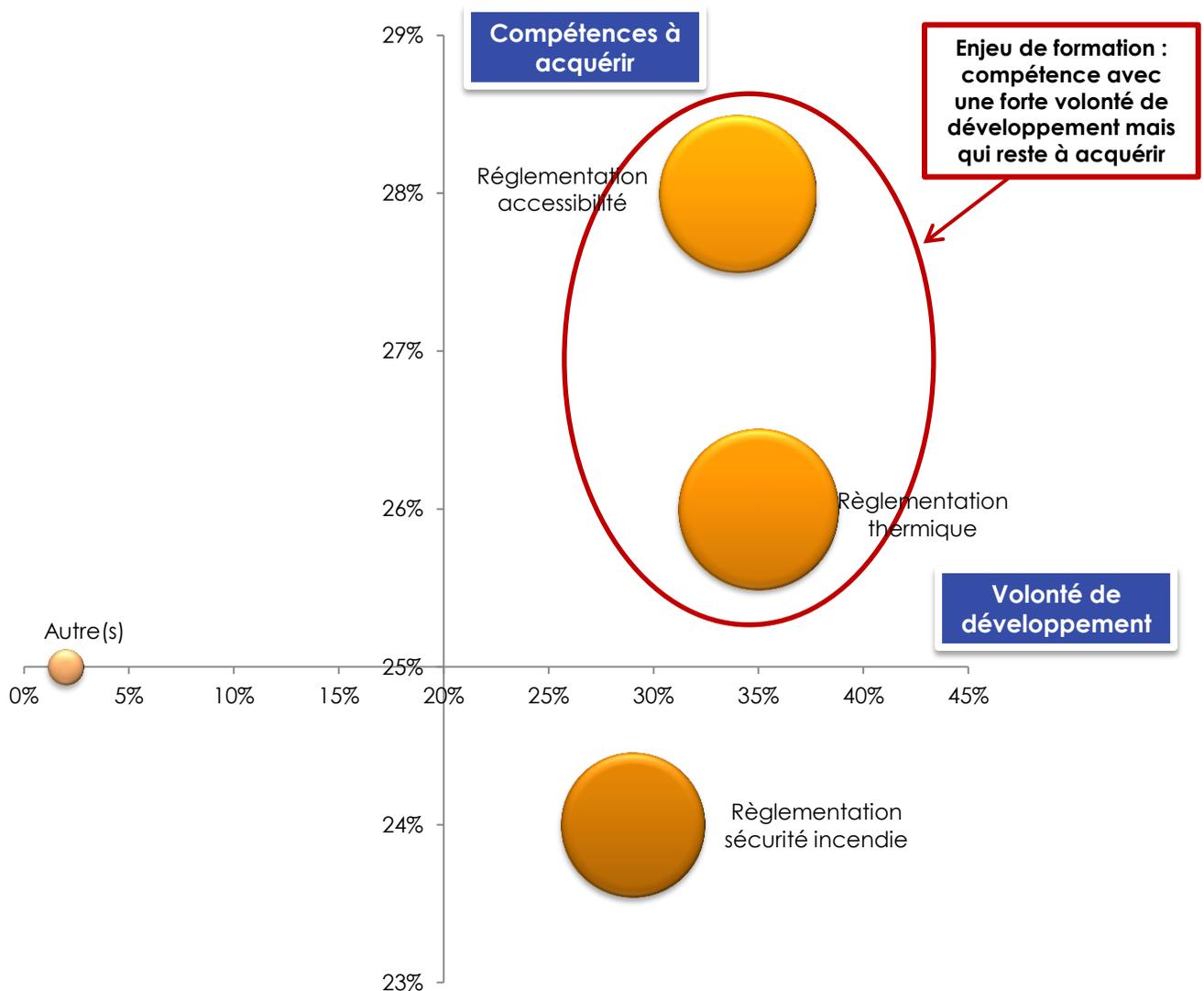
- Une forte volonté de développement sur la rupture de ponts thermiques, l'étanchéité à l'air, l'isolation par l'extérieur et l'isolation par l'intérieur.
- Les équipements EnR, le petit éolien, la géothermie, les panneaux photovoltaïques et le chauffage bois sont les compétences les moins maîtrisées et concernent près de 3% des entreprises souhaitant se développer.
- Le développement de la compétence confort d'été, rafraîchissement est la moins demandée et apparaît comme maîtrisée par les entreprises.

C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

2. Enjeux de formation dans les métiers Bâtiment à l'horizon 2017

Volonté de se développer et compétences maîtrisées sur les domaines réglementaires de la part des entreprises du Bâtiment du territoire des MDE Lille Métropole

Source : CER à partir des résultats d'enquête



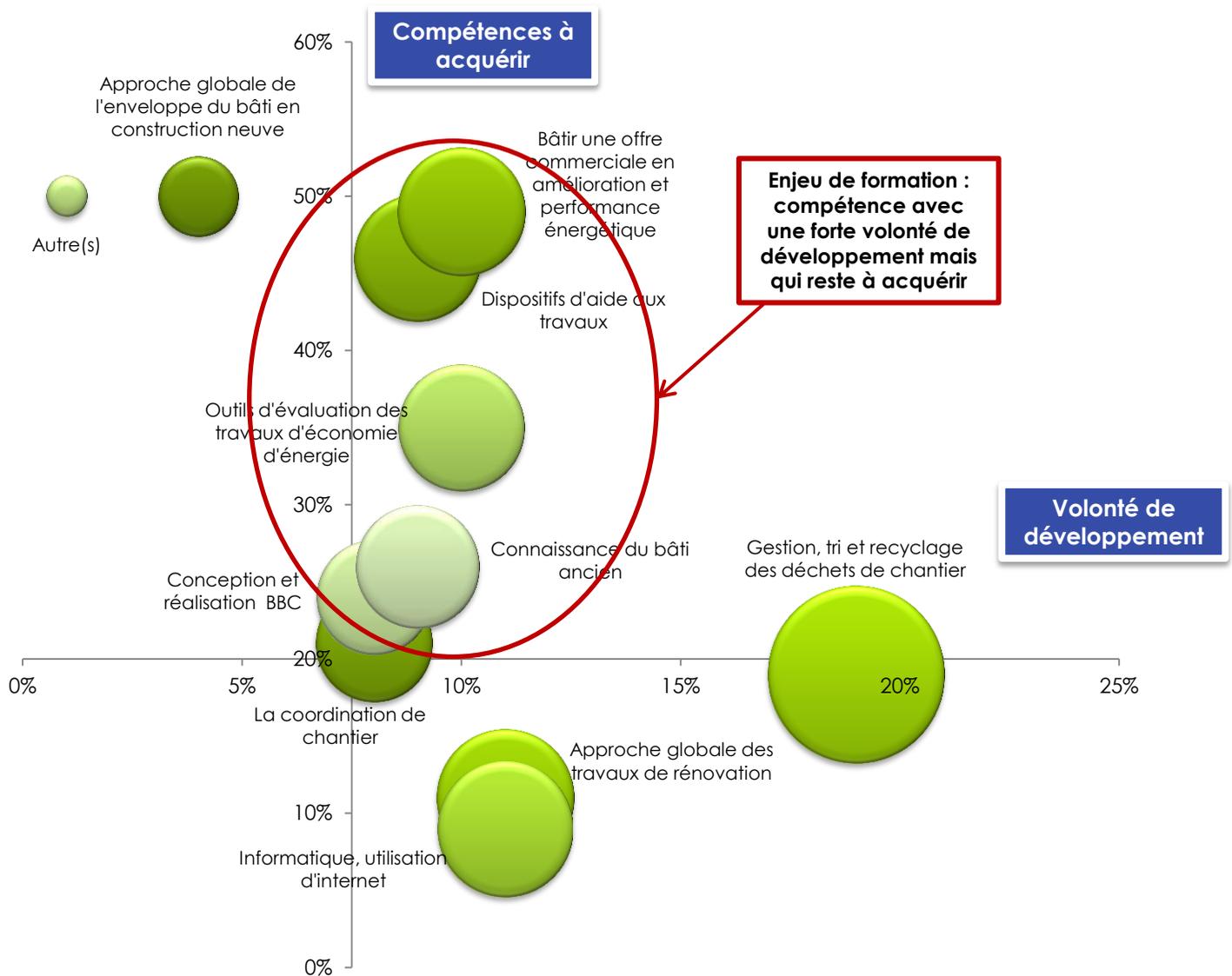
- Une forte volonté de développement de la réglementation accessibilité et de la réglementation thermique de la part des entreprises de Bâtiment. Cette compétence est déjà bien maîtrisée par une partie des entreprises mais plus d'un quart d'entre elles doit encore se former.
- Le groupe Autre(s) concerne des compétences mal maîtrisées (risques chimiques, réglementation électrique,...) mais que peu d'entreprises souhaitent développer.

C. L'impact sur les besoins en formation à l'horizon 2017

2. Enjeux de formation dans les métiers Bâtiment à l'horizon 2017

Volonté de se développer et compétences maîtrisées sur les domaines transversaux de la part des entreprises du Bâtiment du territoire des MDE Lille Métropole

Source : CER à partir des résultats d'enquête

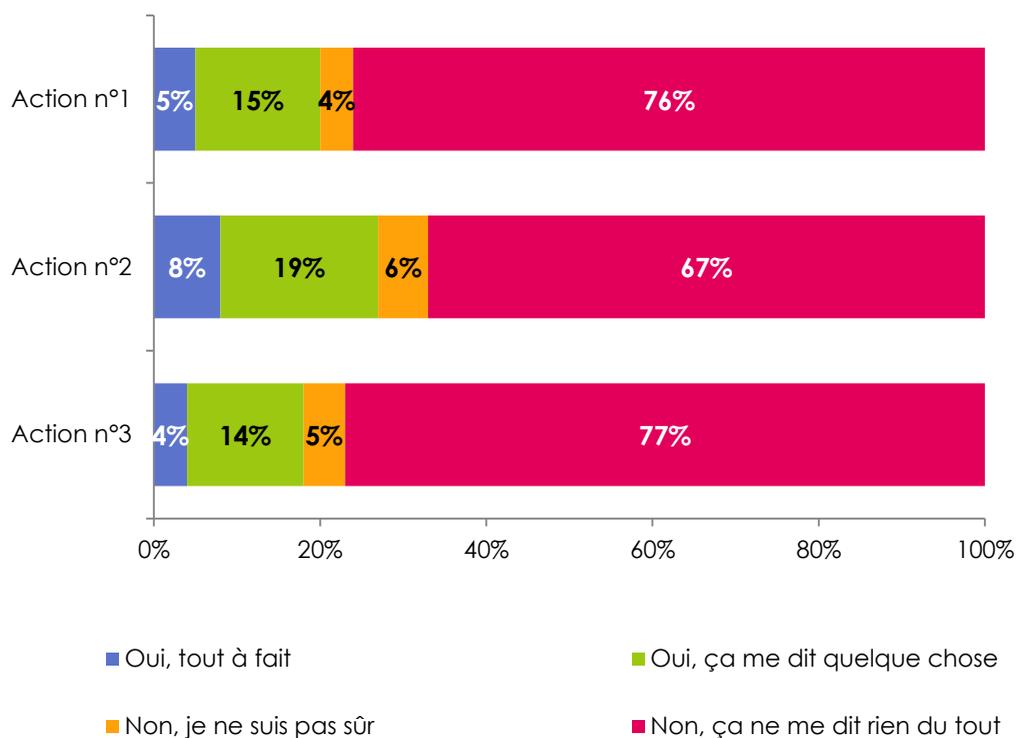


- La compétence sur laquelle les entreprises souhaitent majoritairement développer leur activité est la gestion, le tri et recyclage des déchets de chantier. La compétence est bien maîtrisée, près de 20% des entreprises souhaitant la développer doivent se former.
- L'approche globale de l'enveloppe du bâti en construction neuve, faire une offre commerciale et les dispositifs d'aides aux travaux sont les compétences les moins bien maîtrisées, près de la moitié des entreprises souhaitant les développer ne les maîtrisent pas.

D. Connaissance des actions des MDE

Avez-vous entendu parler des opérations suivantes?

Source: Enquête CER



Action n°1 : Cinq opérations d'emploi-formation (entre 2010 et 2012) comprenant des formations au bardage bois, à l'isolation thermique par l'extérieur et de maintenance de panneaux solaire.

Action n°2 : Sensibilisation des salariés aux évolutions des métiers du Bâtiment suite au Grenelle de l'environnement.

Action n°3 : Création d'un outil d'aide à la décision pour les entreprises « 10 bonnes questions à se poser avant de se lancer dans le secteur de l'éco-construction ».

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

La relation Marché / Emploi / Formation : Prévision à l'horizon 2017 sur le territoire des Maisons de l'emploi

La prospective est analysée sous trois angles successifs et complémentaires :

1. perspectives à l'horizon 2017 en matière de marché,
2. d'emploi
3. de formation.

Les marchés du Bâtiment à l'horizon 2017

Les prévisions à l'horizon 2017 reposent sur plusieurs hypothèses :

L'évolution globale de l'activité du secteur Bâtiment sur le territoire des MDE intègre notamment plusieurs scénarios sur la sortie de crise :

- L'estimation du potentiel de travaux de rénovation énergétique sur le territoire des maisons de l'emploi, estimation qui tient compte notamment de la typologie du parc et de bouquets de travaux « type ... »;
- Le montant de travaux de rénovation énergétique du parc des Maisons de l'emploi est estimé à près de 12,2 Milliards d'euros, soit 24% du potentiel de travaux de rénovation énergétiques de la région,
- Et enfin des projections sur la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur le territoire.

Hausse constante de l'activité performance énergétique et qualité environnementale sur la période 2012-2017

Dans la construction neuve, suite à la mise en vigueur des objectifs du Bâtiment durable, tous les nouveaux bâtiments doivent être « basse consommation » depuis 2012. Le chiffre d'affaires construction neuve à performance énergétique et qualité environnementale est plutôt élevé sur le territoire des MDE. Cela s'explique tout d'abord par la part de la construction neuve dans le chiffre d'affaires Bâtiment (52%), mais également par une reprise des mises en chantier en 2012.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires de la rénovation énergétique, son poids est moins important sur le chiffre d'affaires Bâtiment, et sa part performance énergétique et qualité environnementale est de 16%.

En prenant en compte les réglementations en vigueur, l'augmentation du coût des énergies et une communication plus importante sur le secteur, en 2017, le chiffre d'affaires consacré à ces activités représentera 37% du chiffre d'affaires Bâtiment, contre 16% en 2012.

En performance énergétique et qualité environnementale, les marchés générant le plus d'activité en 2017 seront, sur l'enveloppe, liées à l'isolation par l'extérieur, à la rupture des ponts thermiques et à l'étanchéité à l'air.

Les travaux d'équipements techniques représentent une part bien inférieure à celle de l'enveloppe. Au premier rang de ces activités sur lesquelles un développement est envisagé figure la ventilation. Le solaire vu sous sa dimension panneaux photovoltaïque ou solaire thermique ainsi que la géothermie connaissent un essor important.

De façon générale, presque toutes les entreprises de Bâtiment du territoire des MDE souhaitent développer leur activité sur au moins une filière liée à la performance énergétique et qualité environnementale.

Selon l'enquête, les plus fortes volontés de développement technique des entreprises se portent sur la rupture de ponts thermiques, l'étanchéité à l'air, l'isolation par l'intérieur et l'isolation par l'extérieur.

La réglementation thermique est celle sur laquelle les volontés de développement en compétences réglementaires sont les plus fortes. Sur des domaines plus transversaux, la gestion, le tri et le recyclage des déchets de chantier devraient se développer à l'horizon 2017, à condition que les entreprises continuent à se former.

SYNTHESE / DIAGNOSTIC

Le développement des marchés est logiquement très typé selon le secteur d'activité de l'entreprise. Les entreprises de gros œuvre ont une forte volonté de développement sur les marchés de l'étanchéité à l'air et des matériaux de type brique, mono mur, béton cellulaire.

Les entreprises d'électricité, de plomberie et de chauffage s'accordent sur un développement reposant sur la mise en place de dispositifs d'autocontrôle. Les entreprises de bois souhaitent, pour leur part, s'engager davantage sur les marchés de la rupture de ponts thermiques et de l'ossature bois. En ce qui concerne les entreprises d'aménagement et finition, le développement se porte essentiellement sur l'utilisation de peintures, colles, solvants à la chaux, huile de lin, etc... et sur l'isolation par l'intérieur.

L'emploi à l'horizon 2017

Les prévisions de l'évolution de l'emploi à l'horizon 2017 sont moins favorables pour l'ensemble du secteur du Bâtiment que pour le secteur performance énergétique et la qualité environnementale du Bâtiment. Le nombre d'actifs en équivalent temps plein (ETP) Bâtiment hors performance énergétique devrait stagner tandis que le nombre d'ETP performance énergétique augmenterait fortement.

Les travaux d'isolation des parois opaques, des toitures ainsi que l'isolation par l'extérieur regrouperont le plus d'actifs. Le développement des filières performance énergétique et qualité environnementale impacte positivement tous les métiers, en particulier ceux de peintre, plombier, métallier et chauffagiste.

La rupture de ponts thermiques, l'isolation par l'extérieur, et l'étanchéité à l'air sont les activités qui nécessiteront le plus de salariés. En 2012, il s'agissait des mêmes métiers mais l'isolation par l'intérieur employait plus que l'isolation par l'extérieur.

Pour les équipements techniques, le nombre d'actifs progressera beaucoup sur les métiers de la pose d'équipements à énergie solaire et de la géothermie.

En ce qui concerne l'aménagement intérieur, même si l'utilisation de peintures, colles, solvants à la chaux, caséine, etc. connaîtra la progression la plus importante, l'isolation par intérieur retient encore la majorité des salariés.

La formation à l'horizon 2017

Les besoins en formation liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale ne peuvent pas être identifiés indépendamment de l'évolution probable des marchés et des compétences déjà maîtrisées. Les enjeux de formation se trouvent donc au croisement des volontés de développement des entreprises et de leur besoin de formation sur ces filières.

Nous pouvons constater une forte volonté des entreprises de développer leurs compétences sur plusieurs filières techniques. La plus forte volonté de développement et de compétences à acquérir se situe au niveau de l'étanchéité à l'air.

La réglementation thermique est la compétence réglementaire où le développement est le plus présent et nécessite une formation pour un quart des entreprises. La réglementation accessibilité fait l'objet de projets de développement pour près d'un tiers des entreprises et nécessitera, de par les lois en vigueur, une formation pour les entreprises étant concernées par cette mise en œuvre.

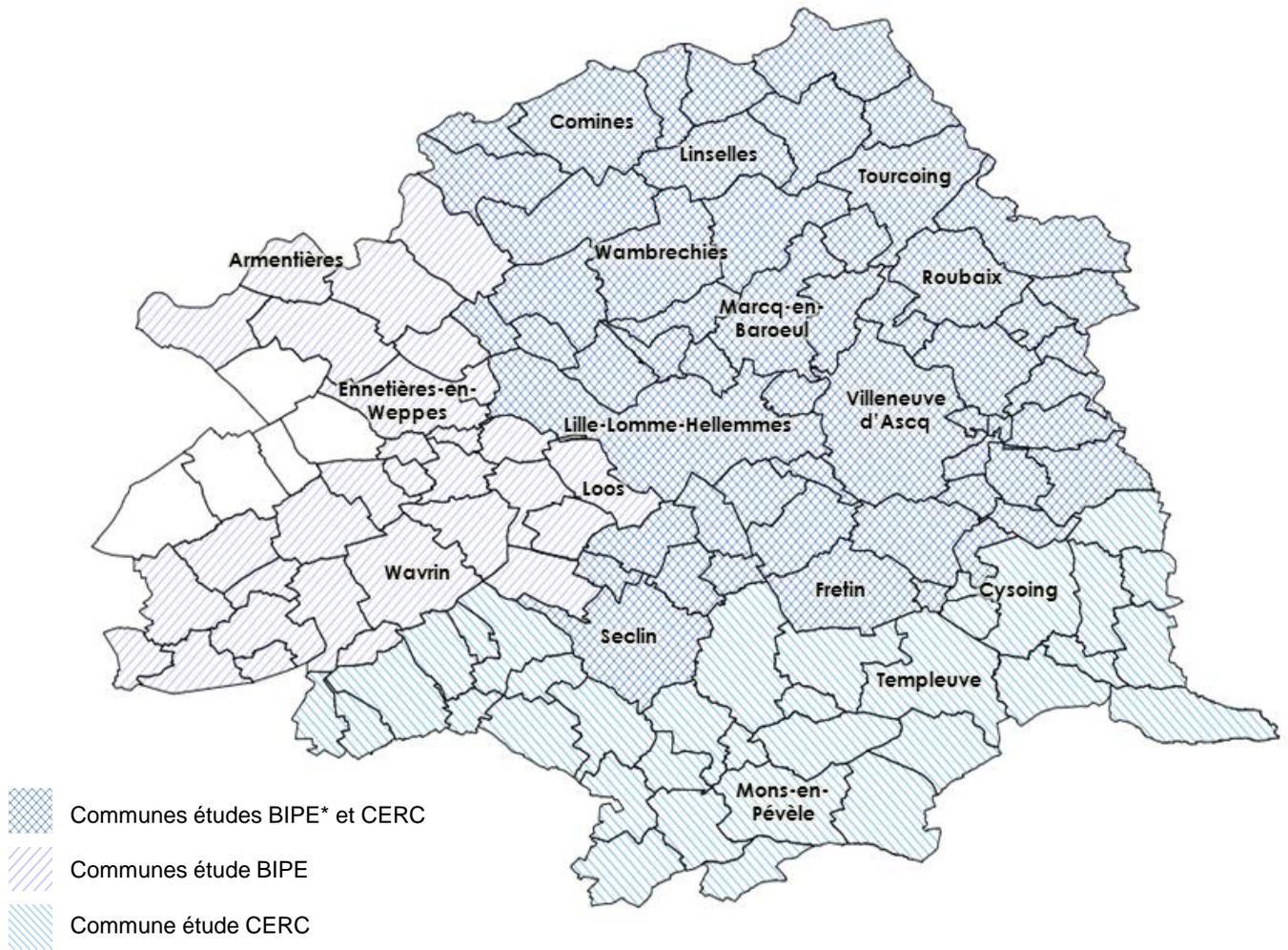
L'enjeu de formation au niveau des compétences transversales se situe sur les dispositifs d'aide aux travaux et la réalisation d'offre commerciale en amélioration et performance énergétique. L'enjeu des aides aux travaux appuie le sentiment des entreprises quant aux difficultés financières éprouvées par les clients : selon elles, beaucoup ne réalisent pas de travaux de rénovation énergétique en raison des coûts et de la crise financière que traverse notre pays. Si les entreprises peuvent orienter et aider les clients à réaliser des dossiers, ils seront peut-être davantage enclin à réaliser des travaux d'amélioration énergétique. La compétence gestion, tri et recyclage des déchets de chantier arrive en tête des compétences que les entreprises souhaitent développer et près d'une entreprise sur 5 ne la maîtrise pas encore.

A. Comparaison des études BIPE et CERC

1. Données de cadrage

Territoires pris en compte pour chaque étude

Source: Carte CER



-  Communes études BIPE* et CERC
-  Communes étude BIPE
-  Commune étude CERC

*Le territoire pris en compte par le cabinet BIPE correspond au territoire de la LMCU

Sources : BIPE 2009, CER 2013 Territoire : LMCU	Nb de mise en chantier de logements		Secteur bâtiment		Marché équip. EnR en M€	Marge d'efficacité Énergétique (isolation) en M€
	Collectifs	Individuels	Nb entreprises	Nb salariés		
BIPE 2007	2599	1609	1856	17592	60	51
CERC 2007	2363	939	3315	21909	nc.	nc.
CERC 2012	5184	1074	4561	21012	nc.	nc.

A. Comparaison des études BIPE et CERC

2. L'emploi en Equivalents Temps Plein dans le Bâtiment et les EnR

	Marchés	Equivalents Temps Plein						
		2007	TCAM* 2007 - 2012	2012 (BIPE)	TCAM 2007 - 2012	2012 (CERC estimé sur LMCU)	TCAM 2012 - 2017	2017
Efficacité Energétique	Isolation parois opaques	108	12%	191	50%	828	17%	1 809
	Isolation toitures	102	13%	191	37%	485	17%	1060
	Isolation ouvertures	180	15%	360	-1%	174	15%	346
	Isolation thermiques par l'extérieur	47	15%	95	41%	258	18%	594
	Total Efficacité Energétique	437	14%	837	32%	1 745	17%	3 809

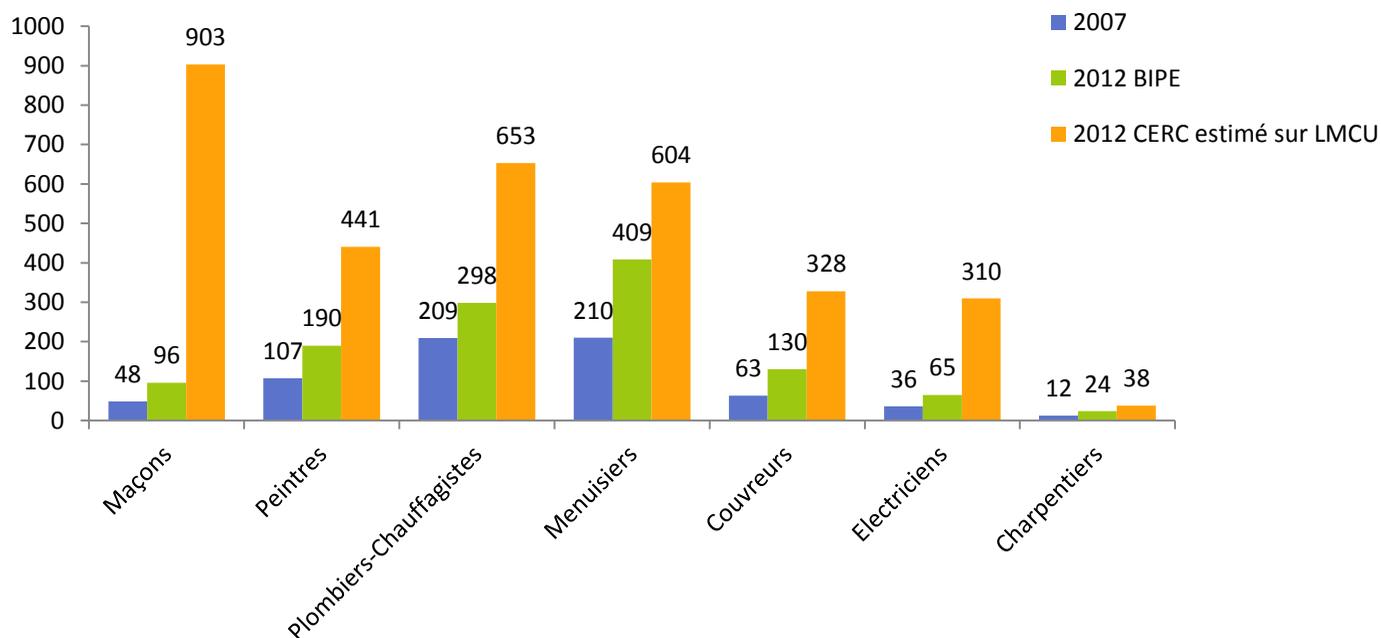
Equipements EnR	Solaire thermique	12	18%	27	63%	137	17%	299
	Photovoltaïque	15	40%	81	52%	122	24%	352
	Total Equipements EnR	27	32%	108	57%	260	20%	651

Total ETP PEQE	464	15%	945	34%	2 005	17%	4 460
-----------------------	------------	------------	------------	------------	--------------	------------	--------------

TCAM : Taux de Croissance Annuel Moyen

Evolution du nombre d'ETP par métier

Source: BIPE 2009, CER 2013



B. Progression des signes de qualité des ouvrages réalisés

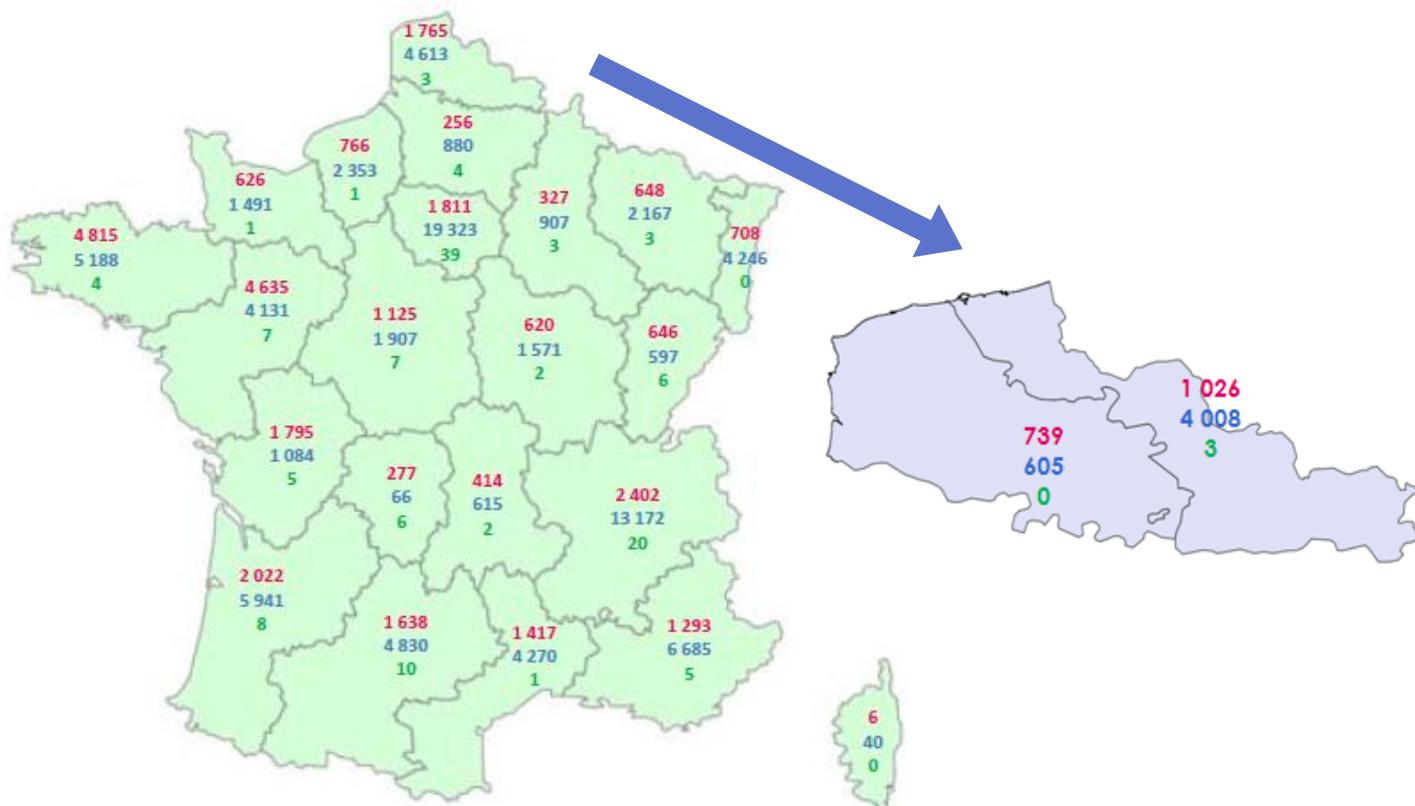
1. Recensement des ouvrages labellisés et/ou certifiés en construction neuve

Le label BBC-Effinergie :

- La Réglementation Thermique (RT 2012) prévoit d'imposer la construction de Bâtiments Basse Consommation (BBC) à partir du 1^{er} Juillet 2011 pour les bâtiments tertiaires publics et du 1^{er} Janvier 2013 pour toutes les constructions neuves. Ce niveau de performance énergétique est déjà visé dans certaines constructions et permet l'attribution de la certification BBC-Effinergie par l'un des 4 organismes certificateurs.
- Il concerne les logements neufs consommant au maximum 50 kWhep/m²/an (ajusté d'un coefficient climatique) et les bâtiments tertiaires dont la consommation est inférieure à 50 % de la consommation de référence imposée par la réglementation thermique actuellement en vigueur (RT 2005).
- Le délai moyen entre la demande de labellisation et l'obtention du label BBC-Effinergie est de 24 mois (estimation Effinergie).

Bilan des labellisations BBC - Effinergie dans le neuf

Unité: Nombre de logements cumulés au 31 décembre 2012 - Source: Effinergie



Logements individuels (nb de logements)

Logements collectifs (nb de logements)

Tertiaire (nb d'opérations)

Le Nord, 4^{ème} département en labellisation BBC de logements

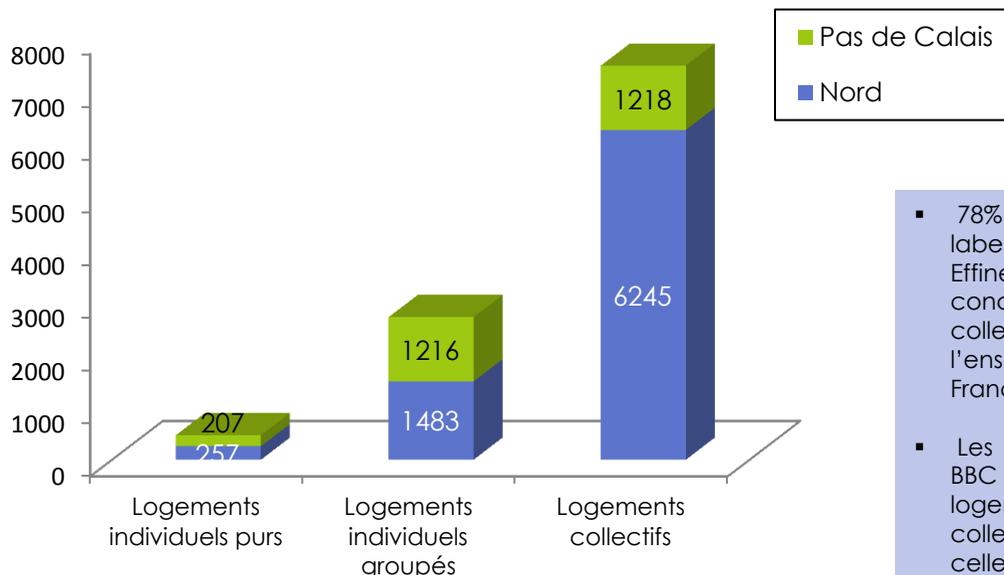
- 5 034 logements étaient labellisés BBC-Effinergie au 31 décembre 2012 dans le département du Nord, ce qui en fait le 4^{ème} département français dans ce domaine.
- 4 008 logements collectifs (5^{ème} département) et 1 026 logements individuels (7^{ème} département) sont labellisés BBC-Effinergie dans le Nord.
- Le département du Nord représente 79% des logements labellisés dans la région.
- Sur le territoire des MDE Lille Métropole, 3 364 logements ont été labellisés BBC-Effinergie, dont 2 958 logements collectifs.

B. Progression des signes de qualité des ouvrages réalisés

1. Recensement des ouvrages labellisés et/ou certifiés en construction neuve

Répartition des logements ayant demandé une labellisation en 2012

Unité : Nb de logements - Source : Effinergie



- 78% des demandes de labellisations enregistrées par Effinergie en 2012 dans le Nord concernent des logements collectifs contre 70% dans l'ensemble de la région et 85% en France.
- Les demandes de labellisation BBC dans le Nord, pour les logements individuels ou collectifs, représentent 75% de celles de la région

Les demandes de labellisations BBC neuf enregistrées en 2012

Source : Effinergie

	Maisons individuelles	Maisons individuelles groupées (nb de logements)	Logements collectifs (nb de logements)	Nombre de logements commencés	Tertiaire
MDE Lille Métropole	117	710	4 179	5 716	ND.
Nord	257	1 483	6 245	12 154	9
Nord - Pas de Calais	464	2 699	7 463	17 535	10
France métropolitaine	13 458	17 369	167 985	336 276	224

- Les demandes de labellisations BBC représentent la moitié des mises en chantiers de logements dans le Nord. Ce ratio est de 43% dans l'ensemble de la région et de 50% en France.
- La nouvelle réglementation thermique (RT-2012) va fortement impacter les nouvelles constructions.

B. Progression des signes de qualité des ouvrages réalisés

2. Recensement des ouvrages labellisés et/ou certifiés en rénovation

Les demandes de labellisations BBC rénovation enregistrées

Source : Effinergie

	Maisons individuelles	Maisons individuelles groupées (nb de logements)	Logements collectifs (nb de logements)	Tertiaire
MDE Lille Métropole	3	0	1 348	ND.
Nord	3	53	3 272	5
Nord - Pas de Calais	4	120	5 172	5
France métropolitaine	72	989	45 653	157

Cumul au 31/12/2012

Les opérations labellisées BBC rénovation

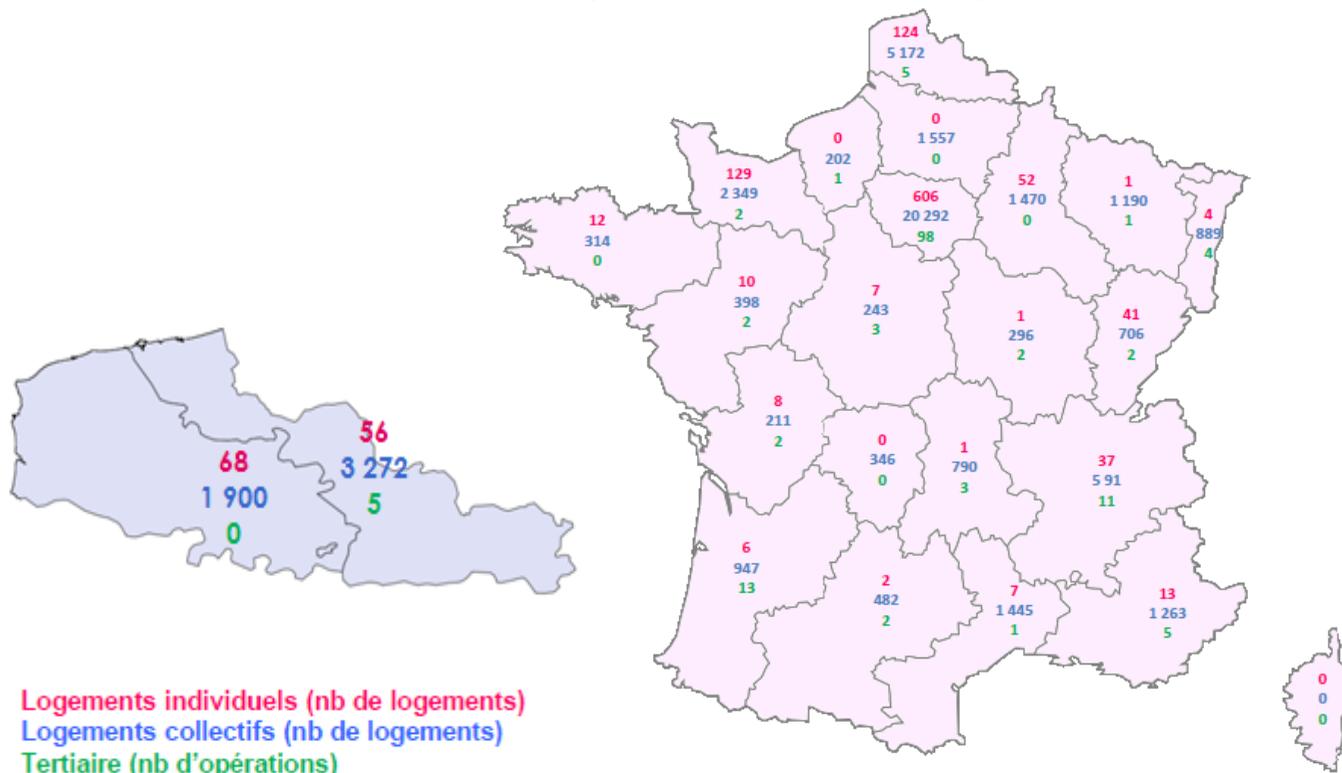
Source : Effinergie

	Maisons individuelles	Maisons individuelles groupées (nb de logements)	Logements collectifs (nb de logements)	Tertiaire
MDE Lille Métropole	1	0	982	ND.
Nord	1	53	1 912	0
Nord - Pas de Calais	1	53	2 697	0
France métropolitaine	25	189	13 208	21

Cumul au 31/12/2012

Répartition géographique des demandes de labellisation BBC-Effinergie en rénovation, cumulées de 2008 au 31 décembre 2012

Unité : Nombre de logements - Source : BBC-Effinergie



C. Les champs de l'étude pour les marchés du bâtiment et des EnR

Enveloppe (Gros Œuvre / Clos couvert) :

- Mise en œuvre de matériaux à isolation répartie (béton cellulaire, béton de chanvre, brique de type monomur...)
- Pose d' huisseries performantes (performance thermique, acoustique, vitrage à isolation renforcée)
- Rupture ponts thermiques
- Isolation par l'extérieur : enduits d'étanchéité type chaux, chanvre et terre, bardage bois ou métal, peinture étanche, ...
- Construction bois (ossature bois, poteaux poutres)
- Etanchéité à l'air
- Panneaux bois, bardage bois
- Mise en œuvre de matériaux naturels (terre, pisé, paille, ...)

Equipement technique :

- Pose équipements énergie solaire (photovoltaïque, thermique)
- Gestion de l'eau (récupération des eaux pluviales, eaux grises...)
- Aérothermie-Géothermie
- Chauffage bois
- Confort été, rafraîchissement
- Ventilation (VMC double flux, systèmes de régulation...)
- Pose équipements énergie éolienne
- Mise en place de dispositifs d'autocontrôle

Aménagement intérieur (Second Œuvre / Finitions) :

- Peintures, colles, solvants à la chaux, caséine, huile de lin, ...
- Mise en œuvre d'isolants naturels (chanvre, laine de bois, ouate de cellulose, isolants d'origine animale...)
- Isolation par l'intérieur (murs, combles, planchers bas)

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Les questions d'activité, d'emploi, de compétences et de formation liées à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dans le Bâtiment

Enquête téléphonique auprès des entreprises

Avec salariés

N°identifiant de l'entreprise	: SIRET	Nombre d'apprentis	:
Raison sociale	: Raison Sociale	Taille (en nombre de salariés)	: Effectif
Nom du responsable	: Nom dirigeant	Nombre intérimaires (ETP)	: Effectif
Age du responsable	: ans	Activité (code NAF)	: NAF
CP et Ville	: CP Commune	Activité (en clair)	:
N° téléphone entreprise	:	Chiffre d'affaires (k€)	:

Le secteur du Bâtiment est au cœur des objectifs fixés par le Grenelle de l'Environnement. D'importantes évolutions en découlent en termes de compétences, de métier, d'organisation. Autant de défis à relever qui passent nécessairement par la formation. La Maison de l'Emploi de Lille-Lomme-Hellemmes souhaite savoir comment les entreprises se préparent à relever ces défis, et notamment quels sont leurs besoins de formation et les difficultés qu'elles rencontrent. Une enquête est donc réalisée auprès de votre entreprise.

Acceptez-vous de répondre à cette enquête ?

Avant d'aborder ces questions, je vais vous poser quelques questions sur votre activité.

Q.1 – Comment estimez-vous les perspectives de votre secteur d'activité ?

Bonnes	1
Restent stables	2
Mauvaises	3

Q.2 – Comment a évolué votre chiffre d'affaires 2012 par rapport à 2011 ?

Augmentation	1
Stagnation	2
Baisse	3

Q.3 - En moyenne sur l'année, sur le total de votre activité, quelle est la part d'activité ?

Que vous réalisez en propre ? %
Que vous sous-traitez à une autre entreprise ? %

Total 100 %

Q.4 - En moyenne sur l'année, sur le total de votre activité que vous réalisez en propre, quelle est la part d'activité ?

Que vous réalisez en direct pour le commanditaire ? %
Que vous réalisez en tant que sous-traitant pour une autre entreprise ? %

Total 100 %

Q.5.1 - Quelle est la part de votre activité (chiffre d'affaires) en % ?

1. Dans la construction neuve de logements %
2. Dans la construction neuve de locaux %
3. Dans la rénovation de logements existants %
4. Dans la rénovation de locaux existants %
	Total 100 %

Q.6 - Quelle est la part de votre activité en % ?

1. De marchés privés %
2. De marchés publics %
3. De marchés étrangers %
	Total 100 %

Q.5.2 – Quelle est la part de votre activité dédiée à la rénovation de biens protégés (bâtiments historiques) ?

A ne poser que si la part de l'activité dans la rénovation (logements et locaux) est non nulle.

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Q.7 – Quelle est la part de la performance énergétique et à la qualité environnementale sur votre activité de :

1. construction de logements neufs%
2. construction de locaux neufs %
3. rénovation de logements %
4. rénovation de locaux%

Q.8 – Comment progresse cette part ?

	Progresser	Stagner	Baïsser
1	1	2	3
2	1	2	3
3	1	2	3
4	1	2	3

(Consigne si nécessaire : construction durable = Constructions neuves ou rénovation suivant une démarche HQE (Haute Qualité Environnementale) ou avec un label de type de performance énergétique de type HPE (Haute Performance Energétique), THPE (Très Haute Performance Energétique), BBC (Bâtiment Basse Consommation), BEPOS

Q.9 – Vous estimez-vous suffisamment informé sur les réglementations thermiques (RT 2005 - RT 2012) et sur les normes BBC (Bâtiment Basse Consommation) – BEPOS (Bâtiment à énergie positive)

Oui, très bien	1
Oui, assez bien	2
Non, peu	3
Non, pas du tout	4
Je ne sais pas, ne connais pas	5

Q.10 - La réglementation thermique (RT 2005 - RT 2012) ou le label BBC (Bâtiment Basse Consommation) a-t-elle une influence positive sur votre activité ?

Oui, un peu	1
Oui, beaucoup	2
Non, pas du tout	3
Je ne sais pas, ne connaît pas	4

Q.11 - Les aides financières pour les travaux de performance énergétique (crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subsvention, chèque énergie...) ont-elles une influence positive sur votre activité?

Oui, un peu	1
Oui, beaucoup	2
Non, pas du tout	3
Je ne sais pas, ne connaît pas	4

Q.12 - Percevez-vous, au sein de votre clientèle, une augmentation de la demande d'offre globale de travaux en relation avec la performance énergétique? On entend par « offre globale » un effort de coordination des différents corps d'état et une responsabilité élargie des faiseurs au regard de l'objectif de performance environnementale et d'efficacité énergétique globale des bâtiments.

	<u>Sur le marché du logement</u>	<u>Sur le marché du non-résidentiel</u>
Oui	1	1
Non	2	2
Ne sais pas	3	3

Q.13 – Avez-vous développé une offre globale pour réaliser des chantiers d'amélioration énergétique ?

Oui	1 ----> REpondre à Q. 14 et à Q. 15
C'est en projet	3 ----> REpondre à Q. 14 et à Q. 15
Non	2 ----> REpondre à Q. 16

Q.14 - Par quel(s) moyen(s) ?

Intégration ou création d'un groupement d'entreprises informel	1
Intégration ou création d'un groupement d'entreprises avec une structure juridique spécifique	2
Reprise d'entreprises	3
Elargissement des compétences de l'entreprise (par l'embauche ou la création) (Pouvant aller jusqu'au développement d'une stratégie d'entreprise générale)	4
Ne sait pas encore	5

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Q.15 – Quelles sont les raisons qui vous ont conduit à envisager ou formaliser cette nouvelle orientation ?

L'élargissement / l'intégration de nouvelles compétences métiers	1
La commercialisation de l'offre globale	2
La coordination de chantiers	3
La mise en place d'une démarche de progrès pour satisfaire des exigences de qualité	4
Le portage des assurances décennales	5
Autre raison (citer laquelle)	6

Q. 16 – Au cours des deux dernières années, une ou plusieurs personnes de votre entreprise ont-elles suivi des formations en construction ou rénovation durable?

Oui	1-----> REPONDRE A Q.17
Non	2-----> REPONDRE A Q.18

Q.17 – Sur quels thèmes ?

	oui	non
Normes et réglementation (RT 2012, BBC, Accessibilité...)	1	2
Technologies (Isolation Extérieure, Etanchéité à l'air, parois vitrées, ventilation...)	1	2
Energies Renouvelables (Solaire, photovoltaïque, géothermie, éolien...)	1	2
Matériaux (Eco-matériaux à base de lin, bois, chanvre, terres....)	1	2
Mesures financières d'aide aux travaux (prêt à taux zéro, crédit d'impôt, Eco-PTZ, audit...)	1	2
FEEBAT	1	2
Autres type de formation	1	2

Q. 18– Des formations pour votre entreprise sont-elles prévues d'ici 2017 en construction ou rénovation durable ?

Oui	1-----> REPONDRE A Q.19 et 20
Non	2-----> REPONDRE A Q.21

Q.19 – Sur quoi vont porter ces formations ?

1. Pour les normes et réglementation :
 - 1.1 – Acoustique
 - 1.2 – Thermique
 - 1.3 - Accessibilité
 - 1.4 – Sécurité incendie
 - 1.5 – Qualité de l'air intérieur
 - 1.6 - Autre (précisez) :

2. Pour les technologies:
 - 2.1 - Isolation par l'extérieur
 - 2.2 - Isolation par l'intérieur
 - 2.3 – Etanchéité à l'air
 - 2.4 - Ventilation
 - 2.5 – Rupture ponts thermiques
 - 2.6 – Toiture
 - 2.7 – Ossature bois, poteaux poutres
 - 2.8 – Panneaux bois, bardage bois
 - 2.9 – Menuiseries (Vitrage et huisseries)
 - 2.10 - Autre (précisez) :

3. Pour les énergies renouvelables :
 - 3.1 – Solaire thermique
 - 3.2 - Photovoltaïque,
 - 3.3 - Petit éolien
 - 3.4 - Chauffage bois
 - 3.5 - Géothermie
 - 3.6 - Autre (précisez) :

4. Pour les matériaux
 - 4.1 –Matériaux de gros œuvre de type éco-matériaux à base de lin, chanvre, terre, pisé...
 - 4.2 –Matériaux de gros œuvre industriels innovants de type brique mono mur...
 - 4.3 - Matériaux d'isolation intérieur de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose
 - 4.4 - Autre (précisez) :

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

5. FEEBAT	5.1- Module 1	5.2- Module 2
	5.3- Module 3-a	5.4- Module 3-b
	5.5- Module 3-c	5.6- Module 3-d
	5.7- Module 4-1	5.8- Module 4-2
	5.9- Module 5-1	5.10- Module 5-2

6. Mesures financières d'aide aux travaux (prêt à taux zéro, crédit d'impôt, Eco-PTZ, audit, Certificats d'Economies, d'Energie...):

6.1 Précisez :

7. Autre domaine de formation

7.1 Précisez :

Q. 20 – Quel est le mode de formation principal ?

Par la Chambre des métiers (ou autre organisme consulaire)	1
Par un syndicat professionnel	2
Par un centre de formation (AFPA, GRETA, CREFAB, CEREF, ...)	3
Par un fabricant, sur un chantier	4
Par un négociant	5
Par une structure privée indépendante	6
Ne sait pas encore	7
Autre (précisez) :	8

Q.21 – De manière générale, est-ce difficile pour vous ou le personnel de l'entreprise de suivre des formations ?

Oui	1 ----> Q.22, Q23, Q24 et Q25
Non	2 ----> Q.26

Q.22 – Pour quelle(s) raison(s) ?

	Oui	Non
1 - Il n'y a pas d'offre de formation à proximité de l'entreprise	1	2
2- L'offre de formation ne correspond pas à vos besoins (répondre Q24)	1	2
3- on ne peut pas dégager du temps et/ou du personnel pour aller se former	1	2
4 - Le coût financier est trop élevé	1	2
5- C'est difficile de mobiliser les salariés	1	2
6 - Autre (précisez) :	1	2

Q.23 – Quelle est la raison principale ?

(Enquêteur : reporter le code de la raison principale)

Q24 - Pour quelles raisons l'offre ne correspond pas à vos besoins ?

	Oui	Non
1. Pas de réponse adaptée à notre compétence métier	1	2
2. Trop théorique, pas d'apprentissage par la pratique	1	2
3. La formation ne suffit pas à l'appropriation sur le terrain	1	2
4 - Autre (précisez) :	1	2

Q.25 – Selon vous, quelles actions devraient développer les acteurs de l'emploi-formation pour vous aider à former votre personnel ?

	Oui	Non
1- Meilleure visibilité de l'offre de formation (dispositifs financiers, offre)	1	2
2 – Des formations moins éloignées de mon entreprise	1	2
3 – Des formations basées sur des outils tels qu'internet, formations sur chantier, tutorat	1	2
4 - autre(s) - précisez :	1	2

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Q26- Sur quelles compétences comptez-vous développer votre activité d'ici la fin 2017 ?

(Enquêteur : Q27 seulement pour les items de la Q26 ayant « oui » en réponse)

		oui		non		Q27 - Compétence maîtrisée		
						oui	non	
A Compétences techniques								
Matériaux biosourcés	1	Mise en oeuvre de matériaux de gros oeuvre de type terre, paille, pisé, torchis...	1	2	1	2	1	2
	2	Enduits de type chaux, chanvre, terre	1	2	1	2	1	2
	3	Mise en oeuvre de matériaux d'isolation intérieure de type chanvre, laine de bois, ouate de cellulose...	1	2	1	2	1	2
Energies renouvelables	4	Peintures, colles, solvants à la chaux, caséine, huile de lin, ...	1	2	1	2	1	2
	5	Chauffage bois	1	2	1	2	1	2
	6	Panneaux photovoltaïques	1	2	1	2	1	2
	7	Petit éolien	1	2	1	2	1	2
	8	Solaire thermique	1	2	1	2	1	2
	9	Géothermie	1	2	1	2	1	2
Technologies	10	Etanchéité à l'air	1	2	1	2	1	2
	11	Ventilation	1	2	1	2	1	2
	12	Rupture ponts thermiques	1	2	1	2	1	2
	13	Toiture végétalisée	1	2	1	2	1	2
	14	Ossature bois, poteaux poutres	1	2	1	2	1	2
	15	Panneaux bois, bardage bois	1	2	1	2	1	2
	16	Techniques de pose de huisseries (ponts thermiques, performance thermique, acoustique, vitrages à isolation renforcée (TH+8)...))	1	2	1	2	1	2
	17	Confort été, rafraîchissement	1	2	1	2	1	2
	18	Récupérateurs d'eaux pluviales	1	2	1	2	1	2
	19	Techniques et équipements d'économies d'eau (économiseurs d'eau, récupération eaux grises)	1	2	1	2	1	2
	20	Isolation par l'intérieur (murs, combles, planchers bas)	1	2	1	2	1	2
	21	Isolation par l'extérieur	1	2	1	2	1	2
	22	Mise en oeuvre de matériaux de gros oeuvre de type brique mono mur, béton cellulaire...	1	2	1	2	1	2
	23	Mise en place de dispositifs d'autocontrôle	1	2	1	2	1	2
	24	Autre(s) (Précisez) :	1	2	1	2	1	2
B Compétences réglementaires								
	1	Règlementation accessibilité (adaptation au handicap)	1	2	1	2	1	2
	2	Règlementation thermique	1	2	1	2	1	2
	3	Règlementation sécurité incendie	1	2	1	2	1	2
	4	Autre(s) (Précisez) :	1	2	1	2	1	2
C Autres compétences								
	1	Connaissance du bâti ancien	1	2	1	2	1	2
	2	Dispositifs d'aide aux travaux : crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subsventions, ...	1	2	1	2	1	2
	3	Bâtir une offre commerciale en amélioration et performance énergétique	1	2	1	2	1	2
	4	Conception et réalisation de bâtiments BBC	1	2	1	2	1	2
	5	Gestion, tri et recyclage des déchets de chantier	1	2	1	2	1	2
	6	Approche globale de l'enveloppe du bâti en construction neuve	1	2	1	2	1	2
	7	Approche globale des travaux de rénovation	1	2	1	2	1	2
	8	Outils d'évaluation des travaux d'économies d'énergie	1	2	1	2	1	2
	9	Informatique, utilisation d'internet	1	2	1	2	1	2
	10	La coordination de chantier	1	2	1	2	1	2
	11	Autre(s) (Précisez) :	1	2	1	2	1	2

Q.28 – Parmi les compétences que vous avez choisi de développer laquelle souhaitez-vous développer en priorité ?

- 1 - Compétences techniques : (Enquêteur : indiquer le n° correspondant dans la liste A ci-dessus)
 2 - Compétences réglementaires: (Enquêteur : indiquer le n° correspondant dans la liste B ci-dessus)
 3 – Autres compétences : (Enquêteur : indiquer le n° correspondant dans la liste C ci-dessus)

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Q.29 – Parmi les compétences maîtrisées laquelle est la mieux maîtrisée aujourd'hui ?

- 1 - Compétences techniques : (Enquêteur : indiquer le n° correspondant dans la liste A ci-dessus)
 2 - Compétences réglementaires: (Enquêteur : indiquer le n° correspondant dans la liste B ci-dessus)
 3 – Autres compétences : (Enquêteur : indiquer le n° correspondant dans la liste C ci-dessus)

Q.30.1 - Est ce que vous avez fait les démarches pour obtenir un label de qualité reconnu Grenelle de l'Environnement comme "Eco-artisan" (CAPEB) ou "Pro de la performance énergétique" (FFB) ou une qualification QUALIBAT/QUALIFELEC/QUALIT'ENR spécifique ?

- Oui 1 → Q30-2
 Non 2 → Q31
 Non mais je vais le faire prochainement 3 → Q31
 Je ne connais pas ces labels 4 → Q31

Q.30.2 – Si oui, lequel (lesquels) ?

Q.31 - Savez-vous qu'à partir du 1er juillet 2014 l'Etat s'est engagé à mettre en œuvre une éco-conditionnalité de ses aides (Crédits d'impôts développement durable, éco-ptz...) à la réalisation de travaux par des entreprises ayant un signe de qualité « Reconnu Grenelle Environnement »

Enquêteur : L'éco-conditionnalité consiste à subordonner le paiement d'aides publiques au respect de normes environnementales.

- Oui 1
 Non 2

Q. 32 – Avez-vous entendu parler des opérations suivantes qui se sont déroulées sur votre territoire ?

	Oui, tout à fait	Oui, ça me dit quelque chose	Non, je ne suis pas sûr	Non, ça ne me dit rien du tout
Action n°1	1	2	3	4
Action n°2	1	2	3	4
Action n°3	1	2	3	4

La liste des actions pour chaque territoire est présentée ci-dessous

Actions pour Lille :

Action n°1 : 5 opérations d'emploi/formation (entre 2010 et 2012) avec des formations au bardage bois, isolation thermique par l'extérieur et maintenancier de panneaux solaire

Action n°2 : Sensibilisation des salariés aux évolutions des métiers du Bâtiment suite au Grenelle de l'Environnement

Action n°3 : Création d'un outil d'aide à la décision pour les entreprises : « 10 bonnes questions à se poser avant de se lancer dans le secteur de l'éco-construction »

Q.33 – Actuellement, rencontrez-vous des difficultés de recrutement ?

- Oui 1 --- Q34
 Non, je n'ai pas de difficultés à recruter 2 ---- Fin
 Non, je ne cherche pas à recruter 3 ---- Fin
 Ne sais pas 4 ---- Fin

Q.34 – Quelles difficultés de recrutement rencontrez-vous?

Choix de 3 réponses maximum, à hiérarchiser de 1 à 3 (1= difficulté principale)

- Manque de candidats expérimentés 1
 Manque de candidats qualifiés 2
 Précisez pour quel métier :
 Précisez pour quel niveau de formation :
 Manque de candidats motivés 3
 Problème de mobilité : pas de véhicule 4
 Problème de mobilité : pas de permis 5
 Autres 6
 Précisez :
 Ne sais pas 7

D. Questionnaire de l'enquête téléphonique réalisée auprès des entreprises

Q.35 – Par quels moyens recrutez-vous ?

Pôle emploi	1
Mission locale	2
Candidature spontanée	3
Bouche à oreille, réseau	4
Stage	5
Intérim	6
Consulaires, fédérations professionnelles	7
Autres	8
Précisez :	
Ne sais pas	9

Commentaires divers / suggestions d'actions à mener sur le territoire :

Nous vous remercions de votre participation à cette enquête

Réalisée par la CER Nord Pas de Calais, à la demande des partenaires territoriaux du projet « Maison de l'emploi et développement durable », cette étude a été financée par l'ADEME avec l'appui d'ALLIANCE VILLES EMPLOI.

La méthodologie des diagnostics et leur essaimage sont portés par le Réseau national des CERC constitué en GIE en 2013.



Réseau national des CERC

Cellules Economiques Régionales
de la Construction



Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. L 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par la caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

CERC Nord – Pas de Calais

44 rue de Tournai
CS 40259

59019 Lille Cedex

Tél 03.20.40.53.39 / Fax 03.20.40.54.58

Mail : cernordpasdecalais@i-carre.net

Site internet : www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?-CER